

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

THÈSE PRÉSENTÉE À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN PHILOSOPHIE

PAR
ÉRIC PEPIN

LE STATUT ONTOLOGIQUE ET LES PROBLÈMES ÉPISTÉMOLOGIQUES LIÉS
AUX ATTITUDES ET ACTIONS COLLECTIVES

AVRIL 2018

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

Cette thèse a été dirigée par :

Daniel Vanderveken, directeur de recherche, Ph. D.

Université du Québec à Trois-Rivières

Jury d'évaluation de la thèse :

Denis Fisette, Ph. D.

Université du Québec à Montréal

Michel Paquette, Ph. D.

Collège de Maisonneuve

Jimmy Plourde, Ph. D.

Université du Québec à Trois-Rivières

Thèse soutenue le 15 mai 2017

REMERCIEMENTS

Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui m'ont aidé pendant l'élaboration de ma thèse et notamment mon directeur Monsieur Daniel Vanderveken, pour son intérêt et son soutien, sa grande disponibilité et ses nombreux conseils durant la rédaction de ma thèse.

Au terme de ce parcours, je remercie enfin celles et ceux qui me sont chers et que j'ai quelque peu délaissés ces derniers mois pour achever cette thèse. Je remercie particulièrement ma conjointe Marie-Pierre Gagné ainsi que mes enfants Laurence, Élise, Jérôme et Benoît.

TABLE DES MATIÈRES

LE STATUT ONTOLOGIQUE ET LES PROBLÈMES ÉPISTÉMOLOGIQUES LIÉS AUX ATTITUDES ET ACTIONS COLLECTIVES

REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES.....	iv
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1: LE MODÈLE DE L'INTENTIONNALITÉ INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE EN PHILOSOPHIE ANALYTIQUE	28
1.1 Les actes de discours.....	29
1.1.1 Les actes de discours de second niveau.....	31
1.2 L'intentionnalité individuelle.....	32
1.2.1 Le statut ontologique des états intentionnels.....	35
1.2.2 L'arrière-plan et le réseau	36
1.3 Les intentions et les actions individuelles.....	40
1.3.1 Le lien entre intention et action.....	40
1.3.2 Intention préalable et intention en action	41
1.3.3 Les actions complexes.....	46
1.3.4 La sui-référentialité	48
CHAPITRE 2: LES ATTITUDES PARTAGÉES ENTRE AGENTS SELON BRATMAN	53
2.1 Intentions partagées et activités coopératives partagées	53
2.1.1 Les intentions partagées	54
2.1.2 Les activités coopératives partagées.....	66
2.2 Les thèses épistémologiques de l'individualisme méthodologique	79
2.2.1 Les effets subjectifs des facteurs extérieurs à l'individu.....	81
2.2.2 Le point de départ empirique	86
2.2.3 La réduction de l'explication et non des phénomènes eux-mêmes	87
2.3 Les objets collectifs comme problème ontologique.....	90
2.4 Dynamique d'une socialité modeste	92
2.4.1 Les structures interpersonnelles	93
2.4.2 Les formes de construction de la socialité.....	95
CHAPITRE 3: L'INFLUENCE DU GROUPE CHEZ TUOMELA.....	99
3.1 Intentions communes et intentionnalité conjointe.....	100
3.1.1 La composition des intentions communes.....	102

3.1.2 Les groupes au mode singulier et ceux au mode pluriel.....	109
3.1.3 L'action collective.....	121
3.2 La priorité méthodologique et épistémologique du groupe	123
3.2.1 Une méthodologie macro-macro	123
3.2.2 Le problème du point de vue du groupe.....	125
3.2.3 Le problème de l'influence objective du groupe	129
3.3 Le statut ontologique des attitudes de groupe	134
3.3.1 Le réductionnisme au niveau de l'action.....	135
3.4 La construction collective de la société	138
3.4.1 L'importance du mode pluriel.....	139
3.4.2 La création collective de la réalité sociale.....	142
3.4.3 Les effets constitutifs de l'acceptation collective.....	143
CHAPITRE 4: L'INTENTIONNALITÉ COLLECTIVE SELON SEARLE	147
4.1 Les intentions collectives	148
4.1.1 L'irréductibilité des attitudes collectives	149
4.1.2 La structure formelle des intentions collectives	152
4.1.3 La présupposition de l'autre comme condition cognitive	156
4.1.4 Le sens de l'autre	159
4.1.5 Le subjectivisme de l'intentionnalité collective	162
4.2 Le réductionnisme ontologique des attitudes collectives	163
4.2.1 L'évolution de l'individualisme méthodologique	166
4.3 Les problèmes épistémologiques de la coopération.....	168
4.3.1 L'influence de la structure et des institutions.....	169
4.4 Les problèmes épistémologiques découlant de l'ontologie au « je ».....	176
4.4.1 Le problème de l'existence de la société	177
4.4.2 Le problème du subjectivisme.....	179
4.5 La réalité sociale en tant que construction.	181
4.5.1 L'assignation de fonction par l'intentionnalité collective	182
4.5.2 L'assignation de pouvoirs	183
4.5.3 Les règles constitutives	186
4.5.4 L'importance de la signification	191
CHAPITRE 5: LE MODÈLE DU SUJET PLURIEL SELON GILBERT	198
5.1 Intention partagée et sujet pluriel.....	202
5.1.1 Les caractéristiques des intentions partagées	202
5.1.2 L'agent collectif.....	213
5.1.3 La formation du sujet pluriel par le groupe	214
5.2 Les problèmes soulevés par le subjectivisme et le psychologisme	219
5.2.1 L'absence de distinction entre concepts et réalité	220
5.2.2 Le problème ontologique de l'agent collectif et du sujet pluriel.....	221
5.3 Les formes les moins contraignantes d'individualisme	223
5.3.1 L'abandon des thèses subjectivistes	223
5.3.2 L'évolution des thèses ontologiques	226
5.3 Les groupes sociaux et la société politique.....	231
5.3.1 L'élaboration des institutions	232
5.3.2 Différentes formes d'institutions sociales et de règles	232
5.3.3 Le modèle du sujet pluriel, l'engagement commun et les règles.....	234

CONCLUSION	239
BIBLIOGRAPHIE	255

RÉSUMÉ

L'attribution d'attitudes telles que: « les Montréalais sont fiers de leur équipe » ou encore « cette entreprise n'a pas respecté la loi » est à l'origine d'un vaste questionnement philosophique. Ce questionnement est attribuable à la difficulté que nous avons à expliquer le concept d'intentionnalité collective. Nous attribuons constamment des croyances, des désirs et des intentions à des groupes. Or, les objets auxquels nous attribuons ces attitudes ne semblent pas exister en tant que tels.

Plusieurs approches en philosophie analytique proposent une explication à ces phénomènes collectifs. Bratman (1993) et Tuomela (1988) tentent d'expliquer la formation d'attitudes collectives sans reconnaître qu'elles sont des attitudes distinctes. Ces approches sont parfois compatibles avec les différentes thèses individualistes, notamment les thèses méthodologiques, épistémologiques et ontologiques, mais elles ne le sont pas toujours.

Searle (1990) et Gilbert (1989) adoptent une position différente. Ils considèrent les attitudes collectives comme irréductibles aux attitudes individuelles. Ces approches, pourrait-on croire, pourraient difficilement se conformer aux différents principes individualistes énoncés précédemment. Ce n'est pas le cas, du moins en ce qui concerne l'approche de John Searle (2010).

Je conteste l'idée selon laquelle une théorie individualiste est insuffisante pour expliquer la socialité (Kincaid (1986). Dans le cadre de ce travail, je vais montrer que malgré le fait que pour Searle les attitudes collectives ne sont pas réductibles aux attitudes individuelles, la stratégie qu'il utilise pour les expliquer est réductionniste, mais non éliminatrice (Sawyer, R. K., 2002). Parmi les approches analysées, elle est la seule qui soit capable de donner une explication complète des formes de socialité des plus simples aux plus complexes tout en se conformant aux thèses de l'individualisme méthodologique (Hempel, C.G., 1965), plus particulièrement les thèses de l'individualisme méthodologique faible (Udehn, 2001) de Popper (1944) et Watkins (1952). Les concepts élaborés dans le cadre de la théorie des actes de discours (Searle, 1969) et la théorie de l'intentionnalité (Searle, 1983) seront utiles à cet égard et serviront d'éléments conceptuels de base pour analyser les autres approches.

Mots clés: intention et action collectives; faits sociaux et institutionnels; individualisme méthodologique; épistémologie; ontologie; réductionnisme; connaissance commune

INTRODUCTION

La question ultime, qui transcende depuis toujours l'ensemble des sciences humaines, est de savoir comment sont constituées les interactions des individus appartenant à une collectivité. Est-ce qu'elles sont le produit d'individus rationnels, isolés et ayant comme unique raison d'agir un calcul coût-bénéfice, ou bien sont-elles constituées d'individus agissant ensemble, ayant des croyances, des désirs et des intentions qui sont communs et irréductiblement collectifs ?

Ces formes d'interactions collectives sont des phénomènes sociaux complexes, elles se manifestent de différentes façons, elles ont plusieurs modalités et il existe plusieurs façons de les nommer. Il y a par exemple les croyances qui sont attribuées à un groupe. L'attribution de la croyance selon laquelle « Les athlètes olympiques croient que les prochains Jeux seront un succès » ne semble pas problématique d'un point de vue pragmatique et linguistique. Par contre, d'un point de vue philosophique, cette proposition implique plusieurs choses. Par exemple, comment est-ce possible d'attribuer des croyances à un groupe ? Un groupe n'a pas à proprement parler d'état mental. N'est-ce pas plutôt à des individus que cette croyance est attribuée ? Si c'est le cas, comment se fait-il que nous admettions la possibilité d'attribuer des états mentaux à des groupes ? Des désirs et des intentions sont également assignés aux groupes. Par exemple, « Les Québécois ont l'intention de dépenser moins d'argent pour les cadeaux de Noël cette année ». De qui parle-t-on au juste ? Parle-t-on des Québécois en général, de certains

Québécois, de la majorité ? Comme Diogène de Sinope qui cherchait l'Homme, nous aurions de la difficulté à trouver « les Québécois », à moins qu'il ne s'agisse d'un Québécois en particulier. Des actions peuvent aussi être attribuées aux groupes, par exemple lorsque nous disons « les employés font la grève ». Toutes ces attitudes et ces actions collectives semblent d'une certaine façon problématiques.

Il y a plusieurs façons d'expliquer les attitudes et les actions collectives en philosophie analytique. Certaines de ces approches sont très individualistes alors que d'autres soutiennent des thèses de nature holistique. Certaines sont relationnelles alors que d'autres sont d'un mode ontologique différent, un mode au « je ». Comme il s'agit de phénomènes sociaux plutôt larges, il y a plusieurs manières de les nommer. Searle¹ nomme ces phénomènes des intentions collectives, Bratman² des intentions partagées et Tuomela³ des intentions conjointes. Toutes ces attitudes sont fort différentes, et chaque auteur les explique de façon tout aussi distincte. Pour Searle, les intentions collectives sont un phénomène primitif, qui n'est pas analysable à partir d'une somme d'intentions individuelles. Les intentions partagées sont différentes; pour Bratman, elles sont plutôt un agrégat d'intentions individuelles permettant aux agents de se coordonner. Pour ce qui est des intentions conjointes ou communes, elles sont possédées par des individus qui agissent à l'intérieur d'un groupe à partir d'objectifs et de motivations qui proviennent du groupe (Tuomela, 1988).

¹ Searle, J.R., *The Construction of Social Reality*, New York, First Free Press Edition, 1995, p. 23.

² Bratman, Michael E., « Shared Intention », *Ethics*, Vol. 104, No. 1. (Oct., 1993), p. 97-113.

³ Tuomela, R. & Miller, K., « We-Intention », *Philosophical Studies*, 53, Kluwer Academic Publishers, 1988, p. 367-389.

En ce qui concerne l'action, lorsqu'elle est accomplie par plusieurs agents, Searle⁴ la nomme une action collective, Bratman⁵ une action conjointe et Tuomela et Gilbert⁶ une action commune. Encore une fois les actions collectives de Searle sont irréductibles aux actions d'individus, alors que les actions partagées de Bratman sont des actions d'individus qui visent la coordination. Enfin pour Tuomela, les actions communes sont le moyen par lequel le groupe influence l'individu.

Tous ces types d'attitudes et d'actions intentionnelles collectives présupposent l'existence, dans le monde naturel, de plusieurs objets et propriétés ontologiques. Ils entraînent également de nombreuses conséquences pratiques. Certains de ces phénomènes collectifs impliquent des capacités représentatives, Searle⁷ les considère parfois pré-intentionnelles, alors que pour d'autres ils nécessitent des formes d'engagement ou des obligations, comme dans le cas de Tuomela et Gilbert.⁸ Dans tous les cas, chacun adopte une position épistémologique différente.

Les attitudes et les actions collectives

Généralement, l'idée selon laquelle un individu peut être porteur d'états et d'actes intentionnels comme des intentions, des actions ou des croyances collectives peut se présenter sous une forme sommative ou non sommative, selon que les attitudes et les actions collectives soient le résultat de la somme des attitudes et des comportements intentionnels individuels ou non. La façon sommative ne permet pas, selon moi, de bien

⁴ Searle, J.R., (1990) « Collective Intentions and Actions », in P. Cohen, J. Morgan and M. E. Pollack (eds.) *Intentions in Communication*, Cambridge, Mass. MIT Press, Bradford Books, p. 401-415.

⁵ Bratman, M., 1993, *op. cit.*, p. 100.

⁶ Tuomela, R. & Miller, K., 1988, *op. cit.*, p. 367 et Gilbert, M., « Acting Together », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, 2002, p. 53.

⁷ Searle, J.R., 1990, *op. cit.*, p. 23.

⁸ Tuomela, R. & Miller, K., 1988, *op. cit.*, p. 98 et Gilbert, M., 2002, *op. cit.*, p. 54.

comprendre les comportements et les attitudes des individus à l'intérieur d'un groupe. Ce qu'elle prétend analyser ne se rapproche pas de ce que nous entendons habituellement par comportements collectifs. Cette façon sommative d'analyser les attitudes et les actions collectives est liée à l'idée selon laquelle les phénomènes sociaux sont des illusions, au mieux des épiphénomènes.⁹

De façon générale en philosophie analytique, les attitudes et les actions collectives sont analysées de manière non sommative. Une stratégie non sommative, qui est cependant réductrice (Quinton, A. ,1975; Miller, S., 2001; Tuomela, R., 1992 et Bratman, M., 1993), est d'expliquer ces phénomènes collectifs en les réduisant aux attitudes et aux actions individuelles, auxquelles certains ajoutent des éléments cognitifs comme des croyances communes. L'objectif de cette stratégie est de réduire les attitudes et les actions collectives aux actions et attitudes individuelles pour déterminer leur nature, leurs rôles et leur portée.

Michael Bratman (1993) et Raimo Tuomela (1988) adoptent la stratégie réductrice. Le terme choisi par Bratman, celui d'intention partagée, reflète bien cette stratégie réductrice (d'un point de vue épistémologique). Il s'agit d'une attitude qui est simplement partagée par plusieurs personnes. Deux individus possèdent chacun une intention, qui se ressemblent et qui sont orientées vers un même objectif. Ils n'ont par conséquent pas d'intention commune ou collective qu'ils partageraient en tant que groupe.

Bien que Bratman utilise une stratégie réductrice, il ne considère pas que les attitudes partagées soient un épiphénomène. Il propose un modèle théorique réducteur,

⁹ La forme sommative des attitudes et des actions collectives ne sera pas discutée. Il s'agit simplement de dire qu'un comportement intentionnel collectif n'est qu'une sommation d'intentions individuelles ayant le même contenu que celui attribué au groupe.

mais qui ajoute certains éléments particuliers aux attitudes individuelles lorsqu'elles sont partagées. L'exemple qu'il utilise est le suivant: « supposons que nous ayons l'intention partagée de peindre une maison ensemble, en quoi consiste cette intention partagée ? »¹⁰ Il ne peut s'agir que d'intentions individuelles, le fait d'avoir simplement chacun une intention individuelle de peindre la maison n'est pas suffisant, cela n'explique pas notre engagement envers l'activité conjointe. Par ailleurs, l'intention partagée n'est pas une attitude dans l'esprit d'un super agent qui consisterait en la fusion de plusieurs individus, il doit y avoir un juste milieu entre ces deux positions extrêmes. Pour Bratman, une attitude partagée est constituée des attitudes individuelles de chaque agent ainsi que de leur interrelation. L'analyse que Bratman fait des intentions partagées est une suite logique de son analyse des intentions individuelles. Pour lui, une intention conjointe n'est pas une attitude distincte et qualitativement différente des attitudes individuelles.

Dans l'optique de Bratman (1987), les intentions individuelles font partie de l'étude plus générale de la planification.¹¹ Tout au long de son analyse des intentions individuelles, il utilise une approche fonctionnaliste, c'est-à-dire qu'il étudie les composantes des intentions et des actions, leurs différents rôles ainsi que leurs interrelations toujours en lien avec ce qu'elles permettent à l'agent d'effectuer: coordonner et planifier pour l'aider à atteindre ses objectifs. Ces éléments servent de base à son analyse des intentions partagées, qui sera tout aussi fonctionnelle. Pour rendre les intentions partagées plus contraignantes, Bratman y ajoute simplement quelques normes associées, entre autres l'agglomération sociale, la constance, la cohérence sociale ainsi

¹⁰ Bratman, M., 1993, *op. cit.*, p. 99.

¹¹ Bratman, Michael E., *Intention, Plan and Practical Reason*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1987, 200 p.

que la stabilité sociale. Ces rôles et ces normes sont présents à la fois au niveau des intentions individuelles et des intentions partagées. Son hypothèse de base est que des intentions individuelles, dans un contexte collectif, avec un contenu approprié et bien interrelié, si elles fonctionnent correctement et sont guidées par certaines normes, vont jouer le rôle d'intentions partagées et vont donc structurer et coordonner les pensées et les actions entre les agents.

Il y a une continuité conceptuelle, métaphysique et normative entre la planification individuelle et les attitudes collectives. Les actions partagées se déroulent dans le temps, les agents doivent coordonner leurs actions pour faire coïncider leurs plans et sous-plans respectifs. Quand Bratman réalise que les attitudes individuelles et leurs interrelations ne sont pas suffisantes à l'explication de formes de socialité modeste, il introduit des aspects normatifs. Nous verrons que ces aspects normatifs ne sont pas nécessaires à l'explication des attitudes et des actions collectives, tout comme leur inclusion dans l'analyse des intentions collectives de façon générale. Les aspects normatifs font plutôt partie des conditions nécessaires à la possession de telles attitudes collectives. Par ailleurs, et ce sera un problème pour toutes les approches à l'exception de celle de Searle, l'approche de Bratman présuppose la socialité lorsqu'elle explique les attitudes et les actions collectives. Les normes qu'il introduit en sont un exemple, considérant qu'une norme est déjà un fait social. Il est plutôt nécessaire d'expliquer les faits sociaux et les faits institutionnels à l'aide des attitudes et des actions des individus et non le contraire, du moins si nous admettons les principes de base de l'individualisme méthodologique.

Tuomela explique également les attitudes et les actions collectives sans les distinguer qualitativement des attitudes et des actions individuelles.¹² Une attitude collective est pour lui une « intention à la nous » possédée par un individu. Cette intention est étroitement liée au groupe dont l'agent fait partie. Ce groupe possède certaines attitudes qui influenceront directement l'agent. Ainsi pour avoir une intention véritablement collective, l'agent devra faire siens les croyances et les désirs du groupe.¹³ Bien que le groupe soit nécessaire à la possession d'attitudes communes, un individu peut avoir une « intention à la nous » même s'il est le seul à la posséder, alors qu'un seul individu ne peut pas avoir d'intention partagée telle qu'elle est présentée par Bratman. Malgré tout, selon Tuomela, son explication des attitudes et des actions collectives se fait à partir d'intentions individuelles. Il n'en demeure pas moins qu'il utilise une position épistémologique différente de celle de Bratman. Il explique les intentions individuelles à partir d'éléments appartenant au groupe dans lequel évolue l'individu, rejetant par le fait même une certaine forme d'individualisme épistémologique et méthodologique, rendant ainsi difficile l'attribution de l'étiquette « réductive » à son approche. D'un côté le point de départ de l'analyse de Tuomela est le groupe plutôt que l'individu, et de l'autre, les intentions communes ne sont pas des attitudes distinctes des attitudes individuelles, elles en sont seulement un mode particulier. Ainsi, l'approche de Tuomela respecte les thèses ontologiques de l'individualisme méthodologique, mais pas celles méthodologiques et épistémologiques.

¹² Tuomela, R., *The Importance of Us: A Philosophical Study of Basic Social Notions*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1995, 470 p.

¹³ Pour Tuomela, une intention véritablement collective est une intention qui permet à un groupe de créer des faits sociaux.

Des problèmes importants sont liés au fait de s'intéresser au point de vue du groupe pour analyser les intentions individuelles. Tuomela évoque des concepts tels que la perspective commune partagée (mode pluriel) par les membres du groupe et les notions de buts, d'objectifs, de croyances, de valeurs et de normes de groupe. Cette stratégie est critiquable d'un point de vue épistémologique et l'attribution de telles propriétés à de semblables objets pose des problèmes ontologiques qui sont difficiles à éviter. Pour justifier sa stratégie, Tuomela note qu'il y a une différence entre agir en tant que membre d'un groupe (mode pluriel) et agir en tant que personne privée à l'intérieur d'un groupe (mode individuel).¹⁴ Agir en tant que membre d'un groupe signifie agir selon des raisons définies par le groupe. Il y a une identification au groupe qui est contraignante. Nous nous soumettons à une instance autoritaire pour agir, selon les faveurs du groupe. Donc, nous pouvons agir collectivement d'un point de vue individuel ou en relation avec d'autres personnes, pour des raisons qui sont privées ou de groupes.

Il y a plusieurs éléments dans cette tentative d'explication des attitudes et des actions collectives qui ne sont pas d'ordre individuel. Par contre, il n'y a pas d'intention collective comme telle. Par exemple, si nous avons l'intention de transporter une table très lourde, nous avons chacun une intention commune de transporter la table.¹⁵ Le contenu propositionnel de cette intention peut inclure le pronom « nous », mais ce n'est pas nécessaire. Le contenu propositionnel peut aussi être constitué différemment. Par exemple, Tuomela introduit ce contenu de la façon suivante. Les agents qui ont l'intention

¹⁴ Le monde social ne peut pas être décrit sans distinguer les attitudes et les actions effectuées en tant que membre d'un groupe (mode pluriel) et celles qui sont effectuées en tant que personne privée (i-mode) à l'intérieur d'un groupe. Pour Tuomela le mode pluriel est particulièrement important en ce qui a trait à la vie sociale.

¹⁵ Tuomela, Raimo, « We-Intention Revisited », *Philosophical Studies*, 125, 2005, p. 327-369.

commune « veulent conjointement que l'état de choses arrive ».¹⁶ Bien que Tuomela affirme que les intentions communes ne sont pas une attitude distincte, nous pouvons voir par ailleurs qu'elles ne sont pas qu'une sommation d'intentions individuelles.

Bratman et Tuomela n'introduisent pas de nouvelles attitudes lorsqu'ils analysent les attitudes et les actions collectives. C'est encore plus évident dans le cas de Bratman puisqu'il utilise le terme d'intention partagée plutôt qu'intention collective ou commune. En outre, il est important de mentionner que bien que ces auteurs analysent les attitudes et les actions collectives d'une façon réductrice, aucune de ces approches ne coïncide avec les thèses individualistes les plus fortes. L'approche de Tuomela est réductive, mais uniquement du point de vue ontologique.

Gilbert (1989) et Searle (1990) proposent plutôt une stratégie habituellement qualifiée de non réductrice pour expliquer les attitudes et les actions collectives. Ils les considèrent comme des phénomènes distincts, qui sont irréductibles aux comportements individuels ou aux attitudes individuelles. Ces phénomènes nécessitent des interactions avec le monde extérieur pour fonctionner, un groupe ou d'autres faits sociaux par exemple pour Gilbert, mais pas nécessairement pour Searle.

Pour John Searle, l'intentionnalité collective est un phénomène biologique et primitif. Elle présuppose un sens de l'autre qui nous permet de percevoir l'autre comme un agent possible de coopération. Ce sens de l'autre fait partie de notre arrière-plan de capacités mentales non représentatives. L'intentionnalité collective, qui est étroitement liée au sens de l'autre des agents, leur permet de créer les faits institutionnels en assignant des fonctions à des entités qui autrement ne seraient pas en mesure de remplir ces fonctions

¹⁶ Jointly seeing to it that the state of affair obtain.

uniquement en vertu de leurs caractéristiques physiques. Pour expliquer la nature des intentions et actions collectives, Searle utilise essentiellement sa théorie de l'intention et de l'action individuelle, tout en attribuant aux attitudes et aux actions collectives un caractère irréductible.

À la différence de Bratman et Tuomela, Searle définit l'intention collective comme étant une intention qui a une forme radicalement différente de l'intention individuelle. Certains problèmes ontologiques peuvent sembler découler d'une tentative d'explication des attitudes et des actions collectives de façon non réductrice, notamment en ce qui a trait au mode d'existence de ce type d'intention, à leur pouvoir causal et à leurs liens avec les attitudes individuelles. En distinguant réductionnisme épistémologique et réductionnisme ontologique, il sera possible de constater que l'approche de Searle n'est pas irréductible, mais plutôt réductrice mais non-éliminatrice (Sawyer, R. K., 2002), c'est-à-dire une combinaison d'irréductibilité épistémologique et de réductibilité ontologique. Cette combinaison est possible si l'on distingue l'institution ou le fait social, qui ont un mode d'existence subjectif, des contenus de pensée à propos des institutions, qui eux sont objectifs.

L'autre façon non réductrice d'expliquer les intentions et les actions collectives est celle de Margaret Gilbert. Gilbert ne prend pas comme point de départ la position singulariste à propos des intentions et actions collectives.¹⁷ La plupart des théoriciens adoptent une perspective orientée vers les intentions individuelles pour expliquer les intentions partagées, nous avons vu que Bratman, Tuomela et Searle ont pris cette

¹⁷ Gilbert, Margaret, « Shared Intention and Personal Intentions », *Philosophical Studies*, 2009, p. 170.

direction. Gilbert prend une tout autre orientation. Elle affirme que si cette position est vraie, alors les intentions collectives n'existent pas.¹⁸

Son approche est plus holistique que les autres puisqu'elle admet que dans certaines circonstances un groupe peut former un sujet à qui l'on attribue un état intentionnel et même des actions.¹⁹ Pour Gilbert l'expression « partager une intention » implique certains éléments normatifs. Des agents partagent une intention seulement s'ils sont engagés conjointement à avoir l'intention en tant que groupe d'effectuer telle ou telle chose dans le futur.²⁰ Ainsi, des engagements conjoints et des obligations provenant du groupe sont nécessaires pour décrire comment se forment les attitudes et les actions collectives (Gilbert, 1989). L'approche utilisée par Margaret Gilbert ne se conforme pas aux thèses individualistes les plus faibles et elle présente de nombreux problèmes ontologiques.

Toutes les approches qui viennent d'être présentées brièvement rendent manifestes des positions épistémologiques et ontologiques très variées. En sciences sociales, la plupart des thèses individualistes, qu'elles soient d'ordre épistémologique ou ontologique, proviennent de l'individualisme méthodologique.²¹ Le thème de l'intentionnalité collective aborde directement la question des limites et de la portée de l'individualisme méthodologique, c'est-à-dire quelles formes et quels aspects de la réalité sociale peuvent être expliqués en termes d'intentionnalité collective et quels aspects ne peuvent pas l'être.

¹⁸ La position méthodologique selon laquelle nous devons partir des intentions individuelles pour décrire les intentions partagées et collectives, donc l'individualisme méthodologique.

¹⁹ Un sujet pluriel.

²⁰ Gilbert utilise l'expression « body », au lieu de groupe.

²¹ Cette méthodologie individualiste est associée, entre autres, au cercle de Vienne et à l'école autrichienne d'économie, son fondateur est Joseph Schumpeter. Elle se distingue de l'individualisme politique dans la mesure où elle ne comporte aucun élément normatif. Il s'agit plutôt d'une position comprenant des thèses épistémologiques et ontologiques.

C'est donc à partir des thèses de l'individualisme méthodologique que j'ai identifié les problèmes épistémologiques et ontologiques des quatre stratégies d'analyse des attitudes et des actions collectives.

L'individualisme méthodologique

L'individualisme méthodologique s'est développé dans de nombreuses disciplines et de façons fort différentes. Il a souvent été opposé à l'holisme méthodologique. Il convient de noter que l'individualisme méthodologique est une doctrine qui ne contient aucun élément politique ou idéologique (Weber, 1968), du moins à ses débuts, c'est-à-dire qu'il n'impliquait aucun système de valeur individualiste. Son histoire subséquente a donné lieu à un certain rapprochement avec les autres types de thèses individualistes.²² Il s'agit d'une idéologie qui a beaucoup influencé les sciences sociales, notamment l'économie et la psychologie, mais aussi la philosophie.

En m'inspirant du portrait général que fait Udeh (2001) de l'individualisme méthodologique, j'en suis arrivé à distinguer trois types, chacun comportant des thèses méthodologiques, épistémologiques et ontologiques différentes. Le premier type est un individualisme méthodologique fort, développé surtout en économie et en psychologie (Mises, 1922; Hayek, 1952 et Weber, 1949). Cet individualisme contient des thèses radicales qui ne conviennent pas aux quatre approches examinées dans le cadre de ce travail. Le deuxième type est un individualisme méthodologique faible, développé en philosophie, qui se distingue du précédent en reconnaissant un pouvoir causal aux formes de socialité sur les attitudes et les actions des agents (Popper, 1944; Watkins, 1952). Les approches de Bratman (1993) et Searle (1990) correspondent à cet individualisme

²² Celles plus politiques.

méthodologique. Enfin, le troisième type sera qualifié d'individualisme méthodologique institutionnel et structurel (Coleman, 1990; Boudon, 2001). Celui-ci se distingue des précédents avec de nouvelles thèses ontologiques qui admettent que d'un point de vue pragmatique, des entités et des propriétés collectives peuvent exister indépendamment des agents sans qu'elles ne soient nécessairement réductibles. L'approche de Tuomela (2007) correspond à cet individualisme alors que celle de Gilbert (1989) ne correspond à aucune des thèses individualistes.

Tous ces types d'individualisme méthodologique ont une histoire commune, qui débute très tôt dans la tradition de la pensée occidentale (Udeh, 2001). Deux théories de la société les précèdent, la théorie du contrat social et la théorie de l'ordre spontané. D'un point de vue individualiste, les deux plus importants théoriciens du contrat social sont Hobbes (1651) et Locke (1690). Hobbes est le plus important représentant, à l'époque, d'un individualisme théorique, alors que Locke est un représentant de l'individualisme politique. Hobbes soutenait « qu'il est nécessaire de connaître les parties d'une chose avant de connaître la chose dans son ensemble », ²³ d'où la nécessité de s'intéresser avant tout à l'individu plutôt qu'au groupe.

Quelques années plus tard a émergé en France et en Écosse l'idée que les institutions et les formes de vie sociale ne seraient pas des créations conscientes, mais auraient plutôt émergé d'un ordre spontané. L'idée de contrat social était directement visée. Le plus important critique était Hume (1741), qui qualifiait le contrat social de « pure fiction inventée à des fins politiques ». Les institutions étaient plutôt le résultat d'un ordre spontané, c'est-à-dire de l'action humaine, mais l'action humaine non

²³ *The English Works of Thomas Hobbes*, ed. Sir William Molesworth, London, John Bohn, 1939-44, vol. 1, p. 67.

intentionnelle. L'application idéale de cette idée d'ordre spontané s'est avérée être le marché économique. Le miracle opéré par le marché est censé transformer les intérêts individuels en biens collectifs. Des actions égoïstes et vicieuses peuvent se transformer en biens publics (Mandeville, 1714). Un individu, guidé par son propre gain, est mené par une main invisible à promouvoir une fin collective ne faisant pas partie de son intention (Smith, 1776). Les plus récents individualistes méthodologiques retracent l'origine de leur doctrine à l'idée d'ordre spontané suggérée par Mandeville, Hume, Ferguson et Smith, et ce même si les économistes classiques, avant John Stuart Mill, n'abordaient pas directement les questions méthodologiques (Sowell, 1974). L'individualisme de l'économie classique était plus politique et économique que théorique et méthodologique (Udehn, 2001). Notons que toutes les approches analysées dans le cadre de ce travail soutiennent au contraire une conception intentionnelle de la création de la société, c'est pourquoi la façon dont elles expliquent les attitudes et les actions collectives devrait permettre d'explicitier comment se forme la socialité, et non la présupposer.

À l'opposé de l'individualisme du siècle des Lumières, de l'utilitarisme et de l'économie classique, il y a eu l'émergence de l'historicisme en Allemagne et la sociologie positive en France. Pour Comte, un phénomène social n'est pas plus décomposable en termes individuels qu'une surface géométrique ne l'est en lignes ou en points.²⁴ Les principales doctrines défendues par l'historicisme allemand étaient l'organicisme, c'est-à-dire le fait que l'état ou la société soient considérés comme des organismes. Ceux-ci sont des « tous » et leurs parties dépendent des autres. Pour l'idéalisme objectif, les organismes naturels, tels les humains, ont un esprit, ce qui est aussi le cas pour les

²⁴ Comte, A. *Système de Politique Positive*, Paris, L. Mathias, 1851, vol.II, p. 181.

organismes sociaux. Ils ont un esprit qui leur est propre. Celui-ci est perceptible à travers le langage, les lois, la constitution et la littérature. Toutes ces institutions sont l'expression de l'esprit de la société. Nous pourrions constater l'influence de ces thèses holistiques lorsqu'il sera question de l'approche du sujet pluriel de Gilbert.

Bien qu'influencé par le romantisme, l'historicisme allemand contient une forme d'individualisme. Il s'agit cependant d'un individualisme différent de l'individualisme anglais au sens où ce dernier est quantitatif, alors que le premier est qualitatif (Simmel, 1917). L'individualisme de l'historicisme insiste sur le caractère unique, particulier de chaque individu, alors que l'individualisme anglais cible plutôt l'égalité entre les individus. Néanmoins, l'apport holiste laissé par le romantisme demeure dominant au sein de l'historicisme allemand.

Pour ce qui est de la sociologie positive, elle ne laisse aucune place à la psychologie de l'individu, premièrement parce que l'esprit est inobservable, donc inaccessible à l'investigation positive, et deuxièmement parce que le « soi » ne se présente pas sous une forme unique, mais multiple. L'idée d'un « soi » est une fiction créée par la religion et la métaphysique. Pour reprendre les mots de Comte: « Il n'y a rien entre l'organisation biologique et l'organisation sociale ».²⁵

Il y a évidemment plusieurs différences entre l'historicisme allemand et la sociologie positive d'Auguste Comte. Par contre, ce qui est important dans le cadre de ce travail est de constater qu'ils utilisent une méthodologie holistique, ce qui fait en sorte qu'ils sont conjointement soumis aux attaques des individualistes méthodologiques. L'individualisme méthodologique aurait émergé en tant que réaction individualiste contre

²⁵ Comte, A. (1836) *The Positive Philosophy*, trans. H. Martineau, 1855; New York: AMS Press, 1974 p. 42.

l'anti-individualisme de l'historicisme allemand et de la sociologie positive (Udehn, 2001).

Cette histoire est commune aux différentes formes que prendra l'individualisme méthodologique. Les thèses holistiques défendues par l'historicisme allemand et la sociologie positive entraînent des problèmes ontologiques qui semblent difficiles, voire impossibles à résoudre. Cependant, l'individualisme méthodologique entraîne aussi de nombreux problèmes puisqu'il ne permet pas, dans sa version la plus forte, d'expliquer la formation de la socialité, des attitudes et des actions collectives à partir d'autre chose que les dispositions individuelles des agents. L'individualisme méthodologique strict ou fort, en science sociale, est une doctrine qui demande que tous les concepts utilisés soient analysables uniquement en termes d'intérêts, d'activités, de volitions d'individus.²⁶ Dans cette optique, la relation entre l'individualisme méthodologique et les faits sociaux est très restrictive.

Comme ce fut exposé, l'individualisme méthodologique a une longue histoire, et contrairement à certaines croyances, il influence encore aujourd'hui les réflexions à propos de l'interaction entre l'individu et la socialité. L'importance de considérer ses thèses dans le cadre de ce travail tient au fait qu'il présente un intérêt renouvelé plus récemment avec la grande popularité de la théorie des jeux et de la théorie du choix rationnel, qui s'inspirent de l'individualisme méthodologique et qui postule la nécessaire et stricte séparation entre le choix des agents et la structure institutionnelle.²⁷ Cette

²⁶ Watkins, J.W.N. (1952), Popper, K. (1950) et Hayek, F. (1952) sont les représentants les plus importants de l'individualisme méthodologique contemporain.

²⁷ La formulation actuelle de l'individualisme méthodologique en science sociale est la théorie des jeux, qui n'est pas elle-même une théorie particulière des interactions sociales, mais une façon d'expliquer certains phénomènes en faisant référence aux choix rationnels d'agents isolés.

séparation donne une prédominance au choix rationnel de l'individu en interaction. Dans cette interaction, seules les composantes individuelles sont considérées. À ces composantes individuelles sont ajoutés des éléments épistémiques qui permettent à l'individu d'effectuer un comportement visant le plus grand profit ou le moindre mal.²⁸ Dans le cas d'une telle séparation entre action et structure, la question qui se pose est de savoir d'où proviennent ces structures et quelles influences elles ont.

En utilisant la théorie des jeux (Morgenstern, O. et Von Neumann, J., 1944) par exemple, nous pouvons dire que la structure des faits sociaux est simplement le dépôt d'interactions préalables entre individus sans qu'ils ne possèdent d'attitudes collectives. Il y a prise en compte de l'autre, mais l'action ne se fait pas avec l'autre, les interactions peuvent être considérées simplement comme des jeux.²⁹ Ultimement, toutes les manifestations sociales émergent d'interactions entre des ensembles d'individus asociaux. Il n'y a aucune intentionnalité eu égard de la socialité. Certaines relations entre les individus, donc des formes de socialité, émergent spontanément à cause d'interactions répétées. Dans une situation où il n'y a aucun comportement collectif, les comportements égoïstes d'agents rationnels les feront émerger ou les maintiendront en place. Searle et Bratman critiquent ces idées de façon très efficace.

Ainsi, il est impossible d'expliquer les attitudes et les actions collectives en tenant seulement compte de certains éléments épistémiques comme des croyances et autres facteurs individuels. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire qu'il y ait des engagements et des

28 Un réseau de croyances par exemple. Les agents raisonnent en prenant en compte la connaissance qu'ils ont de certains faits ou des connaissances des autres agents.

29 Dans un jeu, chaque agent choisit une stratégie parmi un ensemble possible. Normalement, le nombre de stratégies est fixe et indépendant du choix des autres agents. Le résultat du jeu est une fonction des stratégies de tous les autres joueurs. Les interactions entre les joueurs sont impliquées dans la détermination du résultat. Mais le choix des actions demeure totalement individualiste.

obligations qui aient pour rôle de contraindre de l'extérieure les attitudes et les actions collectives. L'aspect relationnel et l'influence de la structure sur les agents sont bien réels, mais ils se font de façon subjective. Cette séparation entre l'individu et la structure n'existe pas et de façon générale, l'individu est indissociable de son environnement.

Il est possible pour l'instant de dégager une définition préliminaire de l'individualisme méthodologique en philosophie. Il se définit généralement comme une position épistémologique selon laquelle chaque événement social peut être expliqué en termes d'individus, et que chaque loi régissant ces événements peut être expliquée par des lois à propos d'individus (Hempel, 1965). Bien évidemment, l'ensemble des thèses individualistes ne sera pas exposé. Cela n'est pas le propos de ce travail. Plutôt, les principales thèses épistémologiques et ontologiques des trois formes d'individualisme méthodologique identifiées plus tôt seront présentées, et elles seront mises en lien avec les différentes stratégies visant à expliquer les attitudes et les actions collectives en philosophie analytique. Ces thèses ne sont ni exhaustives, ni pleinement représentatives des types d'individualismes méthodologiques qui seront évoqués, il s'agit de thèses générales. L'individualisme méthodologique a engendré de nombreux débats qui ne seront pas évoqués dans le cadre de ce travail.

Les problèmes ontologiques

Des problèmes ontologiques sont associés aux différentes théories analysées dans le cadre de ce travail. Évidemment certains sont en lien avec le statut que ces théories attribuent aux attitudes et aux actions collectives, mais d'autres problèmes sont présents lorsqu'elles proposent l'existence de certains objets ou propriétés comme faisant partie du monde naturel. Les thèses de l'individualisme méthodologique permettent de déterminer

quels objets ou quelles propriétés font partie du monde naturel. Par exemple, il sera nécessaire de déterminer si les attitudes et les actions collectives sont quelque chose que seul un individu peut posséder ou effectuer, ou si un agent pluriel a les mêmes capacités. Est-ce qu'un groupe peut être porteur d'états intentionnels irréductibles aux individus qui le composent ? Par ailleurs, est-ce que le mode d'existence des attitudes et des actions collectives est uniquement au « je », ou est-ce que le contenu des attitudes et des actions collectives doit nécessairement être composé d'un élément relationnel ? Pour formuler cette question autrement, est-ce qu'un « cerveau dans une cuve » peut avoir une intention collective ? En lien avec l'individualisme méthodologique, certaines attributions de propriétés à des objets chez Tuomela et Gilbert s'avèrent problématiques d'un point de vue ontologique. Dans la plupart des cas, les thèses ontologiques de l'individualisme méthodologique nécessitent que les entités collectives qui peuplent le monde naturel soient réductibles à une base individuelle.

Lorsque les approches sont soumises à l'analyse individualiste, d'autres problèmes épistémologiques caractérisent les attitudes et les actions collectives qui seront évoquées tout au long de ce travail. D'un côté, les approches qui analysent les attitudes et les actions collectives à partir d'éléments qui sont extérieurs à l'individu sont problématiques. Mais de l'autre côté, les approches qui ne tiennent pas compte de ces éléments le sont également.

Le réductionnisme épistémologique

Nous nous représentons le monde de différentes façons, à partir de théories, de modèles et de concepts très variés. Quelles théories et quels concepts nous permettent le mieux d'expliquer les attitudes et les actions collectives ? L'individualisme

méthodologique est à cet égard parfois restrictif. Le problème avec les thèses individualistes dont l'interprétation est trop rigoureuse est qu'elles expliquent très mal les variables relationnelles et sociales qui sont indépendantes des désirs et des motivations des individus, mais qui sont essentielles dans l'étude des faits sociaux et des attitudes collectives. La nature sociale des agents n'est pas considérée.³⁰ Ils n'ont aucune finesse, intelligence, psychologie, émotions, sympathie, relation d'amitié, de complicité, de ruse, de séduction, d'amour ou de haine avec les autres.³¹ Certaines formes d'individualisme méthodologique fort ne prennent pas en considération l'influence d'éléments non individualistes et elles n'admettent pas la présence d'éléments holistiques qui font partie de l'explication des comportements des agents en groupes et en interactions tels que les coutumes, les formes de politesse, les conversations et les actes illocutoires conjoints de second niveau, etc.³² Toutes les approches analysées ici ajoutent certains éléments qui sont le produit d'interactions des agents avec leur environnement. Certaines de ces influences de l'environnement s'expliquent en termes individuels et ne sont donc pas problématiques, alors que d'autres concepts, modèles ou théories présentent certains problèmes. Les éléments sociaux qui influencent nos prises de décision, nos attitudes et nos actions devront être minimalement conformes à certaines thèses épistémologiques communément acceptées en philosophie.

Pour identifier les problèmes épistémologiques et ontologiques des différentes approches, il sera nécessaire de situer les concepts, objets et propriétés collectives dans une perspective réductionniste. La plupart des thèses de l'individualisme méthodologique

³⁰ Un monde d'abrutis rationnels, comme dit le prix Nobel d'économie Amartya Sen (1998).

³¹ Ou bien ces éléments ne sont considérés que comme caractéristiques individuelles faisant partie de l'éventail des préférences, ce qui sous-estime énormément le pouvoir de ces états psychiques.

³² Le « sens de l'autre » pour Searle.

nécessitent que les concepts collectifs, les objets collectifs, les propriétés collectives et les théories sociales soient réduits à des éléments, notions, théories ou concepts individuels. Il ne sera évidemment pas question de réductionnisme épistémologique au sens théorique (Nagel, 1949), mais plutôt de réductionnisme explicatif (par exemple, Kauffman, 1971; Wimsatt, 1976; Sarkar, 1992 et plus particulièrement Kim, 1998) surtout utilisé en philosophie de l'esprit.

En admettant que les attitudes et les actions collectives soient irréductiblement collectives, il sera nécessaire de préciser le mode d'existence de ces attitudes et de ces comportements. Il importe de considérer que ces comportements n'existent que dans la tête des individus, même s'ils peuvent impliquer des éléments qui sont relationnels. Les attitudes et les actions collectives impliquent les autres, mais n'existent que dans notre esprit. Ainsi, les réductionnismes épistémologiques et ontologiques peuvent être indépendants l'un de l'autre et ils ne s'impliquent pas mutuellement.

Les façons dont sont présentées les attitudes et les actions collectives auront également une influence sur leur capacité à expliquer les formes de socialité, aussi bien celles qui sont limitées comme les simples faits sociaux que celles plus élaborées comme les faits institutionnels.

La nature de la socialité et des faits institutionnels

Parmi l'ensemble des objets faisant partie du monde naturel, certains sont le résultat ou l'effet d'interactions entre des individus et d'attitudes et de comportements intentionnels collectifs. Ce sont des formes de socialité. Parmi ces formes de socialité, il y a les conventions, les normes, les règles et les rôles sociaux de même que les rituels. Une question intéressante concerne la nature de la relation entre les comportements

intentionnels collectifs et cette socialité, c'est-à-dire la manière dont les attitudes et les actions collectives engendrent ces formes de socialité.

Une autre question, en lien avec la précédente, mais néanmoins distincte, concerne le lien entre ces formes de socialité et les faits institutionnels. La socialité n'est pas identique aux faits institutionnels.³³ Les faits institutionnels sont des formes de socialité plus complexes qui se reproduisent dans le temps. Il y a par exemple les États-nations, la famille, le langage, les hôpitaux, les écoles, la monarchie, le système légal ou les corporations privées. Comme définition des faits institutionnels, celle de Jonathan Turner est retenue (1997): « Un embranchement de positions, normes, rôles et valeurs inscrit dans un certain type de structures sociales et organisé de façon à ce que cela permette l'organisation de comportements humains stables. »³⁴

Toutes les approches théoriques examinées dans ce travail acceptent l'idée d'une construction sociale intentionnelle et proposent une explication de la création de la socialité, aussi minime soit-elle. Leur caractère réductible ou irréductible influence leur capacité à générer ou expliquer la formation de cette socialité. Peut-on expliquer la nature de la socialité à partir d'interactions entre agents asociaux, égoïstes, rationnels et ayant certaines connaissances communes; ou bien à partir d'individus ayant des intentions collectives non réductrices et qualitativement différentes qui ne sont pas réductibles à des attitudes individuelles additionnées de simples interactions qu'ils entretiennent avec les autres agents?³⁵ Il m'apparaît impossible de présenter une théorie adéquate de la socialité

³³ Que nous nommerons aussi selon le contexte des faits sociaux ou des phénomènes sociaux, comparativement aux institutions et aux faits institutionnels.

³⁴ Turner, J.H. *The Institutional Order: Economy, Kinship, Religion, Polity, Law, and Education in Evolutionary and Comparative Perspective*. New York: Longman, 1997, 306 p.

³⁵ À l'aide de la coopération par exemple.

à partir d'attitudes et d'actions collectives qui sont réduites aux attitudes individuelles. La création de la socialité implique selon moi certaines attitudes et actions collectives irréductibles. On ne peut pas analyser adéquatement les attitudes et les actions collectives si notre appareil conceptuel inclut uniquement des attitudes individuelles ou des attitudes collectives analysables à partir d'attitudes individuelles. Il sera possible de constater que les stratégies réductrices examinées dans ce travail ne sont pas capables d'expliquer la socialité d'une façon satisfaisante.

Selon moi, et c'est la thèse que je vais défendre dans le cadre de ce travail, l'approche de Searle est la seule approche analysée qui soit conforme à l'individualisme méthodologique et qui réussisse à élaborer des concepts capables d'expliquer la création de la socialité et des institutions.

Deux arguments supporteront cette thèse: premièrement, le caractère subjectiviste permet à l'approche de Searle de se conformer avec la plupart des formes d'individualisme méthodologique, notamment celles qui prévalent en philosophie et que de surcroît, elle permet d'expliquer la création de formes beaucoup plus variées de faits institutionnels que les autres. Deuxièmement, bien que leur objectif soit d'expliquer la socialité à partir d'attitudes et d'actions collectives, les autres approches font toutes l'erreur de présupposer la socialité lorsqu'elles les expliquent, ce qui représente évidemment un problème épistémologique important. De plus, elles ne réussissent qu'à expliquer des formes très sommaires de la socialité, qui n'incluent pas les relations de pouvoir et d'autorité qui les caractérisent habituellement. En outre, les autres approches font appel à la notion de « connaissance commune » pour expliquer l'élaboration de la socialité, il sera possible de constater que cela s'avère problématique.

Autrement dit, je montrerai que l'approche de Searle est une stratégie réductrice, mais non éliminatrice (Sawyer, R. K., 2002), conforme aux thèses individualistes faibles (Udehn, L., 2002) et qu'elle est plus efficace pour rendre compte de la complexité des attitudes et des actions collectives et de la création de la socialité.³⁶ L'analyse des approches à l'aide des thèses de l'individualisme méthodologique montre une tentative d'établir un dialogue entre la philosophie analytique et les sciences sociales et ce faisant, certaines questions phénoménologiques fort intéressantes seront laissées de côté. En outre, l'étude de l'intentionnalité (qu'elle soit collective ou individuelle) s'est structurée autour de plusieurs thématiques : celle du rapport entre la conscience et le langage, celle du rapport entre la conscience et le cerveau et celle du rapport entre la conscience et la société. Dans le cadre de ce travail, ce dernier rapport a été étudié, laissant ainsi de côté certaines questions fondamentales.

Dans le premier chapitre, je vais décrire la stratégie classique en philosophie analytique pour expliquer les attitudes et les actions individuelles. Cela me permettra d'identifier les éléments conceptuels à la base de la relation entre attitudes individuelles et attitudes collectives. De plus, cela rendra possible l'introduction à la théorie des actes de discours, qui est essentielle à la construction de la socialité.

Le deuxième chapitre sera consacré à l'analyse des notions d'intentions et d'actions partagées de Michael Bratman. Je montrerai la portée limitée des concepts élaborés dans le cadre de son approche ainsi que leur difficulté à se conformer à certaines thèses individualistes fortes.

³⁶ Au sens où ils sont non réductibles aux comportements individuels.

Au troisième chapitre, l'approche de Raimo Tuomela sera présentée. Je vais expliquer pourquoi la stratégie de Tuomela ne permet pas d'expliquer les actions collectives, en plus de contenir de nombreux concepts collectifs qui semblent problématiques d'un point de vue épistémologique, en plus de ne pas être nécessaires.

Le quatrième chapitre sera dédié à l'analyse de la théorie de John R. Searle. Je vais montrer que la stratégie de Searle est la seule qui se conforme aux thèses de l'individualisme méthodologique, en plus d'être la seule approche en philosophie analytique qui permette d'expliquer adéquatement la formation de la socialité, notamment à partir de la théorie des actes de discours et de certaines caractéristiques de sa théorie de l'intentionnalité collective.

Finalement, l'approche de Margaret Gilbert sera analysée au cinquième chapitre. En procédant à l'étude de sa théorie, il sera possible de constater qu'elle utilise de nombreux concepts collectifs qui sont problématiques et qui ne permettent pas d'expliquer les formes les plus simples de la socialité. De plus, les concepts qu'elle propose ont de sérieuses difficultés à se conformer aux thèses épistémologiques et ontologiques les plus faibles de l'individualisme méthodologique.

Pour chaque approche, les problèmes épistémologiques et ontologiques soulevés par l'individualisme méthodologique seront présentés et je montrerai de quelles façons ces approches expliquent la constitution de la réalité sociale. Je vais conclure ce travail en présentant une justification du concept de « sens de l'autre », introduit par Searle³⁷ pour montrer la pertinence de la présence d'intentionnalité collective non réductible à l'intentionnalité individuelle. Les concepts de perception directe (Gibson, 1979) et de

³⁷ Searle, J.R., « Collective Intentions and Actions », in P. Cohen, J. Morgan and M. E. Pollack (eds.) *Intentions in Communication*, Cambridge, Mass.: MIT Press, Bradford Books, 1990, p. 401-415.

cognition sociale (McArthur et Baron, 1983) élaborés en psychologie de la perception et en sciences cognitives permettent d'expliquer la nature pré-intentionnelle et non représentative du sens de l'autre, en plus de lui fournir des arguments empiriques.³⁸

En outre, le choix d'analyser la conformité des approches à partir des thèses de l'individualisme méthodologique pourrait sembler discutable, mais cela m'apparaît au contraire important étant donné les nombreuses références à son endroit. D'ailleurs Searle (1990) et Tuomela (1987) y font référence, en affirmant tous les deux que leur approche est compatible avec la doctrine individualiste. Je vais montrer que ce n'est pas le cas. De plus, contrairement à ce qu'avance Kincaid (1987), que les théories individualistes ne sont pas suffisantes pour expliquer les phénomènes sociaux, il sera possible de constater que l'approche de Searle est au contraire à la fois individualiste et en mesure d'expliquer la formation des institutions sociales.

Une description adéquate des attitudes et des actions collectives doit être conforme à certaines thèses individualistes qui sont essentielles à une bonne compréhension des phénomènes sociaux, en particulier les thèses ontologiques. La conformité à ces différentes thèses est désirable parce qu'elles découlent d'une conception du monde bien établie.

Essentiellement les grands systèmes du monde naturel s'expliquent par le comportement et les interactions de leurs éléments plus basiques. Notre conception de l'intentionnalité collective doit débiter par l'analyse des faits élémentaires puisqu'il est bien établi que le monde dans lequel nous vivons est uniquement et entièrement constitué de particules dans des champs de force (Searle, 2010). Par surcroît, en ce qui concerne les

³⁸ James J. Gibson, (1979) *The Ecological Approach to Visual Perception*, Hove, United Kingdom, Psychology Press, 1^{ère} édition (November 22, 2014), 346 p.

principes de la biologie de l'évolution, nous savons que sur de longues périodes de temps, certains organismes évoluent selon des modalités particulières. C'est notamment le cas de la coopération, phénomène intrinsèque à l'intentionnalité collective, qui est considéré comme un phénomène biologique et innée. De nombreuses recherches en psychologie du développement montrent que l'intentionnalité collective se développe à un âge où les enfants n'ont pas encore acquis la théorie de l'esprit (Tomasello, 2009), c'est-à-dire la capacité de se représenter le fait que les autres ont également des contenus de pensées qui sont différents des leurs.

Ce travail se situe dans une épistémologie contributive, qui peut représenter une version de l'interdisciplinarité ou de la transdisciplinarité. Une discipline, dans ce cas-ci la philosophie analytique, bénéficie de la contribution des autres, notamment de la philosophie du langage et de l'esprit, de la psychologie, de la sociologie et de l'économie. Certes la contribution des autres disciplines peut sembler approximative selon les spécialistes de ces disciplines, mais cela rend néanmoins possible l'intégration des savoirs dans le contexte actuel et contemporain de la recherche en sciences humaines et sociales. Ces mobilités disciplinaires semblent nécessaires et intéressantes dans un contexte où selon Searle (2010), nous assistons à la naissance d'une nouvelle perspective philosophique, la philosophie de la société.

*« Les limites de mon langage signifient
les limites de mon propre monde. »³⁹*

-Ludwig Wittgenstein

CHAPITRE 1: LE MODÈLE DE L'INTENTIONNALITÉ INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE EN PHILOSOPHIE ANALYTIQUE

John Searle considère le langage d'une façon naturaliste, comme étant une forme primitive, naturelle et prélinguistique d'intentionnalité (2010). Il n'est pas toujours considéré de cette façon en philosophie analytique, étant pris pour acquis la plupart du temps, alors que sans lui il est impossible d'expliquer de quelles façons existent les institutions sociales.⁴⁰ Ainsi le langage a un rôle essentiel dans la création de la société, il est le lien entre l'intentionnalité et la socialité, en particulier les actes de discours déclaratoires.

La théorie des actes de discours de Searle (1969) a un rôle considérable dans l'explication des attitudes et de l'action individuelle, nous verrons qu'il en est de même pour les attitudes et les actions collectives. Il est donc indispensable de rappeler les grandes lignes de cette théorie. De plus, sans entrer dans les détails de sa théorie de l'intentionnalité (Searle, 1983), il sera aussi utile de décrire la théorie générale de l'intentionnalité qui est intrinsèque aux attitudes et aux actions individuelles en philosophie analytique. Avant de présenter les attitudes et les actions collectives, je vais

³⁹ Ludwig Wittgenstein (1921) (trad. G. G. Granger), *Tractatus Logico-philosophicus*, Paris, Gallimard, 2001, p. 93.

⁴⁰ Par exemple pour certains philosophes (Donald Davidson (1982) et Michael Dummett (1994) le langage est une forme première d'intentionnalité et sans lui, il est impossible d'avoir de pensées.

expliquer comment fonctionnent les attitudes et les actions lorsqu'elles sont possédées ou effectuées par les individus. Cela servira de base pour expliquer les attitudes et les actions impliquant plusieurs agents. Je vais successivement et succinctement présenter la théorie des actes de discours, celle des attitudes individuelles et finalement celle des actions individuelles.

1.1 Les actes de discours

Bien que l'intentionnalité ne soit pas pour Searle essentiellement linguistique, la forme logique des actes de discours est un bon moyen d'étudier l'intentionnalité. Les états intentionnels, qu'ils soient individuels ou collectifs, sont des représentations au même titre que les actes de discours. La théorie des actes de discours (Searle, 1969) contient deux notions centrales, l'intention et la convention. Le locuteur qui s'adresse à son interlocuteur a l'intention de lui communiquer un certain contenu, et il le fait grâce à la signification conventionnellement associée aux expressions linguistiques qu'il énonce dans ce dessein. La signification des expressions linguistiques est elle-même normative puisqu'elle est accompagnée de conventions, cela permet à l'agent de comprendre les implications qui sont intrinsèques à l'expression et à la possession des attitudes qui leur sont associées. Cela permettra d'expliquer la provenance du caractère contraignant des attitudes collectives et les aspects déontologiques associés aux institutions sociales.

Mais l'ajout majeur de Searle à la théorie d'Austin (1962) a été de montrer qu'il y a deux parties à un énoncé élémentaire: le marqueur de contenu propositionnel (une clause) et le marqueur de force illocutionnaire, représenté de la façon suivante, $F(p)$. Plusieurs formes illocutoires différentes peuvent être appliquées au même contenu propositionnel. Un locuteur peut affirmer qu'il va aller au restaurant ou encore promettre

d'y aller. Dans un cas il affirme et dans l'autre cas il promet. Ces actes de discours n'ont pas la même signification puisqu'ils ne possèdent pas les mêmes conditions de satisfaction, l'un est un acte illocutoire assertif qui prédit que le locuteur va aller au restaurant, alors que l'autre est un acte illocutoire engageant qui engage le locuteur à y aller.

Il y a cinq classes d'actes de discours: les assertifs (assertion, affirmation...), les directifs (ordre, demande, conseil...), les engageants (promesse, menace, invitation...), les expressifs (félicitation, remerciement...) et les déclaratoires (déclaration de guerre, baptême...). C'est d'une façon analogue à la forme logique des actes de discours déclaratoires que les agents créent la socialité (Searle, 2010).

Selon sa force illocutoire, l'acte de discours doit être relié au monde d'une certaine façon. C'est ce qui déterminera s'il est réussi ou non. Il s'agit de la direction d'ajustement. Les actes de discours assertifs décrivent le monde et doivent se conformer au monde, ils sont vrais ou faux. La direction d'ajustement va des mots au monde. Les actes de discours directifs et engageants exigent des changements dans le monde. Quand ils sont satisfaits, ils sont obéis ou tenus, plutôt que vrais ou faux. Leur direction d'ajustement va du monde aux mots. Il y a aussi les cas de direction d'ajustement nulle, caractéristique des actes de discours purement expressifs. Ces actes de discours consistent en l'expression d'une attitude. Ils ne servent pas à décrire le monde ou à le changer, seulement à exprimer l'attitude que ressent le locuteur à propos du fait du monde représenté. Le but des actes de discours expressifs n'est ni de dire comment sont les choses ni de les transformer, mais seulement d'exprimer un état. Finalement, il y a les actes de discours déclaratoires qui ont la double direction d'ajustement. Ce type d'actes de discours change le monde en rendant vrai son contenu propositionnel. Par exemple la déclaration « je déclare le projet de loi

adopté » vise à créer un état de choses en vertu de l'énonciation. Je vais présenter plus en détail au quatrième chapitre le lien entre la forme logique des actes de discours déclaratoires et les institutions sociales.

1.1.1 Les actes de discours de second niveau

Par ailleurs, ce sont principalement les actes de discours individuels qui ont été étudiés en philosophie analytique, mais la plupart du temps, les agents dialoguent entre eux. L'usage du langage, en général, est une forme sociale de comportement linguistique (Vanderveken, 2007). La forme logique des actes de discours permet à Searle d'expliquer la formation de la socialité. Les dialogues étant une forme de socialité, il serait intéressant d'étendre la théorie des actes de discours à tous les types de dialogues entre agents, ce que Wittgenstein appelait les jeux de langages (1958). Malgré les doutes de Searle, Vanderveken (2007) a montré que cela était possible pour les conversations, grâce aux actes illocutoires conjoints d'un niveau supérieur qui sont à but conversationnel. Les actes illocutoires conjoints sont une forme d'actes conjoints qui se déroulent dans le temps et ils impliquent la coopération. L'explication de la nature de cette coopération et des principes qui la soutiennent devrait nous permettre de déterminer comment nous partageons une intention collective, qui implique elle aussi la coopération. Plusieurs formes de socialité et une grande part de nos interactions contiennent des actes illocutoires conjoints de niveau supérieur, ils sont entre autres présents lors d'établissement de conventions, lors de négociations de contrats, lors d'élections ou lors de la formation d'un groupe par exemple. Les actes illocutoires durent un intervalle de moments successifs et plusieurs interlocuteurs les poursuivent. Dans tous les cas, les actes de discours déclaratoires et les actes de discours conjoints de niveau supérieur seront utiles pour

expliquer la possession d'attitudes et d'actions collectives, en plus de proposer une structure logique à l'élaboration de la socialité, notamment grâce à l'assignation de fonction et la mise en place de règles constitutives.

L'intentionnalité du langage, des mots et de leurs significations est dépendante de cette même intentionnalité. L'intentionnalité du langage est donc créée par les propriétés de l'intentionnalité de la conscience humaine.

1.2 L'intentionnalité individuelle

Pour comprendre la nature des états mentaux, Searle fait un parallèle entre la structure des actes de discours et celle des états intentionnels. Les attitudes font partie de la pensée des agents, ce sont des états mentaux qui sont possédés par eux. Il y a par exemple les croyances, les désirs et les intentions conditionnelles. Parmi les états intentionnels, il y en a qui sont conscients et d'autres qui ne le sont pas. Il y a de nombreuses croyances ou désirs que nous avons, tout en n'étant pas conscients de les avoir, par exemple la croyance que ma bicyclette a deux roues. Jusqu'à maintenant, cette croyance n'avait jamais été formulée ou examinée, mais elle était présente de façon inconsciente. Nul n'est le besoin de faire référence à l'inconscient dynamique freudien, mais seulement de constater que nous avons certaines attitudes sur lesquelles notre attention n'est pas fixée. Les états mentaux collectifs sont différents des états mentaux individuels. Ce sont des attitudes que nous partageons et que nous avons avec les autres. Ce sont par exemple des croyances communes ou des intentions communes. Néanmoins, la structure des actes de discours et des états mentaux individuels est utile pour décrire ces phénomènes collectifs.

Tout comme pour les actes de discours élémentaires, l'état mental, quand il est une attitude propositionnelle,⁴¹ possède deux composantes, soit un contenu représentatif de l'état intentionnel et son mode psychologique: S (r), ou S marque le mode psychologique, et (r) le contenu représentatif (Searle, 1979). Le contenu représentatif détermine et représente les conditions de satisfaction de cet état. Par exemple, une croyance qu'il neige représente cet état de choses, et la croyance sera vraie seulement si les choses sont comme elles sont crues. Dans le même sens, des désirs seront satisfaits seulement s'ils se réalisent. Le contenu représentatif représente comment le monde doit être pour que ma croyance soit vraie. Tout comme les conditions de satisfaction sont intérieures à l'acte de discours, les conditions de satisfaction de l'état intentionnel sont intérieures à l'état intentionnel. Il nous arrive de croire et désirer des choses impossibles, dans ces circonstances, les conditions de satisfaction de ces attitudes ne correspondent pas aux objets. Les agents humains restent toutefois minimalement cohérents et rationnels (Vanderveken 2008). Nous ne pouvons pas croire ou désirer des choses que nous savons *a priori* être purement contradictoires.

Quant au mode psychologique, il détermine la direction d'ajustement de l'état intentionnel. Cette direction d'ajustement peut aller de l'esprit vers le monde ou encore du monde vers l'esprit, elle détermine en quelque sorte la responsabilité de l'ajustement. Par exemple, si mes croyances se trouvent démenties, la faute est imputable à ma croyance et non au monde. Donc, la croyance doit se conformer au monde. Les croyances peuvent être vraies ou fausses. Elles ont une direction d'ajustement allant de l'esprit au monde, alors que pour les désirs, s'ils ne se réalisent pas, c'est la faute au monde et non à l'agent.

⁴¹ Son contenu représentatif est une proposition entière.

Ils ont une direction d'ajustement allant du monde à l'esprit. Il y a aussi des états intentionnels à direction d'ajustement nul. Il y a par exemple les regrets, la peine et le plaisir. Ce sont des états mentaux plus diffus qui ne visent pas à se conformer à comment sont les choses, ni à se réaliser. Souvent lorsque nous demandons aux agents la raison, la cause ou la dénotation de ces états mentaux ils sont incapables de les déterminer. Les intentions individuelles sont particulières, elles ont comme contenu, et donc comme condition de satisfaction, une action individuelle.

Cette distinction entre contenu représentatif et mode psychologique est aussi présente en ce qui a trait aux états mentaux collectifs. Elle permet à Searle de résoudre un problème auquel doivent faire face toutes les approches s'intéressant aux attitudes et aux actions collectives, celui d'avoir l'intention d'effectuer des actions qui ne relèvent pas uniquement de notre volonté. Ainsi dans le cas d'une intention collective, le contenu représentatif de l'intention collective représente l'action collective au complet, alors que le mode psychologique demeure individuel, ce qui nous évite d'avoir l'intention d'exécuter l'ensemble de l'action, qui ne dépend pas seulement de nous. Par exemple, si nous avons l'intention collective de jouer aux échecs, je ne peux pas effectuer les coups à votre place. Même si le contenu de l'intention est « que nous jouons ensemble », le mode psychologique demeure individuel. Ainsi, j'ai l'intention que nous jouons aux échecs en faisant ma part, donc en bougeant mes pièces et en vous laissant bouger les vôtres. Cette distinction entre contenu représentatif et mode psychologique permet d'éviter plusieurs problèmes lorsque vient le temps d'expliquer l'engendrement entre intentions et actions individuelles et intentions et actions collectives. Il y a plusieurs similitudes entre la structure des actes de discours et celle des états intentionnels, cette similitude servira de fondation à l'explication des attitudes et des actions collectives et de la socialité.

1.2.1 Le statut ontologique des états intentionnels

Cette distinction entre contenu représentatif et mode psychologique est fondamentale pour l'analyse des états mentaux collectifs. Cela permet d'effectuer une distinction entre les propriétés logiques et le statut ontologique des états intentionnels aussi bien individuels que collectifs. Pour Searle (1985), la nature logique de l'intentionnalité n'est pas une question ontologique. Normalement, lorsque nous nous demandons ce qu'est une croyance, nous tentons de la définir en termes de catégorie ontologique, cette méthode est inadéquate. Ce qui importe, ce sont les propriétés logiques de l'intentionnalité de la croyance. Si l'on se demande ce qu'est une croyance en tant que croyance, il est plus adéquat de tenter d'identifier ses propriétés logiques plutôt que de déterminer à quelles catégories ontologiques elle se réfère. Par nature, en termes de propriétés logiques, comme réponse à la question, qu'est-ce qu'une croyance en tant que croyance, Searle dira qu'une croyance est un contenu représentatif sous un certain mode psychologique. Pour lui, les propriétés logiques des états intentionnels résultent de leur nature représentative, tout comme les entités linguistiques possèdent des propriétés logiques en raison de leur nature représentative.

La distinction entre contenu représentatif et mode psychologique nous donne également une réponse très simple aux problèmes ontologiques relatifs au statut des objets intentionnels. Réponse importante en lien avec les états mentaux collectifs puisque l'objet intentionnel, dans le cas d'attitudes collectives, est plus difficilement représentable. Pour Searle, un objet intentionnel est un objet comme les autres, et n'a aucun statut ontologique particulier. Un objet est dit intentionnel uniquement parce qu'il émane d'un état intentionnel. Si Paul désire manger de la crème glacée à la vanille, l'objet intentionnel de

son désir est la crème glacée à la vanille, et non une entité intermédiaire. S'il n'existe aucun objet susceptible de satisfaire le contenu représentatif, alors l'état intentionnel ne peut être satisfait. Un des avantages de cette approche est que s'il n'y a aucun objet référé qui correspond au contenu de nos états intentionnels, nous ne sommes pas tentés d'ériger une entité intermédiaire ou un objet intentionnel intermédiaire (supra individuel) comme étant ce sur quoi portent ces états. Cette distinction nous permet de comprendre la difficulté d'attribuer aux états mentaux collectifs des conditions cognitives associées. Puisque les phénomènes mentaux collectifs impliquent la participation de plusieurs personnes, il est plus facile de se tromper ou d'être victime de notre imagination. Ces types d'états mentaux collectifs ne nous obligent pas à ériger une classe d'objets spécialement référés. Ainsi, la croyance partagée selon laquelle tous les joueurs de l'équipe croient qu'ils ont des chances de gagner la partie n'implique pas qu'il y ait véritablement une pensée collective qui soit porteuse de cette croyance. Lorsqu'il possède une telle croyance, l'agent n'est pas engagé d'une façon similaire aux croyances individuelles des autres. Il s'engage seulement à avoir sa propre croyance et il infère celles des autres, d'où la plus grande possibilité de se tromper.

1.2.2 L'arrière-plan et le réseau

Les états intentionnels, qu'ils soient individuels ou collectifs, ne fonctionnent pas de façon isolée, ils sont imbriqués dans un réseau d'autres états intentionnels et ils reposent sur un fond d'arrière-plan d'activités et de suppositions pré-intentionnelles. Pour Searle, les états intentionnels ne possèdent leurs conditions de satisfaction qu'en fonction de ce réseau. Ces conditions de satisfaction ne sont pas déterminées de façon indépendante, mais elles sont dépendantes des autres états du réseau. Ainsi, pour qu'un désir soit satisfait, les

circonstances entourant ce désir doivent être appropriées. Si Pierre désire aller retirer de l'argent à la banque, ce désir doit être intégré dans tout un réseau d'autres états intentionnels. Par exemple, il doit croire qu'il a effectivement un compte dans cette banque, qu'ils ont un système de retrait et qu'il a bien de l'argent dans ce compte. Les états intentionnels fonctionnent de façon holistique. Notre intention par exemple ne peut pas avoir les conditions de satisfaction qu'elle a, donc être l'intention qu'elle est, sans faire partie d'un réseau incluant un certain nombre de croyances et de désirs. Il existe un grand nombre d'autres états psychologiques qui influencent nos états intentionnels, par exemple, les intentions accessoires comme la crainte, l'anxiété, la sympathie, l'attente ou encore les sentiments de frustration. Par conséquent les états intentionnels sont dépourvus d'individualité, nous ne pouvons savoir combien, par exemple, de croyances nous avons exactement. Encore une fois, ces éléments seront importants lorsqu'il sera question d'états mentaux collectifs puisqu'entre autres, l'influence de l'environnement et de la structure sur les états intentionnels, pour utiliser des termes sociologiques, se fait à travers ce réseau. Une grande partie du réseau est inconsciente ou se manifeste de façon automatique, elle est par conséquent très difficile à identifier. Les états intentionnels inconscients faisant partie du réseau sont toutefois susceptibles d'être conscients, si nous fixons notre attention sur eux. Le réseau contient un nombre indéfiniment grand d'états intentionnels inconscients alors que l'arrière-plan est quant à lui surtout pré-intentionnel.

L'arrière-plan est en grande partie composé de capacités mentales non représentatives. Les capacités qui font partie de l'arrière-plan ne sont pas intentionnelles, elles sont plutôt ce sur quoi reposent les conditions de possibilité de ces états. Conséquemment, les conditions de satisfaction d'une attitude ne peuvent être déterminées sans cet arrière-plan. Il s'agit souvent pour le dire autrement d'une forme de savoir-faire.

Pour que nos états intentionnels puissent être satisfaits, nous devons savoir comment sont les choses et comment faire quelque chose.

Il y a deux niveaux à l'arrière-plan. Tout d'abord, un niveau profond, qui regroupe l'ensemble des capacités qui sont communes à tous les êtres humains. Ce sont les capacités procédurales relatives à la marche, la perception, la préhension d'objets, etc. Il y a aussi un arrière-plan local, qui est constitué des capacités mentales relevant des activités culturelles régionales ou locales. Par exemple, aller au restaurant s'appuie sur des capacités de l'arrière-plan local, c'est-à-dire l'argent, la configuration de la ville, etc.

Il y a l'aspect de l'arrière-plan responsable du comment sont les choses, et l'aspect responsable du comment faire les choses. Nous avons par exemple une conception pré-intentionnelle de la dureté des choses, qui se réfère à comment sont les choses dures. Mais il y a également une conception pré-intentionnelle à l'égard de comment faire de la bicyclette, qui se réfère à comment faire les choses (par exemple comment monter, diriger la bicyclette et pédaler). Toute forme d'intentionnalité individuelle ou collective présuppose l'existence de certaines façons de faire les choses. Pour se conformer aux nombreuses thèses individualistes et expliquer la formation de la socialité, une intentionnalité collective irréductible doit être mise en interrelation avec cet arrière-plan et ce réseau d'intentions. L'arrière-plan représente une tentative de solution au problème de l'intersubjectivité. Lors d'interactions entre agents, les croyances communes ou les connaissances communes sont quelques fois impossibles. Le réseau et l'arrière-plan remplacent ces éléments cognitifs. Ils jouent donc un rôle dans la production d'intentions et d'actions collectives, notamment en permettant la coopération rendue possible compte tenu du sens de l'autre (Searle, 1995).

Il n'y a pas d'argument démonstratif en faveur de l'existence de l'arrière-plan, mais un des arguments avancés par Searle pour l'illustrer est particulièrement intéressant en ce qui a trait au rôle de l'arrière-plan dans la formation d'attitudes collectives. Il s'agit de l'argument qui concerne l'acquisition de compétences individuelles. Au tout début, lorsque l'action est nouvelle pour l'agent, celui-ci va exécuter cette action de façon intentionnelle en se représentant ses conditions de satisfaction. Mais plus l'agent sera habitué d'exécuter cette action, et plus la conscience des conditions de satisfaction perdront de sa pertinence lorsqu'il effectuera l'action de nouveau. Il ne pense plus aux règles pour bien exécuter son action, ou encore aux étapes nécessaires à son exécution, mais il fait l'action directement. Ce n'est pas qu'il intériorise la façon d'effectuer, mais seulement que la procédure perd de sa pertinence dans l'exécution de l'action. La pratique répétée permet aux circuits neuronaux de prendre le relais, notamment ceux impliqués dans la mémoire procédurale qui sont situés dans le cervelet et qui sont responsables de la coordination et de la motricité. En quelque sorte, les différentes procédures se fondent dans l'arrière-plan, c'est pourquoi certaines actions, incluant les actions collectives, semblent s'exécuter de façon automatique, sans qu'il soit nécessaire qu'il y ait d'éléments structurants ou engageants qui leur soient associés. Ainsi, « [...] La répétition et l'exercice dans des situations variées rendent superflue l'intervention causale de la représentation dans l'exercice de la compétence. »⁴²

Ces dernières considérations n'impliquent pas que l'arrière-plan soit quelque chose de social ni que l'agent soit en relation avec l'environnement. L'arrière-plan est plutôt un phénomène parfois mental ou parfois pré intentionnel. Il s'agit du produit de

⁴² Searle, J.R., (1995) *The Construction of Social Reality*, New York, First Free Press Edition, p. 183.

l'accumulation des interactions que les êtres biologiques entretiennent avec le monde qui les entoure. Le monde extérieur n'intéresse l'arrière-plan qu'en fonction de l'influence qu'il exerce sur les états intentionnels. Ce n'est pas non plus un ensemble de relations mystérieuses entre les choses et les agents, c'est plutôt un ensemble de positions, de compétences et d'activités.

1.3 Les intentions et les actions individuelles

Plusieurs concepts élaborés pour expliquer les intentions et les actions individuelles seront utiles à l'explication des intentions et des actions collectives, entre autres en ce qui concerne les liens entre intention et action, notamment l'engendrement entre intentions et actions individuelles et intentions et actions collectives. Il y a plusieurs types d'actions. Au-delà des actions instantanées comme les gestes emblématiques ou illustratifs par exemple, il y a les actes mentaux, comme décider ou planifier, mais il y a aussi les actes illocutoires, comme demander et promettre, et les actions collectives.

1.3.1 Le lien entre intention et action

Dans tous les cas, intention et action sont étroitement liées, autant d'un point de vue individuel que collectif. Une croyance est satisfaite quand l'état de choses représenté existe et un désir est satisfait quand l'état de choses survient. D'une façon semblable, une intention sera satisfaite quand l'action représentée par le contenu de l'intention est exécutée. Une action intentionnelle est donc la réalisation des conditions de satisfaction d'une intention. Contrairement aux autres états intentionnels, un terme désigne les conditions de satisfaction de l'intention, il n'y a pas pareil mot pour désigner les conditions de satisfaction des croyances et des désirs. Il y a un rapport plus étroit entre l'intention et l'action, qu'entre les croyances, les désirs et leurs propres conditions de

satisfaction. Il y a un grand nombre de choses que nous ne croyons pas être, mais qui sont. De même il y a un grand nombre de choses que nous ne désirons pas, mais qui surviennent. Pour les intentions, il ne peut y avoir d'actions intentionnelles sans intentions. Il y a beaucoup d'états de choses sans croyances ou désirs leur correspondant, mais il n'y a pas, en général, d'action intentionnelle sans intention correspondante. La notion de condition de satisfaction est essentielle à l'intentionnalité en général, et l'analyse de la structure de l'intentionnalité collective propre aux attitudes collectives doit également être effectuée à partir de l'analyse de leurs conditions de satisfaction (Searle, 2010).

1.3.2 Intention préalable et intention en action

Les intentions se présentent de deux façons différentes: celles qui sont formées préalablement à l'action et celles qui ne le sont pas. Il s'agit dans le premier cas d'une intention préalable, et dans le second cas d'une intention en action. Ainsi, si j'ai l'intention d'aller au restaurant demain midi, il s'agit d'une intention préalable que je forme avant d'exécuter l'action, alors qu'en ce qui concerne l'intention en action, l'intention est dans l'action. Si je décide soudainement de tourner à gauche en voiture, je n'ai pas formé une intention préalablement à l'action de tourner à gauche. Il n'en demeure pas moins que cette action était intentionnelle. L'intention était dans l'action. La forme linguistique d'une intention préalable est de la forme « j'ai l'intention d'effectuer *A* plus tard », alors que la forme linguistique de l'intention en action est « je fais *A* maintenant ». Les intentions préalables peuvent être comprises comme étant des plans. La plupart des actions que nous effectuons ne sont pas effectuées à partir d'intentions préalables. Elles sont accomplies de façon spontanée. Dans les cas où nous avons une intention préalable, sa satisfaction implique que nous ayons également une intention en action. Quelques fois, nous pouvons

former une intention préalable sans qu'en découle nécessairement une intention en action. Nous changeons simplement d'idée. Dans ce cas, notre intention préalable ne sera pas satisfaite. Si un agent forme l'intention préalable d'aller au restaurant demain, il sera nécessaire le moment venu qu'il ait une intention en action pour satisfaire son intention préalable et aller au restaurant. L'intention préalable nécessite une intention en action pour être satisfaite, alors qu'il n'est pas nécessaire qu'une intention en action implique une intention préalable pour être satisfaite. Toutes les actions intentionnelles ont une intention en action, mais toutes n'ont pas une intention préalable. D'une façon ou d'une autre, l'action et l'intention sont indissociables.

L'action contient une expérience de l'action. Cela ne veut pas dire que nous accomplissions cette expérience de l'action, pas plus que nous voyons nos expériences visuelles. Dans certains cas particuliers, l'action peut se dissocier de l'expérience de l'action. Par exemple, un agent sous anesthésie à qui nous demandons de lever le bras aura l'expérience de l'action, mais n'effectuera pas l'action en tant que telle parce qu'on lui retient le bras. Ce cas est similaire à l'hallucination dans le cas de la perception. Il s'agit alors d'une perception sans stimulation. Ces cas sont intentionnels puisque l'agent sous anesthésie sait ce qui doit être le cas pour que son action soit réussie. À l'opposé, quelqu'un pourrait induire le mouvement de son bras avec une électrode, par stimulation. Dans ce cas, il n'aurait pas l'expérience de l'action bien que le mouvement de lever le bras serait présent. Il y a mouvement du corps, mais pas d'action. Pour qu'il y ait expérience de l'action, certains concepts comme essayer, réussir et échouer doivent être présents. Le contenu intentionnel de l'expérience de l'action est identique à celui de l'intention en action. En termes de contenu intentionnel, l'expérience de l'action n'est rien d'autre que l'intention en action. La différence entre les deux termes est que l'expérience de l'action

est une expérience consciente ayant un contenu intentionnel, alors que l'intention en action ne fait pas nécessairement partie d'une expérience consciente de l'action, par exemple dans les cas où nous accomplissons des actions intentionnelles sans pour autant avoir une expérience consciente de l'action. Comme le contenu intentionnel de l'expérience de l'action et l'intention en action sont identiques, tous les agents qui accomplissent une action auraient pu en principe la tenter. La composante mentale de l'intention en action, l'expérience de l'action, est donc une tentative (Vanderveken, 2008). Lorsque l'on tente, nous avons une intention en action. En ce qui a trait à l'action collective, puisqu'elle nécessite la participation de plusieurs agents, elle est plus difficile à exécuter correctement et par conséquent, il est juste d'affirmer que nous la tentons. Pour toute action intentionnelle consciente, il y a l'expérience d'accomplir cette action, et l'expérience a un contenu intentionnel. Pour toute expérience de l'action, cela implique que nous ayons conscience des conditions de succès de l'action que nous effectuons. À chaque instant, si quelqu'un demande à l'agent ce qu'il fait en ce moment, il est facile pour lui de répondre sans recourir à d'autres données ou observations. De façon analogue, il est aussi facile de répondre à la question « que voyez-vous en ce moment ? », puisque toute expérience perceptive implique la connaissance des conditions de satisfaction également. Les attitudes et les actions intentionnelles individuelles des agents sont dirigées vers des faits du monde que les agents sont en principe capables de se représenter (Vanderveken, 2008). En ce qui a trait aux actions collectives, lorsque les agents effectuent ce type d'action, ils doivent également être en mesure de se représenter ce qui doit être le cas pour que leur action soit réussie. Par contre, nous allons voir qu'il n'est pas nécessaire qu'ils aient une connaissance commune ou des conditions cognitives ajoutées à cette représentation. Le fait que les actions collectives durent dans le temps (la plupart du temps) permet à l'agent

de se rendre compte assez rapidement que les autres cessent de participer à l'action commune et donc que l'action ne sera pas réussie.

Il y a quatre éléments reliés formant une action intentionnelle. Il y a l'intention préalable, l'intention en action (la tentative), le mouvement du corps et finalement l'action intentionnelle. L'action intentionnelle contient deux composantes, l'expérience de l'action (l'intention en action) et le mouvement du corps. Comme nous l'avons dit précédemment, le contenu intentionnel de l'expérience de l'action et de l'intention en action est identique (par contre, il n'y a pas nécessairement expérience consciente de l'action dans le cas d'une intention en action).

Le contenu intentionnel de l'intention préalable est très différent de celui de l'intention en action. Alors que l'intention préalable a comme contenu l'ensemble de l'action, y compris l'intention en action, le contenu de l'intention en action (non verbale) a comme contenu le mouvement du corps. Ainsi l'action non verbale⁴³ englobe deux choses: l'intention en action et le mouvement du corps. Par transitivité, l'intention préalable a aussi comme contenu le mouvement du corps. Une autre différence concerne le mode de représentation ou de présentation selon le cas. En effet nous dirons, dans le cas de l'intention préalable qu'elle **représente** l'ensemble de l'action, alors que pour ce qui est de l'intention en action (non verbale), il s'agit d'une tentative qui **présente** le mouvement du corps et non l'ensemble de l'action. Donc l'objet intentionnel de l'intention préalable est l'action totale, alors que l'objet intentionnel de l'intention en action est le mouvement du corps. Il y a également des intentions en action verbales, lors d'actes illocutoires, qui représentent l'action tentée. De plus, l'intention en action est beaucoup

⁴³ Les actions verbales n'incluent pas de mouvements du corps.

plus déterminée que l'intention préalable. L'intention préalable peut être plus vague, tel un plan incomplet, qui permettra à l'agent d'ajuster son intention pour faciliter son exécution puisqu'elle dure dans le temps, alors que l'intention en action est plus déterminée. Elle nécessite pour être satisfaite d'être effectuée d'une certaine manière, à une certaine vitesse, en fonction d'une certaine durée, à un endroit bien précis, etc. La relation entre l'intention préalable, l'intention en action, le mouvement du corps et l'action peut être présentée de la façon suivante:

Intention préalable cause ~action {intention en action cause ~mouvement du corps}

« Ainsi l'intention préalable cause l'intention en action. Par transitivité de la causalité intentionnelle, l'intention préalable représente et cause l'action entière, alors que l'intention en action représente et cause seule le mouvement du corps. »⁴⁴ L'intention préalable n'est pas essentielle à l'action intentionnelle. Il y a plusieurs actions intentionnelles que nous accomplissons sans que nous ayons formé une intention préalable de les effectuer. Searle utilise la représentation simplifiée suivante en 2010 :

$$\begin{array}{c} \text{(Action)} \\ \text{pi} \rightarrow (\text{ia} \rightarrow \text{BM})^{45} \end{array}$$

Les actions collectives sont une forme d'action complexe et en tant qu'action complexe, elles sont plus difficiles à analyser puisqu'elles entraînent plusieurs conséquences qui ne sont pas nécessairement désirées. Cela est vrai en partie parce qu'elles impliquent la participation de plusieurs agents. Les caractéristiques que Searle attribue aux actions complexes serviront également à l'explication des actions et des intentions collectives.

⁴⁴Searle, J.R., *L'intentionnalité: Essai de philosophie des états mentaux*, Paris: Les Éditions de Minuit, 1985, p. 120.

⁴⁵ Intention préalable (pi), intention en action (ia) et mouvement du corps (BM).

1.3.3 Les actions complexes

Comment un agent parvient-il à accomplir une action par le fait d'en accomplir d'autres ? Tout comme pour les actions individuelles de base, les actions collectives sont liées à celles-ci par la relation « moyen-fin » ou la relation « de la façon ». Les actions intentionnelles examinées jusqu'à présent avaient la forme « je fais A », ou encore « je tente d'effectuer A ». Les conditions de satisfaction des actions complexes n'incluent pas seulement un mouvement du corps, mais également d'autres composantes, qui sont rendues explicites par la relation « moyen-fin ». Ainsi la forme d'une action complexe est « je tente d'effectuer A , au moyen de X ». La relation « moyen-fin » unit les différentes composantes à l'intérieur de l'action intentionnelle complexe. Dans le cas des intentions complexes, l'imposition de conditions de satisfaction ne se limite pas aux mouvements physiques. Nous nous servons, en tant qu'êtres humains, des mouvements physiques pour viser quelque chose d'autre qui n'est pas relié *a priori* au mouvement lui-même. Si quelqu'un demande: « que tous ceux qui sont d'accord lèvent leur main », et que je lève la main, je ne fais pas deux actions, voter et lever la main. Plutôt, je vote en levant ma main.

Il y a également les cas où nous effectuons une action pour en produire une autre, avec la relation « de la façon ». Par exemple, je démarre la voiture en tournant la clé. J'effectue une action qui en cause une autre, mais encore une fois il n'y a pas deux actions, seulement une qui a deux niveaux de description.

L'effet accordéon, par exemple, provient de ces types d'actions complexes. L'effet accordéon nomme les événements reliés à l'action complexe qui ne sont pas, à proprement parler, des actions qui sont toujours intentionnelles. Par exemple, un agent effectue l'action

complexe suivante. (L'exemple est de Searle) Gavrilo Princip assassine l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo. Pour réaliser cette action, il appuie sur la détente, fait feu, tire sur l'archiduc, le tue. L'Autriche venge la Serbie. À cette action complexe et intentionnelle correspondent un grand nombre d'événements qui ne sont pas intentionnels, donc d'actions involontaires. Entre autres, cela ruina la saison estivale de Lord Grey, mit Guillaume II en colère et déclencha la Première Guerre mondiale. Dans ces cas, les effets non intentionnels auraient pu être tentés. Ce ne sont pas des effets inévitables. Il y a beaucoup d'effets aux actions volontaires que l'on accomplit qui ne sont pas intentionnels et qui sont inévitables. Dans ces cas, il n'est pas possible de les tenter. Il y a par exemple le fait qu'il se produisit chez Princip des stimulations neuronales et la contraction de certains muscles, tout comme le mouvement d'une grande quantité d'air. Tous ces événements ne sont pas intentionnels, mais font partie de l'effet accordéon.

Pour revenir aux intentions préalables et aux intentions en action, une de leurs caractéristiques importantes est que pour être satisfaites, elles doivent causer elles-mêmes leurs conditions de satisfaction.

1.3.3.1 Les actions involontaires

Au-delà des effets involontaires des actions complexes, il y a également les actions que nous effectuons de façon involontaire. Les actions involontaires doivent être distinguées des effets non voulus des actions intentionnelles. Les actions involontaires ne contiennent pas d'intention en action; néanmoins, ceux qui les commettent sans le vouloir peuvent dans certains cas être tenus responsables de leurs conséquences. La différence réside dans le fait que lorsqu'un agent accomplit une action de façon involontaire, il aurait pu en principe la tenter et cette action involontaire est tout de même engendrée par ses

actions intentionnelles (Vanderveken, 2008). Puisqu'il ne peut pas y avoir de tentative involontaire, certains effets involontaires d'actions intentionnelles ne sont pas de véritables actions puisqu'ils sont impossibles à tenter.⁴⁶ Plutôt, une action involontaire est le type d'action qui aurait pu être tenté, contrairement aux effets involontaires de nos actions qui sont historiquement contingents, comme agiter des particules élémentaires en bougeant les bras.

1.3.4 La sui-référentialité

Pour qu'une action intentionnelle de faire quelque chose soit réussie, l'état de choses tenté doit être causé par la tentative de l'agent. Si c'est quelqu'un d'autre qui fait l'action, celle-ci n'est pas réussie. De même pour qu'une intention soit exécutée par un agent il faut que ce soit l'agent qui fasse l'action et donc, que cette intention soit la raison pour laquelle l'action a été accomplie. Si l'agent a oublié son intention préalable, quand il fait l'action en question, il n'exécute pas son intention en question. Une action, pour être réussie, doit arriver de la manière souhaitée, ce qui n'est pas le cas avec les croyances et les désirs. Il est possible de croire que votre fruit préféré est la pomme, et cette croyance sera vraie si votre fruit préféré est la pomme indépendamment de la raison pour laquelle ce fruit est votre préféré. De façon similaire, il est possible de désirer faire un voyage en Asie, et ce désir sera satisfait seulement si la personne va effectivement en Asie, peu importe la façon dont cela se produira, ou encore des moyens utilisés à cette fin. Au contraire pour l'intention, ses conditions de satisfaction doivent arriver de la bonne façon. Si par exemple quelqu'un a l'intention de devenir riche, son intention sera satisfaite

⁴⁶ Vanderveken, Daniel (2008) « Attitudes, tentatives et actions », in Daniel Vanderveken et Denis Fisette (dirs) *Action, rationalité & décision - Actions Rationality & Decision*, Londres: College Publications, p. 41.

seulement s'il devient riche, mais cela ne doit pas arriver de façon hasardeuse. La personne doit devenir riche suite à son intention. Si elle gagne à la loterie, alors son intention de devenir riche ne sera pas satisfaite, alors que si elle devient riche parce qu'elle a investi un certain montant d'argent, au bon moment et au bon endroit à la bourse par exemple, alors son intention sera satisfaite, et ce parce que son intention de devenir riche a été satisfaite de la bonne façon, c'est-à-dire suite à son action, qui se trouve être la condition de satisfaction de son intention. Si la personne désirait seulement devenir riche, alors son désir aurait été satisfait même si elle avait gagné à la loterie, mais pour l'intention, la satisfaction de cette intention exige que l'action faisant partie des conditions de satisfaction soit la cause de la satisfaction de l'intention. Searle nomme cet aspect la *sui-référentialité*.

De façon similaire, il appartient aux conditions de satisfaction de l'intention en action que celle-ci soit causée par cette intention. Ce n'est pas une simple théorie de la causalité qui est en cause ici, mais plutôt le fait que ce caractère *sui-référentiel* de l'action intentionnelle s'intègre dans son contenu intentionnel. L'action est une forme première de l'intentionnalité puisque cette relation causale *sui-référentielle* relie directement l'organisme à l'environnement.⁴⁷ Pour ce qui est de l'action non verbale, il n'y a pas simple représentation des conditions de satisfaction, mais il y a plutôt une présentation directe de celles-ci. En spécifiant les conditions de satisfaction de l'intention, nous faisons référence à l'intention elle-même. Lorsque nous exécutons une intention, cette intention doit exercer un effet causal sur l'action. Si ce rapport causal est supprimé, il ne s'agit plus vraiment d'une exécution de l'intention. Si j'ai l'intention de terminer l'écriture de ce texte

⁴⁷ Il n'est pas possible de comprendre l'individu de façon indépendante de l'environnement. Cela signifie que l'environnement n'affecte pas celui-ci de l'extérieur, mais de façon interne et subjective. La *sui-référentialité*, et l'*arrière-plan* permettent d'expliquer les attitudes et les comportements collectifs.

aujourd'hui, il faut entre autres que ce texte soit effectivement terminé aujourd'hui. Mais ce n'est pas tout. Pour que mon intention soit satisfaite, l'action de terminer ce texte doit être causée par mon intention. Le texte ne doit pas être terminé pour une tout autre raison, mais bien suite à mon intention. Si quelqu'un était passé derrière moi et avait terminé le texte pour moi, nous ne pourrions pas affirmer que j'ai exécuté mon intention, puisque l'action de terminer le texte n'a pas été causée par mon intention. Cet exemple démontre que l'intention préalable est sui-référentielle, mais il en est de même pour l'intention en action. Si je lève spontanément le bras, cela doit être le fait de mon intention en action, et non de l'utilisation d'électrode sur une fibre musculaire qui aurait fait lever mon bras. « L'intention en action, comme l'intention préalable, est sui-référentielle au sens où son contenu intentionnel détermine qu'elle n'est satisfaite que si c'est elle qui a causé l'événement qui constitue sa condition de satisfaction. »⁴⁸ L'intention en action de lever le bras sera satisfaite si cette intention en action est ce qui cause la levée de mon bras, et non une force extérieure.

La direction d'ajustement de l'intention diffère de la causalité intentionnelle. La direction d'ajustement de l'intention va des choses à l'esprit. Pour que l'intention soit satisfaite, le monde (l'action) doit se conformer à l'intention. La causalité intentionnelle de l'intention va de l'esprit aux choses. C'est la tentative qui doit causer l'action.

La sui-référentialité ne se situe pas au niveau du contenu propositionnel de l'acte intentionnel comme Searle l'a déjà envisagé. Elle se situe plutôt au niveau des conditions de satisfaction (Vanderveken, 2002). Si la sui-référentialité est dans le contenu de l'acte intentionnel, elle n'est pas analysable logiquement. Par exemple lorsque nous percevons

⁴⁸ Searle, J.R., 1985, *op. cit.*, p. 118.

un objet,⁴⁹ nous ne percevons pas la causalité comme faisant partie du contenu de l'expérience perceptive. Nous avons conscience du fait que l'objet cause une expérience perceptive, mais la causalité n'est pas vue. L'objet est vu. Et il s'agit d'une caractéristique de ses conditions de satisfaction qu'il soit la cause de la perception pour que celle-ci soit vraie.

Pour conclure ce premier chapitre, il est possible de dire qu'il y a une continuité entre l'intentionnalité individuelle, le langage, l'intentionnalité collective et la socialité, la suite de ce travail rendra cette relation explicite. Par exemple, quelque chose d'analogue à la forme logique que Searle attribue aux actes de discours déclaratoires est utilisé par les agents pour créer la socialité. Également, les conventions associées au langage et la structure des attitudes permettront d'expliquer la provenance du caractère contraignant des attitudes collectives et les aspects déontologiques associés aux institutions sociales. Cela permet également de montrer qu'il n'est pas nécessaire d'attribuer aux états mentaux collectifs des conditions cognitives associées. De plus, la distinction effectuée entre contenu représentatif et mode psychologique permet de montrer que le contenu représentatif de l'intention collective représente l'action collective au complet, alors que le mode psychologique demeure individuel, ce qui nous évite d'avoir l'intention d'exécuter l'ensemble de l'action, qui ne dépend pas seulement de nous. En outre, la relation « moyen-fin » et la relation « de la façon » qui caractérisent les actions complexes permettront d'expliquer le lien entre les actions individuelles et les actions collectives. Enfin, l'arrière-plan et le réseau seront importants lorsqu'il sera question d'états mentaux collectifs puisqu'entre autres, l'influence de l'environnement sur les états intentionnels se

⁴⁹ La perception possède ce caractère sui-référentiel également.

fait à travers ces structures. Cela permettra d'expliquer comment les agents possèdent des attitudes collectives et effectuent des actions collectives sans présupposer leur participation au sein de groupes où des valeurs et des normes auront été collectivement acceptées.

*« L'action ou l'activité sociale
doit être comprise par le sens
que lui attachent les acteurs. »⁵⁰*

-Max Weber

CHAPITRE 2: LES ATTITUDES PARTAGÉES ENTRE AGENTS SELON BRATMAN

Pour Bratman, les intentions et les actions collectives ne sont pas un type d'attitude et d'action en soi, mais elles sont plutôt des intentions et des actions individuelles qui sont partagées (Bratman, 1993). Les agents entrent en interaction avec les autres, tissent des liens et ont quelques fois des objectifs communs. C'est alors qu'ils forment des intentions partagées en vue d'exécuter des actions du même type.

Je vais présenter les deux principaux concepts de Michael Bratman, soit le concept d'intention partagée et celui d'activité coopérative partagée. Par la suite, je comparerai cette approche aux principales thèses de l'individualisme méthodologique pour ainsi faire ressortir les problèmes épistémologiques et ontologiques qui les caractérisent. Je vais terminer ce chapitre en montrant les limites des concepts élaborés par Bratman en ce qui a trait à l'explication de la socialité.

2.1 Intentions partagées et activités coopératives partagées

Michael Bratman propose une analyse partiellement réductrice des attitudes et des actions collectives. Les termes qu'il utilise pour nommer ces derniers sont très évocateurs,

⁵⁰ Weber, M. (1921) *Économie et société*, 2 tomes, Paris, Uge Poche Pocket (Agora), 1995, p. 146 T.1.

ils sont à la limite de ce que nous pouvons considérer comme des attitudes et des actions collectives. Pour lui, les attitudes et les comportements ne sont pas à proprement parler collectifs, mais partagés, ce qui a pour effet de lui permettre d'éviter certains problèmes ontologiques liés à l'attribution d'attitudes et d'actions collectives à des groupes. Par contre, je vais montrer que cette approche ne permet pas d'analyser les attitudes et les actions collectives impliquant la réciprocité et la coopération. De plus, la terminologie utilisée par Bratman est inadéquate, je vais montrer également que des intentions et des actions simplement « partagées » ne peuvent servir d'attitudes de base à la coopération. Il est donc contradictoire d'utiliser les termes « activité coopérative partagée » lorsque celle-ci n'implique aucune coopération.

2.1.1 Les intentions partagées

Pour analyser les intentions partagées, Bratman reprend des notions développées dans sa théorie de la planification, qui décrit le rôle des intentions individuelles. Pour lui, l'analyse des intentions individuelles fait partie de l'étude plus générale de la planification.⁵¹ De ce fait, les intentions individuelles ne sont pas directement réductibles aux croyances et aux désirs, il s'agit bel et bien d'une attitude distincte. Utilisant une approche fonctionnaliste, il analyse les composantes des intentions et des actions, leurs différents rôles ainsi que leurs interrelations selon ce qu'elles permettent à l'agent d'effectuer. Ces éléments vont servir de base à sa réflexion à propos des intentions partagées.

⁵¹ Michael E., *Intention, Plan and Practical Reason*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1987, p. 9.

Bratman s'inspire des rôles de coordination et de planification qu'il assigne aux intentions individuelles pour analyser la nature et la fonction des intentions partagées. Ainsi, les intentions partagées sont minimalement deux intentions individuelles qui sont « partagées » par plusieurs personnes. Bratman est véritablement le seul qui adopte une telle position. Les implications sont très importantes. Pour Bratman, une seule personne ne peut pas avoir d'intentions partagées. Pour être partagée, une intention doit être possédée par au moins deux personnes. Même Tuomela, qui adopte aussi une position qualifiée de réductrice, tente plutôt de décrire une intention commune comme étant une attitude possédée par un individu, mais qui se réfère à l'activité d'un groupe.⁵² Searle, quant à lui nomme cette attitude, décrite par Tuomela, une « intention collective » pouvant aussi être possédée par une seule personne.⁵³ Ainsi contrairement à Bratman, pour Searle et Tuomela, un individu peut avoir ces attitudes même s'il est le seul à les posséder, alors qu'un seul individu ne peut pas avoir d'intention partagée telle que décrite par Bratman.

Bien que réduisant les intentions partagées aux intentions individuelles, Bratman se distingue des approches sommatives qui réduisent les intentions partagées aux intentions individuelles sans ajouter de caractéristiques supplémentaires. Ces approches considèrent les attitudes et les actions collectives comme des épiphénomènes (Quinton, 1975).

Bratman semble réaliser qu'une simple intention ou action partagée ne permet pas d'expliquer les interactions complexes que nous entretenons avec les autres. Ce n'est pas parce que deux amis ont l'intention d'aller voir ensemble la partie de hockey ce soir qu'ils

⁵² Tuomela, R., *The Importance of Us: A Philosophical Study of Basic Social Notions*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1995, 470 p.

⁵³ Searle, J.R., « Collective Intentions and Actions », in P. Cohen, J. Morgan and M. E. Pollack (eds.) *Intentions in Communication*, Cambridge, Mass.: MIT Press, Bradford Books, 1990, p. 401-415.

sont en interaction l'un envers l'autre, et ce, bien qu'ils aient une intention partagée. Il doit y avoir autre chose, ne serait-ce que la communication de cette intention et l'intention d'effectuer cette action avec l'autre.

Pour montrer cette nécessité, Bratman compare et critique deux modèles d'explication des intentions partagées. Le premier modèle ressemble à une version de « l'équilibre de Nash » en théorie des jeux. Dans des cas de socialité modeste, c'est-à-dire des cas qui n'impliquent pas de structures d'autorités asymétriques, chaque agent poursuit ce qu'il considère comme ayant le plus de valeur et ce, tout en tenant compte de ce que fait l'autre.⁵⁴ Il y a une prise en compte de l'autre, mais sans plus. Lors de l'interaction, les préférences des agents doivent être accessibles à tous, chacun doit savoir ce que l'autre veut faire. Un accès équivalent à l'information est essentiel pour que fonctionne ce type de théorie.⁵⁵ Par contre il ne s'agit pas de quelque chose que les agents partageraient ou qu'ils auraient en commun. Il s'agit plutôt d'une caractéristique de la situation dans laquelle se déroule l'interaction. Selon ce modèle, notre action intentionnelle serait un équilibre, au sens où chacun poursuit ce qu'il préfère en fonction de ce que fait l'autre.

Bratman considère ce modèle comme étant inadéquat pour expliquer les particularités de la relation entre des agents qui ont des interactions sociales (même modestes).⁵⁶ En effet, la plupart de nos actions collectives ou partagées impliquent la

⁵⁴ Ses préférences individuelles.

⁵⁵ Bratman utilise la notion de connaissance commune pour décrire cet accès à l'information. Ces termes n'impliquent pas la même chose selon lui. L'accès à l'information est une question de principe. Ainsi, en principe, les agents doivent avoir accès aux mêmes informations, alors que dans le cas de la connaissance commune, il s'agit d'une exigence pratique. Certains faits doivent être connus par tous les agents pour que puissent se produire certains phénomènes collectifs. Par exemple, une attention mutuelle ou une disposition à aider.

⁵⁶ Searle est d'accord avec Bratman, il affirmait à propos de la théorie des jeux: « les modèles que j'ai pu rencontrer jusqu'ici m'ont paru un peu superficiels dans la mesure où ils tiennent l'existence de l'institution pour acquise, et se contentent d'évaluer à qui profite la situation lorsque l'institution évolue

participation des autres et non leur simple présence. Il n'est pas question d'individus ayant des intentions individuelles qui tiennent compte des intentions des autres pour maximiser l'utilité de leur action. Au contraire, les individus agissent ensemble en vue de réaliser des objectifs communs.

Bratman souligne le fait qu'il existe un nombre impressionnant d'actions collectives que nous faisons en relation avec d'autres agents, cela rend leur analyse en termes de préférence problématique. Comment effectuer ce calcul en termes de préférences alors que l'ensemble de nos attitudes et de nos actions implique la participation des autres ? Que faire des cas où nos préférences sont conflictuelles avec les préférences du groupe dans lequel nous agissons ? Souvent, les individus mettent de côté leurs préférences pour se rallier à celles du groupe. Ces questions semblent montrer que nous ne pouvons analyser les attitudes et les actions collectives des agents uniquement à partir de leurs préférences.⁵⁷ Nous devons distinguer les cas d'intentions partagées des simples cas de coordination d'activité entre étrangers.⁵⁸

Le second modèle inadéquat selon Bratman est au contraire très holistique. Il décrit les agents ayant une intention partagée comme responsables, redevables envers l'autre dans l'accomplissement de l'action. Ils ont une obligation mutuelle qui est d'ordre moral. Par exemple pour Gilbert (2000),⁵⁹ cela se manifeste par un engagement conjoint qui va même jusqu'à former un sujet pluriel.⁶⁰

comme elle le fait. Selon moi, cela ne permet pas de résoudre le problème majeur, et présuppose plutôt que la solution est déjà toute trouvée » (Searle, cité dans Monnet et Navarro, 2009).

⁵⁷ Les formes les plus fortes de l'individualisme méthodologique soutiennent cette idée.

⁵⁸ Qu'elles impliquent la coopération ou non.

⁵⁹ Gilbert, M., *Sociality and Responsibility: New Essays in Plural Subject Theory*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, 180 p.

⁶⁰ Nous allons définir le sujet pluriel plus loin lorsqu'il sera question de la position de Margaret Gilbert.

Pour Bratman ce second modèle est tout aussi inadéquat. Il admet que les obligations et les engagements mutuels sont communs en ce qui a trait aux cas de sociabilité modeste, mais ils ne sont pas nécessaires. Il reprend l'exemple proposé par David Hume⁶¹ et affirme, à propos du cas de deux rameurs qui tentent d'accorder leur mouvement l'un à l'autre: « les deux individus rament ensemble alors qu'ils n'ont passé aucun accord l'un avec l'autre. »⁶² Nous pouvons facilement nous imaginer des situations où nous agissons ensemble, sans pour autant avoir des engagements explicites ou encore être redevables envers l'autre ou les autres. Nous devons trouver un modèle intermédiaire entre les deux qui viennent d'être présentés. L'étude que fait Bratman des intentions partagées a pour objectif de rendre explicite ce modèle. Il prétend nous présenter un modèle intermédiaire qui évite les objections qui sont faites à l'endroit de ces deux modèles inadéquats.

Bratman s'intéresse surtout aux intentions partagées d'agents qui ne sont pas à l'intérieur de structures institutionnelles. Il ne s'intéresse pas aux intentions partagées d'agents qui impliquent des relations de pouvoir, c'est ce qu'il nomme des cas de socialité modeste. Il ne sera question, chez Bratman, que d'intentions qui sont « partagées » par deux agents. La caractéristique la plus importante de ces intentions partagées, auxquelles Bratman ajoute certaines interrelations, est de coordonner les actions des agents les uns envers les autres.

⁶¹ Hume, David, *Traité de la Nature Humaine*, traduction Leroy, éd. Aubier, pp. 607 et 608.

⁶² Bratman, M., *Faces of Intention, Selected Essays on Intention and Agency*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 143.

2.1.1.1 L'aspect structurant des intentions partagées chez Bratman.

Il y a chez Bratman une continuité conceptuelle, métaphysique et normative entre la planification individuelle et l'intention partagée. Il utilise les mêmes concepts que ceux utilisés dans sa théorie des intentions individuelles. Ainsi, la planification a un rôle normatif à la fois en ce qui a trait aux intentions individuelles qu'aux intentions partagées. L'aspect structurant qu'il assigne aux intentions partagées vient de ce lien avec la planification. Les intentions partagées ont un effet structurant sur les individus puisqu'elles les incitent à planifier et à se coordonner avec les autres. Pour être en mesure d'accomplir leur rôle de planification (donc, être partagées), les intentions partagées doivent nécessairement contenir des interrelations.

2.1.1.2 Les interrelations

Les interrelations font partie du complexe d'intentions partagées et elles permettent la planification et la coordination. En effet, ce n'est pas parce que deux intentions sont partagées qu'elles vont nécessairement influencer les intentions individuelles des participants. D'une part, ce n'est pas parce que nous avons l'intention partagée d'exécuter une action que nous avons l'intention d'exécuter cette action ensemble. Par exemple, ce n'est pas parce que nous avons l'intention d'aller à la pêche que nécessairement nous avons chacun l'intention de pêcher ensemble. Les intentions partagées ne sont pas satisfaites simplement par le fait que chacun a une intention qui coïncide avec celle de l'autre. Selon Bratman, cela ne fait pas partie du contenu de

l'attitude que celle-ci soit contraignante.⁶³ D'autre part, bien que les intentions partagées doivent contenir des interrelations, elles ne sont pas une attitude dans l'esprit d'un super-agent qui consiste en la fusion des deux agents.⁶⁴ Ontologiquement, les intentions partagées n'existent que dans l'esprit des individus. Bratman tiendra compte de ces deux aspects dans sa façon de définir les intentions partagées.

Par ailleurs, Bratman est d'accord avec le fait que l'interrelation que nous devons ajouter aux intentions partagées pour qu'elles puissent coordonner les actions des agents ne peut pas consister en des promesses explicites qu'ils se font l'un à l'autre. En effet, nos promesses ne sont pas forcément sincères. Nous pouvons promettre d'aider quelqu'un à effectuer une tâche sans pour autant avoir l'intention de l'aider en réalité. Dans ce cas nous voulons tromper l'interlocuteur. Une intention est un état mental alors qu'une promesse est un acte illocutoire mental. La promesse comme tout acte illocutoire a des conditions de sincérité particulières qui ne font pas partie de ses conditions de succès. Nous pouvons mentir lorsque nous exprimons verbalement ou non un état mental pour tromper quelqu'un d'autre, mais nous ne pouvons aucunement nous mentir à nous-mêmes, lorsque nous avons cet état mental. La promesse et l'intention ont une réalité ontologique différente. Nous pouvons révoquer et ne plus avoir une intention déjà formée alors que nous ne pouvons supprimer une promesse déjà faite. Toutefois, il est beaucoup plus facile de reconsidérer une intention individuelle qu'une intention partagée. Il y a effectivement des contraintes aux intentions partagées et collectives, mais ce ne sont pas des promesses.

⁶³ Cela devrait être le cas. Lorsque nous formons de telles intentions collectives avec les autres, nous savons ce que cela implique.

⁶⁴ Bratman, Michael E. « Shared Intention », *Ethics*, Vol. 104, No. 1. (Oct., 1993), p. 99.

Ainsi les intentions partagées consistent en des attitudes appropriées de chaque participant, ainsi que leurs interrelations (qui sont autre chose que des promesses). Les intentions partagées, puisqu'elles sont d'une certaine façon contraignantes à cause de leur aspect structurant, ne nécessitent pas que nous y ajoutions des obligations. Nous devons réduire les intentions partagées aux intentions individuelles, mais en ajoutant une forme d'interrelation qui n'est ni une promesse ni une obligation.

2.1.1.3 Le complexe d'intentions

Bratman nomme les intentions partagées et leurs interrelations un *complexe d'intentions*. Pour faire fonctionner ce complexe d'intentions, les attitudes en question doivent avoir le bon contenu et être reliées de la bonne façon. En principe, ce complexe d'intentions devrait permettre l'émergence d'actions coordonnées, planifiées adéquatement et négociées. Ce sont, en quelque sorte, les trois rôles que Bratman attribue aux intentions partagées.⁶⁵ Les intentions partagées aident à coordonner les activités des agents afin d'atteindre les buts communs qu'ils se sont fixés. Elles permettent l'organisation de leurs pensées et de leurs actions de façon à ce qu'elles soient correctement orientées vers ce but.⁶⁶ Elles ont somme toute un rôle structurant.

Les intentions partagées permettent également la planification des actions des agents entre eux. Il s'agit, pour utiliser le langage de Bratman, d'un plan. Cela permet aux agents de s'assurer que leur plan respectif dans l'activité est coordonné avec le plan de l'autre. Il s'agit en quelque sorte du rôle des intentions partagées dans la progression de l'action commune.

⁶⁵ Bratman, Michael E., « Shared Intention », *Ethics*, Vol. 104, No. 1. (Oct., 1993), p. 99.

⁶⁶ Bratman, Michael E., « Dynamics of Sociality », *Midwest Studies in Philosophy*, XXX (2006) Blackwell Publishing, Inc. p. 154.

Enfin, les intentions partagées procurent l'arrière-plan nécessaire pour mener à terme les négociations qui se dérouleront plus tard lorsque les actions partagées seront exécutées. La négociation se fait au niveau des sous-plans. Ces derniers sont utiles pour atteindre le but que les agents se sont fixé et pour déterminer de quelles façons cela se fera. Rappelons que pour Bratman, les intentions (individuelles) sont des éléments de plans partiels.⁶⁷ Ces plans doivent être cohérents et constants pour leur permettre la planification ultérieure. Ainsi les rôles des intentions partagées sont de coordonner les actions des agents en direction du but, de l'autre agent ainsi que l'agencement des sous-plans. Les intentions partagées représentent une sorte d'accord préalable ou temporaire qui servira de cadre aux négociations ultérieures. Notons que Bratman identifie ces rôles de façon à ce que les intentions partagées s'intègrent dans sa théorie de la planification. Mais en fait les intentions partagées ou collectives pourraient avoir plusieurs autres rôles. Tout dépend des effets que nous leur attribuons. Il s'agit du problème plus général du fonctionnalisme. Les intentions partagées n'ont pas toujours les mêmes fonctions. La stratégie de Bratman ne permet pas d'illustrer ces changements.

Comme nous pouvons le constater, le rôle de coordination des intentions partagées est central dans la théorie de Bratman, en particulier parce que ce rôle est intimement lié à la planification.⁶⁸ Toutefois ce rôle semble plutôt limité, surtout lorsqu'il est question de comportements collectifs plus complexes. Nous pouvons nous coordonner pour atteindre un but commun, pour interagir correctement avec l'autre personne et pour nous assurer que la progression de nos comportements individuels s'imbrique bien. Mais ces différents

⁶⁷ Bratman, Michael E. *Intention, Plan and Practical reason*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1987, 200 p.

⁶⁸ Quelques fois Bratman utilise le terme de coordination sociale pour parler du rôle de coordination des intentions partagées.

rôles ne garantissent pas qu'il y ait une action commune. Tout ce que cela permet, c'est de s'assurer que chacun ne nuise pas à l'autre dans l'atteinte du but qu'ils ont en commun. C'est le cas notamment de deux adversaires qui pratiquent un sport. Ils ont un but commun, qui est généralement de gagner, et ils doivent tenter de l'atteindre en respectant les règles et en s'ajustant aux comportements et intentions de l'autre. Malgré tout il semble difficile, dans ce contexte, d'attribuer aux agents une action commune.

Pour répondre à ce genre de critiques, Bratman associe le rôle de coordination à plusieurs normes qui favorisent l'instauration de forme de socialité. De cette façon, Bratman prétend mieux définir l'aspect structurant des intentions partagées. Ce faisant, Bratman s'écarte de sa théorie de la planification.

Parmi ces normes, il y a celle de l'agglomération sociale, de la constance et de la cohérence sociale, ainsi que celle de la stabilité sociale.⁶⁹ Il s'agit de normes qui favorisent entre autres la non-reconsidération des intentions préalables, d'où l'aspect structurant des intentions partagées. Ces rôles et ces normes caractérisent à la fois les intentions individuelles et les intentions partagées. Bien que Bratman ne reconnaisse pas la nécessité d'intégrer dans sa théorie des intentions partagées la notion d'obligation, il semble le faire en quelque sorte en accordant une telle importance à ces normes qui, bien qu'en lien avec la coordination, ne semblent pas aussi contraignantes que les obligations, ce qui n'est pas un défaut. Si nous disons que la reconsidération d'intentions partagées nuit à la stabilité, à la cohérence et à la constance sociales, c'est qu'il y a quand même d'importantes conséquences à abandonner une intention partagée de façon unilatérale.

⁶⁹Bratman, Michael E., *Structure of Agency*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 336 p.

Toutefois, il semble plutôt que les intentions collectives sont nécessaires à l'établissement de normes. Les intentions partagées n'ont pas seulement la fonction de rendre exécutoires ces normes, au contraire, nous établissons ces normes parce que nous possédons déjà la capacité d'établir ces normes collectivement. De plus, les normes que Bratman associe aux intentions partagées coexistent habituellement avec des relations de pouvoir; or en ajoutant des normes, Bratman ne fait plus que s'intéresser à des cas de socialité modestes n'impliquant pas de structures hiérarchiques, mais à des structures interpersonnelles complexes qui ne peuvent être expliquées à partir d'un complexe d'intentions individuelles partagées. Bratman n'explique pas les liens de causalité entre les intentions partagées, les normes et les rôles qui semblent être de nature sociale.

Pour résumer brièvement ce point-ci, l'approche de Bratman est constructiviste. Elle postule une structure d'attitudes des participants qui sont reliées de façon appropriée, dans un contexte approprié. Les intentions partagées structurent et coordonnent les pensées et les actions individuelles des agents vers les buts qu'ils se sont fixés, de façon à respecter les normes sociales citées précédemment. L'objectif de Bratman est de montrer comment des intentions individuelles, dans un contexte commun,⁷⁰ avec un contenu approprié et qui sont bien reliées vont, si elles fonctionnent correctement en respectant certaines normes, jouer le rôle d'intentions partagées.⁷¹

Comme ce fut mentionné précédemment, puisqu'il n'est question que d'intentions individuelles qui sont coordonnées, l'approche de Bratman reste limitée dans sa portée. Il semble le réaliser en introduisant plusieurs autres rôles et normes associées à la formation

⁷⁰ La notion de contexte commun n'est pas définie par Bratman.

⁷¹ Bratman, Michael E., « Dynamics of Sociality », *Midwest Studies in Philosophy*, XXX (2006) Blackwell Publishing, Inc. p. 154.

d'intentions partagées. Malgré tout, ces composantes ne sont pas suffisantes pour expliquer les cas où nous agissons ensemble et pas seulement de façon coordonnée. De plus, les normes qui sont proposées ne sont pas substituables à l'obligation ou à une forme plus modeste de contrainte. Par exemple, tous les matins les automobilistes ont l'intention partagée d'éviter la congestion. Ils planifient leur trajet. Ce faisant, ils se coordonnent (en anticipant ce que les autres feront) et ils négocient leur heure de départ en fonction de leur objectif. Si les automobilistes cessaient d'avoir cette intention partagée, cela entraînerait certainement des problèmes apparentés aux normes citées précédemment, celles de constance, de cohérence et de stabilité sociale. Pourtant, ces automobilistes n'ont pas l'intention de se rendre au travail ensemble en évitant la congestion ensemble. Ils n'ont pas d'obligation et ne sont pas contraints envers les autres de quelque forme que ce soit.

Pour pallier à ces difficultés, Bratman introduit dans le complexe d'intentions des intentions en faveur de l'agencement des sous-plans, donc un engagement envers l'activité commune, une interdépendance de la persistance de l'intention de chacun, une sensibilité mutuelle et une connaissance commune chez les participants de toutes ces conditions. De façon surprenante, Bratman ajoute une autre composante aux intentions partagées, une disposition à aider si nécessaire ou un soutien mutuel.

Avec la disposition à aider et l'interdépendance dans la persistance des intentions de chacun, Bratman ajoute quelque chose de conceptuellement différent aux intentions partagées. Ces éléments ne peuvent s'expliquer seulement à partir d'intentions individuelles partagées. Ce ne sont pas que des interrelations associées aux intentions partagées que nous pouvons situer vaguement dans un complexe d'intentions partagées. Lorsque nous formons une attitude qui est véritablement collective, il s'agit par le fait même d'une intention de soutenir l'autre et de se coordonner à lui. Cela fait partie des

conditions de satisfaction de l'intention collective. Rappelons-nous que le contenu représentatif de l'intention représente ses conditions de satisfaction au complet. Quiconque possède une intention collective sait ce qui doit arriver dans le monde pour qu'elle soit exécutée.

Bratman n'explique pas d'où viennent ces nouvelles caractéristiques du complexe d'intentions, qui ressemblent à ce que nous entendons habituellement par coopération. Ces éléments seront néanmoins essentiels à l'explication qu'il donnera des actions partagées, mais il n'explique pas comment la coopération et la dépendance mutuelle se manifestent lorsqu'une attitude collective est possédée par un agent.

2.1.2 Les activités coopératives partagées

Bratman précise davantage sa définition d'une intention partagée lorsqu'il explique son importance dans la production d'activités coopératives partagées, qui s'avère être le seul fait social pouvant être expliqué à l'aide de l'intention partagée telle qu'il la décrit. L'intention partagée est pour Bratman la clé pour définir le concept d'activité coopérative partagée à cause de son rôle contraignant à l'égard des relations interpersonnelles.⁷² Les activités coopératives partagées ont besoin pour être exécutées convenablement d'un comportement approprié et d'une interaction interpersonnelle particulière.⁷³ Les intentions partagées répondent à ces besoins.

⁷² Rappelons encore une fois que Bratman s'intéresse aux actions partagées qui incluent seulement deux participants, et qui ne font pas partie d'activités ayant lieu à l'intérieur d'institutions ayant des structures d'autorités.

⁷³ Bratman, Michael E., « Shared Cooperative Activity », *The Philosophical Review*, Vol. 101, No. 2. (apr. 1992), p. 327-341.

.1.2.1 L'engendrement de l'action partagée

Bratman reprend les caractéristiques préalablement élaborées pour mieux les définir et faire le lien avec les activités coopératives partagées. Rappelons qu'il y en a trois particulièrement importantes. Il y a la sensibilité mutuelle, l'engagement à l'activité commune et l'engagement au soutien mutuel.

Lors d'action partagée, nous devons être sensibles aux intentions qui sont mutuellement partagées. Cette sensibilité mutuelle est nécessaire pour la bonne poursuite du but que nous avons. Nous devons exécuter notre comportement tout en gardant à l'œil celui de l'autre. Il y a une connaissance commune, de part et d'autre, de ce fait.⁷⁴

Cette sensibilité n'est cependant pas suffisante. Comme nous l'avons fait remarquer, l'activité peut satisfaire cette caractéristique, tout en n'étant pas une activité coopérative conjointe. Bratman donne l'exemple suivant: deux soldats ennemis tentent d'être sensibles aux intentions et aux actions de l'autre, et ils savent que l'autre soldat devant eux tente également d'être sensible à leurs intentions et actions. Nous pouvons facilement voir qu'il n'y a pas d'activité coopérative partagée dans cet exemple, étant donné que le but pour chaque soldat est la survie. Cet exemple ne contient aucun comportement collectif, tout au contraire.

Pour qu'il y ait activité coopérative, leur sensibilité mutuelle respective doit mener à un engagement quelconque de se soutenir. Cet engagement inclut en partie une autre intention qui serait en faveur de l'activité commune. Cette intention peut avoir comme source différentes raisons, mais lors d'une activité coopérative partagée, il y a typiquement

⁷⁴ Bratman, Michael E., 1992, *op. cit.*, p. 329.

ce type d'intention en faveur de l'activité commune pour une raison ou une autre.⁷⁵ Bratman ne précise pas si cette intention en faveur de l'activité partagée est la même que l'intention partagée elle-même. Cela semble poser problème. Notons par le fait même que Bratman affirmait qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait obligation pour que l'intention partagée soit satisfaite, ce qui ne semble plus être le cas ici. Lorsque nous nous engageons, cela nous oblige à agir conformément à cet engagement. L'engagement de se soutenir mutuellement joue un rôle important dans l'action commune, en ce qui concerne les activités coopératives partagées, chaque agent est engagé à soutenir les efforts des autres pour qu'ils puissent être en mesure d'exécuter leur part dans l'activité commune (Bratman, 1992). Si l'agent croit que dans l'activité commune l'autre a besoin d'aide, il est prêt à proposer cette aide. Et inversement s'il a besoin d'aide, l'autre est prêt à proposer cette aide. Cet engagement à soutenir l'autre permet de réussir nos activités communes même dans l'adversité. Il peut se faire à divers degrés selon les individus et les situations. Certains peuvent vouloir aider même si cela entraîne des coûts très élevés et nuit à leur capacité d'exécuter leur partie de l'activité commune. Pour d'autres, ils ne sont prêts à aider qu'à un certain degré qui n'affecterait pas leur capacité d'exécuter leur part de l'activité. Pour Bratman, une action peut être qualifiée de coopérative et partagée si les participants ont au moins l'intention de fournir de l'aide, peu importe le degré.

Dans sa description des activités coopératives partagées, Bratman effectue une distinction plutôt surprenante. Ce ne sont pas toutes les activités coopératives partagées qui impliquent la coopération. Prenons l'exemple de deux pêcheurs. L'un peut le faire parce qu'il désire manger du poisson, alors que l'autre participant le fait pour se reposer.

⁷⁵ *Loc. cit.*

Chacun a l'intention de pêcher, mais pour des raisons différentes, ce qui n'affecte en rien l'activité coopérative partagée. Bratman effectue une distinction entre les types d'actions partagées qui ne sont pas coopératives, comme l'exemple précédent, et celles qui sont coopératives. Les actions partagées qui sont coopératives consistent, par exemple, au fait que nous tentons de résoudre un problème ensemble. Ce type d'action implique déjà l'idée de coopération, alors qu'en ce qui concerne les types d'actions partagées qui ne sont pas coopératives, elles peuvent être partagées, sans être coopératives. Bratman effectue une distinction conceptuelle entre coopérer d'une part et l'engagement à se soutenir mutuellement et l'interdépendance dans la persistance des intentions de chacun d'autre part. L'engagement à se soutenir mutuellement et l'interdépendance seraient présents dans tous les cas d'activités coopératives partagées, mais pas la coopération, ce qui semble problématique puisque le fait d'avoir l'intention de soutenir l'autre implique généralement la coopération. Si l'engagement à soutenir l'autre était unilatéral, il serait difficile de parler de coopération. Par contre, étant donné que l'engagement est de se soutenir mutuellement, cela ressemble à de la coopération.

Pour comprendre la distinction effectuée par Bratman, nous devons revenir aux intentions individuelles et aux sous-plans. Rappelons-nous que pour Bratman, l'intention s'analyse en termes de plan, et que les plans contiennent eux-mêmes des sous-plans (Bratman, 1987). L'intention et l'action ne sont pas directement liées. Cela entraîne d'importants problèmes d'engendrement. Dans ce cas-ci, il n'y a pas de continuité entre l'intention, qui est individuelle, mais qui engendre une activité coopérative partagée qui implique le soutien mutuel, des engagements envers l'autre et quelques fois de la coopération. Contrairement à la façon habituelle de comprendre les intentions, les intentions partagées ne sont pas une représentation de l'action partagée qui normalement

fait partie des conditions de satisfaction de cette intention. Pour qu'une intention partagée soit exécutée, mais aussi réussie, elle doit tout simplement bien s'intégrer aux plans de l'agent. L'intention pour Bratman implique une conception du rôle des intentions comme étant toujours dirigées vers le futur. Les intentions individuelles sont dirigées vers le futur puisqu'elles sont des éléments de plans partiels qui visent l'agencement des actions des agents.⁷⁶ Par exemple, deux personnes ont l'intention de peindre une maison ensemble. Ils ont une intention partagée. Par contre au niveau des sous-plans, une personne désire la peindre en bleu et l'autre en rouge. Les personnes pourraient procéder avec leur action partagée et ainsi terminer en ayant une partie de la maison bleue, et l'autre rouge. Bien que les agents aient peinturé la maison ensemble, ils ne pourraient pas qualifier cette activité d'activité coopérative partagée. Ils avaient des sous-plans qui étaient en désaccord. Il n'est pas absolument nécessaire que les sous-plans d'une activité coopérative partagée soient en accord, cela serait trop restrictif. Des désaccords peuvent exister à l'égard du déroulement d'une action. Cette action peut tout de même être une activité coopérative partagée puisque la seule chose requise pour que l'activité coopérative partagée soit réussie est que ses sous-plans ne soient pas contradictoires (Bratman, 1987). Par exemple, une des deux personnes peut vouloir utiliser une peinture bon marché pour peindre la maison et l'autre peut vouloir acheter la peinture à la quincaillerie qui est située au coin de la rue. Il y a une façon d'exécuter l'activité partagée de manière à ce que les sous-plans respectifs ne soient pas contradictoires. Les agents n'ont qu'à acheter de la peinture bon marché à la quincaillerie du coin. Bratman suggère que: « nos sous-plans

⁷⁶ Bratman nomme cette intention une *intention dirigée vers le futur* (« future-directed intention »). Searle utilise quant à lui le terme d'*intention préalable* qui, contrairement aux intentions en action, n'est pas liée à une tentative au moment même de l'intention.

concernant notre activité coopérative partagée ne sont pas incompatibles lorsqu'il est possible d'exécuter notre activité coopérative partagée d'une façon qui ne brime pas nos sous-plans, mais qui plutôt impliquerait la bonne exécution de nos sous-plans (ma traduction). »⁷⁷

Il n'est pas nécessaire que les sous-plans soient présents ou connus pour que les agents aient l'intention d'exécuter une activité coopérative partagée. Ils n'ont peut-être pas connaissance de l'ensemble des sous-plans de chacun au moment de débiter ou de négocier la faisabilité de l'action partagée. Par exemple, la personne peut avoir besoin de savoir combien coûtera la peinture, mais elle n'a aucun intérêt à savoir où elle sera achetée. Certains détails des sous-plans des autres ne sont d'aucun intérêt et n'ont aucun effet sur l'accomplissement de l'action partagée. Ce qui est important, c'est que chacun ait l'intention qu'il y ait éventuellement un accord au niveau des sous-plans sur lesquels les agents vont agir. Ils peuvent agir ensemble malgré certaines différences. Notons également que des agents peuvent avoir une intention partagée et une intention de coordonner leurs sous-plans même si ces derniers ne sont pas encore parfaitement définis. Ce qu'il faut c'est que nous ayons l'intention de les coordonner.

Nous pouvons constater qu'il peut y avoir une importante interdépendance au niveau des intentions partagées, sans que celles-ci engendrent une activité coopérative partagée qui implique la coopération. Le système d'intention faisant partie des activités coopératives partagées doit être embranché, ou interconnecté, c'est-à-dire que chaque agent doit avoir l'intention de favoriser l'exécution des intentions des autres. Chaque agent doit traiter les intentions des autres comme moyens de réussir l'activité pour lui-

⁷⁷ Bratman, Michael E., 1992, *op. cit.*, p. 327.

même. Ce système d'intention doit également être réflexif. Chaque agent doit avoir certaines croyances concernant la possibilité d'exécuter ses propres intentions. « L'activité coopérative partagée nécessite un système embranché et réflexif d'intentions libres concernant l'activité commune (ma traduction). (Bratman, 1992). »⁷⁸

Les différents niveaux de compatibilité des sous-plans chez Bratman se rapprochent de ce que Searle appelle « le sens de l'autre ».⁷⁹ Selon Searle, certains agents sont prêts à agir, mais ils ne sont pas encore engagés dans une action. Les membres de ces groupes possèdent tout de même ce sens de l'autre. Bratman propose quelque chose de semblable lorsqu'il affirme que l'engagement à se soutenir mutuellement peut aller jusqu'à un certain niveau, sans pour autant être complet. Toutefois, le sens de l'autre est intimement lié à l'intention collective et à la coopération pour Searle, ce qui n'est pas le cas pour Bratman.

Bratman précise que dans son analyse des activités coopératives partagées, il sera uniquement question des intentions impliquées dans les activités qui n'impliquent pas la coopération. Il s'agit d'une orientation particulière. Une analyse adéquate des actions coopératives partagées devrait aussi tenir compte des actions coopératives, sinon pourquoi les qualifier de coopératives si elles ne le sont pas. Rappelons que pour Bratman, certaines activités coopératives partagées contiennent des intentions partagées, mais n'impliquent pas nécessairement la coopération.

2.1.2.2 La composante cognitive

Comme dans la plupart des théories portant sur les intentions collectives, des conditions cognitives sont incluses à l'activité coopérative partagée. L'intentionnalité des

⁷⁸ *Ibid.*, p. 330.

⁷⁹ Cohen. Philip R., Morgan, J., Pollack, M.E. *Intentions in Communication*. Cambridge MA, MIT Press, 1990 p. 401-415.

intentions est une de ces conditions, comme nous le verrons pour Searle. Toutefois dans l'approche de Bratman, pour qu'il y ait activité coopérative partagée, les agents doivent savoir que le complexe d'intentions existe, mais aussi qu'il n'y a pas de coercition. Tous les participants doivent être conscients de l'intention de chacun et de l'absence de coercition. « Le fait qu'il y ait un système d'intentions où il n'y a aucune coercition mutuelle doit être du domaine public. Les participants doivent avoir la connaissance de ce fait. »⁸⁰ (Ma traduction).

La condition cognitive nécessite qu'il y ait une importante interdépendance des intentions pour qu'une activité coopérative partagée ait lieu. Le système d'intentions d'une activité coopérative partagée doit avoir trois caractéristiques. Il doit être interconnecté. Chaque agent doit avoir une intention en faveur de l'efficacité de l'intention de l'autre. Il doit être orienté vers la fin. Le succès de l'intention de tous les agents permet de mener à terme l'intention de chacun. Ce succès est réflexif. Chaque agent doit avoir des intentions concernant le succès de ses propres intentions également.

Une activité coopérative partagée nécessite un système d'intentions mutuelles non coercitives, interdépendantes et réflexives à propos d'une activité conjointe. Nous sommes en mesure de voir, de par cette définition, le rôle de l'engagement mutuel comme soutien pour une activité coopérative partagée. S'il n'y a pas d'engagement mutuel de soutien, il peut y avoir une action conjointe intentionnelle, mais pas une activité coopérative partagée. Pour que les intentions des agents engendrent une activité coopérative partagée, il doit y avoir une condition de connexion et celle-ci provient de la réactivité mutuelle à l'égard de l'intention des autres.

⁸⁰ Bratman, Michael E., 1992, *op.cit.*, p. 332.

Une action conjointe est une activité coopérative partagée seulement si :

- a) « J'ai l'intention que nous *X* »
- b) Les intentions sont interconnectées et orientées vers le but et,
- c) (b) mène à (a) avec une réactivité mutuelle dans la poursuite de l'action conjointe de l'intention ainsi que dans l'action.⁸¹

Une soi-disant difficulté de la théorie de Bratman⁸² provient du fait que l'idée d'avoir l'intention d'effectuer une action de la forme « j'ai l'intention que nous fassions *X* » peut sembler suspecte. Nous ne pouvons avoir l'intention d'exécuter les actions des autres, nous ne pouvons tenter que nos propres actions. Le fait de décrire ou de présenter le contenu de notre intention au mode pluriel peut sembler problématique. Il s'agit de la critique la plus commune à l'endroit des approches qui ne présentent pas les intentions collectives d'une façon sommative. Dans un certain sens, nous pouvons dire qu'il semble impossible que j'aie l'intention que nous fassions quelque chose, puisque votre intention n'est pas sous mon contrôle. Bratman est incapable de résoudre ce problème puisqu'il ne fait pas la distinction entre le contenu représentatif de l'intention partagée et son mode psychologique. Il tente plutôt de résoudre ce problème d'une autre façon, mais sans succès.

Il prétend avec raison que nous ne pouvons tenter que nos propres actions et propose une distinction entre *tenter* et *avoir l'intention de*. Leur contenu ne serait pas contraint de la même façon (Bratman, 1992). Cette distinction semble problématique. Lorsque nous tentons de faire une action, nous croyons à tout le moins être capables d'effectuer cette action (Vanderveken, 2008). Il s'agit d'une condition de rationalité minimale (Cherniak,

⁸¹ Bratman, Michael E., 1992, *op. cit.*, p. 333.

⁸² Et de toutes les théories qui traitent des intentions collectives.

1992). Cette condition de rationalité minimale est aussi présente dans le cas des intentions partagées. Nous ne pouvons pas avoir l'intention d'exécuter quelque chose que nous savons impossible, nous demeurons minimalement logiques.

Toutefois, puisque pour Bratman les intentions sont des éléments de plans partiels, les intentions partagées sont moins contraignantes sur ce que nous pouvons avoir l'intention d'effectuer.⁸³ Lorsque le contenu de notre intention est au mode pluriel,⁸⁴ deux stratégies sont proposées par Bratman pour éviter le problème d'avoir nous-mêmes une intention que les autres effectuent leur part de l'action conjointe. Premièrement, nous pouvons considérer que notre intention est à propos de notre part de l'intention partagée, dans ce cas l'intention partagée n'est pas quelque chose dont on a l'intention, mais plutôt quelque chose que l'on désire.⁸⁵ Cela est également problématique. Les désirs et les intentions sont des attitudes qui sont très différentes, en particulier en ce qui a trait à la sui-référentialité de leurs conditions de satisfaction comme nous avons pu le constater au premier chapitre. Ce ne sont pas des attitudes qui sont interchangeable. Deuxièmement, nous pouvons dire que notre intention partagée n'est pas une intention d'exécuter l'action, mais plutôt une intention que telle chose se produise. Cette deuxième stratégie n'implique pas que nous agissions sur quelque chose que nous ne pouvons pas contrôler (l'intention de l'autre), mais nécessite seulement une condition d'influence appropriée entre les intentions individuelles.⁸⁶ Bratman adopte cette seconde stratégie, qui est selon lui la seule donnant des résultats probants. Cela montre selon lui que des choses autres que nos

⁸³ Parce qu'il ne s'agit pas d'une attitude distincte.

⁸⁴ « J'ai l'intention que nous fassions X. »

⁸⁵ Bratman affirme que cette stratégie est semblable à celle de Tuomela et Miller (1988). Mon intention individuelle est de faire ma part dans notre action conjointe.

⁸⁶ Bratman, Michael E., « Shared Intention », *Ethics*, Vol. 104, No. 1. (Oct., 1993), p. 102.

propres actions peuvent faire partie de nos plans.⁸⁷ Nous allons voir au quatrième chapitre que cette stratégie n'est pas la bonne. Bratman confond désir et intention. Une intention est en principe quelque chose que nous pouvons tenter, ce qui n'est pas le cas d'un simple désir. Si nous avons l'intention que telle chose se produise, c'est que nous croyons avoir la capacité d'au moins tenter de faire en sorte que cette chose se produise. Ce n'est probablement pas ce que Bratman veut signifier en disant qu'une intention partagée n'est pas quelque chose qu'on a l'intention faire, mais simplement une intention que telle chose se produise. Si tel est le cas, ce n'est plus une intention, mais un désir. Il est essentiel d'avoir une intention partagée qui ne se limite pas seulement au désir que telle chose se produise. Pour éviter ce type de problèmes, nous dirons qu'un agent a l'intention d'exécuter sa part de l'intention partagée, et non l'intention partagée dans son ensemble (Searle, 2010). Cette intention individuelle est dérivée de l'intention partagée.

Ce choix de stratégie par Bratman n'est pas sans contredire les rôles et les normes qu'il avait associés précédemment aux intentions partagées. Si notre intention partagée n'est qu'un désir et un souhait qu'un événement se produise, comment cette attitude peut-elle avoir le rôle structurant que Bratman lui attribuait ? L'intention partagée, telle que formulée par Bratman, n'a pas le pouvoir d'orienter notre comportement vers un but commun et de coordonner nos actions avec les autres agents. Les intentions partagées sont plus qu'un désir que les choses se produisent d'une certaine façon puisque les désirs ne sont pas contraignants. Il devient aussi difficile d'associer des normes aux intentions partagées qui sont considérées simplement comme des désirs. Les désirs ne favorisent pas l'agglomération, la constance, la cohérence et la stabilité sociale. Cette incohérence vient

⁸⁷ Bratman, Michael E., « Shared Cooperative Activity », *The Philosophical Review*, Vol. 101, No. 2. (avr. 1992), p. 327-341.

d'une confusion entre les différentes directions d'ajustement et la présence d'une causalité sui-référentielle. Les intentions et les désirs ont une direction d'ajustement allant de l'esprit vers le monde. Par contre, pour que l'intention soit satisfaite, l'agent doit être actif. L'intention sera satisfaite si son exécution est causée par cette intention. Pour que le désir soit satisfait, l'agent n'a pas à être actif. Il peut seulement attendre que le monde se conforme à ses désirs. Cette distinction explique pourquoi il est impossible d'accorder un rôle structurant aux intentions partagées, tout en les considérant comme de simples intentions que les choses se produisent.

Par ailleurs, Bratman précise davantage sa solution au problème selon lequel il est impossible d'avoir l'intention (individuellement) d'effectuer une action (partagée) parce qu'elle ne dépend pas entièrement de nous.⁸⁸ Pour résoudre ce problème, il faut selon lui tenter de comprendre la relation entre l'intention d'un agent et sa prédiction à propos de l'intention et de l'action de l'autre agent.

Une intention partagée implique une intention individuelle que nous fassions *J* (Bratman, 2009). Si nous comprenons bien ce *J* en tant que contenu de l'intention individuelle, il faut reconnaître qu'il ne s'agit pas nécessairement d'un cas d'intentionnalité partagée.

Lorsque nous formons une intention que nous fassions *J*, nous le faisons en présupposant que l'autre ait également cette intention. De même, nous reconnaissons que l'autre est libre et que la décision de former ou non cette intention lui incombe. De surcroît, même après avoir formé l'intention, l'agent, bien que confiant, reconnaît que l'autre doit tout de même être en accord avec l'intention.

⁸⁸ Bratman, Michael E., (1999) *Faces of Intention, Selected Essays on Intention and Agency*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 146

Certes, cette solution est plus intéressante que celle énoncée précédemment, mais elle ne permet pas d'expliquer de quelle façon l'intention partagée selon laquelle j'ai l'intention que nous fassions *J* implique une intention selon laquelle j'ai l'intention que nous *J*, mais qui n'est pas nécessairement un cas d'intentionnalité partagée.

Avant d'examiner l'approche de Bratman à partir des thèses de l'individualisme méthodologique, résumons les problèmes identifiés jusqu'à présent. Premièrement, l'approche fonctionnaliste de Bratman ne lui permet pas d'expliquer les fonctions des intentions partagées autres que la coordination et la planification. Ainsi, puisqu'il n'est question que d'activités coopératives partagées qui n'impliquent pas la coopération, les intentions partagées ne semblent pas avoir comme fonction la création de faits institutionnels complexes qui impliquent des normes et des formes de pouvoir. La fonction que Bratman attribue aux intentions partagées est limitée, surtout lorsqu'il est question de comportements collectifs plus complexes.

L'introduction de normes nécessaire à la production d'activités partagées est aussi problématique puisque les intentions partagées sont plutôt nécessaires à l'établissement de normes, qui sont déjà une forme de socialité telle qu'elle a été définie.

Par ailleurs, Bratman introduit des composantes au complexe d'intentions qui sont plutôt intrinsèques à l'attitude, telle que la disposition à aider et le soutien mutuel, tout comme l'engagement envers l'action partagée. Lorsque nous formons une attitude qui est véritablement collective, il s'agit par le fait même d'une intention de soutenir l'autre et de se coordonner à lui. Cela fait partie des conditions de satisfaction de l'intention collective. Il semble que l'intention partagée ne soit pas véritablement une attitude collective.

Finalement, l'affirmation selon laquelle l'intention partagée n'est pas quelque chose dont on a l'intention, mais plutôt quelque chose que l'on désire, qui a été introduite

dans le but d'éviter le problème d'avoir l'intention d'exécuter une action qui ne dépend pas entièrement de nous n'est pas satisfaisante. Les désirs et les intentions sont des attitudes qui sont très différentes, en particulier en ce qui a trait à la sui-référentialité de leurs conditions de satisfaction, elles ne sont pas interchangeables.

Je vais maintenant identifier les principales thèses méthodologiques, épistémologiques et ontologiques de l'individualisme méthodologique et déterminer de quelle façon l'approche de Bratman se situe à leur égard.

2.2 Les thèses épistémologiques de l'individualisme méthodologique

Comme ce fut montré dans l'introduction, les thèses épistémologiques et ontologiques influentes en sciences sociales proviennent de l'individualisme méthodologique. L'individualisme méthodologique procédural a été la première formulation explicite de l'individualisme méthodologique (Schumpeter, 1908).⁸⁹ Comme son nom l'indique, elle n'était qu'une procédure, une méthode utilisée pour effectuer de la recherche en économie. Schumpeter limitait l'étendue de son champ d'application. Son individualisme était « en pratique » et n'était approprié que pour l'économie. Selon lui, pour certains types d'investigations et de recherches, il est plus approprié de débiter à partir de l'individu sans considérer les facteurs sociaux qui ont fait de lui cet individu. Il précise cependant que dans le cas des autres disciplines des sciences sociales, cette méthode individualiste ne serait pas la plus appropriée. Pour Schumpeter, l'individualisme méthodologique n'affirme rien à propos de la réalité sociale, de ses causes ou de la façon de l'expliquer. Tout ce que fait l'individualisme méthodologique de Schumpeter est d'affirmer que l'économie de type marginaliste débute avec la prise en considération des

⁸⁹ Donc uniquement méthodologique.

désirs individuels. Il s'agit d'un individualisme méthodologique procédural plutôt que substantif. Cette distinction entre individualisme méthodologique procédural et substantif est très importante.⁹⁰ Elle a cependant été ignorée par la suite, ce qui explique en partie les confusions dans l'analyse des phénomènes sociaux. L'individualisme méthodologique, à ses débuts, ne s'intéressait pas aux questions philosophiques et ne comprenait aucune thèse épistémologique et ontologique.

Avec Mises (1922), un individualisme plus substantif s'est développé. Son envergure allait être beaucoup plus importante et allait s'étendre à l'ensemble des sciences sociales et de la philosophie. Cet individualisme est un individualisme méthodologique fort, qui s'est développé surtout en économie et en psychologie. Il est caractérisé entre autres par des thèses psychologues, subjectivistes et empiristes.

Les thèses subjectivistes reposent sur l'idée que la perception que nous avons du monde extérieur ne représente pas le monde tel qu'il est, mais le représente plutôt à partir de nos désirs et de nos préférences, donc à partir de nos besoins. La perception n'est pas une copie conforme de la réalité (Hayek, 1972). Pour ce qui est des thèses psychologues, il s'agit de la tendance à ignorer les facteurs qui ne relèvent pas des individus lorsque vient le temps d'expliquer les phénomènes sociaux. À cet effet, l'individu n'est pas le simple « jouet » des structures sociales. L'école autrichienne était clairement et explicitement psychologue en plus d'être subjectiviste. Menger (1871) défendait une « théorie des besoins individuels » et Weiser (1914) une « théorie de la satisfaction des désirs ». Les facteurs de motivation des agents proviennent de leurs propres besoins et désirs. Ainsi au niveau des sciences sociales, il faut examiner le comportement rationnel des individus lié

⁹⁰ Cette distinction semble provenir de Udeh, L., 2001.

à la satisfaction de leurs besoins et de leurs désirs pour comprendre le processus de formation de la socialité.

Enfin, les thèses empiristes considèrent les données sensibles comme étant les seules qui aient véritablement de la valeur lorsque nous tentons d'expliquer les phénomènes (Mises, 1922). Pour Mises, la socialité est essentiellement composée des actions des agents en interaction.

2.2.1 Les effets subjectifs des facteurs extérieurs à l'individu

L'individualisme méthodologique fort qui s'est développé en économie était radical. Les actions collectives étaient perçues comme des échanges ou des interactions devant être réduits à des questions de choix et de préférences. Les individus étaient considérés comme isolés, et ce qui importait se résumait uniquement à des choix et des préférences individuelles et subjectives. Si l'objectif d'une telle analyse était uniquement l'étude des comportements individuels dans le cadre d'échanges ayant lieu sur un marché économique, cette analyse pourrait être plausible.⁹¹ Le problème consiste à élargir cette étude à la société et à tous les phénomènes collectifs qui l'accompagnent. Par exemple pour Ludwig Von Mises, les relations sociales ne sont que le produit de la volonté des individus: « La société est le produit de la pensée et de la volonté. Elle n'existe pas à l'extérieur de la pensée ou en dehors et de volonté. Elle existe dans l'individu, non dans le monde extérieur. Elle est projetée de l'intérieur vers l'extérieur ».⁹²

Mises était empiriste et était aussi d'accord avec Schumpeter, d'un point de vue méthodologique, la science doit commencer par l'action de l'individu puisqu'il s'agit de

⁹¹ Quoique j'en doute.

⁹² Mises, L. Von, *Socialism. An Economic and Sociological Analysis*, London: Jonathan Cape, 1951, p. 291.

la seule chose dont nous ayons une connaissance directe. Tout ce qui est social doit pouvoir être retrouvé chez les individus (Mises, 1933). Mais son individualisme ne se limite pas aux thèses méthodologiques. Pour élaborer son individualisme méthodologique, il s'inspire d'arguments épistémologiques et ontologiques.

L'argument épistémologique de l'individualisme méthodologique de Mises est que seul l'individu est immédiatement accessible à l'expérience. Pour effectuer des recherches en sciences sociales, on doit se restreindre aux caractéristiques subjectives de l'individu, telles que ses désirs, ses préférences et ses attitudes. Cela ne signifie pas que les déterminants externes (de la société) n'ont aucun effet sur les individus, mais seulement que ces effets sont subjectifs. La réalité sociale contraint les individus de façon subjective, donc de façon particulière pour chacun.

L'approche de Bratman est compatible avec la thèse subjectiviste de Mises. Pour se représenter les intentions partagées, Bratman fait référence aux interrelations entre les agents, à la structure d'intentions et au complexe d'intentions partagées. Les interrelations sont constituées par des intentions individuelles, et influencent le comportement des agents de façon subjective, c'est-à-dire comme un moyen de planifier et d'organiser leurs actions de façon à atteindre leurs objectifs. Ainsi, les agents perçoivent la réalité à partir de leurs besoins et leurs désirs. Par surcroît, cela semble aussi être le cas des normes de constance et de stabilité que Bratman situe dans la structure d'intentions, qui caractérise le contexte social dans lequel se déroulent les activités coopératives partagées. La non-reconsidération des attitudes partagée ne peut qu'être bénéfique pour tous. Sans elle, jamais les agents ne pourraient se coordonner pour réussir leurs activités partagées et atteindre leurs objectifs respectifs. De façon générale, les intentions partagées coordonnent, organisent et structurent les activités des agents vers leur objectif. De plus,

elles coordonnent la planification des actions des agents d'une certaine façon et elles s'assurent que le plan de l'agent à propos de son rôle dans l'activité est coordonné avec le plan de l'autre. Il s'agit bien d'individus engagés rationnellement dans la satisfaction de leurs désirs, de leurs préférences et de leurs besoins. Le complexe d'intention affecte chaque agent de façon particulière dépendamment de ses plans et de ses objectifs.

Malgré ce qui vient d'être énoncé, deux caractéristiques de l'approche de Bratman peuvent sembler problématiques et vont difficilement dans le sens des thèses psychologues de l'individualisme méthodologique fort. Ces deux caractéristiques sont la « disposition à aider si nécessaire » et « l'interdépendance de la persistance de l'intention de chacun ». L'hypothèse a déjà été émise à savoir qu'il s'agissait en fait de coopération, ce qui est problématique eu égard aux thèses psychologues. Dans l'approche de Bratman, la disposition à aider est nécessaire pour l'accomplissement d'une activité partagée. Si deux agents effectuent cette activité ensemble, ils doivent s'entraider pour continuer de la faire ensemble. Par exemple, au départ deux agents ont l'intention d'effectuer une activité partagée. Après un certain moment, une des personnes a de la difficulté et doit cesser sa participation à cette activité commune. À la fin, que cette activité soit réussie ou non importe peu, en ce qui a trait à sa caractérisation en tant qu'activité partagée. Ce qui importe, c'est qu'elle ait été effectuée de façon conjointe, du début à la fin. Néanmoins, il serait possible d'affirmer que les agents préfèrent effectuer cette activité ensemble, pour cette raison ils décident de se soutenir mutuellement. Mais ce n'est pas nécessairement le cas. Si l'on reprend l'exemple de Bratman où deux agents ont l'intention partagée de peindre une maison. Premièrement, il se peut que les deux agents préfèrent peindre la maison seul. Le fait de posséder une intention qui est partagée n'est pas, en soi, une question de préférence, mais peut-être uniquement de contexte. Par ailleurs, les agents

doivent tout de même réaliser l'activité ensemble étant donné qu'ils savent que quelqu'un partage la même intention. À partir du moment où il y a cette reconnaissance, les agents doivent travailler de manière à ce que leurs plans et leurs sous-plans fonctionnent minimalement. Quelle est la nature de la disponibilité à aider dans un contexte où la présence ou l'absence d'intention partagée n'est pas une question de préférence ou de motivation ? La disponibilité à aider fait seulement partie des caractéristiques de l'intention partagée. Elle en est constitutive. Si, pour une question de préférence l'un des agents décide de ne pas aider l'autre si le besoin se manifeste, l'activité cesse d'être partagée. La raison pour laquelle un agent est disponible à aider est parce qu'il a déjà l'intention partagée de réaliser l'activité. Lorsque l'activité est commencée, il y a déjà un engagement à l'égard de l'activité commune. Si un agent préfère véritablement peindre la maison seul, il n'acceptera pas de le faire avec une autre personne. Il préférera renoncer à cette activité plutôt que de la partager. S'il décide, malgré ses préférences d'effectuer l'activité commune, il a une intention en faveur de l'activité commune. Donc, il veut que l'activité soit réussie. Pour qu'elle soit réussie, il doit être disponible à aider l'autre. Si un des agents échoue, l'intention partagée échoue aussi. Pour Bratman, cette disponibilité à aider s'explique par la nécessité que chaque agent doit avoir l'intention de favoriser l'efficacité des intentions des autres. L'agent doit traiter les intentions des autres comme un moyen de réussir l'activité pour lui-même. Il s'agit bien d'un exemple de coopération. Il y a une relativisation des préférences et des motivations individuelles en faveur de l'activité commune, même si à l'origine celle-ci n'était pas préférable. Il y a donc un cas de sociabilité modeste, un complexe d'intentions partagées, qui influence les préférences et les raisons pour l'action d'un agent.

« L'interdépendance de la persistance de l'intention de chacun » est aussi associée à cette disposition à aider. Il ne s'agit pas seulement d'une caractéristique de l'interaction entre des individus. Cette interdépendance ne consiste pas uniquement à prendre en compte l'intention de l'autre lors de l'action. Cette dernière est plutôt constitutive de l'action. La plupart de nos actions collectives impliquent la participation des autres et non leur simple présence. Pour qu'une action conjointe soit une activité coopérative partagée, les participants doivent avoir l'intention de faire l'activité avec les autres, en partie à cause de l'intention de l'autre et des sous-plans. Quels sont les facteurs qui causent cette interdépendance des intentions ? Comme mentionné, il ne s'agit probablement pas d'une question relative aux préférences et aux motivations individuelles des individus.

Dans tous les cas, ces deux éléments semblent impliquer la coopération, et ils ne correspondent pas à la définition individualiste de la coopération. Citons à cet égard ce que Jon Elster (1989) entend par coopération: « agir contre ses propres intérêts d'une manière qui profite à tous si certains, voire la totalité, agissent de cette façon (ma traduction) ».⁹³ D'ailleurs une des contributions de la théorie des jeux à l'égard de l'individualisme méthodologique a été de montrer les limites d'une telle conception de l'agent comme visant uniquement la satisfaction de ses propres besoins (Hargreaves Heap et Varoufakis, 1995). Il sera possible de constater au prochain chapitre qu'à la suite à l'évolution de l'individualisme méthodologique, la thèse psychologiste sera abandonnée, rendant ainsi l'approche de Bratman compatible avec un individualisme méthodologique plus faible.

⁹³ Elster, Jon, (1989) *Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 126.

2.2.2 Le point de départ empirique

Pour Ludwig Von Mises, les actions de l'individu doivent être le point de départ empirique à la recherche en sciences sociales.⁹⁴ Les stratégies analysées dans le cadre de ce travail ne sont pas conformes aux thèses empiriques de Mises, ce qui n'est pas problématique à mon avis. Les thèses empiriques de l'individualisme méthodologique proviennent du positivisme logique du cercle de Vienne, qui combine l'analyse logique et l'empirisme.⁹⁵ En ce qui a trait aux sciences sociales, l'implication des thèses empiriques est significative, les concepts qui ne représentent pas une caractéristique humaine directement observable sont suspects et doivent être soit abolis ou redéfinis en faits à propos d'individus.⁹⁶ Il s'agit d'un positivisme très difficile à défendre, puisque dans certains cas, des énoncés à propos d'entités collectives sont effectués et sont tout à fait sensés, mais ils ne sont pas réductibles à des données sensibles.⁹⁷ L'objectif ici n'est pas de critiquer le réductionnisme sous-jacent aux thèses empiristes, mais seulement de reconnaître qu'il a influencé l'individualisme méthodologique dans sa version forte. Ainsi, malgré l'importance de cibler les actions individuelles pour étudier les phénomènes sociaux, dans bien des cas les comportements et les actions observables ne sont pas suffisants. Les attitudes et les actions collectives, telles que présentées dans ce travail, ne peuvent s'expliquer qu'à partir de comportements observables, Searle l'a clairement démontré avec son exemple de « ballet extérieur ».⁹⁸ Il n'est pas possible de conclure à la

⁹⁴ Mises, L. Von, *Socialism: An Economic and Sociological Analysis*, London: Jonathan Cape, 1951, 596 p.

⁹⁵ Souvent qualifié de positiviste.

⁹⁶ Hempel, G. « Logical Positivism and the Social Sciences », p. 163-94 in P. Achinstein and S.F. Barker (eds) *The Legacy of Logical Positivism*, Baltimore: Johns Hopkins Press, 1969.

⁹⁷ Je me réfère à l'article de W. V. O. Quine, « Deux dogmes de l'empirisme », in *Du point de vue logique. Neuf essais Logico-philosophiques*, Paris, Vrin, 2003, 254 p.

⁹⁸ Voir chapitre 4.

présence de comportements intentionnels collectifs sans faire référence à ce qu'il y a dans la tête des agents. Bien que Bratman ne fasse pas référence aux fonctions cognitives supérieures, d'un point de vue empirique, il est impossible de déterminer les plans et les intentions de l'agent à partir de ses simples actions observables. Bratman affirme d'ailleurs que l'intention et l'action ne sont pas nécessairement liées, donc il n'est pas possible de déterminer quelle est l'intention de l'agent seulement à partir de son comportement. Le développement ultérieur de l'individualisme méthodologique ira d'ailleurs dans cette direction. Les thèses empiriques à propos des phénomènes eux-mêmes sont remplacées par des thèses épistémologiques à propos des concepts et de leur explication.

2.2.3 La réduction de l'explication et non des phénomènes eux-mêmes

En effet, le réductionnisme découlant des thèses empiriques ne signifie pas nécessairement que tous les phénomènes collectifs soient réduits aux seuls comportements observables, le monde extérieur existe bel et bien. En outre, Carnap (1928) propose une construction logique du monde qui montre bien qu'un réductionnisme n'implique pas l'élimination du phénomène qui a été réduit. Par construction logique, Carnap voulait dire une « définition explicite ». Une définition explicite est telle que chaque énoncé à propos d'un objet ou d'un concept défini peut être exprimé et remplacé par un autre à propos des éléments faisant partie de la définition (Carnap, 1928). L'élément de base du système de Carnap est « l'expérience élémentaire » mise en relation avec des similarités. L'expérience élémentaire est construite à partir de la reconnaissance de similarité. La thèse empirique est plutôt épistémologique et elle consiste seulement en ce que tous les objets du monde sont réductibles, en principe, par la reconnaissance des similarités avec les expériences

élémentaires. Il faut donc reconstruire théoriquement les phénomènes devant être expliqués.

En ce sens, nous pouvons considérer le terme « intention partagée » conforme à cette idée. L'intention de Bratman est partagée par plusieurs personnes et elle peut être décrite comme étant la possession d'une intention similaire par plus d'une personne. Les intentions ne doivent pas être identiques, comme Bratman le fait remarquer, mais elles doivent être suffisamment similaires pour que les plans et les sous-plans des agents ne soient pas en contradiction. L'expérience de similarité, telle que décrite par Carnap, est la reconnaissance de la possibilité d'effectuer cette intention partagée. Tous les participants doivent être conscients de l'intention de chacun, il s'agit de la condition cognitive nécessaire à l'intention partagée qui correspond à l'expérience de similarité énoncée par Carnap. Ainsi, il est possible d'exprimer un concept collectif différemment, à l'aide d'énoncés à propos des éléments qui en font partie.

La valorisation commune que des agents possèdent à l'endroit de l'activité partagée peut aussi être qualifiée de concept collectif. Encore une fois, comme pour les intentions partagées, il ne s'agit pas d'une seule valorisation qui soit commune à plusieurs agents, mais bien de plusieurs agents qui partagent la même valorisation. Cela peut parfois contraindre les agents à effectuer des actions qu'ils ne désirent pas principalement, mais il s'agit d'un phénomène commun qui est expliqué en termes individuels et subjectifs.

Toujours en lien avec l'utilisation de concepts collectifs, Weber (1904) critique d'une façon néokantienne l'absence de distinction entre concept et réalité en ce qui a trait à l'utilisation de ce type de concepts. Ainsi il critiquait l'utilisation de concepts collectifs tout en défendant un individualisme qui serait plus ontologique. Le choix du terme « intention partagée » par Bratman correspond bien à la nécessité, énoncée par Max Weber

de ne pas utiliser de concept collectif.⁹⁹ Weber a toujours critiqué l'usage de tels concepts et n'a jamais adhéré à l'idée selon laquelle la société consistait en un « tout » organique.

Pour Weber, deux idées importantes vont à l'encontre de l'utilisation de concepts collectifs dans le langage courant. Premièrement, tous les phénomènes sociaux complexes peuvent être définis en termes de relation sociale entre individus, et deuxièmement, tous les phénomènes sociaux peuvent être compris et expliqués à partir de motivations individuelles. Weber voulait intégrer un individualisme méthodologique subjectif aux sciences sociales.¹⁰⁰

En ce sens, les interrelations contenues dans les actions coopératives partagées affectent le déroulement de l'intention, mais sont décrites à partir de concepts individuels. Il n'y a pas d'obligations fortement normatives provenant de la structure sociale qui contraignent l'action des agents. Par exemple, pour que l'action partagée soit une activité coopérative partagée, les participants doivent avoir l'intention que l'action soit faite en partie à cause de l'intention de l'autre et de façon à ne pas contredire les sous-plans de chacun. L'intention de l'autre fait partie des causes de l'action de l'agent, mais cette considération de l'autre agent est minimale, il doit tenir compte des intentions et des plans de l'autre, sans qu'il soit nécessaire de faire référence à des entités collectives. Il y a une réduction de l'explication du phénomène social aux relations entre individus et à leur motivation.¹⁰¹ Cela est conforme à l'individualisme de Weber. Il est possible d'affirmer que l'approche de Bratman ne contient aucun concept collectif qui ne soit pas explicable

⁹⁹ Weber, M., *The Methodology of the Social Sciences*, New York: The Free Press. 1949, 256 p.

¹⁰⁰ Cité dans: Roth, G. (1976) « History and Sociology in the Work of Max Weber », *The British Journal of Sociology*, 27, p. 306-18.

¹⁰¹ L'action coopérative partagée.

en termes individuels; elle est donc tout à fait cohérente dans une perspective épistémologique.

L'approche de Bratman concorde avec l'individualisme de Weber. Bratman décrit les intentions partagées comme des attitudes appropriées de chaque participant, ainsi que leurs interrelations. Cette intention est bien un phénomène collectif puisqu'elle est possédée par au moins deux individus. Par contre, le phénomène collectif n'est pas expliqué à partir de concepts collectifs. Bien que ces attitudes fassent partie d'un phénomène collectif, elles sont subjectives, elles sont « dans la tête » des participants. Par ailleurs, lorsqu'il est question des agents et de leurs intentions partagées, celles-ci n'existent pas dans l'esprit d'un super-agent qui consiste en la fusion des deux agents.¹⁰²

2.3 Les objets collectifs comme problème ontologique

L'argument épistémologique de Mises énoncé précédemment s'appuie sur la thèse ontologique selon laquelle seuls les individus existent. L'approche de Bratman est aussi compatible avec cette thèse. Les intentions partagées sont réductibles aux attitudes possédées par des individus, ce ne sont pas des propriétés qui peuplent les objets du monde naturel à l'extérieur des consciences individuelles. L'intention partagée, en tant que phénomène social, existe dans la tête des individus. Pour reprendre les mots de John Stuart Mill, il ne s'agit pas d'un phénomène ayant une substance différente. Contrairement au réductionnisme épistémologique, le réductionnisme ontologique est généralement moins discuté et même souvent tacitement admis. C'est le cas des approches analysées dans le cadre de ce travail. Bratman ne fait référence à aucun objet existant à l'extérieur des consciences individuelles, ainsi, les attitudes partagées dans l'approche de Bratman se

¹⁰² Bratman, Michael E., « Shared Intention », *Ethics*, Vol. 104, No. 1. (Oct., 1993), p. 99.

réduisent à des attitudes et des dispositions individuelles, rejetant par le fait même une certaine forme de dualisme. Dans aucun cas les objets collectifs ou partagés qui sont proposés par Bratman n'ont un « surplus ontologique » qui ne soit pas mental.

Par ailleurs, selon Mises la société n'existe pas à l'extérieur de la pensée, il s'agit d'une projection (Mises, 1922). C'est pourquoi la société ne trouve son existence qu'à l'intérieur des esprits.¹⁰³ Cela restreint les types de phénomènes collectifs qui peuvent exister et, surtout, oriente d'une façon très particulière le mode d'existence des objets qui ont des propriétés collectives. Mais d'un autre côté, il affirme que la société a un effet sur les individus. Bien que les phénomènes sociaux n'existent que dans l'esprit des agents, ils ont tout de même une influence. À cet égard, la propriété des intentions d'être partagée correspond également à cette orientation. Les formes de socialité affectent les attitudes des agents à travers la propriété des intentions d'être partagées. Les agents doivent s'ajuster aux intentions des autres, mais toujours de façon à réaliser leurs plans. La propriété « partagée », n'est pas identique à la propriété mentale individuelle sous-jacente à l'intention individuelle d'être « reliée ». Donc l'intention partagée n'est pas identique à l'interrelation, mais pour chaque instance d'intention partagée Ip_1 , Ip_2 , $Ip_3 \dots Ip_n$ correspond une certaine interrelation I_1 , I_2 , $I_3 \dots I_n$. L'interrelation n'est pas un objet existant indépendamment des attitudes individuelles, elle est plutôt composée d'attitudes et de dispositions qui permettent aux agents de posséder correctement leur intention partagée. Ce type de réductionnisme par identité de token (Kim, 1992) est d'ailleurs approprié pour les approches fonctionnalistes puisqu'il permet d'expliquer les variations

¹⁰³ Un exemple de subjectivisme.

en ce qui a trait au fonctionnement des phénomènes devant être réduits, les intentions partagées dans ce cas-ci.

Pour résumer à ce moment-ci, l'analyse des intentions partagées de Bratman a comme base première les plans des agents, ce qui respecte l'individualisme méthodologique procédural tel qu'il a été formulé à l'origine (Schumpeter, 1908). Eu égard aux thèses épistémologiques, l'approche de Bratman coïncide avec les thèses subjectivistes de l'individualisme méthodologique fort, mais pas ses thèses psychologues et empiristes. Par contre, il a été possible de constater qu'il n'est pas nécessaire de tenir compte uniquement des données sensibles lorsqu'un phénomène est expliqué, il est possible également d'utiliser des concepts collectifs, comme des intentions partagées, pourvu que ces concepts puissent être expliqués à l'aide de notions individuelles. Finalement en ce qui a trait aux thèses ontologiques, l'approche de Bratman ne comporte aucun objet ou propriété qui ne soit réductible aux individus d'une façon théorique.

Comme je vais le montrer maintenant, le problème anticipé avec l'approche de Bratman n'était pas de se conformer à l'individualisme méthodologique, mais plutôt sa difficulté à présenter une conception adéquate de la socialité (des institutions et des faits sociaux) à partir de ces concepts.

2.4 Dynamique d'une socialité modeste

Bratman tente d'élaborer un modèle de socialité un peu plus complexe que les simples activités coopératives partagées, ce qu'il ne parvient pas vraiment à faire. Tout au plus, il tente de préciser comment les agents en viennent à se coordonner pour atteindre des objectifs communs. Dans ce but, il ajoute deux éléments aux intentions partagées

(2006), des structures interpersonnelles et des formes de construction de la socialité qui se déroulent dans le temps.

2.4.1 Les structures interpersonnelles

Les structures interpersonnelles influencent les activités coopératives partagées. Elles aident à la coordination et à l'organisation de notre activité et de ce qui y est associé, soit la planification, la négociation et la délibération. Elles contiennent, outre le complexe d'intentions partagées, une volonté commune d'accomplir l'activité partagée, donc une valorisation partagée de l'activité commune.¹⁰⁴

Les intentions partagées sont la base des structures intentionnelles qui rendent la socialité possible. Les intentions partagées sont analysées à partir bien sûr du contenu des intentions, mais aussi de l'interaction de ces intentions qui doit être connue de tous puisqu'elle se déroule dans un contexte qui est public. Pour Bratman il y a plus qu'une simple accessibilité de l'information ou de connaissance commune des intentions des autres. Plutôt, plusieurs interconnexions sémantiques, causales, épistémologiques et explicatives des intentions des participants sont nécessaires.¹⁰⁵ Ces nombreuses interconnexions permettent d'expliquer l'évolution des interactions dans le temps, en particulier pour l'agencement des sous-plans.

Cette exigence à l'égard de l'accessibilité de l'information est trop forte. Dans la plupart des cas, lorsque nous possédons une attitude collective, nous ne faisons que percevoir la réalité de façon aspectuelle. Ce qui implique que dans bien des cas nous nous trompons puisque nous n'avons pas accès à toute l'information. S'il fallait que nos

¹⁰⁴ Une composante volitive, un vouloir.

¹⁰⁵ Bratman, Michael E., « Dynamics of Sociality », *Midwest Studies in Philosophy*, XXX (2006) Blackwell Publishing, Inc., p. 2.

intentions soient interconnectées de cette façon pour créer la société, cette dernière ne serait pas si complexe et si changeante.

L'autre composante des structures interpersonnelles est la volonté commune. Celle-ci est une orientation partagée à l'endroit d'un raisonnement pratique. Il s'agit, autrement dit, d'une façon d'effectuer une action partagée qui est acceptée par plusieurs agents. Il peut s'agir par exemple d'une façon de faire en sorte que les sous-plans des agents ne se contredisent pas. Cette orientation est une intention, puisque pour valoriser une activité, nous devons avoir une orientation partagée de considérer cette activité comme justifiant notre engagement et l'orientation de notre action. Cela se produit habituellement dans le cadre d'une délibération. Nous pouvons déterminer ce qu'est une telle orientation en analysant les intentions partagées qui sont contenues dans les actions partagées.

Bratman effectue une distinction entre la volonté commune comme type d'intention et comme jugement sur la valeur de l'activité commune. Cela permet d'expliquer comment les agents agissent parfois de façon opposée à leurs propres besoins et motivations, ce qui est souvent le cas lorsque nous agissons à l'intérieur de structures institutionnelles. Ainsi, un agent peut valoriser certaines choses tout en reconnaissant qu'il n'y a aucune convergence entre son orientation et celle des autres, ce que Bratman nomme la rationalité interpersonnelle.¹⁰⁶ Un effet important à cette distinction est que la volonté commune n'implique pas la similitude des jugements de valeur des participants, ce qui encore une fois représente bien comment les choses se déroulent habituellement. Lorsqu'il y a volonté commune de « *X* », cela signifie que nous devons accorder du poids à « *X* »

¹⁰⁶ *Ibid*, p. 4.

dans nos délibérations. Par ailleurs, je peux avoir une volonté commune de « X » sans pour autant moi-même vouloir « X ». Je peux avoir une volonté commune de « X » seulement parce que cela est voulu par l'autre agent, et que cela fait partie de nos engagements partagés de se soutenir de cette façon. Les raisons des agents pour partager l'intention ou la valorisation ne doivent pas nécessairement être les mêmes. Nous pouvons participer pour des raisons différentes, mais notre volonté commune établit tout de même un cadre commun.

Les structures interpersonnelles nécessaires à l'élaboration de la socialité sont constituées des intentions partagées et d'une volonté commune. Bratman n'ajoute rien pour l'instant. Il ne fait que réitérer les rôles des intentions partagées liés à la coordination et à la planification qui mèneront à l'activité coopérative partagée. La volonté commune semble être ce qui permet cette planification et cette coordination, puisqu'elle engendre un engagement à l'égard de l'activité commune.

2.4.2 Les formes de construction de la socialité

Bratman reconnaît lui-même deux problèmes à son analyse des activités coopératives partagées, ceux de stabilité et de profondeur.

Des problèmes d'instabilité peuvent survenir parce que les agents s'engagent pour différentes raisons, ce qui peut entraîner l'effondrement de l'activité si la raison d'agir de l'un des participants n'est plus présente, ce qui explique mal l'habituelle stabilité avec laquelle nous effectuons des actions avec les autres. Pour Bratman les normes de stabilité des intentions individuelles évoquées précédemment sont suffisantes pour résoudre ce problème. Il s'agit de normes de non-reconsidération qui sont centrales à la théorie de la

planification des intentions préalables et qui sont nécessaires à la poursuite d'objectifs complexes.

Par surcroît, des normes favorisant l'intégrité des attitudes des agents caractérisent aussi les intentions individuelles. Étant donné que ces intentions individuelles sont interconnectées entre elles pour former une intention partagée, les pressions rationnelles en faveur de la stabilité des intentions individuelles s'appliquent aussi aux intentions partagées. La stabilité des intentions de chaque agent induit la stabilité des intentions partagées.¹⁰⁷

Contrairement à Gilbert (2000), qui croit que pour que les intentions partagées soient stables elles doivent être accompagnées d'obligations, Bratman ne croit pas que ce soit nécessaire dans tous les cas. Il doit seulement y avoir une interdépendance de la persistance de chacun pour qu'une intention partagée fonctionne correctement. La persistance de l'intention de l'un est dépendante de la persistance de l'intention de l'autre. Pour Bratman, cela n'implique pas d'obligation mutuelle, bien que les intentions partagées, au fil du temps, nécessitent une sorte d'assurance mutuelle qui quelques fois peut être sous la forme d'une obligation mutuelle de persistance. Nous pouvons nommer une intention partagée faible lorsqu'il n'y a pas d'engagement par obligation, et intention partagée forte lorsqu'il y a ce type d'engagement par obligation.

Le deuxième problème était celui de la profondeur. Même si l'ensemble des intentions partagées procure une certaine stabilité, il demeure plutôt mince et précaire. Nos actions collectives ne peuvent pas être construites à partir de motivations aussi faibles. Pour résoudre certains conflits par exemple, une simple volonté commune d'accorder de

¹⁰⁷ Bratman, Michael E., 1993, *op. cit.*, p. 4.

l'importance à une chose plutôt qu'une autre ne serait pas très efficace. Différentes raisons pour agir chez les agents feraient en sorte qu'il serait difficile de répondre à la complexité inhérente aux actions partagées ou collectives. Un arrière-plan commun¹⁰⁸ et une procédure commune seraient plus efficaces (Shiffrin, 2008).

Dans certains cas, affirme Bratman, il est impossible d'avoir plus que cette simple volonté commune. Cela peut même être préférable lorsque les agents préfèrent garder leur indépendance et dans les cas où l'information est incomplète. Le cadre conceptuel élaboré par Bratman explique difficilement les cas de socialité plus complexes et plus profonds, mais le fait que nous agissions collectivement pour des raisons qui sont différentes correspond bien avec ce qui semble se passer dans la vie de tous les jours. Lorsque les participants comprennent que leurs intentions et volontés communes provoquent de telles instabilités et qu'elles sont caractérisées par un manque de profondeur, cela les oblige à désirer particulièrement la stabilité et la profondeur de leurs attitudes. Cela procure une meilleure stabilité sociale et améliore la possibilité d'atteindre le but que les agents se sont fixés. Il s'agit maintenant de savoir comment les agents réagissent à de telles pressions rationnelles en faveur de la stabilité et de la profondeur de leurs intentions. Les réponses à cette pression sont d'ordre social et psychologique.

L'approche de Bratman est conforme à la plupart des thèses individualistes en sciences sociales. Toutefois son approche a de la difficulté à expliquer la socialité. Les intentions partagées n'expliquent pas la coopération ni les phénomènes sociaux, mis à part les activités coopératives partagées, qui ne représentent qu'une infime partie de la socialité. Les formes complexes de socialité impliquent des structures d'autorité et de

¹⁰⁸ Qui est totalement absent chez Bratman.

pouvoir qui sont attribuées à des objets de façon commune. Les liens de causalité ne sont pas démontrés entre les intentions partagées et certaines formes de socialité très simple.

Bien que Bratman considère que des structures interpersonnelles et des formes de construction de la socialité dans le temps sont nécessaires à l'élaboration de la socialité, la démonstration n'a pas été faite. Par contre, Bratman prend soin de préciser qu'il ne s'intéresse qu'aux cas de sociabilité modeste. Au plus son approche pourrait servir à expliquer la stabilité de certains phénomènes sociaux simples, comme les conventions, les normes et les rituels par exemple lorsque nous voyons les agents agir. Les intentions partagées permettent d'expliquer comment certains agents se coordonnent entre eux, mais pas de quelle façon ils agissent ensemble à l'intérieur de structures institutionnelles caractérisées par des relations de pouvoir et la coopération. Cela s'avère toutefois conforme à l'idée selon laquelle: « toutes les formes de société sont opératoires dans les actions des individus visant des fins déterminées ».¹⁰⁹

¹⁰⁹ Mises, Ludwig Von (1933) *Epistemological Problems of Economics*, New York: New York University Press, 1976, p. 43.

*« Autrui joue toujours dans la vie de
l'individu le rôle d'un modèle, d'un objet,
d'un associé ou d'un adversaire. »¹¹⁰*

-Sigmund Freud

CHAPITRE 3: L'INFLUENCE DU GROUPE CHEZ TUOMELA

L'analyse des attitudes et des actions collectives de Tuomela est plus élaborée que celle de Bratman, elle est aussi normative, plutôt que fonctionnelle, comme l'était celle de Bratman.¹¹¹ Il effectue une distinction entre agir comme membre d'un groupe et agir en tant qu'individu à l'intérieur d'un groupe. Comme nous le verrons, sa stratégie est moins individualiste que celle de Bratman. Ce dernier analysait les intentions partagées en fonction de leur capacité à permettre l'exécution correcte des plans des agents et à partir de leur volonté. Tuomela les considère plutôt comme déterminées par des circonstances sociales normatives. Il considère d'ailleurs que son approche a des liens avec le républicanisme et le communautarisme en philosophie politique, entre autres à cause de l'importance accordée au groupe.¹¹² Pour Tuomela, les véritables attitudes et actions collectives doivent être possédées et exécutées par des individus qui sont à l'intérieur de groupes au mode pluriel. Il sera démontré que cette condition n'est pas nécessaire. Dans

¹¹⁰ Freud, Sigmund (1933), *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 1989, p. 67.

¹¹¹ Tuomela, R. & Miller, K., « We-Intention », *Philosophical Studies* 53, Kluwer Academic Publishers, 1988, p. 367-389.

¹¹² Tuomela, R., *The Philosophy of Sociality: The shared Point of View*, New York, Oxford University Press, 2007. p. 7.

plusieurs cas des agents ont des attitudes collectives sans nécessairement faire partie de groupes et sans partager avec eux un certain nombre de croyances, de désirs et de valeurs.

3.1 Intentions communes et intentionnalité conjointe.

Pour Tuomela, il y a trois types d'états mentaux collectifs; les désirs communs et les intentions communes, qui ont la direction d'ajustement du monde à l'esprit; les états cognitifs tels que les croyances communes, qui ont la direction d'ajustement de l'esprit au monde; et finalement les émotions communes, qui ont une direction d'ajustement nulle. Tuomela s'est particulièrement intéressé aux intentions et aux croyances communes. Comme le fait Bratman, il inclut les intentions des autres agents dans leur contenu propositionnel.¹¹³ Elles sont de la forme « j'ai l'intention que nous fassions... » ou encore « nous avons l'intention de... »

L'intention que « nous allons effectuer *X* » est attribuable à un agent, il y a donc internalisation chez chaque agent de l'aspect collectif ou partagé de l'intention du groupe.¹¹⁴ Comme nous l'avons mentionné dans le cas de Bratman, une expression de cette forme ou encore de la forme « j'ai l'intention que nous fassions *X* » pouvait sembler problématique, comment est-il possible qu'un seul agent puisse avoir l'intention d'exécuter une action qui nécessite l'apport de plusieurs personnes ? La formulation de l'intention commune que propose Tuomela semble encore plus problématique que celle de Bratman, puisque parfois, elle ne fait aucunement référence au « je ». Il serait peut-être préférable d'identifier le contenu d'une intention commune comme étant de la forme: « j'ai l'intention d'effectuer ma part de l'action commune *X* », plutôt que « nous avons

¹¹³ Tuomela, R. & Miller, K., « We-Intention », *Philosophical Studies* 53, Kluwer Academic Publishers, 1988, p. 367-389.

¹¹⁴ Tuomela, R., « We-Intentions Revisited », *Philosophical Studies* 125, 2005, p. 327.

l'intention commune d'effectuer *X* ». Ainsi on ne pourrait pas attribuer à une seule personne l'intention d'effectuer une action qui implique les autres. Pour Tuomela toutefois, le contenu de l'intention commune est bien l'action conjointe au complet puisqu'elle reflète l'acceptation, par l'individu, de l'intention exprimée par le groupe. Par son intention commune, l'agent n'accepte pas seulement l'énoncé individuel d'effectuer sa part, mais l'ensemble de l'intention commune.

Comme cela fut mentionné au chapitre précédent, Searle résout ce problème en spécifiant que le mode psychologique associé à l'attitude commune est individuel, mais que le contenu de l'attitude représente l'action au complet.¹¹⁵ Il n'est pas nécessaire que les agents croient qu'ils soient en mesure, individuellement et concrètement, d'exécuter l'action entièrement par eux-mêmes. La seule chose requise est que chacun doit avoir une intention individuelle d'exécuter sa part de l'action commune. Pareille intention commune contient un mode psychologique et un contenu représentatif. Le contenu fait référence à l'action dans son ensemble, alors que le mode psychologique est individuel.

Ces intentions communes sont nécessaires et importantes pour Tuomela. Elles ont comme rôle la transmission de l'influence du groupe, de ses membres ainsi que du contexte sur l'agent. Le simple complexe d'intentions partagées (individuelles) de Bratman est remplacé par un ensemble de dispositions communes qui ont pour objectif de permettre à l'agent de se situer à l'intérieur d'un groupe de façon à ce qu'il puisse former des attitudes communes et effectuer des actions du même type. Les intentions communes permettent la transmission des influences sociales sur une personne lorsque celle-ci agit à

¹¹⁵ Searle, J.R., *The Making of the Social World: The Structure of Human Civilization*. Oxford, Oxford University Press, 2010.

l'intérieur d'un groupe. Un agent a une intention commune en partie parce qu'il est membre d'un groupe.¹¹⁶ Pour expliquer une proposition du type « nous allons effectuer l'action *X* », il est nécessaire d'avoir une conception sociale du « je », et cette conception sociale du point de vue individuel ne nous est possible qu'en vertu des intentions communes. Malgré l'influence et l'importance accordées au groupe, ce n'est pas lui qui agit à travers l'individu et il n'y a pas d'attitudes collectives irréductibles.¹¹⁷ Les intentions communes ne sont pas des attitudes distinctes des attitudes individuelles. Tuomela est d'accord avec Sellars (1974), nous avons besoin d'un concept d'intention commune qui n'est réductible qu'à des intentions possédées par des agents. Par ailleurs, Tuomela et Searle sont en accord sur la conception sociale du « je ». Pour Tuomela la nature sociale transmise à l'agent par le groupe se développe à partir de ses interactions comme membre du groupe et à partir des connaissances et des croyances qu'il a à leur égard, alors que Searle la présente comme une capacité biologique primitive et subjective qui fait partie d'un arrière-plan de capacités mentales qui ne sont pas toujours représentatives. Pour expliquer cette conception sociale du « je », Tuomela doit inclure dans la composition des intentions communes des éléments qui vont lier l'individu au groupe.

3.1.1 La composition des intentions communes

Les actions effectuées en tant que membre d'un groupe sont, pour Tuomela, des actions sociales. Elles présupposent l'existence d'autres agents ainsi que des institutions. Cette présupposition doit se refléter dans la composition et la formation des intentions communes, qui sont à la base des actions sociales. Trois composantes font partie des

¹¹⁶ Cependant, Tuomela est d'accord avec Searle. Un individu peut avoir des intentions communes même s'il est seul.

¹¹⁷ C'est ce qui distingue les approches de Tuomela et Gilbert.

intentions communes d'un agent, soit une intention commune, une croyance mutuelle et une proto-attitude. L'influence sociale du groupe qui est incluse dans la formation des intentions communes provient de ces composantes.

La proto-attitude est une disponibilité au groupe qui permet la transmission de l'influence du groupe vers l'individu. Elle est constituée de l'acceptation collective et de l'engagement collectif des membres du groupe. Il s'agit d'une condition nécessaire au partage d'une perspective commune entre les agents qui leur permettra de construire la socialité. La proto-attitude caractérise les groupes au mode pluriel et non les groupes au mode singulier, la socialité ne peut donc être créée que par des agents qui forment un groupe au mode pluriel.

La croyance mutuelle permet à chaque agent impliqué dans l'action commune de croire que les autres vont également effectuer intentionnellement leur part de l'action totale. Une telle croyance consiste à ce que chaque participant croie que tous vont exécuter l'action X et que chaque participant croie que chacun croit que tous vont exécuter X et ainsi de suite, à l'infini. Tuomela note que d'un point de vue pratique, les agents n'ont besoin que d'un ou deux niveaux de ce type de raisonnement pour justifier une action commune.

En ce sens, la présence de croyances pour justifier une intention commune n'entraîne pas de problèmes de régression. Ce type de problème pourrait ressembler à ceci: si notre intention commune est basée sur une croyance selon laquelle certains possèdent la même croyance, alors notre intention commune devrait contenir une série indéfinie, voire infinie, de croyances de la forme suivante: « je crois que tu as l'intention d'effectuer X et je crois que tu crois que j'ai l'intention d'effectuer X et je crois que tu crois que je crois que j'ai l'intention d'effectuer X ... » Pour éviter ce problème de

régression, Tuomela propose plutôt une approche présuppositionnelle. Les intentions communes sont publiques et font partie d'un processus connu de tous. Ce processus est basé sur des accords implicites ou explicites d'agir ensemble, une intention commune présuppose donc que les participants comprennent qu'il y a une action collective à faire et qu'ils croient mutuellement qu'ils ont l'opportunité d'effectuer cette action. Cette compréhension est possible puisque l'intention commune a été intégrée à un processus. L'information publique tenue pour acquise est par conséquent très importante, même si elle n'a pas été transmise directement, elle fait partie de l'arrière-plan, d'où l'approche présuppositionnelle.¹¹⁸ Les actes de discours accomplis antérieurement et en cours d'accomplissement dans les dialogues entre les agents sont très importants, ils permettent de rendre publiques des intentions communes. Comme Searle (1995; 2010) le fait, Tuomela considère central le rôle des actes illocutoires comme promettre, ordonner, informer, délibérer, planifier, décider, etc. Pour lui, lorsque les agents font des actes de discours, ils ne font pas qu'accepter un processus en vue d'effectuer une action commune, mais ils délibèrent et parviennent à des accords, et à des engagements implicites ou explicites, d'agir. Ces accords et engagements sont leurs raisons d'agir. Leurs accords constituent des promesses conjointes de contribuer à l'action visée en faisant chacun leur part.

Pour Tuomela:

(IC) Un membre A , d'un groupe G possède une intention commune d'effectuer X , seulement si :

(i) A a l'intention d'effectuer sa part de X ;

¹¹⁸ Tuomela utilise l'exemple du « bulletin board view » pour préciser cette idée.

- (ii) *A* a une croyance à l'effet que l'action conjointe peut être faite ;
- (iii) *A* croit qu'il y a une croyance mutuelle chez les participants à l'effet que l'action conjointe peut être effectuée.¹¹⁹

Cela représente le modèle de base de l'intention commune chez Tuomela. Toutefois, pour pouvoir engendrer des formes de socialité, la proto-attitude est ajoutée à ces composantes. L'agent ne peut posséder une attitude véritablement collective que s'il fait partie d'un groupe au mode pluriel. C'est-à-dire ;

- (iv) *A* possède une proto-attitude parce qu'il est membre d'un groupe au mode pluriel.

La croyance selon laquelle l'action conjointe peut être réalisée est non spécifique: elle ne doit pas être spécifiquement dirigée vers les autres participants.¹²⁰ Ce qu'il importe, c'est que l'agent croie qu'il est possible que l'action conjointe soit réussie, et ce indépendamment des croyances et des attitudes des autres agents. L'agent peut aussi croire que l'action commune sera exécutée non intentionnellement ou accidentellement, puisqu'il n'est pas nécessaire de croire que chacun réussira à exécuter sa part de l'action commune. Il se peut même que certains autres agents n'aient pas cette intention commune. Néanmoins pour Tuomela, l'agent doit lui-même croire que l'action commune visée pourra être effectuée, d'une manière ou d'une autre.

Évidemment un agent ne peut pas avoir une intention commune s'il ne croit pas qu'il peut exécuter l'action sous-jacente. Il doit savoir qu'il est capable d'exécuter sa part de l'intention conjointe selon une probabilité > 0 car bien sûr il peut se tromper. Par contre il n'est pas nécessaire qu'il y ait de condition de rationalité à la possession d'une intention

¹¹⁹ Tuomela, R. & Miller, K., 1988, *op. cit.*, p. 376.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 377.

commune, comme il n'est pas nécessaire qu'il y ait de croyances associées. Cela fait partie de la nature même d'une intention que l'agent qui l'ait soit minimalement rationnel quant à possibilité qu'il a de la réussir (Vanderveken, 2008). Un agent ne peut pas avoir l'intention d'effectuer n'importe quoi. Lorsqu'il a une intention, il croit à tout le moins qu'elle est exécutable.

En outre, Searle a montré (1995) que le simple ajout d'une croyance mutuelle n'était pas suffisant pour décrire une intention commune. Nous ne pouvons pas expliquer l'engendrement d'action commune seulement à partir d'intentions communes auxquelles nous ajoutons des croyances. Un tel ajout ne permet pas d'expliquer la formation d'intentions véritablement collectives. La possession d'une intention d'effectuer une action commune est plutôt *ipso facto* la possession d'autres attitudes, telles qu'une croyance selon laquelle cette intention peut être exécutée et un désir d'effectuer cette action. Bien sûr les intentions ne sont pas qu'une somme de désirs et de croyances, mais beaucoup d'attitudes contiennent des croyances et des désirs (Vanderveken, 2007). Ceux-ci ne sont pas extérieurs aux intentions collectives, ils font partie de ce qu'elles sont. Lorsqu'un agent possède une attitude collective, il a à l'esprit les concepts faisant partie de son attitude, ce sont ses conditions de satisfaction. Autrement il s'agirait d'une attitude sans contenu, sans condition de satisfaction et donc il ne s'agirait pas véritablement d'une attitude commune. Dans ce cas l'attitude commune de Tuomela n'en est pas véritablement une. Les attitudes associées ne font pas qu'accompagner l'intention commune, elles en sont constitutives.

Pour répondre à la critique de Searle et éviter ce problème, Tuomela ajoute plusieurs concepts montrant l'influence du groupe sur l'individu, ils sont engendrés par la proto-attitude. Il précisera comment sont constituées les interactions entre les agents en

définissant les divers types de groupes dans lesquels les individus peuvent agir. Ainsi, les intentions communes sont nécessaires pour effectuer une action conjointe, mais elles ne sont pas suffisantes pour Tuomela. Lorsque des agents ont l'intention commune d'effectuer une action, ils doivent partager également un but commun, qui normalement représente l'action.¹²¹ Contrairement aux approches de Searle et Bratman, celle de Tuomela est externaliste et sociale plutôt qu'internaliste et individuelle.

3.1.1.1 La proto-attitude: le caractère social des intentions communes

L'intention commune est accompagnée, selon Tuomela, d'une motivation sociale.¹²² Cette motivation sociale est une proto-attitude qui fait partie de la formation des intentions communes, il s'agit d'une motivation extrinsèque que possède l'agent d'effectuer sa part de l'action. Elle est extrinsèque puisqu'elle provient du contexte et du groupe et elle est liée à la croyance en la présence ou l'absence des autres participants. Ce caractère social des intentions communes est ce qui les rend intersubjectives, chaque participant croit que le groupe est disposé à effectuer l'action et que chacun connaît ce fait. Cette connaissance est subjective puisqu'elle dépend de ce que chaque agent perçoit du monde. Bien évidemment les agents peuvent se tromper, et ils le font dans bien des cas. Dans ce cas les choses ne sont pas réellement telles que les agents les perçoivent.

Pour comprendre cette proto-attitude, il faut s'intéresser en premier lieu au point de vue du groupe. Il faut décrire la perspective commune qui est partagée (mode pluriel) par ses membres. Une analyse des notions de buts, d'objectifs, de croyances, de valeurs et de normes de groupe est nécessaire afin de comprendre la formation des comportements

¹²¹Tuomela, R. & Miller, K., *op. cit.*, 1988, p. 370.

¹²²*Ibid.*, p. 377.

collectifs. La connaissance de l'agent à propos de la disposition des autres à l'égard de l'action commune est subjective, mais ses connaissances à propos des attitudes du groupe sont objectives, cela entraînera des problèmes épistémologiques liés aux thèses de l'individualisme méthodologique.

Pour montrer l'influence du groupe, Tuomela effectue une distinction importante (mais qui n'est pas nécessaire pour la possession d'intentions communes) entre agir en tant que membre d'un groupe (au mode pluriel) et agir en tant que personne privée à l'intérieur d'un groupe (au mode singulier). Agir en tant que membre d'un groupe signifie agir pour des raisons définies par le groupe. Il y a une appartenance au groupe qui est contraignante. Nous nous soumettons à une instance autoritaire pour agir, c'est-à-dire à la volonté du groupe. Par contre lorsque nous agissons comme personne privée à l'intérieur d'un groupe, nous le faisons pour nos propres raisons et motivations. Cela signifie que nous pouvons agir collectivement d'un point de vue individuel ou en relation avec d'autres personnes. Nous pouvons agir collectivement pour des raisons qui sont privées ou pour des raisons publiques. Par ailleurs, il existe des groupes collectifs et des groupes individuels. Comme nous venons de le mentionner, les individus œuvrant dans les deux types de groupe peuvent avoir des attitudes et des actions communes. Par contre, la proto-attitude n'est présente que chez les agents agissant à l'intérieur de groupes au mode pluriel et seule l'action basée sur des raisons de groupe peut servir d'assise pour construire la socialité, ce qui n'est pas exact à mon avis, bien des agents forment des intentions collectives sans faire partie de groupe et sans adopter les mêmes valeurs que leurs coexécutants, et celles-ci ont la capacité d'engendrer des formes de socialité. Cela dépendra du statut et du rôle que possède la personne qui exécutera l'action commune sous-jacente à l'intention.

3.1.2 Les groupes au mode singulier et ceux au mode pluriel

Pour Tuomela, nous ne pouvons pas expliquer comment les phénomènes collectifs fonctionnent sans distinguer les attitudes et les actions des agents en tant que membre d'un groupe (au mode pluriel) et en tant que personne privée (au mode individuel) à l'intérieur d'un groupe. Pour lui le mode pluriel est particulièrement important pour l'analyse des intentions communes et de la vie sociale en général.

La nature d'un groupe au mode pluriel peut se présenter ainsi :

Un ensemble de personnes G est un *groupe au mode pluriel* si et seulement si :

- (1) G a accepté l'*éthos*¹²³ E du groupe et est subordonné à lui, ce qui signifie qu'une partie substantielle des membres de G a, en tant que membre du groupe, accepte collectivement E comme *éthos* de G . Ils sont donc collectivement subordonnés à lui et ils comprennent que l'*éthos* a pour fonction de procurer une raison pour agir et penser comme membre de ce groupe.
- (2) Chaque membre de G doit accepter E et être subordonné envers lui en tant que membre du groupe en partie parce que G a accepté E comme *éthos*.
- (3) Il y a une croyance mutuelle chez les membres du groupe que (1) et (2).

Pour définir un groupe au mode pluriel, nous devons tenir compte de son *éthos*, c'est-à-dire de ses règles constitutives, de ses valeurs, de ses croyances et de ses activités et ses traditions qui servent de motivation et de raisons pour agir. Lorsque les membres du groupe veulent agir conformément à son *éthos*, ils sont collectivement liés ou engagés envers le groupe. L'*éthos* du groupe peut être vague et consister seulement en des buts

¹²³ Des valeurs, des normes, etc. L'*éthos* sera présenté dans la prochaine section.

partagés très basiques ou encore des croyances qui ne sont pas encore très bien articulées et comprises. Ils seront ainsi plus faciles à accepter par les membres.

Les groupes auxquels s'intéresse Tuomela sont ceux qui sont ouverts et volontaires. Il ne doit pas y avoir de coercition, les membres doivent endosser librement les buts, les valeurs ou les normes du groupe. Les membres du groupe doivent également pouvoir exprimer leur intentionnalité et leur libre arbitre dans le processus de prise de décision. Une des implications importantes au fonctionnement du groupe au mode pluriel réside dans le fait que les individus, en ce qui a trait à la vie de groupe et des actions conjointes, devront céder une certaine partie de leur liberté au groupe, et ce de façon volontaire, sans coercition interne. Comme le mentionne Tuomela, les agents sont subordonnés au groupe, en particulier à son *éthos*.

3.1.2.1 L'*éthos* du groupe

Comme nous l'avons mentionné brièvement, l'*éthos* du groupe a pour fonction de diriger les pensées et les actions des membres vers ce qui est important pour le groupe. Il forme le contenu de l'identité de ce groupe. Les agents doivent s'engager à agir de façon à satisfaire ses valeurs et ses normes, ce qui permettra la formation d'intentions communes menant à des actions collectives conformes aux valeurs du groupe. Il s'agit de la proto-attitude. *Éthos* et action sont donc étroitement liés. La satisfaction de l'*éthos* se fait toujours par l'action des membres du groupe, elle a une direction d'ajustement qui va du monde à l'esprit. La réalité, c'est-à-dire les actions des membres, doit se conformer à l'*éthos*. La satisfaction de l'*éthos* est par conséquent similaire à l'atteinte d'un but et permet au groupe d'avoir la capacité d'agir collectivement. Le domaine de préoccupation du groupe et son horizon intentionnel déterminent le contenu de cet *éthos*.

L'*éthos* du groupe fait nécessairement partie du domaine de préoccupation du groupe, qui contient différents sujets ayant été collectivement acceptés par le groupe comme faisant partie de leur centre d'intérêt, il est étroitement lié au contexte dans lequel le groupe évolue. Un groupe écologiste, par exemple, pourrait éventuellement avoir comme domaine de préoccupation la protection des nappes d'eau souterraines, les oléoducs ou les énergies renouvelables. Le domaine de préoccupation du groupe doit être connu de ses membres, lorsque les agents agissent comme membre d'un groupe, ils doivent le faire en toute connaissance de cause.

Du domaine de préoccupation découle ce que Tuomela nomme *l'horizon intentionnel*. Il s'agit du sous-ensemble de sujets contenus dans le domaine de préoccupation du groupe vers lequel est dirigée une attitude, par exemple, une croyance, une intention, le fait d'avoir un but, un souhait, etc. Dans le cas du groupe écologiste, il peut s'agir de l'intention d'aller manifester pour bloquer la construction d'un oléoduc, ou la croyance que les grandes entreprises ne font pas leur part pour protéger l'environnement. La notion de laïcité peut également faire partie du domaine de préoccupation d'un groupe. L'horizon intentionnel de ce domaine de préoccupation peut être très varié. Il peut s'agir d'opinions à propos de la charte des droits et libertés, des structures des institutions publiques ou d'accommodations à l'égard des minorités. Les thèmes faisant partie du domaine de préoccupation du groupe et de l'horizon intentionnel sont larges. Ceux faisant partie du contenu de l'*éthos* d'un groupe peuvent être relativement plus restreints.

La définition d'une attitude possédée par un agent faisant partie d'un groupe au mode pluriel est la suivante (Tuomela, 2007) :

(MP) l'agent A , membre du groupe G , a $ATT(p)$,¹²⁴ l'attitude ATT (individuelle) avec le contenu p (commun ou collectif), d'un mode pluriel relativement au groupe G dans le contexte C si et seulement si A a l' $ATT(p)$ en partie parce que :

- (i) il fonctionne en tant que membre de G ;
- (ii) l' $ATT(p)$ a été collectivement acceptée, avec un engagement collectif et la croyance mutuelle de G selon laquelle G fait la promotion de l'*éthos* en C et parce que;
- (iii) à cause de (ii) A participe à l'engagement collectif¹²⁵ des membres dans le sens de l' ATT , au contenu p , au moins en partie pour G dans C .

Par contre, un ensemble de personnes G est un *groupe au mode singulier* si et seulement si :

- (i) Les membres de G acceptent de façon personnelle certains buts, croyances, etc., comme constitutifs du groupe, comme formant l'*éthos* E qui est partagé de façon privée. Par conséquent ils sont commis à E en partie parce que les autres membres de G acceptent de façon privée E , et ce fait est connu dans G .
- (ii) Les membres de G croient mutuellement qu'ils sont membres du groupe, dans un sens plus faible, c'est-à-dire qu'ils partagent la croyance qu'ils sont membres eux-mêmes de G et que les autres croient qu'ils sont membres de G selon une certaine description de ce qui est nécessaire pour être membre du groupe.

¹²⁴ Il s'agit bien d'une attitude individuelle, bien qu'elle soit au mode pluriel. Pour Tuomela, une intention commune n'est pas une attitude distincte. Seul le mode distingue l'intention individuelle de l'intention commune. Le mode « commun » de l'intention individuelle est possible parce que l'agent forme son intention à partir du groupe auquel il appartient.

¹²⁵ L'engagement des membres du groupe se manifeste lorsqu'ils agissent conformément à l'*éthos* du groupe.

3.1.2.2 L'acceptation collective et la condition de collectivité

Il y a plusieurs différences importantes entre ces deux types de groupes. Contrairement aux groupes au mode singulier, les groupes au mode pluriel sont des entités institutionnelles organisées puisqu'il existe un aspect « pour le groupe », un « nous » très puissant étant donné que les membres acceptent l'*éthos* ainsi que la condition de collectivité.

Quant au groupe au mode singulier, il n'existe seulement qu'un aspect pro groupe dans l'élaboration des états mentaux privés des individus. La subordination des individus au groupe est plus faible pour ces groupes puisque l'acceptation de l'*éthos* est privée. C'est pourquoi les croyances mutuelles ne sont pas nécessaires. Les attitudes de ce mode ne peuvent engendrer des formes de socialité pour Tuomela.

L'acceptation collective de l'*éthos* dans un groupe au mode pluriel est liée à la condition de collectivité suivante: « Nécessairement, *E* est l'*éthos* d'un membre du groupe si et seulement s'il s'agit de l'*éthos* de tous les membres du groupe ». Il n'est pas nécessaire que tous les membres du groupe contribuent à l'acceptation collective exigée par la condition de collectivité, mais il doit y avoir un « niveau suffisant » d'acceptation collective pour que l'*éthos E* soit celui du groupe.

Plusieurs personnes doivent participer à l'acceptation collective. Cela déterminera sa validité. D'une façon plus précise, les agents doivent collaborer à l'action collective et contribuer à sa réalisation. Si chacun fait sa part pour satisfaire l'*éthos*, alors le groupe fonctionnera correctement. Cette acceptation collective ne doit pas nécessairement être réalisée ou exprimée de façon explicite, à l'aide d'un acte illocutoire conjoint par exemple,

mais peut seulement être « vue » ou être inférée des actions des membres du groupe.¹²⁶

Dans certains cas il y a des normes d'impliquées et de codifiées dans la structure même des groupes, des normes plus explicites. Dans ces cas, il y a un engagement social à l'égard de ces structures normatives et des relations de pouvoir qui en découlent.

D'une façon triviale, l'acceptation collective est réflexive. Nécessairement, les membres acceptent *E* comme *éthos* seulement si *E* est l'*éthos* du groupe. Par leur acceptation collective, les membres imprègnent leur pensée du groupe, constituent un *éthos* et pensent comme s'ils formaient un tout.¹²⁷ À ce moment seulement le groupe au mode pluriel est construit.

L'acceptation collective présente dans un groupe au mode pluriel peut se réduire à une intention conjointe impliquant un engagement collectif. Un groupe au mode pluriel est donc basé sur l'acceptation collective d'un *éthos*, où ce dernier est constitutif du groupe et distinctif des autres groupes. L'acceptation collective peut aussi être présente dans le cadre d'un groupe au mode singulier, il s'agit d'un ensemble d'acceptations privées ou d'un contenu particulier (par exemple un but) qui n'est pas considéré comme constitutif du groupe. De façon contingente, tout le monde accepte le contenu d'une façon privée sans l'attribuer au groupe.¹²⁸ Tuomela note que certains agents peuvent fonctionner en mode singulier à l'intérieur d'un groupe au mode pluriel. Toutefois, d'un point de vue pratique et conceptuel, un nombre suffisant de membres doivent fonctionner sur un mode pluriel pour que le groupe soit considéré comme un groupe au mode pluriel.

¹²⁶ Tout comme les règles constitutives ont seulement besoin d'être reconnues, sans être obligatoirement acceptées, en ce qui concerne la formation de fonction de groupe chez Searle.

¹²⁷ Dans le sens de « un pour tous et tous pour un ! »

¹²⁸ Pour Tuomela, le mode pluriel (le niveau de groupe) n'est pas réductible au mode singulier (niveau privé). Bien que les deux niveaux se recoupent parfois, il s'agit de deux façons différentes de considérer les agents dans un contexte social.

Contrairement au mode pluriel, la condition de collectivité n'est pas respectée au mode singulier.¹²⁹ La raison pour agir est « pour soi-même » et non celle ayant été collectivement acceptée, comme c'est le cas dans un groupe au mode pluriel. Dans ce dernier, contrairement au mode singulier, l'agent fonctionne comme membre du groupe parce qu'il respecte l'engagement collectif. Le mode pluriel requiert l'acceptation collective de l'engagement par les membres du groupe qui sera constitutif de l'attitude du groupe. Il y a donc un engagement collectif dans le cas du mode pluriel, et un engagement privé dans le cas du mode singulier. S'il y a conflit entre la motivation individuelle et la motivation du groupe dans le cas du mode pluriel, cette dernière a plus de poids dans le processus décisionnel de l'agent. L'effet de la pression sociale est plus important que la recherche de l'intérêt privé. La raison d'agir des agents est donc pour Tuomela ce qui distingue le mode pluriel du mode singulier.

3.1.2.3 Différentes raisons pour agir

La distinction entre le fonctionnement des groupes au mode pluriel et au mode singulier mène naturellement à effectuer une distinction entre les raisons que les agents ont d'agir comme ils le font. Tuomela distingue deux types de raisons principales pour agir. Les *raisons au mode singulier*, et les *raisons au mode pluriel*. Il les définit de la façon suivante.

(RMS) La raison *R* est une *raison au mode singulier* d'un membre de groupe pour effectuer l'action *X* si et seulement si *R* est la raison principale et privée de l'agent pour effectuer *X*.

¹²⁹ Qui est l'acceptation collective du point de vue du groupe.

La personne s'engage de façon privée à un contenu, par exemple à effectuer une action selon une raison. Dans ce cas, la raison de groupe n'est présente que de façon contingente. Même lorsque nous sommes dans un groupe, nous effectuons des actions qui n'impliquent pas le groupe en tant que tel. Si nous avons l'intention d'assister au concert de ce soir, chacun peut le faire pour ses propres raisons. L'un le fait parce qu'il aime la musique et l'autre le fait parce qu'il veut être en compagnie de certaines personnes, tandis que l'autre le fait pour éviter la compagnie de certaines personnes. Il s'agit dans ce cas d'une attitude qui ressemble aux intentions partagées de Bratman, alors qu'au contraire, la raison pour agir au mode pluriel implique la coopération.

(RMP) La raison R est une raison au mode pluriel d'un membre de groupe pour effectuer l'action X si et seulement si R est la raison principale et la raison du groupe pour effectuer X .

Dans ce cas, les membres du groupe sont collectivement engagés à effectuer l'action collective à cause du groupe. Ils sont aussi engagés envers les autres membres du groupe à effectuer leur part de l'action collective. Si nous avons l'intention d'aller au concert de ce soir pour une raison de groupe, alors nous sommes engagés à y aller pour les bonnes raisons, soit pour un but commun que nous nous sommes fixé en tant que groupe. Par exemple, si nous sommes un groupe d'étudiants en musique, nous pouvons aller à un concert pour effectuer un travail de session. Dans ce cas, pour que notre intention soit exécutée convenablement, chacun doit aller au concert pour la même raison, sinon nous risquons d'échouer notre travail. Quelqu'un ne doit pas décider d'y aller pour s'amuser ou pour une autre raison, il serait probablement rappelé à l'ordre.

Tuomela fait l'erreur de ne pas considérer les intentions communes comme des préalables à la formation de l'acceptation collective qui est constitutive du groupe,

d'autant plus que le groupe est pour lui une entité institutionnelle organisée. Le groupe n'est pas nécessaire à la formation d'intention commune, plutôt les intentions communes sont nécessaires à la formation du groupe. L'*éthos* du groupe, ses objectifs et ses buts ne peuvent être élaborés sans que les agents délibèrent, votent ou effectuent des déclarations. L'acceptation collective est nécessaire à la formation du groupe pluriel, mais cette acceptation collective ne peut se faire que parce que les agents possèdent la capacité de former des intentions et des actions communes.

3.1.2.4 L'engagement collectif

L'approche de Tuomela est normative contrairement à celle de Bratman, et son caractère normatif provient de l'engagement collectif des agents envers la raison de groupe, qui est à la base de l'action commune. L'engagement des agents est possible puisqu'il y a acceptation collective de l'*éthos* du groupe. Il en découle une obligation d'obéir à l'*éthos* et de le maintenir. L'acceptation collective est donc étroitement liée à l'engagement.

L'engagement collectif est indispensable à la formation d'une intention conjointe. Le fait de devenir membre d'un groupe qui fonctionne au mode pluriel nécessite l'acceptation collective de l'*éthos* du groupe. Une acceptation collective substantielle de l'*éthos* permet l'engagement collectif qui rend possible l'intention conjointe. Le fait de vouloir devenir membre du groupe signifie que l'agent ait accepté ce que cela implique. Si un agent veut devenir membre d'un groupe de défense des droits des animaux, cela signifie qu'il accepte les valeurs et les normes qui le constituent. Comme cela a été mentionné, ce n'est pas nécessaire que tous acceptent toutes les valeurs et les normes, mais il doit y en avoir un nombre suffisant. L'acceptation de cet *éthos* engendrera un

engagement. Tuomela n'explique pas ce qui produit cette acceptation. Une des façons que pourraient avoir les membres d'un groupe d'accepter un *éthos* serait d'effectuer des actes illocutoires conjoints de niveau supérieur (Vanderveken, 2007), entre autres des délibérations, des descriptions ou des déclaratoires. De ces actes illocutoires de second niveau émergera l'engagement collectif et celui-ci se manifestera sous la forme d'attitudes communes, mais cela présuppose déjà l'intentionnalité collective, et Tuomela affirme que ce n'est pas nécessaire. Plutôt, selon lui l'acceptation collective peut être réduite à une intention conjointe impliquant un engagement collectif, alors qu'à d'autres occasions il affirme que l'acceptation collective de l'*éthos* du groupe est nécessaire à l'engagement collectif.

Néanmoins pour Tuomela, l'engagement collectif est nécessaire pour effectuer une action dans le cadre d'un groupe au mode pluriel, il permet à la vie sociale de « coller ». Lorsqu'il y a engagement collectif, les membres du groupe se lient à l'idée, à l'action et même au groupe lui-même, il donne au groupe l'unité dont il a besoin pour fonctionner en tant que groupe. L'engagement est normatif d'un point de vue social et non moral ou légal.¹³⁰ Si un groupe a une intention, une croyance ou agit en tant que groupe, ses membres doivent être engagés collectivement à agir de la façon qui aura été déterminée par le groupe. Comme dans le cas de l'individu, le groupe a besoin d'une certaine unité pour pouvoir agir ou pour avoir des intentions, il s'agit d'une nécessité pragmatique. Pour Tuomela, un groupe ne peut pas être uni s'il ne forme pas un « nous » fort. Pour cela, c'est avec l'engagement collectif que les agents se trouvent attachés à l'*éthos*, qui est en fait

¹³⁰ Tuomela, R., *The Philosophy of Sociality: The Shared Point of View*, New York, Oxford University Press, 2007, p. 19.

l'identité du groupe. Sans un minimum d'engagement collectif envers l'*éthos*, le groupe perd son identité et ne peut pas agir en tant que groupe.

L'engagement permet aussi de tenir les groupes responsables de leurs actions. Un groupe ne peut pas être tenu responsable de l'effet de ses actions intentionnelles sans l'unité du groupe qui lui est procurée par l'engagement de ses membres. L'engagement collectif donne aux membres du groupe l'autorité de contrôler les actions des autres membres et peut, par conséquent, les tenir responsables pour leurs méfaits ou actions allant contre l'*éthos* du groupe.

Lorsqu'un agent participe à un engagement collectif, il est en principe subordonné à un certain contenu et au fait d'effectuer certaines actions donc il est soumis à une certaine autorité. Il est subordonné à un certain agent, devant une certaine audience et pour l'utilité de quelqu'un ou de plusieurs. Pour Tuomela l'engagement signifie d'être lié à quelque chose d'une façon telle que cela nous donne une raison suffisante pour agir dans le sens de l'engagement collectif. Les devoirs sociaux et les pouvoirs sociaux des agents qui fonctionnent à l'intérieur de groupes au mode pluriel sont constitués à l'intérieur même du groupe. Ils proviennent des attentes sociales et de certaines pressions qui ont un pouvoir normatif et qui guident nos actions. La source de cette normativité est institutionnelle. Les notions de devoirs et de pouvoirs, dans un contexte où les agents agissent à l'intérieur d'un groupe, sont ultimement basées sur le concept d'agir « ensemble ».¹³¹ Si le groupe *G* est engagé envers *P*, alors presque tous les membres du groupe sont collectivement engagés envers *P* en tant que membre du groupe.

¹³¹ En insistant sur le fait d'agir ensemble, Tuomela va plus loin que Bratman qui ne s'intéresse qu'aux cas simples de coordination entre agents.

Alors que pour Bratman les intentions partagées étaient le produit de la volonté des individus, dans le cas de Tuomela il s'agit plutôt d'accepter d'agir en fonction de pressions sociales. L'approche de Tuomela explique mieux la normativité associée aux intentions et aux actions collectives. Par contre, cette normativité est extérieure à l'attitude alors qu'en réalité cette normativité est impliquée dans la possession même de l'attitude en question. Les représentations mentales possèdent des significations qui sont elles-mêmes normatives.

Tuomela affirme que l'analyse de l'intention partagée de Bratman est une analyse d'intention partagée au mode singulier. Par exemple, Bratman décrit l'intention conjointe de la façon suivante: « j'ai l'intention et vous avez l'intention de, par exemple, lever la table ». Ces deux intentions étant interdépendantes, nous accomplissons notre intention conjointe en les effectuant (au mode singulier). Il s'agit d'une intention partagée au mode singulier parce qu'il n'y a pas de raison de groupe qui satisfasse la condition de collectivité. Il est donc sensé d'un point de vue fonctionnel de dire que les groupes au mode pluriel peuvent avoir des états mentaux. Pour Tuomela, un groupe au mode pluriel est une quasi-personne, sans littéralement l'être.

Plusieurs concepts ont été avancés par Tuomela pour expliquer de quelles façons les agents agissent collectivement. À la base, il y a le fonctionnement du groupe d'une façon plurielle. Ce type de fonctionnement implique un *éthos* qui doit être accepté collectivement par une majorité des membres du groupe. Cette acceptation collective permet la formation d'un engagement collectif qui lie les membres du groupe entre eux. Cet engagement collectif permet l'élaboration d'une raison de groupe qui servira à l'agent de motivation pour agir. C'est en tenant compte de ces aspects qui sont accessibles à tous,

que les agents formeront des intentions communes. Ces intentions communes sont à la base des actions collectives.

3.1.3 L'action collective

Comme cela fut montré, les agents peuvent choisir d'effectuer plusieurs types d'actions dans un groupe au mode pluriel. Certaines actions sont effectuées librement, dans le sens où elles ne doivent pas se conformer à l'*éthos* du groupe. Les agents peuvent agir librement, en tant que membres du groupe, afin d'atteindre des buts qui ne sont ni constitutifs du groupe ni centraux à l'identité du groupe. La seule chose qui est requise est que ces actions, Tuomela inclut même les activités mentales, doivent faire partie du domaine de préoccupation du groupe. Ces actions doivent être collectivement acceptées comme étant des actions correctes à effectuer par un membre du groupe. Autrement dit, même à l'intérieur d'un groupe au mode pluriel, les agents peuvent faire ce qu'ils veulent d'un point de vue individuel, tant et aussi longtemps que cela n'est pas en contradiction avec l'*éthos* du groupe.

Une action d'un membre du groupe respecte l'*éthos* du groupe si elle satisfait certains critères, notamment si l'agent fait intentionnellement la promotion de l'*éthos* et agit avec le but et la croyance vraie qu'il fait sa promotion. La raison de passer à l'action est dans ce cas-ci le but visé en conjonction avec la croyance que cela fait partie de l'*éthos* du groupe. Évidemment, il est toujours possible que l'agent se trompe, mais pour que l'action soit réussie, l'agent effectue intentionnellement l'action en partie parce qu'il croit correctement que l'*éthos* l'oblige ou lui permet de le faire. Il n'est pas nécessaire qu'il ait comme but de vraiment faire la promotion de l'*éthos*, il ne fait que suivre les règles. Par exemple, si un agent effectue une action vaguement intentionnelle (routinière), il le fait

en partie à cause d'une présupposition qui lui laisse croire que l'*éthos* du groupe lui permet ou l'oblige à effectuer l'action en question, il n'a pas comme but conscient d'effectuer la promotion de l'*éthos* du groupe. Il y a aussi les cas où un agent se conforme à une règle en agissant intentionnellement et correctement par sa propre volonté. Il agit en partie parce qu'il s'agit de la bonne chose à faire, et non pas parce que cela est requis par l'*éthos* du groupe.

Les actions que les agents tentent d'effectuer en tant que membre d'un groupe peuvent être réussies ou non. Quand elles sont ratées, les agents ont à tout le moins tenté d'agir à l'intérieur du domaine de préoccupation du groupe et de se conformer à l'*éthos* du groupe. Parfois ils se trompent et ils échouent.

Certains éléments sont problématiques dans l'approche de Tuomela. Premièrement, la croyance qui accompagne l'intention commune est plutôt constitutive de l'attitude. En possédant une intention, nous avons tout de suite à l'esprit certaines croyances et certains désirs. Deuxièmement, l'affirmation selon laquelle il faut agir à l'intérieur d'un groupe au mode pluriel pour posséder une attitude commune capable de créer des formes de socialité me semble problématique. Il n'est pas nécessaire de faire partie d'un groupe pour avoir de telles intentions communes et par ailleurs dans la plupart des cas aucun groupe n'est impliqué dans la constitution des faits sociaux ou des institutions. Par exemple dans certains il y a attribution de fonction sur des agents, ils acquièrent eux-mêmes le pouvoir de créer la socialité, en effectuant un acte de discours déclaratoire par exemple. Tout ce processus peut très bien se produire à l'extérieur d'un groupe, à moins que Tuomela ne considère un ensemble de quelques milliers d'agents comme un groupe, ce qui n'est pas la façon habituelle de définir un groupe. Dans ce cas, il devrait préciser ce qu'il entend par groupe. Finalement, lorsque nous formons une

intention commune, nous sommes aussitôt engagés à la réalisation de son contenu. Cette normativité n'est pas extérieure à l'attitude comme semble le supposer Tuomela, elle est impliquée dans la possession même de l'attitude en question. Une représentation mentale est intrinsèquement normative. Par ailleurs le groupe étant lui-même un fait social, il semble contradictoire de le considérer nécessaire à la possession d'intentions communes capables de créer la réalité sociale. Si la formation d'un groupe est le résultat de l'acceptation collective de son *éthos* par les agents, Tuomela devrait montrer comment cela se produit et quel est le lien entre l'acceptation collective et l'intentionnalité conjointe. Il est possible de constater que l'importance accordée au groupe engendre certains conflits avec les thèses de l'individualisme méthodologique.

3.2 La priorité méthodologique et épistémologique du groupe

L'approche de Tuomela contient plusieurs éléments et concepts qui sont en contradiction avec les principes de l'individualisme méthodologique que nous avons énoncés au deuxième chapitre. En plus de ne pas considérer suffisamment le rôle des attitudes individuelles dans la formation des intentions communes d'agents dans un groupe pluriel, Tuomela attribue au groupe une influence beaucoup trop contraignante et trop normative.

3.2.1 Une méthodologie macro-macro

Pour expliquer les actions communes, le point de départ de l'investigation de Tuomela n'est pas l'individu, mais le groupe dans lequel il évolue. L'analyse de l'intention commune de base – celle au mode pluriel, et non pas celle permettant de constituer la réalité – débute avec l'individu, mais pas l'intention commune au mode pluriel. L'agent, s'il ne fait pas partie d'un groupe au mode pluriel, ne peut posséder

d'attitudes communes et effectuer des actions collectives qui lui permettraient de construire la socialité. Ainsi, l'étude des attitudes et des actions collectives n'est pas réduite, d'un point de vue méthodologique, à une méthode ou une procédure associée aux états mentaux de l'individu et à leur fonctionnement. Il s'agit plutôt d'une explication macro-macro, plutôt que macro-micro, puisque c'est le groupe qui permet de créer la réalité sociale. L'adoption du point de vue du groupe par l'agent se fait par acceptation collective. Puisque celle-ci semble posséder un rôle aussi fondamental que l'intentionnalité collective dans l'approche de Searle, Tuomela devrait préciser comment cela fonctionne à partir de l'individu. Ainsi, la procédure utilisée par Tuomela n'est pas conforme à ce qui, il me semble, doit être compris par réduction méthodologique, soit ce que proposent Bechtel et Richardson (2010), une procédure qui consiste à appréhender un phénomène complexe en l'analysant, l'atomisant ou le décomposant en éléments constitutifs plus simples et donc plus facilement intelligibles pour ensuite recomposer ces parties isolées pour obtenir une compréhension du phénomène dans sa totalité.¹³² Il est nécessaire de montrer comment l'acceptation collective est constituée par les attitudes et les actions des agents, ce qui n'est pas fait.

Malgré l'abandon des thèses empiristes, il demeure nécessaire d'expliquer en termes individuels les concepts collectifs, ce que ne fait pas Tuomela. Pour fonctionner correctement et pour créer les institutions, les intentions communes doivent provenir d'une raison de groupe. Ces raisons de groupe tiennent compte du point de vue du groupe, de ses objectifs, croyances, valeurs et normes et donc de son *éthos*. Les agents, en formant leur intention commune, adoptent une perspective commune. Mais à aucun moment

¹³² Bechtel, William et Richardson, Richard, (2010) *Discovering Complexity: Decomposition and Localization as Strategies in Scientific Research*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 340 p.

Tuomela n'explique comment ces notions collectives sont engendrées par des attitudes individuelles, ou pour le dire autrement, comment les individus en viennent à accepter collectivement une raison ou un *éthos* de groupe pour agir. Ainsi les phénomènes collectifs sont tenus pour acquis, plutôt qu'expliqués de façon intelligible à partir de leurs éléments fondamentaux, c'est-à-dire les attitudes collectives des agents. Le groupe et son *éthos* sont déjà des formes de socialité qui doivent être expliquées à partir d'états mentaux et de dispositions d'agents. Ainsi, les concepts collectifs ne sont pas suffisamment redéfinis et expliqués en termes d'explications et de concepts individuels. Il aurait été intéressant de montrer comment des agents agissent de manière coordonnée malgré des désirs et des préférences contradictoires, sans pour autant adhérer à un point de vue ou un *éthos* de groupe. Une telle explication aurait été en termes de notions et concepts individuels.

3.2.2 Le problème du point de vue du groupe

L'approche de Tuomela ne respecte pas la thèse psychologiste, selon laquelle il faut ignorer les facteurs qui ne relèvent pas des individus lorsque vient le temps d'expliquer les actions et les intentions des agents, incluant celles qui sont communes. L'intention commune est rendue possible puisque l'agent agit et raisonne à partir d'une raison de groupe et une majorité des membres du groupe agit à partir du point de vue du groupe, ce qui est difficilement compatible avec la thèse psychologiste de l'individualisme méthodologique. Ce dernier, comme principe explicite de recherche en sciences sociales, est une méthode atomiste qui cible les individus, la notion de point de vue du groupe ou d'*éthos* de groupe n'existe pas. La société n'est pas une personne et n'a aucun intérêt autre que les intérêts individuels de ses membres. Friedrich Von Wieser trouvait ce principe tout à fait justifié: « It is in the individual that one must look for those tendencies that

make the social structure. »¹³³ Ainsi, le point de vue du groupe, l'*éthos* du groupe, et toutes formes d'attitudes attribuées à un groupe paraissent suspects. Il serait nécessaire d'expliquer comment, d'un point de vue individuel,¹³⁴ un agent en vient à adopter certaines valeurs qui ne sont pas les siennes ou agir à partir de raisons qui sont étrangères à ses propres motivations.

La « raison de groupe » pourrait être compatible avec l'individualisme méthodologique, si elle implique seulement que les agents agissent en tant que membre d'un groupe au mode pluriel. Par exemple il est possible que les agents agissent selon des raisons qui sont définies par le groupe en déterminant ensemble de quelles façons ils agiront en effectuant des jeux de langage (Wittgenstein, 1953), en émettant des hypothèses, en donnant des ordres, en décrivant la situation ou en s'inspirant de théories scientifiques. Ainsi la raison de groupe serait réduite à des facteurs individuels, ce que ne fait pas Tuomela. Tuomela affirme seulement qu'il doit y avoir une acceptation collective de certaines valeurs ou principes faisant partie de l'*éthos* du groupe, ce qui est plus problématique. Il est difficile de voir comment une telle acceptation collective se réalise au niveau de l'individu et quelle est la place de ses désirs et de ses préférences. Tuomela ne montre pas comment cette acceptation collective se manifeste d'un point de vue individuel, et comment un agent en vient à former une intention commune et à s'identifier au groupe. Encore une fois le problème est qu'une raison de groupe est déjà une forme de socialité que les agents doivent faire exister à partir de dispositions et d'états mentaux individuels.

¹³³ Wieser, F. Von, *Social Economics*, New York: Augustus M. Kelley, 1967, p. 154.

¹³⁴ Aussi bien psychologiquement que biologiquement.

3.2.2.1 La difficulté d'attribuer des propriétés au groupe

Tuomela est loin d'accorder autant d'importance aux préférences individuelles que ne le font Mises (1922) et les autres membres de l'école autrichienne d'économie. Lorsqu'il affirme que pour posséder une intention commune, l'individu doit faire siens les buts, les valeurs et les normes de son groupe, cela est aussi problématique. D'un point de vue individualiste, les besoins et les désirs de groupe n'existent pas. Ils doivent être réduits aux désirs et aux besoins des agents. Comme ce fut mentionné, un agent forme bien souvent une intention commune sans pour autant accepter les motivations du groupe, ce que ne permet pas l'approche de Tuomela.¹³⁵ Selon lui, pour qu'une intention commune capable de créer la réalité institutionnelle soit formée, il doit y avoir acceptation de l'*éthos* du groupe et prise en compte de sa raison pour agir, ce qui n'est pas tout à fait exact. Il est possible d'agir à l'intérieur d'un groupe à partir d'autre chose que le point de vue du groupe, et il est possible de former des intentions véritablement collectives, même si chaque individu a plusieurs motivations et moyens différents d'exécuter les actions sous-jacentes qui engendreront des formes de socialité. Par exemple, un individu peut décider de faire partie d'un groupe politique libéral qui vise à faire reconnaître certains droits et à défendre les groupes minoritaires. À ce moment, il est possible qu'il fasse siens les désirs, besoins et croyances du groupe. Il accepte la raison de groupe et agit de façon à la satisfaire. Il est également possible de dire qu'il agit conformément à ses besoins et désirs s'ils coïncident, bien que ce ne soit pas nécessaire. Par contre, il peut décider d'agir pour plusieurs autres raisons, tout en conservant l'attitude commune. Il peut le faire pour acquérir de l'expérience ou pour rencontrer des gens, ce qui l'aidera à se trouver un emploi

¹³⁵ Même s'il n'agit pas nécessairement à partir de ses désirs et préférences.

ultérieurement. Sa raison pour agir peut ne pas être identique à celle de la majorité des membres du groupe. Pourtant, il est possible qu'il forme l'intention commune d'aider des groupes minoritaires. Il peut également arriver un moment où l'agent, pour toutes sortes de raisons, cesse d'avoir ces besoins, ces désirs et ces croyances qui proviennent du groupe. En principe, selon l'approche de Tuomela, en abandonnant la raison de groupe l'agent ne pourrait plus avoir cette intention commune, ce qui n'est pas le cas. Il peut continuer à avoir cette intention commune et à agir en fonction de celle-ci, tout en n'adoptant pas lui-même un tel point de vue. Par exemple, il peut demeurer dans le groupe politique libéral parce qu'il est mal à l'aise ou qu'il a honte de le quitter, ou encore parce qu'il ne veut pas décevoir sa mère. Peu importe la raison, il continuera à agir collectivement à partir d'une intention commune, mais pour des raisons différentes. Le problème est que Tuomela situe la raison de groupe dans les conditions de satisfaction des intentions communes, ce qui est trop restrictif. Comme Bratman l'a souligné, nous agissons souvent ensemble, mais pour des raisons qui sont différentes, et malgré tout il est possible de créer des faits sociaux, comme la formation d'organismes ou de structures institutionnelles qui fonctionnent au mode singulier par exemple.

Il est néanmoins faux de dire que nous agissons toujours à partir de nos besoins et désirs individuels, notamment dans les cas où nous coopérons. Bien sûr, pour reprendre l'exemple précédent, on peut dire que l'agent reste dans le groupe parce qu'il désire ne pas être mal à l'aise ou avoir honte, donc pour éviter un déplaisir. Mais si un désir est compris comme « une force purement psychique qui naît de l'insatisfaction d'un besoin », ¹³⁶ cette éventualité n'est pas possible. Ou alors, on devrait avoir une théorie des besoins

¹³⁶ Sillamy, Robert, *Dictionnaire de psychologie*, Paris, Bordas, 1980, 768 p.

qui est capable de départager quels besoins sont prioritaires et lesquels sont facultatifs puisque dans ce cas-ci, certains besoins sont contradictoires. Il y a certes le besoin d'agir conformément à ses désirs, mais il y a aussi le besoin de préserver ses relations sociales et son sentiment d'appartenance à un groupe. Il semble impossible, étant donné le nombre quasi illimité de besoins et de désirs, d'expliquer les intentions des agents seulement à partir de ces paramètres. De plus, quelques fois, les actions des agents ne semblent pas tout à fait rationnelles. Ils n'ont pas immédiatement à l'esprit ce qu'ils doivent faire pour satisfaire leurs besoins et leurs désirs.

3.2.3 Le problème de l'influence objective du groupe

La façon dont Tuomela présente la relation entre l'individu et son groupe d'appartenance tend à laisser croire que le groupe détermine l'individu. Cela peut sembler contraire aux thèses individualistes qui confèrent une priorité logique aux individus. Cependant, le psychologisme est graduellement abandonné, en particulier avec l'influence de Weber (1949). Contrairement à l'école autrichienne, Weber accorde beaucoup d'importance à la signification en tant que donnée culturelle.¹³⁷ Ainsi, en s'interrogeant sur le système de croyances de la collectivité, celui du groupe par exemple, nous comprenons ses effets sur les phénomènes sociaux dont font partie les actions communes. C'est donc dire que les groupes sociaux influencent les comportements et les intentions des agents. Par conséquent, les actions et les attitudes des agents sont pour lui des phénomènes culturels (Weber, 1949). Même si cela semble aller dans le sens de l'influence du groupe pour Tuomela, ce n'est pas tout à fait le cas.

¹³⁷ Weber, M., *The Methodology of the Social Sciences*, New York: The Free Press. 1949, 256 p.

Malgré la reconnaissance des influences sociales sur les agents, il faut préciser que Weber accepte le subjectivisme. La culture n'est pas une donnée objective que l'agent peut appréhender et par la suite fusionner avec celles des autres agents de façon coordonnée, comme le suppose Tuomela. Au contraire, elle n'existe que de façon interne et particulière à chaque agent, par conséquent, l'influence de la culture est subjective. Pour Weber, puisque le mode d'existence de la société est subjectif, ses effets ne peuvent se produire que de façon subjective. Si un agent perçoit le monde de façon subjective, donc à partir de ses désirs, besoins et préférences, il ne va pas s'associer avec d'autres agents pour former des attitudes communes, pour accepter un éthos et des raisons pour agir qui ne seraient pas siens. Plutôt, il s'associera à des gens qui partagent les mêmes attitudes et les mêmes motivations que lui. Dans ce cas, le groupe n'est pas contraignant, bien qu'il puisse tout de même influencer le comportement des agents. L'effet contraignant du groupe est la raison pour laquelle les approches de Tuomela et de Gilbert ne sont pas compatibles avec la thèse subjectiviste de l'individualisme méthodologique fort.

En effet, la thèse subjectiviste implique que la compréhension des raisons et des motivations des agents doit être individuelle. Il est possible d'utiliser des concepts collectifs et de faire référence au groupe, pourvu que leurs effets se produisent dans la tête des agents, et non comme une obligation venant de l'extérieur. Cela n'est qu'à moitié le cas dans l'approche de Tuomela. Le groupe influence l'individu à travers ses états mentaux, mais aussi d'une façon contraignante directement sur ses comportements, comme si le groupe avait une existence à l'extérieur des consciences individuelles. Tuomela le mentionne explicitement lorsqu'il affirme que l'agent agit à partir de raisons définies par le groupe, qu'il soumet sa volonté au groupe ou bien qu'il y a un effet important de la pression sociale sur les individus. Les agents s'identifient au groupe et se

soumettent à une instance autoritaire pour agir. L'identification au groupe est contraignante. Nous sommes très loin du principe individualiste de Carl Menger (1871) selon lequel seuls les besoins et les moyens appropriés pour les satisfaire déterminent la vie institutionnelle humaine. Searle évitera ce problème en reconnaissant que l'aspect contraignant des intentions collectives est interne à l'intention.

Malgré tout, il faut reconnaître que l'influence de la socialité et des institutions est vraie, mais elle ne se produit pas comme Tuomela le suppose, c'est-à-dire qu'elle n'est pas causale et objective. Par exemple pour Weber nous devons analyser les comportements collectifs des individus à partir de leurs actions et non du groupe. Celui-ci n'exerce pas d'influence causale et objective sur les attitudes et les comportements des agents. Il semble difficile de concilier l'idée de Weber selon laquelle les phénomènes sociaux et les données culturelles n'existent que de façon subjective, c'est-à-dire qu'elles ont un effet seulement indirect, avec la conception qu'a Tuomela du groupe au mode pluriel. Pour Weber, la socialité influence davantage les agents sous une forme de conditionnement plutôt que de causalité au sens habituel du terme. Les formes de socialité existent de façon subjective et influencent les agents à travers leurs désirs et leurs préférences, en modifiant leurs dispositions pour agir par exemple. Pour Tuomela et contrairement à Weber, les influences extérieures exercent une certaine pression sur les comportements individuels, elles ne sont pas significatives que d'un point de vue culturel. Elles le sont aussi d'un point de vue normatif. Il ne me semble pas, à ce point-ci, qu'une forme de conditionnement puisse être quelque chose de normatif. En particulier parce que l'influence du groupe, chez Tuomela, implique que l'agent effectue une évaluation, une interprétation et bien souvent une acceptation du fonctionnement du groupe, qui sont des processus cognitifs relativement complexes, ce qu'excluent évidemment les différentes

formes de conditionnement. Cela montre par ailleurs que l'existence d'un *éthos* de groupe, d'un point de vue de groupe, d'une volonté de groupe et d'une identité de groupe est plus que douteuse, puisque nous n'avons qu'une perception subjective et partielle de la socialité.

3.2.3.1 L'impossibilité de former des attitudes de groupe

Mill (1843) et Pareto (1909) notaient l'importance de l'aspect subjectif des attitudes individuelles formant la réalité sociale. D'ailleurs, l'apport le plus important de Wilfredo Pareto (1909) a été de montrer qu'il est impossible d'établir une comparaison interpersonnelle des préférences. Cela bloque la possibilité de construire une fonction d'utilité collective, et donc une politique de type collectiviste qui existerait en fonction de cette utilité collective. Pareto a largement influencé le développement de l'individualisme méthodologique et cela a des implications importantes pour l'approche de Tuomela. Les attitudes et les propriétés des groupes au mode pluriel ne sont pas compatibles avec le subjectivisme de l'individualisme méthodologique, qui considère que la perception que nous avons du monde extérieur ne représente pas le monde tel qu'il est, mais plutôt le représente à partir de nos désirs et de nos préférences.

Il est difficile de concilier le subjectivisme avec ce que Tuomela nomme les buts, les objectifs, les croyances, la valeur et les normes de groupe. Si la perception du monde est subjective, les agents peuvent difficilement avoir une compréhension exhaustive des attitudes possédées par les autres membres du groupe. Ils n'auraient individuellement qu'une perception aspectuelle des attitudes des autres et une telle perception ne peut pas engendrer des attitudes de groupe. Bien souvent nous nous trompons lorsque nous attribuons des désirs et des besoins aux autres, cela rend difficile notre coordination à leur

égard. Même les simples relations d'amitié sont parfois à sens unique. C'est-à-dire que de façon générale, seule la moitié des gens que nous considérons nos amis proches nous considèrent également comme leur ami proche (Almaatouq, A., Radaelli, L., Pentland, A., Shmueli, E., 2016). Tout est donc une question de perception. Ainsi, les gens peuvent croire à tort qu'ils font partie d'un groupe, et ils croient possiblement à tort que l'*éthos* ou la raison d'un groupe est telle chose plutôt que telle autre.

Par ailleurs, le seul accès que les agents ont de ces raisons ou attitudes de groupe ne peut se faire qu'à partir de données empiriques, autrement dit à partir des dires des agents, de leurs comportements, de leurs habitudes, etc. Nous n'avons pas accès aux processus mentaux subjectifs des autres agents, mais seulement à leurs manifestations. Cela signifie que si les déterminants de nos attitudes et raisons pour agir proviennent de raisons ou d'attitudes du groupe et de ses membres, il est difficile de voir comment nous pourrions y avoir accès, d'autant plus que les données empiriques ne sont pas nécessairement représentatives des attitudes. Si par exemple des agents adoptent des valeurs communes, ils n'ont qu'un aperçu personnel ou aspectuel de ces valeurs. Nécessairement à un moment donné il y aura conflit et les agents réaliseront qu'ils ne partageaient pas exactement la même perspective et les mêmes valeurs. De la même façon, ils peuvent se rendre compte en cours de route qu'ils n'avaient pas les mêmes objectifs. Dans la plupart des cas, les groupes sont plutôt formés par des agents qui ont des valeurs, des objectifs et des buts différents, mais qui réussissent néanmoins à fonctionner en tant que groupe, ce qui est très bien et même préférable au groupe qui adopte une perspective commune, les partis politiques en sont un exemple. Ils sont composés d'individus provenant de milieux différents, ils ont des valeurs souvent contradictoires, mais pourtant, il n'y a aucun doute qu'ils peuvent, de par leur statut, leur rôle et le pouvoir qui y est

associé, engendrer des structures institutionnelles et former des intentions communes. Ainsi, ce n'est pas parce que les agents font des compromis ou mettent de côté leurs préférences et leurs désirs, qu'ils partagent nécessairement une perspective commune ou qu'ils ont des raisons pour agir qui sont semblables. Il s'agit simplement de coopération et celle-ci n'implique pas que les agents fonctionnent à l'intérieur d'un groupe au mode pluriel. L'approche de Tuomela n'est pas conforme au subjectivisme prescrit par certaines formes d'individualismes méthodologiques puisqu'elle suppose que nous ayons une connaissance exhaustive des motivations et des préférences des autres et qu'il soit possible qu'il en résulte quelque chose de commun que chacun connaîtra et acceptera.

3.3 Le statut ontologique des attitudes de groupe

Pour Mises (1951), le collectivisme est vrai et compatible avec l'individualisme méthodologique s'il affirme seulement que des individus s'associent et coopèrent pour atteindre certains objectifs. Par contre, le collectivisme est faux s'il affirme que des entités collectives existent indépendamment, à côté des individus, et qu'elles ont des intérêts, des buts et un esprit.¹³⁸ Tout ce qui importe, c'est que les entités collectives n'existent pas à l'extérieur des individus. C'est de l'intérieur qu'elles peuvent influencer le cours des choses. L'aspect collectif n'est qu'un aspect particulier de l'action d'un individu. Les concepts collectifs sont utilisés par les individus pour penser et agir dans le monde. Il s'agit d'un individualisme ontologique plutôt qu'épistémologique ou méthodologique.

L'approche de Tuomela est en accord avec l'individualisme ontologique décrit par Mises. Pour Tuomela, les théories individualistes sont suffisantes pour expliquer

¹³⁸ Mises, L. Von, *Socialism: An Economic and Sociological Analysis*, London: Jonathan Cape, 1951, 596 p.

pleinement les phénomènes sociaux.¹³⁹ Il est toutefois prêt à admettre que certaines propriétés ou relations sociales sont irréductibles à des propriétés individuelles.¹⁴⁰ Il considère toutes les théories utilisant des prédicats sociaux comme acceptables, tant qu'elles n'affirment pas l'existence d'un « tout » social supra individuel. Tuomela a une conception de l'individualisme méthodologique très libérale, n'étant préoccupé que par un individualisme ontologique (Tuomela, 1990).

L'individualisme méthodologique tel que présenté jusqu'à maintenant est subjectif et psychologique, et donc plutôt épistémologique. Mais l'individualisme méthodologique contient également des thèses empiriques et réductrices qui ont entre autres des implications ontologiques.

3.3.1 Le réductionnisme au niveau de l'action

Une évolution des thèses empiristes de l'individualisme méthodologique a été constatée au chapitre précédent. La plupart du temps, l'analyse empirique a comme objet non pas les phénomènes mentaux eux-mêmes, mais les représentations de ces phénomènes. Dans le cas des intentions communes, il s'agit de leurs conditions de satisfaction. Par conséquent, les thèses empiriques de l'individualisme méthodologique n'impliquent pas que les attitudes et les actions collectives soient réduites à un ensemble de comportements individuels, il peut s'agir d'attitudes distinctes. Mais nous devons pouvoir réduire les thèses à propos de phénomènes collectifs à des thèses à propos des individus qui les composent. L'État-nation est réductible aux individus qui le composent, comme le fait remarquer Wisdom (1931). De la même façon, les thèses à propos

¹³⁹ Tuomela, R., « Methodological Individualism and Explanation », *Philosophy of Science*, Vol. 57, No. 1 (Mar., 1990), p. 133.

¹⁴⁰ Notons qu'il est question ici de propriété, et non d'entité.

d'intentions collectives sont réductibles à celles qui concernent des attitudes des individus qui les possèdent. Pour Tuomela, ce n'est pas toujours très clair d'un point de vue épistémologique, parce que le point de départ de l'analyse semble souvent être le groupe. Cela ne signifie pas que l'attitude commune n'existe pas et qu'elle n'est qu'une conjonction d'attitudes individuelles.

Au niveau ontologique, les groupes n'ont pas à proprement parler de « raison pour agir ». Tuomela remarque seulement que du point de vue fonctionnel, il semble raisonnable d'affirmer que certains groupes peuvent avoir des états mentaux. Comme ce fut mentionné, un groupe au mode pluriel est une quasi-personne, sans l'être de façon littérale. Ce type de remarque faisant la distinction entre le niveau ontologique et le niveau fonctionnel est compatible avec l'individualisme ontologique puisque la « raison de groupe » n'est présente que dans l'esprit des agents individuels. Dans le même sens, bien qu'une intention commune soit partagée par des individus, elle n'est pas directement réductible, bien qu'elle ne soit pas non plus une attitude distincte.

Pour montrer que des attributs collectifs peuvent être attribués à des individus, Tuomela utilise un réductionnisme token-token plutôt qu'un réductionnisme type-type. Il ne considère pas les attributs ou les propriétés des groupes comme étant identiques aux attributs ou aux propriétés des individus. La connexion entre les attributs collectifs et les attributs individuels est globale et générale. De ce fait, il ne considère pas qu'il existe d'attributs coextensifs entre les prédicats individuels et collectifs, donc un attribut individuel ne peut pas être identique à un attribut collectif. La relation entre les attributs des groupes et ceux des individus est plutôt comme une forme de relation de

survenance.¹⁴¹ Il s'agit d'une forme particulière de réductionnisme où seules certaines caractéristiques associées aux intentions communes qui sont possédées par les individus sont identiques aux attributs du groupe. Comme la réduction est token-token plutôt que type-type, il n'y a pas à proprement parler de réduction. Cette relation peut être utile pour effectuer une redescription des phénomènes sociaux en termes individuels, sans pour autant réduire les premiers aux derniers.

Tuomela explique les intentions communes à partir des comportements des individus. Ce sont bien des individus qui agissent à l'intérieur de groupes au mode pluriel, bien que ces derniers soient une véritable instance institutionnelle organisée. Ce n'est pas le groupe en tant que tel qui agit. Ce que fait remarquer Tuomela est simplement le fait qu'il y a des déterminants sociaux aux actions d'individus qui agissent à l'intérieur de ce type de groupe. Les individus agissent à cause de valeurs, d'objectifs et d'attentes qui proviennent du groupe. La « raison de groupe » est nécessairement présente en ce qui a trait aux attitudes collectives, mais elle l'est uniquement dans l'esprit et les actions des agents.

Pour résumer, dans un groupe au mode pluriel, l'explication liée à la possession d'intention commune débute à partir du groupe, rejetant l'individualisme méthodologique procédural de Schumpeter. Par ailleurs, le fait d'attribuer au groupe plusieurs attitudes sans expliquer leur provenance est problématique d'un point de vue épistémologique. Comment ces attitudes sont-elles réduites aux attitudes des agents qui la composent? Comment les attitudes du groupe sont engendrées à partir des attitudes individuelles?

¹⁴¹ Il s'agit de la traduction que fait P. Engel de *supervenience* (voir la note de P.Engel dans D. Davidson, *D. Actions et événements*, p. 286-7. On peut aussi traduire le terme par « dépendre systématiquement de » (voir P. Jacob, « Le problème du rapport du corps et de l'esprit aujourd'hui » in D. Andler éd., *Introduction aux sciences cognitives*, Paris, Gallimard, 1992, p. 315).

Tuomela ne répond pas à ces questions, sauf en mentionnant que cela se fait par acceptation collective, ce qui est nettement insuffisant. Encore une fois, il est possible de demander comment cela se manifeste chez les agents.

À l'égard des thèses subjectivistes, il a été montré que les attitudes du groupe pouvaient difficilement influencer l'agent de façon subjective. Pour qu'un nombre si important d'agents se coordonnent pour accepter les mêmes buts, les mêmes valeurs et les mêmes intentions, chacun doit avoir accès objectivement aux données sociales, ce que ne permettent pas les thèses subjectivistes de l'individualisme méthodologique. Le groupe n'existe que de façon subjective et comme chaque agent en a une perception particulière, son influence est également subjective et indirecte, ce qui rend difficile la formation d'attitudes et de points de vue communs.

D'un point de vue ontologique, les propriétés attribuées aux groupes sont d'une certaine façon réductibles ontologiquement aux individus, rendant ainsi l'approche de Tuomela conforme aux thèses individualistes davantage ontologiques.

3.4 La construction collective de la société

Une des raisons avancées par Tuomela (1988) pour introduire la notion d'intention commune est sa capacité à expliquer le monde social. L'intention commune et la perspective de groupe (ou commune) sont les deux éléments centraux de la formation de la socialité. Cette perspective commune (ou point de vue du groupe) n'est rendue possible que parce que l'agent évolue dans un groupe et qu'il possède avec les autres certaines intentions et croyances communes, donc parce qu'il y a acceptation collective de l'*éthos* du groupe. L'intention commune reflète l'idée de groupe au niveau individuel, elle permet à la fois l'élaboration de la socialité et l'exécution d'actions conjointes puisque la socialité

s'élabore à partir d'actions conjointes, qui sont elles-mêmes la réalisation d'intentions communes.¹⁴² Cela doit servir d'élément conceptuel de base à toute explication en sciences sociales.

3.4.1 L'importance du mode pluriel

La notion de mode pluriel est essentielle à la création des phénomènes sociaux, en particulier les formes de socialités plus complexes qui contiennent des structures de pouvoirs et qui attribuent des rôles à des agents. Le modèle du sujet pluriel permettrait d'expliquer les faits institutionnels les plus complexes. Le mode pluriel est meilleur que le mode singulier parce qu'il favorise les liens entre les membres du groupe « en tant que groupe », et donc les proto-attitudes. De telles attitudes ne sont possibles qu'avec le mode pluriel.

Tuomela affirme que bien des actions sociales nécessitent des actions communes où le mode pluriel est requis. Ces activités nécessitent la participation de plusieurs personnes, comme les parties de tennis, les mariages ou certaines activités artistiques. Si les membres du groupe fonctionnent en tant que membre du groupe, il n'y aura pas de conflits entre la rationalité collective et individuelle. Par exemple, deux personnes peuvent se marier pour des raisons différentes. L'un le fait par amour et l'autre pour obtenir des prêts et bourses. Au contraire, si ces personnes se marient pour les mêmes raisons, leur activité commune a plus de chance de fonctionner correctement.

Cela étant dit, il n'est pas acquis que le mode pluriel soit nécessaire pour la coordination et la coopération. Dans l'exemple précédent, une simple conversation aurait pu suffire pour être certain que chacun se marie pour les mêmes raisons. La coopération

¹⁴² Tuomela, R. & Miller, K., 1988, *op. cit.*, p. 370.

et la coordination existent aussi chez des agents qui ne font pas partie de groupes et qui partagent des valeurs qui sont différentes. Par contre, la coopération est effectivement nécessaire pour créer la réalité sociale.

Il y a des arguments évolutionnistes et développementaux en faveur de la coopération et de la synchronie entre nos comportements et ceux des autres. Ces arguments proviennent de l'anthropologie et de la psychologie. Certains affirment que l'intentionnalité collective est ce qui distingue les humains des autres espèces animales. Ils affirment que les premières formes rudimentaires d'intentions partagées qui impliquent la coopération apparaissent vers l'âge de 9 ou 12 mois (Tomasello et al., 2005). Des résultats éthologiques démontrent également que l'intentionnalité collective a modifié positivement l'évolution de l'humain d'un point de vue biologique et culturel (Kropotkine, 1902). Il est possible de coopérer sans pour autant satisfaire toutes les exigences nécessaires à la formation d'un groupe pluriel. La coopération est un phénomène biologique et inné, ce n'est pas quelque chose que l'on acquiert en évoluant dans un certain type de groupe.

Les concepts collectifs de raison de groupe, de condition de collectivité et d'acceptation collective qui sont utilisés par Tuomela pour expliquer les intentions et les actions communes permettraient la morale et la philosophie sociale. Ces concepts permettent aux agents qui agissent à l'intérieur d'un groupe au mode pluriel de déterminer quels sont les comportements appropriés. Ils influencent les agents d'une façon normative qui est essentielle à la formation de la socialité.

Bratman minimisait avec raison l'importance des obligations et des engagements dans l'élaboration des intentions et des actions partagées. Son approche lui permettait seulement d'expliquer une forme de socialité très modeste qui n'incluait pas les

comportements collectifs qui impliquent la coopération et le pouvoir. Pour Tuomela, au contraire les institutions sociales sont construites à partir d'activités sociales normatives dans lesquelles les membres du groupe sont censés agir en tant que membre d'un groupe avec un engagement collectif. Les institutions sociales doivent être constituées par l'acceptation collective de type pluriel. Même lorsque le mode pluriel n'est pas nécessaire, il est souvent plus efficace, en termes d'utilisation optimale des ressources, que le mode singulier. Les agents agissant sous le mode pluriel économisent des ressources, du temps et de l'énergie comparativement aux agents agissant à l'intérieur d'un groupe au mode singulier. L'action comme membre d'un groupe au mode pluriel, avec son atmosphère de coopération, est également plus plaisante et désirable pour les agents.

L'erreur de Tuomela est de ne pas faire la distinction entre posséder une attitude collective et agir comme membre de groupe. Ce sont deux choses différentes. Le mode pluriel n'est pas nécessaire à la coopération. Bien des agents coopèrent sans nécessairement former un groupe. Il n'est pas nécessaire que les agents adoptent une perspective commune ou un *éthos* pour agir collectivement. Si un agent forme l'intention commune de déplacer un meuble avec un autre agent, il s'agit bien d'une intention commune et elle nécessite la coopération. En outre, il n'y a pas de rationalité collective. Tout ce que les agents tentent d'effectuer lorsqu'ils agissent de façon commune, c'est d'effectuer leur part de l'activité. Ils doivent simplement avoir une rationalité minimale à propos de l'exécution de leur part de l'action qui leur permettra de ne pas se nuire mutuellement lors de l'exécution de l'action commune.

3.4.2 La création collective de la réalité sociale

Plusieurs des propriétés de la vie sociale sont fabriquées collectivement par des agents qui agissent dans un groupe au mode pluriel. Tuomela s'inspire des actes de discours déclaratoires pour expliquer à sa manière la création collective du monde social (Searle, 1995).

Il reconnaît le caractère collectif des aspects performatifs et constructifs de plusieurs notions sociales et institutionnelles. Pour Tuomela cependant, la disponibilité au groupe (*for-groupness*), donc le fait que les agents agissent comme membre du groupe, en respectant son *éthos* par exemple, est également essentielle à la création collective du monde social. Tout cela se fait puisque la condition de collectivité est satisfaite: il s'agit, rappelons-le, du fait que nécessairement, *E* est l'*éthos* d'un membre du groupe seulement s'il s'agit de l'*éthos* de tous les membres du groupe. « La réalité institutionnelle est générée et constituée par des groupes au mode pluriel, dans laquelle des agents agissent en tant que membre du groupe. »¹⁴³

La condition de collectivité est le produit de l'acceptation collective de l'*éthos* du groupe par les agents. Elle est performative au sens où si elle cesse d'exister, la disponibilité au groupe n'est plus présente. La disponibilité au groupe implique que les membres du groupe agissent comme membre du groupe et donc respectent l'*éthos* du groupe et agissent à partir de raison de groupe et pour le groupe. Pour Tuomela, la disponibilité au groupe est l'effet normatif des institutions sociales au niveau du groupe. La réalité institutionnelle peut donc être constituée et engendrée par des groupes au mode

¹⁴³ Tuomela, R., *The Philosophy of Sociality: The Shared Point of View*, New York, Oxford University Press, 2007, p. 182.

pluriel où les individus agissent en tant que membre de ce groupe. Les actions au mode singulier peuvent bien sûr être présentes dans un contexte institutionnel. Par contre, elles ne sont pas constitutives du contexte social.

Le groupe et la perspective de groupe sont encore une fois essentiels pour la création du monde collectif. Les institutions sont habituellement des « réponses collectives » en vue de satisfaire des besoins d'agents à l'intérieur d'un groupe et la satisfaction de leurs besoins est nécessaire au bon fonctionnement du groupe. Le groupe et les institutions ont donc aussi comme rôle la satisfaction des besoins des individus. Il y a une forme de nécessité impliquée dans la création des faits sociaux et institutionnels. Comme les attitudes du groupe influencent les attitudes individuelles présentes dans les intentions communes, les institutions qui en résultent permettent aussi la possibilité de nouveaux comportements qui sont différents par rapport à la situation préinstitutionnelle. Les institutions vont par la suite elles-mêmes exercer une influence sur les individus. La nature des institutions sociales est entre autres culturelle pour Tuomela.¹⁴⁴ Il s'agit d'artefacts qui exercent parfois une pression importante sur le choix des agents. Alors que l'acceptation collective implique habituellement un libre choix, au niveau pratique les institutions peuvent contraindre les individus de façon importante. Tuomela ajoute le mode pluriel au caractère performatif de la création collective du monde social.

3.4.3 Les effets constitutifs de l'acceptation collective

Un peu comme les actes de discours dans l'approche de Searle, l'acceptation collective dans l'approche de Tuomela a un effet constitutif sur les phénomènes sociaux. Dans son optique, les institutions et la socialité sont un phénomène de groupe et elles sont

¹⁴⁴*Ibid.*, p. 183.

constituées par celui-ci. Les façons possibles de créer la socialité ne se limitent pas aux actions et aux actes de discours déclaratoires, mais incluent aussi l'acceptation collective de contenu d'attitudes. Dans le cas d'une croyance par exemple, il peut y avoir une acceptation collective du contenu de la croyance par les membres d'un groupe au mode pluriel. Cela représente la relation entre les individus et le groupe dans lequel ils évoluent. Le contenu de la croyance est entièrement construit par cette acceptation collective.

Tuomela affirme « qu'il n'y a aucun " input " extérieur nécessaire au groupe pour établir la vérité ou la fausseté de la croyance ».¹⁴⁵ Les comportements des membres entraînent la « validation sociale » de la croyance et la rendent vraie par le groupe.¹⁴⁶ Il y a une double direction d'ajustement, comme c'est le cas pour les actes de discours déclaratoires. La croyance du groupe (qui est une institution pour Tuomela, puisque son contenu est créé), est entièrement construite par le groupe, avec une direction d'ajustement allant du monde à l'esprit, et l'acceptation collective de son contenu par les membres du groupe valide la croyance et la rend vraie. Il y a donc aussi présence d'une direction d'ajustement allant de l'esprit au monde, par exemple la croyance selon laquelle les fourrures du castor sont de l'argent représente aussi l'acceptation collective par le groupe du fait que ces peaux d'animaux constituent une monnaie d'échange.¹⁴⁷

La forme générale de l'acceptation collective du contenu de la croyance est la suivante: « Un groupe accepte collectivement et construit (avec une valeur de vérité) un contenu pour *G* avec un engagement collectif. »¹⁴⁸ Ce type de construction collective n'est pas disponible au niveau de l'individu, où il n'y a qu'un agencement d'acceptations

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 185.

¹⁴⁶ Il y a donc présence d'une vérité relative au groupe.

¹⁴⁷ Tuomela, R., 2007, *op. cit.*, p. 185.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 186.

privées du contenu, le groupe au mode pluriel est donc nécessaire à la création de la réalité sociale.

L'acceptation collective du contenu constitutif d'une attitude a deux conséquences sur la relation individu/groupe. Ce qui est créé pour le groupe s'applique à tous les membres, la relation implique la généralité, même pour les futurs membres du groupe. De plus, il y a un désintéressement de l'individualité une dépersonnalisation et un anonymat. Il y a donc interchangeabilité entre les agents. Peu importe l'agent, l'acceptation collective du contenu de la croyance demeure vraie. Ces conséquences permettent d'expliquer la préséance du groupe sur l'individu lors de la formation d'intention commune. L'effet de cette préséance permet l'élaboration de faits sociaux très étendus, stables et ayant un certain pouvoir de contraindre les individus.

L'acceptation collective du contenu d'une croyance peut ainsi constituer une règle constitutive. Cette acceptation collective est performative et constitutive puisqu'elle aurait pu prendre la forme d'une déclaration par les membres du groupe. Par exemple: « Nous les membres du groupe, par la présente, considérons que la fourrure d'écureuil est de l'argent dans notre groupe [...]. »¹⁴⁹

Il faut préciser que Tuomela n'attribue pas de caractère performatif aux croyances du groupe, cela serait problématique, car il n'y a pas d'état mental qui possède la double direction d'ajustement, les croyances ne peuvent donc pas être performatives. Plutôt, l'acceptation collective du contenu de la croyance rend ce dernier constitutif et crée l'institution. La croyance a ainsi une portée contraignante sur le groupe et elle est centrale à l'explication de la construction sociale et de sa durabilité.

¹⁴⁹ *Loc. cit.*

L'analyse des institutions de Tuomela est intéressante. Elle reprend d'ailleurs plusieurs idées avancées par Searle, notamment le caractère collectif des aspects performatifs et constructifs de plusieurs notions sociales et institutionnelles. Toutefois, l'analyse des attitudes et des actions collectives de Tuomela ne permet pas d'expliquer le caractère spontané des attitudes et des actions collectives. Elle ne permet pas d'explicitier comment et pourquoi les individus agissent de façon commune ou collective en tant qu'individus et non qu'en tant que membre de groupe. La plupart de nos actions, même celles qui sont communes, n'impliquent pas que nous nous questionnions sur la raison du groupe, sur le point de vue du groupe ou sur une perspective commune quelconque.

Tuomela met l'accent sur l'engagement, mais il ne considère pas les actions et les attitudes de groupe qui impliquent la coopération et qui s'effectuent souvent en l'absence d'engagement et d'obligations. Toutefois, l'ajout de ces éléments normatifs lui permet d'expliquer les différentes formes de socialité d'une façon plus élaborée que ne le fait Bratman. Il est cependant possible de constater que l'introduction de nombreux concepts sociaux tels que la perspective de groupe, l'acceptation collective et l'*éthos* du groupe (et ce qu'il implique) n'est pas conforme aux thèses subjectivistes de l'individualisme méthodologique.

Bratman et Tuomela ne distinguent pas qualitativement les attitudes communes et les attitudes individuelles. Nous allons maintenant présenter les approches de Searle et Gilbert. Elles se distinguent des deux précédentes en attribuant aux intentions collectives un mode propre, qui est qualitativement différent des intentions individuelles. Par ailleurs, nous allons voir que Searle se distingue de Tuomela en minimisant le rôle des éléments normatifs présents dans la constitution des intentions collectives, tout en faisant de ces dernières des capacités fondamentales, préintentionnelles, de l'esprit humain.

*« Pour ce qui est de l'action humaine,
les choses sont ce que les gens qui
agissent pensent qu'elles sont. »¹⁵⁰*

-Friedrich Hayek

CHAPITRE 4: L'INTENTIONNALITÉ COLLECTIVE SELON SEARLE

L'approche de Searle diffère de celle de Bratman et celle de Tuomela. Selon lui les intentions collectives ne sont pas réductibles aux intentions individuelles, elles sont un phénomène primitif.¹⁵¹ Pour éviter d'avoir à introduire une nouvelle attitude, Bratman inclut seulement dans le contenu des attitudes individuelles une activité commune. Au contraire, Searle affirme que les attitudes communes sont bien des attitudes distinctes, pas seulement en ce qui a trait à leur mode ou à leur contenu, comme le suggère également Tuomela, mais elles sont différentes qualitativement. Rappelons que pour Tuomela, bien que les attitudes communes ne se réduisent pas directement aux attitudes individuelles, elles ne sont pas distinctes de ces dernières pour autant. Il y a seulement une différence en ce qui concerne leur mode, qui est pluriel plutôt qu'individuel. Notons que Searle et Tuomela affirment tous les deux que les intentions collectives sont le produit de l'évolution biologique de l'espèce humaine. De même, pour Searle et Tuomela, une même personne peut posséder une intention collective, contrairement à Bratman. Cette

¹⁵⁰ Friedrich Hayek (1953) *Scientisme et sciences sociales. Essai sur le mauvais usage de la raison*, Paris, Édition Pocket, p. 32.

¹⁵¹ Searle, J.R., « Collective Intentions and Actions », in P. Cohen, J. Morgan and M. E. Pollack (eds.) *Intentions in Communication*, Cambridge, Mass.: MIT Press, Bradford Books, 1990. p. 401.

caractéristique des intentions collectives va dans le sens des thèses subjectivistes de l'individualisme méthodologique.

Bien que l'approche de Searle ressemble aux attitudes au mode pluriel que décrit Tuomela, elle s'en distingue à plusieurs niveaux. La différence la plus importante est qu'elle ne contient pas d'aspects normatifs qui proviennent du groupe. Les attitudes communes sont plutôt formées à partir d'une intentionnalité collective située dans un arrière-plan qui regroupe des capacités mentales la plupart du temps non-représentatives. Malgré toute absence de référence au groupe, Searle accorde également de l'importance à l'accessibilité de l'information en notant le rôle central du langage dans la création des faits institutionnels. Si l'approche de Bratman était fonctionnaliste et celle de Tuomela normative, l'approche de Searle est subjectiviste.

4.1 Les intentions collectives

Pour expliquer les attitudes et les actions collectives, Searle reprend essentiellement les caractéristiques des intentions individuelles et les transpose aux intentions collectives. Dans l'article *Collective Intentions and Actions* (1990), il affirme que: « les intentions collectives sont un phénomène primitif qui ne peut être analysé comme étant seulement la somme d'intentions individuelles. »¹⁵² Pour lui, les intentions collectives sont qualitativement différentes des intentions individuelles, ces dernières sont plutôt dérivées des intentions collectives. Le problème n'est pas à son avis de déterminer s'il existe ou non des intentions collectives irréductibles aux attitudes individuelles, mais bien de spécifier quelle est leur forme logique.

¹⁵² Searle, J.R., 1990, *op.cit.*, p. 401.

4.1.1 L'irréductibilité des attitudes collectives

Searle (1990) utilise un exemple pour montrer que les intentions collectives ne sont pas qu'une somme d'intentions individuelles.¹⁵³ Il imagine plusieurs personnes assises dans un parc, lorsqu'il commence à pleuvoir, toutes les personnes se lèvent et courent directement sous un chapiteau. Les personnes partagent certaines attitudes communes, par exemple le désir de ne pas être trempé, ou l'intention d'aller s'abriter sous le chapiteau. Il s'agit d'attitudes individuelles selon Searle puisqu'elles n'ont pas l'intention d'y aller ensemble, chaque personne a l'intention d'y aller seule, même si elles partagent certaines attitudes.¹⁵⁴ Imaginons maintenant un autre groupe de personnes qui convergent dans le même parc, toujours à cause de la pluie, et vers le même chapiteau, mais cette fois, ils font partie d'un ballet extérieur. Leurs comportements sont identiques (de façon empirique) aux comportements des gens dans le cas précédent, nous ne pourrions pas les distinguer d'un point de vue extérieur ou objectif. Par contre, de façon subjective ils sont différents. Dans le premier cas, l'intention individuelle est indépendante des intentions des autres personnes, chacune a pour intention individuelle de courir sous le chapiteau, alors que dans le deuxième cas, bien qu'identiques d'un point de vue extérieur, l'intention et l'action sont collectives, les personnes n'ont pas d'intention individuelle d'aller sous le chapiteau. Elles ont l'intention collective d'effectuer une chorégraphie ensemble. Cela n'était pas le cas dans le premier exemple, ainsi deux

¹⁵³ *Ibid.*, p. 404.

¹⁵⁴ Les agents peuvent même se supporter mutuellement (voir le chapitre 2 à propos de l'approche de Bratman). Si une personne chute, une autre l'aidera probablement à se relever pour atteindre le chapiteau le plus rapidement possible. Malgré tout, il n'y a toujours pas d'intentions collectives impliquant la coopération.

ensembles de comportements individuels identiques peuvent satisfaire une intention individuelle ou une intention collective.

Même Bratman n'aurait pas considéré que les agents possédaient une intention partagée dans la première version de l'exemple de la pluie. Dans ce cas précis, les agents avaient l'intention partagée de converger vers le chapiteau pour éviter d'être trempés, mais lorsque les agents effectuent cette action, il y a seulement une prise en compte de l'autre, notamment pour ne pas que les actions de l'un nuisent à celles de l'autre. Par contre, les agents ne sont pas redevables les uns envers les autres, caractéristique que Bratman avait attribuée aux intentions partagées pour qu'elles engendrent des actions partagées.

Pour Tuomela, l'exemple de la pluie n'est pas une attitude commune, même au mode singulier. Par contre, nous pouvons voir que les trois composantes qu'il avait identifiées comme faisant partie des intentions communes sont présentes, sans pour autant qu'il y ait véritablement une intention commune. Dans cet exemple, les gens avaient probablement une croyance à propos du fait que chacun voulait aller se réfugier sous la pluie, et chacun était conscient du fait qu'il est fort probable que tous partageaient cette croyance. Il est pourtant évident que ces actions ne représentaient pas une action collective ou une action commune. Dans l'optique de Tuomela, les agents ne formaient pas un groupe et ne possédaient pas de proto-attitude.

Contrairement à Tuomela, Searle voit un problème à analyser les intentions collectives à partir d'intentions individuelles et de croyances communes, puisque nous devons postuler un infini de croyances dirigées vers la possibilité d'effectuer l'activité commune, et que cela produit une régression à l'infini.¹⁵⁵ Cette régression à l'infini a pour

¹⁵⁵ Searle, J.R., *The Construction of Social Reality*, New York, First Free Press Edition, 1995, p. 24.

lui des conséquences pratiques vicieuses, d'où l'introduction de l'intentionnalité collective et du sens de l'autre qui est à la base des attitudes communes. Le problème de la régression ne semblait pas poser de problèmes pour Tuomela et Miller (1988),¹⁵⁶ tout comme Ruben (1985).¹⁵⁷ Pour Fitzpatrick (2003)¹⁵⁸ également cette régression à l'infini ne cause aucun problème pratique. Cela ne rend pas impossible l'exécution d'intention collective en utilisant des intentions individuelles et des croyances, tout comme le paradoxe de Zénon ne cause aucun problème pratique chez la majorité des lecteurs, bien que nous puissions nous exercer philosophiquement avec lui. Les individus n'ont pas besoin d'avoir un nombre infini de croyances pour arriver à une intention collective, il suffit généralement de deux ou trois degrés de croyances comme Tuomela le propose. Il est à noter que dans d'autres cas, le phénomène de régression à l'infini ne semble pas poser de problèmes pour Searle, entre autres lorsqu'il est question de la sui-référentialité de plusieurs faits sociaux. Cependant, Searle propose un autre exemple pour montrer que les intentions collectives ne peuvent être réduites à des intentions individuelles auxquelles des croyances communes sont ajoutées. Il en sera question plus loin.

Bien que les intentions collectives ne soient pas réductibles aux intentions individuelles, il y a un lien entre les deux, les intentions individuelles sont dérivées de l'intention collective.

¹⁵⁶ Tuomela, R. & Miller, K. (1988) « We-Intention », *Philosophical Studies* 53, Kluwer Academic Publishers, p. 371.

¹⁵⁷ Ruben, D.H., (1985) *The Metaphysics of the Social World*, London, Routledge, p. 109.

¹⁵⁸ Fitzpatrick, Dan, (2003) « Searle and Collective Intentionality, The Self-defeating Nature of Internalism with Respect to Social Facts », in *American Journal of Economic and Sociology*, Volume 62, Issue 1, p. 45-66.

4.1.1.1 Le problème de la corrélation d'intentions collectives

Pour Margaret Gilbert (2006), une intention collective ne peut pas être partagée par plusieurs agents. En ce sens, Searle commet une erreur en supposant qu'il y a plusieurs intentions collectives, chacune étant située dans la tête des agents. Pour elle, les intentions collectives telles que décrites par Searle ne sont pas véritablement des intentions collectives. Au contraire, comme nous pourrions le constater au chapitre suivant, pour qu'une intention collective en soit véritablement une, quelque chose doit arriver dans le monde. Une forme d'engagement ou d'obligation qui lie les participants est nécessaire pour que les agents puissent véritablement posséder une intention collective. Il doit y avoir un espace de communication entre les agents de telle sorte qu'ils forment l'intention collective ensemble.¹⁵⁹ Nous pourrions constater au prochain chapitre que cette position est difficile à défendre.

4.1.2 La structure formelle des intentions collectives

Searle expose la structure formelle des intentions collectives en rappelant celle des intentions individuelles.¹⁶⁰ Les intentions individuelles de base ont deux composantes: une composante mentale et une composante physique. La composante mentale renvoie aux choses qu'elle représente, dans la mesure où nous sommes capables de nous représenter les conditions de satisfaction qui sont nécessaires à la satisfaction de notre attitude. La composante physique est ce qui cause la représentation, c'est-à-dire ce qui cause notre

¹⁵⁹ Cet espace de communication n'est pas nécessairement linguistique.

¹⁶⁰ Searle, J.R., *The Making of the Social World: The Structure of Human Civilization*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 27.

expérience de telle ou telle chose. La causalité est donc intentionnelle et par conséquent, la composante mentale cause la façon physique de la représenter.

Cette structure formelle des intentions individuelles pose un problème pour les intentions collectives. Il est très difficile de déterminer comment la composante physique d'une intention collective peut causer quoi que ce soit et par conséquent, comment nous pouvons nous représenter une intention collective qui nécessite la participation de plusieurs personnes. Si notre attitude collective renvoie à quelque chose, qu'est-ce que c'est ? Et puisque la causalité est sui-référentielle, comment notre intention peut-elle causer quelque chose de collectif, c'est-à-dire qui ne dépend pas uniquement de nous ? Comment une intention collective de la forme « j'ai l'intention que nous » peut-elle mouvoir le corps de plusieurs individus?¹⁶¹ Étant donné qu'il n'y a rien d'autre que des actions individuelles, la causalité intentionnelle doit s'effectuer à travers elles. Selon Searle, le problème avec les intentions collectives est aussi de déterminer comment la composante physique peut causer la composante mentale puisqu'elle est collective, alors que la composante mentale est individuelle. La composante physique, qui s'avère être les conditions de satisfaction de l'intention collective, ne dépend pas de l'agent. Il peut difficilement en avoir une perception nette et précise.

Une façon de résoudre ces problèmes est de distinguer le mode psychologique et le contenu propositionnel. Lorsque nous avons des intentions collectives, il y a une partie du contenu propositionnel que nous pouvons causer et un autre que nous tenons pour acquis. En reprenant la distinction entre contenu propositionnel et mode psychologique, cela permet de préciser ce qui peut et ce qui ne peut pas faire partie du contenu

¹⁶¹ Nous avons vu que Bratman et Tuomela avaient un problème semblable et que la solution qu'ils proposaient n'était pas satisfaisante.

propositionnel des attitudes collectives. Parce que les intentions collectives sont sui-référentielles, leur contenu propositionnel ne peut représenter que ce que l'agent est en mesure de faire, ou d'influencer. Cela nécessite la présence d'intentions individuelles qui sont dérivées des intentions collectives et qui ont un contenu propositionnel différent de l'intention collective. Par exemple, nous avons l'intention en action collective de faire ensemble un gâteau. Dérivé de cette intention en action collective se trouve une intention individuelle « Je mélange les œufs, en tant que partie de notre intention collective ». Le contenu de l'intention individuelle est différent de l'intention collective, car nous effectuons chacun une partie de cette intention collective. Ainsi, il y a une intention collective qui est irréductible, et plusieurs intentions individuelles qui en sont dérivées. Les intentions sont intrinsèquement différentes, de par leur nature et leur contenu. Donc chez un agent qui possède une attitude collective, il y a une intention collective et une intention individuelle, et l'intention collective est irréductible et distincte de l'intention individuelle. Par ailleurs, ces deux niveaux de l'intention collective sont présents de façon simultanée, il y a une intention individuelle parce que l'agent ne peut pas à lui seul exécuter une action qui requiert la participation de plusieurs personnes, c'est de cette façon que l'intention individuelle est dérivée de l'intention collective.

Deux façons d'expliquer cette dérivation ont été présentées au premier chapitre (Searle, 2010).¹⁶² Il s'agit de la relation causale « au moyen de » et la relation constitutive « de la façon ». Si nous coopérons et que notre contribution individuelle cause l'action collective, la relation causale entre les deux intentions est « au moyen de ». Par exemple, nous avons l'intention en action collective de *nettoyer la vaisselle ensemble* « au moyen

¹⁶² Searle, J.R., 2010, *op. cit.*, p. 51.

de » une intention individuelle *j'essuie la vaisselle*. L'intention en action collective cause seulement mon action individuelle, ce que je suis en mesure de faire, mais mon action individuelle rend vrai les conditions de satisfaction de l'intention collective au complet, si bien sûr chacun a fait sa part de la bonne façon. Dans l'autre cas, si nous coopérons et que notre contribution individuelle constitue l'effet désiré, les deux intentions ont une relation constitutive « de la façon ». C'est le cas lorsque nous avons l'intention de présenter un concert ensemble. Chacun joue de son instrument en supposant que chacun fera sa part, et cela constitue l'action désirée. Donc *nous jouons la Symphonie no. 5 de Beethoven*, de la façon (cela constitue l'action collective) *je joue de la contrebasse*.

En général, la relation « moyen-fin » présente dans une action collective telle que « nous faisons de la sauce hollandaise " au moyen de ", je verse les ingrédients, tu les brasses... » est accomplie à l'aide d'actions individuelles pour que l'action collective puisse être réalisée. La relation causale entre l'intention collective et les intentions individuelles est semblable à celle de l'action individuelle complexe où nous disons: « j'ai fait feu, en appuyant sur la détente. » Il n'y a pas deux intentions, mais bien une seule. Dans le cas d'une intention collective, l'agent ne fait pas deux actions avec deux intentions, il n'y a pas une intention collective et une intention individuelle, il y a seulement une intention individuelle qui contribue à l'action collective. Le moyen utilisé pour la réalisation de l'action collective est individuel et le but collectif.

Il n'y a donc pas de problème à dire « Je verse les ingrédients afin que nous fassions ensemble de la sauce hollandaise ». L'action individuelle fait partie de l'action collective. Cette relation peut être représentée de la façon suivante: *l'intention collective B au moyen de l'intention individuelle A (cette intention cause: A et cause B)*. Donc: j'ai l'intention collective *B*, dans laquelle je fais ma part en effectuant mon action individuelle

A. Le contenu de l'intention collective est que l'intention en action collective cause l'intention individuelle que j'essuie la vaisselle ce qui cause à son tour que la vaisselle soit nettoyée. La sui-référentialité de l'intention collective d'un agent serait ainsi limitée à ce qu'il peut lui-même exécuter comme action. Il n'y a aucune référence à l'intentionnalité des autres dans le contenu propositionnel de l'intention en action de l'agent, qui se trouve à être ce qui est entre parenthèses.

4.1.3 La présupposition de l'autre comme condition cognitive

Cette structure formelle des intentions collectives rend superflue toute présupposition de l'autre comme préalable à la formation de ce type d'intention. Nous venons de voir que pour certains philosophes, les intentions collectives peuvent être réduites à un groupe d'intentions individuelles auxquelles nous ajoutons des croyances mutuelles, par exemple, une croyance selon laquelle les autres membres du groupe ont également l'intention d'effectuer leur part de l'intention collective, ou encore la croyance que les autres ont également cette intention. Pour Searle les croyances communes ne sont pas nécessaires à l'élaboration des intentions collectives. Lorsque nous formons des intentions collectives, il n'est pas nécessaire que nous sachions ce que les autres ont l'intention de faire ou de ne pas faire. En particulier lorsque nous effectuons des actions complexes, nous ne savons pas toujours ce que font les autres, tout ce qui est nécessaire est que nous croyions que les autres partagent le même but que nous et qu'ils aient l'intention d'effectuer leur part. Par ailleurs, la simple présence de croyances mutuelles

ne garantit pas la possession d'une attitude commune. Il nous présente un exemple¹⁶³ en reprenant les trois composantes de l'approche de Tuomela et Miller (1988).¹⁶⁴

Les trois composantes en question, qui ont été présentées au troisième chapitre, sont les suivantes. En premier lieu, un agent une intention commune « *A* a l'intention d'effectuer sa part de *X* ». Ensuite, une croyance mutuelle « *A* croit que les autres membres du groupe vont au moins tenter d'effectuer leur part de *X* ». Et finalement, il y a une autre croyance représentant l'engagement des membres à l'égard de l'activité commune qui peut être exprimée de la façon suivante: « *A* croit qu'il y a une croyance mutuelle entre les membres du groupe à l'effet que les autres membres du groupe vont au moins tenter d'effectuer *X* ». Searle propose un exemple pour montrer que cette façon d'analyser les intentions collectives n'est pas adéquate. Il est facile de voir qu'un membre d'un groupe peut satisfaire ces exigences tout en n'ayant pas d'intention collective (Searle, 1990).

Imaginons un groupe d'étudiants en économie qui acceptent la théorie de la main invisible d'Adam Smith (1776). Tous les étudiants croient qu'en poursuivant leurs propres intérêts de façon égoïste ils aideront l'humanité. Ils forment donc l'intention commune d'aider l'humanité en faisant leur part, c'est-à-dire en poursuivant leur intérêt de façon égoïste, cela satisfait la première composante des intentions communes de Tuomela et Miller. De plus, chacun a une croyance à l'effet que les autres membres du groupe ont les mêmes croyances. Ils ont assisté au même cours, donc ils savent que chacun a cette information. Puisqu'ils ont la même information, ils agiront de la même façon. Un membre de ce groupe d'étudiants peut posséder les trois composantes des intentions communes de l'approche de Tuomela et Miller sans pour autant avoir une intention

¹⁶³ Searle, J.R., 1990, *op. cit.*, p. 405.

¹⁶⁴ Voir le chapitre précédent, section 3.1.1 La composition des intentions communes.

collective. Tout d'abord, « *A* a l'intention de poursuivre ses intérêts de façon égoïste, sans égard à personne, et ainsi effectuer sa part et aider l'humanité ». Ensuite, « *A* croit que les autres membres du groupe vont aussi poursuivre leurs intérêts égoïstes et ainsi aider l'humanité ». Finalement, étant donné que « *A* sait que tous ont étudié au même institut économique, il croit qu'il y a une croyance mutuelle selon laquelle chacun poursuivra ses propres intérêts, et que cela sera bénéfique à l'humanité ». Selon Searle, cet exemple montre que les agents possèdent toutes les composantes faisant partie des intentions communes de Tuomela et Miller, mais il n'y a aucune intention collective. Il y a même une idéologie explicitement acceptée à l'effet que les intentions collectives sont inefficaces.

Searle en arrive à la conclusion que non seulement les intentions collectives ne sont pas réductibles à des intentions individuelles, mais elles ne s'expliquent pas non plus à partir de ces composantes cognitives. Il s'agit plutôt du fait que lorsque l'intentionnalité est collective, chaque agent doit présupposer que les autres membres vont également faire leur part de l'action, ce qui s'avère une condition préparatoire. La plupart des actions collectives durent, et nous présupposons que les autres veulent la faire également. Comme ces actions prennent du temps, les agents peuvent voir si les autres ont contribué, et cela leur en fait une confirmation.

Les croyances communes, de la façon dont elles sont présentées, ne sont pas nécessaires.¹⁶⁵ Nous devons supposer que les autres ont le même but que nous, mais pour ce qui est de leur intention individuelle, qui est dérivée de l'intention collective, nous n'en avons pas directement connaissance. Cela est particulièrement vrai dans le cas d'actions

¹⁶⁵ Ce qui distingue la « condition cognitive » de Searle de celles de Bratman et Tuomela.

complexes effectuées par de grands groupes, lorsque nous ne savons pas explicitement ce que font les autres.

L'introduction de ce type de condition cognitive (qui est une présupposition)¹⁶⁶ permet de distinguer ce que nous pouvons causer individuellement de la contribution des autres que nous tenons pour acquise.¹⁶⁷ Il n'est pas requis de la part de l'intentionnalité des individus qu'ils connaissent la part de l'intentionnalité des autres. Ainsi nous pouvons avoir des intentions collectives individuellement et nous tromper sur la participation des autres à notre intention. La condition cognitive de Searle a une forme plus faible que celles présentes dans les autres approches, ce qui lui permet d'éviter le problème de régression auquel a dû faire face Tuomela. Cette caractéristique de l'approche de Searle lui donne également son caractère subjectiviste. Cette supposition selon laquelle les autres ont l'intention de participer à l'action commune est rendue possible par le sens de l'autre, qui est une capacité mentale non représentative de l'arrière-plan.

4.1.4 Le sens de l'autre

Une des raisons de ne pas réduire les intentions collectives aux intentions individuelles est qu'elles impliquent la coopération. Le constat a été fait que des croyances communes et des intentions individuelles associées en vue d'accomplir un objectif commun ne sont pas équivalentes à la coopération, le simple fait d'avoir des buts partagés et que ce fait soit connu des autres n'est pas suffisant, même Bratman le reconnaît. De plus, les différentes formes d'engagement et d'obligation que Tuomela inclut dans sa description des attitudes communes ne sont pas suffisantes et n'expliquent pas comment

¹⁶⁶ Searle n'utilise pas le terme de condition cognitive.

¹⁶⁷ Searle, J.R., 2010, *op. cit.*, p. 50.

nous agissons en coopérant. En effet, les engagements et les obligations présupposent plutôt l'intentionnalité collective et la coopération et ne peuvent donc servir à les expliquer. Par exemple, « il n'est pas nécessaire d'effectuer une promesse pour qu'il y ait intentionnalité collective; plutôt, la conversation dans laquelle la promesse est effectuée, acceptée ou rejetée est déjà une forme d'intentionnalité collective. »¹⁶⁸ L'intentionnalité collective est donc nécessaire pour expliquer la coopération et faire référence aux autres en l'absence de croyances ou de connaissances communes, elle permet la possession d'attitudes collectives et elle est une capacité intrinsèque à la conscience humaine.

L'introduction d'une forme collective d'intentionnalité peut sembler suspecte. Comment nos états mentaux collectifs peuvent-ils référer à des entités collectives qui n'ont aucune existence ? Nous savons ce à quoi renvoie l'intentionnalité individuelle, c'est-à-dire que nous savons ce qui doit être le cas pour que notre attitude soit vraie. Par contre, nous ne sommes pas toujours capables d'identifier ce à quoi renvoient nos attitudes collectives, puisqu'il s'agit en partie d'une présupposition.

Pour expliquer comment cette présupposition fonctionne, Searle situe l'intentionnalité collective dans l'arrière-plan, avec d'autres capacités et phénomènes nous permettant d'avoir des intentions collectives. Rappelons que l'arrière-plan est constitué de caractéristiques générales et dominantes qui sont nécessaires aux comportements collectifs.¹⁶⁹ À l'intérieur de cet arrière-plan se trouve également ce que Searle nomme « le sens de l'autre », qui est une capacité préintentionnelle¹⁷⁰ nous permettant d'identifier les agents potentiels pouvant coopérer avec nous. Un sens de

¹⁶⁸ *Loc. cit.*

¹⁶⁹ Et à plusieurs comportements individuels, comme je l'ai mentionné au chapitre 1.

¹⁷⁰ Donc qui ne renvoie à rien de bien précis.

l'autre doit être présent pour permettre aux intentions collectives d'être effectuées sous un mode coopératif. Il est indépendant et pourrait exister même s'il n'y avait aucune intentionnalité collective. Il n'est pas constitué par l'intentionnalité collective, cette dernière présuppose plutôt un « sens de l'autre » pour fonctionner.

L'intentionnalité collective présuppose une capacité de l'arrière-plan, le sens de l'autre, comme agent coopératif possible, c'est-à-dire cela présuppose un sens de l'autre plus fort que la simple présence d'un agent conscient, mais plutôt comme un membre potentiel d'une activité coopérative (ma traduction).¹⁷¹

Le sens de l'autre permet aux individus de s'engager dans des comportements collectifs en leur procurant une anticipation de la présence d'autres agents, qui est un préalable à l'intentionnalité collective. Il permet à l'agent de percevoir les autres en tant que candidat pour partager l'intentionnalité. Il s'agit pour Searle d'une capacité biologiquement primitive et une condition nécessaire à tout comportement collectif et à toute conversation en général. Nous pouvons considérer ce « sens de l'autre » comme un « sens d'effectuer » (ou de vouloir, croire...) quelque chose ensemble.

Searle admet que les intentions collectives, telles qu'il les explique posent certains problèmes. Le problème le plus important concerne la justification de ce sens de l'autre et de l'arrière-plan dans lequel il fonctionne. Searle affirme qu'il s'agit d'une présupposition et que seule la recherche empirique pourrait la justifier, ce n'est pas le genre d'argument qui satisfasse la critique.

D'un autre côté, puisque les intentions collectives ne sont pas réductibles à des intentions individuelles, nous pouvons nous questionner sur leur mode d'existence. Pour Searle, lorsqu'il est question d'intention collective nous devons à tout le moins respecter deux conditions. En premier lieu, la description d'une intention collective doit être

¹⁷¹ Searle, J.R., 1990, *op. cit.*, p. 415.

cohérente avec le fait que la société est composée uniquement d'individus, il n'y a aucune conscience de groupe qui existerait à l'extérieur des consciences individuelles. Il s'agit d'une nécessité ontologique. Deuxièmement, la description des attitudes collectives doit également être cohérente avec le fait que ce type d'attitudes est indépendant de la réalité extérieure, donc indépendante du fait que l'individu se trompe ou pas, qu'il y ait effectivement intention ou comportement collectif ou non. Les intentions collectives sont indépendantes du monde extérieur.

D'un point de vue ontologique, l'intentionnalité individuelle de chaque personne est dérivée de l'intentionnalité collective qu'ils partagent. Ce n'est pas parce que l'intentionnalité n'existe que dans la tête des individus que cette forme d'intentionnalité doit uniquement faire référence aux individus dans lesquels elle existe.¹⁷² La vie mentale ne doit pas seulement être exprimée de la forme d'une phrase singulière faisant référence à l'individu uniquement. Cependant, et c'est le sens de la deuxième condition, malgré le fait que l'intentionnalité soit collective, les caractéristiques particulières de cette forme d'intentionnalité impliquent un subjectivisme passablement restrictif.

4.1.5 Le subjectivisme de l'intentionnalité collective

La structure de l'intentionnalité individuelle que Searle (1983) a définie est indépendante des faits réels. Toute l'intentionnalité, collective ou non, aurait pu avoir lieu dans un cerveau qui est dans une cuve, isolée du monde qui l'entoure. Ce subjectivisme s'applique autant à l'intentionnalité individuelle qu'à l'intentionnalité collective. Cela signifie qu'un agent peut avoir une intention collective même s'il n'y a pas de coopération et même si les autres agents n'existent pas. Il peut à lui seul former une intention collective

¹⁷² Searle, J.R., 1995, *op. cit.*, p. 45.

en croyant seulement que les autres ont également cette intention, il n'a pas besoin d'avoir de croyances ou d'engagements quelconques et il n'a pas à considérer le groupe dans lequel il évolue. C'est pourquoi nous disons que l'approche de Searle est subjectiviste par rapport aux autres approches, compte tenu du fait que les autres ne sont pas nécessaires à la possession d'attitudes collectives, les intentions collectives sont indépendantes du monde réel. Les autres seront uniquement nécessaires lorsque viendra le temps d'exécuter les actions collectives produites par les intentions, et même à ce niveau, la personne peut encore se tromper et croire à tort que les autres agissent avec elle.

Searle (2010) rappelle avec raison que l'individualisme méthodologique n'implique pas que l'on réduise les intentions collectives aux intentions individuelles. Elles doivent être liées à un certain moment et d'une certaine façon, mais ce n'est pas parce que toute l'intentionnalité existe uniquement dans le cerveau des individus que l'intentionnalité collective ne peut exister à l'intérieur également, mais sous une forme grammaticale qui serait plurielle.

4.2 Le réductionnisme ontologique des attitudes collectives

L'introduction d'une attitude irréductible aux intentions individuelles peut contredire la recommandation de Weber quant à l'utilisation de concepts collectifs (1949). Rappelons-nous que Weber critiquait l'utilisation de concept collectif pour représenter la réalité. Par contre, l'individualisme de Weber se situe au niveau de l'action, seuls les individus agissent. Par conséquent, les concepts collectifs ne doivent pas être éliminés entièrement de l'analyse philosophique des attitudes et des actions collectives. Cependant, nous devons garder à l'esprit qu'il n'y a rien de tel qu'une personnalité collective qui « agit ». Les concepts collectifs ne doivent pas désigner des objets et des propriétés du

monde naturel, mais plutôt servir à expliquer un certain type d'action sociale qui est effectuée par plusieurs personnes (Weber, 1922). Une action sociale n'est qu'une action orientée vers le comportement des autres.

Ainsi, dans l'approche de Searle, l'intentionnalité collective est une propriété intrinsèque à la conscience des agents qui est causée, et réalisée par leur cerveau. L'approche de Searle est réductible puisque l'intentionnalité collective est réductible aux individus et à leur cerveau. Cependant, et c'est dans ce sens qu'il est commun de qualifier l'approche de Searle de non réductive, l'intentionnalité collective n'est pas réductible à l'intentionnalité individuelle. C'est pourquoi il est plus juste de dire que l'approche de Searle est réductrice, mais non-éliminatrice (Sawyer, 2002). En outre, les actions collectives ne sont pas effectuées par des groupes ou des entités supra-individuelles, mais par des agents qui ne font que présupposer la participation des autres agents.

Jusqu'à un certain point, nous pouvons dire que l'approche de Searle est en accord avec plusieurs thèses de l'individualisme radical développé en économie et en psychologie. Le sens de l'autre et l'arrière-plan ne font pas directement référence à la socialité, parfois ils ne renvoient à rien, ils sont préintentionnels. Pour Searle, il a été montré que l'intentionnalité collective peut fonctionner de façon isolée. Son approche est subjectiviste et internaliste. Nous n'avons pas besoin des autres pour avoir ce type d'attitude. Elle semble donc conforme aux thèses subjectivistes de l'individualisme méthodologique, ce qui n'est pas le cas.

En fait, l'intentionnalité collective n'est présente que parce qu'il y a le sens de l'autre. Ces deux capacités font partie de l'arrière-plan, qui est lui-même influencé par les institutions et les autres formes de socialité modeste. Ainsi, l'arrière-plan permet aux agents de percevoir les règles constitutives comme des raisons pour agir. Ces règles

constitutives sont des formes de socialité subjectives qui influencent les agents de façon objective. D'un point de vue épistémologique, les thèses de Searle diffèrent de celles de l'individualisme méthodologique fort, qui ne tenait compte que des désirs et préférences individuelles pour expliquer les comportements et les attitudes des agents, sans tenir compte du fait que les agents coopéraient et effectuaient les actions ensembles. Weber (1949) reconnaît l'existence de la structure sociale et de la société, mais leur influence sur les attitudes et les actions des agents s'en trouvait limitée puisque celle-ci est également subjective, elle se manifeste comme le ferais un conditionnement, par l'influence qu'elle exerce sur les désirs et les préférences des agents. Les thèses psychologues et subjectivistes sont étroitement liées.

La difficulté vient aussi du fait qu'en ce qui a trait à l'action collective, l'agent tient compte des autres et il coopère. Si nous considérons que la coopération est déjà une forme de socialité, il semblerait que cette dernière influence directement les attitudes et les actions des agents, ce qui leur procure leur aspect qualitativement collectif.¹⁷³ Le rôle attribué à la coopération semble contradictoire avec les thèses épistémologiques psychologues de l'individualisme méthodologique fort.

Par exemple, Searle mentionne explicitement: « les structures institutionnelles créent des raisons d'agir indépendantes du désir. »¹⁷⁴ L'intentionnalité collective, en créant les structures intentionnelles, permet aux agents d'engendrer des raisons d'agir qui sont indépendantes de leurs désirs et de leurs besoins. La question, et par le fait même le problème, est celle-ci: comment est-ce possible que les formes simples de socialité

¹⁷³ Il est utile de rappeler que je ne considère pas la coopération comme étant le simple fait d'agir contre ses propres intérêts de façon à ce que cela soit profitable au plus grand nombre, contrairement à Elster (1989), mais plutôt le fait de participer à une œuvre commune.

¹⁷⁴ Searle, J.R., (2005) « What is an Institution? », *Journal of Institutional Economics*, n.1, juin, p. 11.

influencent de façon causale les agents, puisque celles-ci ont un mode d'existence subjectif ? Pour l'instant les thèses de l'individualisme méthodologique n'incluent pas l'influence causale et objective des formes de socialité sur les actions collectives, contrairement à ce qu'affirment Tuomela et Searle.¹⁷⁵

4.2.1 L'évolution de l'individualisme méthodologique

Malgré tout, Searle affirme que son approche est conforme à l'individualisme méthodologique, ce qui est vrai, mais il importe de distinguer les différents types d'individualismes méthodologiques. Ce dernier ne se limite pas aux versions fortes de l'école autrichienne d'économie ni à la théorie du choix rationnel. Nous devons tenir compte du fait que l'individualisme méthodologique a évolué, notamment en philosophie, et que cela permet de comprendre comment des objets qui ont un mode d'existence subjectif peuvent influencer objectivement les agents. La modification des thèses épistémologiques de l'individualisme méthodologique (Popper, 1944) ira davantage dans le sens de l'approche de Searle.

Le développement de l'individualisme méthodologique n'a pas été linéaire. Par contre, sa tendance a été plutôt claire. Selon Udeh (2001), il semble progresser, plus récemment et dans une perspective plus large, d'un individualisme méthodologique fort vers un individualisme méthodologique faible, qui ne se limite pas aux préférences individuelles, mais tient compte de la causalité des faits sociaux. Une erreur récurrente est de se limiter à la version forte de l'individualisme méthodologique, alors qu'à un certain

¹⁷⁵ Pour Bratman, cela semble différent. Les normes ne sont pas à proprement parler des raisons pour agir, mais plutôt des dispositions.

moment, plusieurs économistes importants, dont Kenneth Arrow,¹⁷⁶ ont exprimé des doutes concernant l'état de la science économique et sa pertinence. Cette dernière étant la science sociale la plus individualiste, il a fait remarquer que l'individualisme méthodologique qui y prévalait était peut-être problématique, en particulier la théorie de l'équilibre général.¹⁷⁷ En sociologie, à l'autre extrémité des sciences sociales, plusieurs sociologues dont James Coleman (1990) et Raymond Boudon (2001) ont également exprimé des inquiétudes à l'égard de leur discipline. Par contre pour eux l'individualisme méthodologique serait plutôt la solution (Udeh, 2001).

Cette importante différence de perception est possible uniquement parce que chacun n'entend pas la même chose par individualisme méthodologique. Cette confusion a engendré un important questionnement en ce qui a trait à sa nature. À la suite de ce questionnement, l'individualisme méthodologique s'est recentré et s'est par le fait même précisé. Il ne se limite plus à l'individualisme qui prévaut en économie et correspond davantage aux approches traitées dans le cadre de ce travail, puisque le niveau macrosocial est maintenant considéré dans l'explication des comportements des agents. Cette évolution a des implications importantes, en particulier lorsque vient le temps d'assigner des pouvoirs causaux à certaines caractéristiques qui ne font pas partie des désirs et des préférences individuelles. Ainsi Weber reconnaissait l'influence des faits sociaux, mais uniquement de façon subjective, ce qui limitait énormément leur pouvoir causal d'influencer les comportements des agents.

¹⁷⁶ Arrow, K., « Methodological Individualism and Social Knowledge », in *The American Economic Review* Vol. 84, No. 2, Papers and Proceedings of the Hundred and Sixth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1994), pp. 1-9.

¹⁷⁷ Arrow K. J. and G. Debreu, « The Existence of an Equilibrium for a Competitive Economy », *Econometrica*, vol. XXII, p. 265-90, 1954.

Popper (1944), Watkins (1952) et Agassi, (1952) ont contribué au développement de l'individualisme méthodologique, leurs disciplines, respectivement la philosophie et la sociologie, étant les disciplines en sciences sociales ayant le plus influencé l'individualisme méthodologique faible. Ces différentes conceptions de l'individualisme méthodologique faible partagent certaines thèses ou idées fondamentales, surtout celles permettant d'expliquer les attitudes individuelles et collectives à partir d'éléments extérieurs à l'individu. Les formes de socialité deviennent une partie intégrale de l'explication. Il faut tenir compte de leur existence et de leur influence causale pour expliquer les attitudes collectives. Cela n'implique pas d'abandonner les thèses ontologiques qui sont importantes, entre autres celle impliquant le fait qu'il n'y a pas de conscience collective qui pense et d'agent collectif qui agit.

4.3 Les problèmes épistémologiques de la coopération

Il semblait évident qu'il ne serait pas possible d'appliquer aux sciences sociales et à la philosophie la méthode individualiste radicale utilisée en économie. Aucun individu n'agit de façon isolée à partir de préférences et de choix individuels. Ce serait trop simpliste, comme le mentionne Searle (2010). Comme mentionné plus tôt, la signification est, à bien des égards, culturelle. Bien qu'elle ne soit pas déterminée par la culture, nous la présumons lorsque nous donnons un sens aux choses et aux événements. Mais il y a plus, certains facteurs ayant un mode d'existence subjectif, comme la culture, influencent l'individu de façon objective, même pour une approche internaliste et subjectiviste comme celle de Searle, et ce, parce que les contenus de pensée à propos de ces institutions est accessible de façon objective (Popper, 1944). Cela ne nie pas la majeure partie des thèses de l'individualisme méthodologique, il y a cependant un repositionnement à l'égard de sa

composition. Nous allons voir que le repositionnement de l'individualisme méthodologique qui a été fait par Popper (1944) et Watkins (1952) coïncide avec l'explication de l'élaboration de la socialité que propose Searle.

4.3.1 L'influence de la structure et des institutions

C'est avec Popper (1944) que l'individualisme méthodologique faible se distingue de l'individualisme méthodologique fort. Pour éviter les effets négatifs des thèses subjectivistes et psychologues quant à l'explication des faits sociaux, Popper tient compte de la relation des agents avec la socialité lorsqu'il énonce les principes de l'individualisme méthodologique. À partir de ce moment, la doctrine a un regain de popularité à l'extérieur des sphères de l'économie, probablement parce que Popper, étant philosophe, était plus lu que les membres de l'école autrichienne. Le rôle causal et objectif des institutions sociales et des formes de socialité rend maintenant possible la prise en compte de facteurs sociaux dans l'élaboration des attitudes collectives, notamment le sens de l'autre et la coopération, qui sont centraux à l'approche de Searle.¹⁷⁸

Pour Popper, et c'est ce qui le distingue de Weber, Mises et Hayek, la considération des institutions est aussi nécessaire que celle des individus pour expliquer les actions collectives et des autres phénomènes sociaux. Par contre, les institutions doivent être analysées à partir d'une méthode qui est individualiste. L'innovation la plus intéressante de Popper a été de considérer les contenus de pensée à propos des institutions sociales comme étant accessibles de façon objective par les agents, comme l'avait fait Durkheim (1894) auparavant.¹⁷⁹ En admettant que les contenus de pensée à propos des

¹⁷⁸ Mais pas les concepts élaborés par Tuomela, puisque celui-ci n'utilise pas de méthode individualiste.

¹⁷⁹ Pour une comparaison intéressante entre Searle et Durkheim, voir Lukes, Steven., « Searle Versus Durkheim », in S.L. Tsahatzidis, (ed.), *Intentional Acts and Institutional Facts*, Springer, 2007, p. 191-202.

institutions sociales aient une influence objective, parce que les agents y ont directement accès, cela permet de leur attribuer une influence causale sur les attitudes et les actions des agents. Ainsi, lorsque nous effectuons une action collective, nous tenons compte des formes de socialité et des institutions, qui sont extérieures à l'individu et en relation avec les autres. Les phénomènes sociaux sont créés par nous et nous influencent par la suite. Il faut mentionner cependant que ces institutions et ces formes de socialité auxquelles fait référence Popper sont réductibles aux individus et cessent d'exister si les individus n'y participent plus, donc s'il n'y a plus acceptation collective de leur statut et du système de règles qui y prévalent. Ainsi les institutions, bien que relatives à l'intentionnalité des agents, ont à certains égards une influence objective sur les agents. La réalité sociale n'est plus perçue uniquement de façon subjective, mais elle l'est également de façon objective.

Pour montrer l'interaction entre l'agent et le mode social, Popper postule l'existence de trois mondes dans l'univers, chacun existant de façon autonome dans la réalité. Il y a le monde des objets physiques, le monde des états de conscience et le monde objectif des contenus de pensée.¹⁸⁰ Le troisième monde contient les traditions, les œuvres d'art, les institutions, etc. Il s'agit plus précisément de la culture. Ce troisième monde est fait par l'homme, le transcende individuellement, mais agit sur lui.¹⁸¹ L'action de ce troisième monde sur les individus nous permet de considérer autre chose que la motivation et les préférences dans l'élaboration de phénomènes sociaux tels que les attitudes et les actions collectives.

¹⁸⁰ Popper, K.R. *Objective Knowledge. An Evolutionary Approach*, Oxford: Clarendon Press. 1972, p. 106.

¹⁸¹ Popper, K.R. *Unended Quest: An Intellectual Autobiography*, Glasgow: Fontana/Collins. 1976, p. 187 et 195.

Cette théorie de Popper, selon laquelle les contenus de pensée à propos des institutions ont une influence objective, peut sembler appartenir à la tradition holistique puisqu'il assigne aux institutions un monde qui est distinct de celui des individus. Par contre, lorsque Popper affirme que les contenus de pensée à propos des institutions ont une influence objective, il faut préciser qu'il n'affirme pas que les institutions sont indépendantes de l'intentionnalité des agents et qu'elles sont des états mentaux objectifs. Les contenus de pensée à propos des institutions sont dans la tête des individus, car Popper adhère aux thèses de l'individualisme ontologique. Là où Popper se distingue, c'est lorsqu'il assigne un pouvoir causal aux institutions en mentionnant qu'elles ont des effets concrets (objectifs) sur les individus. Ce qui signifie que nous devons considérer ces institutions lorsque nous décrivons les formes de socialité, les attitudes et les actions collectives. Elles ne font pas qu'influencer les agents de façon subjective à travers leurs désirs et leurs préférences. Il s'agit d'une thèse épistémologique qui demeure individualiste, mais qui se distingue de celles de l'individualisme méthodologique fort.

Cette distinction effectuée par Popper entre l'objectivité des institutions et la subjectivité des contenus de pensée correspond à la distinction de Frege entre sens et dénotation. Ainsi, comme Frege l'avait souligné, il y a une distinction fondamentale entre le sens d'une expression et sa dénotation. La dénotation est le référent de l'expression qui désigne objectivement une partie de la réalité, alors que le sens est une fonction mentale particulière ou une façon de se référer à la dénotation. Ce qui est important dans ce cas-ci, et ce qui fait le lien avec Popper, c'est que le sens n'est pas qu'une représentation subjective, le sens est objectif, conventionnel et partagé par la communauté de locuteurs. Ainsi :

On peut observer la lune au moyen d'un télescope. Je compare la lune elle-même à la dénotation; c'est l'objet de l'observation dont dépendent l'image réelle dans la lunette produite par l'objectif et l'image rétinienne de l'observateur. Je compare la première image au sens, et la seconde à la représentation ou intuition. L'image dans la lunette est partielle sans doute, elle dépend du point de vue de l'observateur, mais elle est objective dans la mesure où elle est ouverte à plusieurs observateurs (Frege, 1892).¹⁸²

C'est ce à quoi fait référence Popper lorsqu'il affirme que les états de pensée des individus à propos des institutions sont accessibles objectivement, bien qu'ils n'existent que dans leur tête. Pour Popper, l'action et la pensée humaine sont partiellement causées par les faits sociaux. Il existe un monde autonome d'idées objectives au-dessus des individus. Contrairement à l'école autrichienne, Popper ne s'intéressera pas à la nature ontologique des objets collectifs. Pour lui, l'individualisme méthodologique concerne davantage l'explication des phénomènes sociaux. Ces distinctions, faites par Popper, ont mené à différentes versions d'individualismes.

À la suite de Popper, Watkins a précisé la doctrine de l'individualisme méthodologique et il a énoncé clairement les principes de l'individualisme méthodologique faible (1952). L'idée à la base de sa méthodologie individualiste est que tous les phénomènes sociaux sont des créations humaines, ce qui est tout à fait conforme aux approches de Tuomela et Searle. Cela implique que d'un point de vue ontologique, nous devons expliquer et réduire les phénomènes sociaux, dans un sens large, aux attitudes psychologiques individuelles.¹⁸³

Watkins donne deux raisons pour accepter l'individualisme méthodologique dans sa version plus modérée. Ces deux raisons sont une thèse ontologique et une autre

¹⁸² Frege G. (1892) « Sens et dénotation », in *Écrits logiques et philosophiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1971, p. 106.

¹⁸³ Watkins, J.W.N. « The Principle of Methodological Individualism », *The British Journal for the Philosophy of Science*, 3, 186-89. 1952, p. 28.

épistémologique (1953). La thèse ontologique implique l'idée que la société n'est pas un organisme. Les phénomènes sociaux sont dérivés des états mentaux des individus. Ils consistent en des individus qui se comportent de façon intelligente et qui s'influencent directement ou indirectement de façon compréhensive. Les individus s'influencent mutuellement, il ne s'agit pas d'une simple prise en compte de l'autre à partir de ses désirs et de ses préférences comme c'était le cas pour l'école autrichienne.¹⁸⁴ Une telle considération de l'autre ne peut mener à des actions collectives qui impliquent la coopération.

Watkins se distingue aussi du subjectivisme et de l'individualisme méthodologique fort en affirmant que les faits sociaux continuent d'exister lorsqu'ils ne sont pas perçus. Ils ont une existence qui est, d'une certaine façon, indépendante des perceptions individuelles. Par contre, les choses sociales créées et formées à partir d'attitudes personnelles cessent d'exister en tant que choses sociales si les attitudes les supportant n'existent plus. Malgré le fait que les phénomènes sociaux cessent d'exister si les attitudes qui les ont créés sont abandonnées, ils peuvent avoir un certain pouvoir causal sur les attitudes qui leur sont sous-jacentes. Les faits sociaux sont créés à partir d'attitudes collectives qui sont subjectives, mais les contenus de pensée à propos de ces faits sociaux sont perceptibles objectivement et ils ont un pouvoir causal lorsqu'ils sont en place. L'approche de Searle montrera comment cela se produit d'une façon systématique lorsque la socialité est créée.

L'argument épistémologique de Watkins est que si les objets sociaux sont formés à partir d'attitudes individuelles, une explication de leur formation doit être individualiste.

¹⁸⁴ Nous avons vu au deuxième chapitre que Bratman critiquait cette approche.

Cet argument épistémologique a une origine empirique. L'accès à la structure générale et au système d'interaction entre les agents ne peut pas s'effectuer directement. Par contre, les dispositions et l'environnement dans lequel évoluent les agents leur sont accessibles.

La version plus modérée de l'individualisme méthodologique de Watkins inclura premièrement le fait que les êtres humains, leurs ressources et leur environnement sont le seul facteur de causalité et deuxièmement que les événements sociaux doivent être expliqués en termes de facteur humain (1959). Ainsi, les faits institutionnels et sociaux affectent et influencent les attitudes et les actions des agents, de même que les autres faits institutionnels et sociaux.

L'approche de Bratman est conforme à cette version modérée de la méthodologie individualiste. Les cas de sociabilité modeste sont expliqués à partir d'actions individuelles et à partir de la volonté des individus, donc de leurs motivations individuelles, mais aussi à partir d'une sensibilité et d'une attention mutuelle. Les intentions partagées sont aussi accompagnées d'un engagement envers l'activité commune ainsi que d'un engagement à se soutenir mutuellement si nécessaire. Or, ces influences sont causées par l'environnement, mais n'existent que dans la tête des agents. Elles lui permettent de planifier et de se coordonner avec les autres. De plus, elles influencent les intentions et les actions des agents de façon subjective, elles ne sont pas véritablement contraignantes, ce sont plutôt des dispositions individuelles. Ce ne sont pas des attitudes de groupe comme c'est le cas pour Tuomela.

L'approche de Tuomela est différente et n'est pas conforme à l'individualisme méthodologique faible de Popper. Elle inclut de nombreux éléments causaux relevant de la socialité, ce qui n'est pas problématique en soi. Ainsi, l'agent ne forme pas d'intention et d'action commune à partir de raisons qui sont individuelles, mais à partir d'éléments

qui appartiennent à l'*éthos* du groupe et à la perspective commune. Les agents sont influencés par les attitudes du groupe comme ses buts, ses croyances, ses normes et ses valeurs. Le problème est que Tuomela ne montre pas comment les attitudes du groupe sont engendrées par les attitudes individuelles, une nécessité pour l'individualisme de Popper. Ce n'est pas le fait que les agents soient influencés par ces éléments qui pose problème, Popper et Watkins l'admettent, mais plutôt le fait que ce sont les individus qui doivent élaborer ces buts, ces croyances et ces normes. Leur mode d'existence doit être subjectif, bien que leur influence soit objective, ce sont des caractéristiques de la socialité qui sont dépendantes de l'observateur, pour utiliser le vocabulaire de Searle. Tuomela, bien qu'il explique la manière dont ces éléments appartenant au groupe vont influencer les agents de façon normative, ne se prononce pas sur la façon dont les agents engendrent ces formes de socialité. C'est comme si Tuomela expliquait la possession d'attitudes communes à partir de ce qui est déterminé par le groupe alors qu'en fait les attitudes communes d'agents sont nécessaires à la formation de groupe et encore plus à la détermination de ce que doit être son *éthos*, ses buts et ses valeurs.

L'approche de Searle est compatible avec l'individualisme méthodologique de Popper et Watkins. Les institutions sont créées par les agents et elles sont dépendantes de leur intentionnalité collective pour exister, plus précisément, elles sont dépendantes de la reconnaissance collective des agents.¹⁸⁵ Les institutions sont ontologiquement subjectives, l'existence des institutions dépend des croyances et des attitudes des agents, s'ils cessent de reconnaître l'institution comme existante, celle-ci cessera d'exister. Par contre, elles affectent directement les attitudes et les actions des agents en raison de la constitution de

¹⁸⁵ Searle, J.R. (2010) *The Making of the Social World: The Structure of Human Civilization*, Oxford, Oxford University Press, p. 56.

l'arrière-plan puisque les contenus de pensée à propos de ces institutions sont perceptibles objectivement. Ainsi, lorsque les agents interagissent, ils forment des croyances, des désirs, des opinions, ils imaginent, ils comprennent et ils réfléchissent. Tous les contenus de ces formes de pensée affectent les agents de façon objective, de la même façon que la douleur que quelqu'un ressent lorsqu'il se brise le bras est perceptible objectivement, bien que son mode d'existence soit subjectif.

Malgré la distinction entre le fait social et le contenu de pensée à son propos, l'affirmation selon laquelle ces phénomènes sociaux n'existent que dans la tête des agents, mais affectent leurs comportements et leurs attitudes de façon objective a soulevé certaines critiques, qui ne sont attribuables, en fait, qu'à une confusion.

Il est possible d'introduire cette confusion avec la distinction suivante: alors qu'il y a des phénomènes indépendants de l'intentionnalité des agents, comme les montagnes, les molécules et les tremblements de terre, d'autres tels que les institutions et les faits sociaux sont dépendants de l'intentionnalité des agents. Les mariages, les lois, ou les soirées mondaines en sont des exemples, elles ont un mode d'existence qui est subjectif. Par conséquent, il ne serait pas possible de déterminer si elles existent véritablement, ce qui poserait évidemment d'importants problèmes de coordination.

4.4 Les problèmes épistémologiques découlant de l'ontologie au « je »

L'approche subjectiviste de Searle lui permet de se conformer aux thèses de l'individualisme méthodologique et également d'éviter de postuler l'existence d'un « esprit hégélien ».¹⁸⁶ Les agents peuvent penser qu'ils font partie d'un groupe ou d'un ensemble collectif sans pour autant penser que ce collectif est un primitif ontologique. Un

¹⁸⁶ Searle, J.R. (1995) *The Construction of Social Reality*, New York, First Free Press Edition, p. 35.

problème semble toutefois apparaître de l'analyse internaliste de Searle. D'un côté, l'intentionnalité collective peut fonctionner de façon isolée, comme dans une cuve. D'un autre côté, elle est un préalable au sens de l'autre, qui est non-représentatif, qui lui-même permet la coopération. Cela semble impliquer qu'il n'y ait aucune façon de déterminer qui est susceptible d'exécuter une activité coopérative avec nous. Fitzpatrick (2003) aborde ce problème internaliste.

4.4.1 Le problème de l'existence de la société

Pour Fitzpatrick (2003), Searle utilise l'intentionnalité collective comme solution à l'inéluctabilité des intentions collectives aux intentions individuelles ainsi que comme prescription de l'individualisme méthodologique. Cela entraîne selon lui un internalisme qui est radical parce qu'il va au-delà de la vie mentale des individus pour s'appliquer également aux faits sociaux. Cela a pour effet d'introduire un élément privé aux faits sociaux, ceux-ci n'existeraient que de façon subjective et cela aurait comme conséquence fâcheuse de restreindre l'accès public aux conditions à partir desquelles nous jugeons l'existence des faits collectifs (Fitzpatrick, 2003).¹⁸⁷

Cela entraîne comme effet que bien qu'un individu possède une intention collective, il n'est jamais certain si les autres membres du collectif la possèdent également (Fitzpatrick, 2003). Le sens de l'autre ne peut pas fonctionner et n'explique pas l'intersubjectivité présente lors d'une attitude collective. Comme il sera montré plus loin, plusieurs faits sociaux ou institutionnels nécessitent la participation d'un certain nombre de participants et le problème avec la théorie de Searle serait que puisque tous les faits

¹⁸⁷ Fitzpatrick, Dan, (2003) « Searle and Collective Intentionality, The self-deafeating Nature of Internalism with Respect to Social Facts », in *American Journal of Economic and Sociology*, Volume 62, January, Issue 1, p. 45.

sociaux semblent impliquer l'intentionnalité collective (qui est dans la tête des participants), nous ne pouvons plus déterminer si les faits sociaux existent ou pas. Pour Fitzpatrick, les facteurs externes sont également importants pour déterminer la nature des faits sociaux. Ils doivent avoir une existence empirique, à l'extérieur de la tête des individus alors que nous ne pouvons considérer l'intentionnalité collective que d'un point de vue interne.

Selon Searle, l'erreur de Fitzpatrick consiste à ne tenir compte que de l'intentionnalité collective dans son évaluation de la notion de faits sociaux. La socialité ne s'explique pas uniquement à partir de l'intentionnalité collective, il y a d'autres éléments impliqués dans son élaboration. Les faits sociaux sont objectifs, notamment en raison de l'importance accordée à l'assignation de statut et à la règle constitutive. Les faits sociaux impliquent l'intentionnalité collective qui est « dans la tête », mais ils ne se réduisent pas, ontologiquement, aux intentions collectives subjectives. La distinction entre les aspects ontologiques et épistémologiques est à la base de cette confusion.

Il faut distinguer ce qui est objectif ou subjectif d'un point de vue ontologique, comme cela a été fait, mais il faut aussi faire cette distinction au sens épistémique. Un phénomène ontologiquement subjectif peut être discuté ou déclaré de façon objective d'un point de vue épistémique. Le mariage, comme institution, est ontologiquement subjectif. Cette institution n'existe que relativement à l'intentionnalité des agents. Au sens épistémique, déclarer que le mariage coordonne et influence les actions et les attitudes des agents ne relève pas de l'opinion subjective,¹⁸⁸ il s'agit d'un fait objectif relatif à la connaissance d'une chose ou d'un concept.

¹⁸⁸ Bien que des désaccords puissent être présents.

Le sens de l'autre permet à Searle d'expliquer pourquoi nous percevons les autres comme candidats potentiels à la coopération. Or, cela entraîne énormément d'incertitude quant à l'existence réelle d'une telle possibilité. Le sens de l'autre, à cause de sa non-représentativité, ne peut pas équivaloir à une connaissance commune ou à une croyance partagée. Son internalisme lui permet d'éviter d'introduire des notions communes comme Tuomela le fait, mais d'un autre côté, Searle se retrouve avec une condition cognitive beaucoup moins forte. Cela peut représenter un avantage. Nous ne faisons que supposer que les autres feront leur part, et il nous est difficile de connaître l'issue de nos actions collectives. De plus, comme elles nécessitent l'apport de plusieurs agents, les chances qu'elles ne soient pas exécutées correctement sont plus nombreuses. Bien sûr il y a une dimension sociale aux intentions collectives, qui sont à la base de l'action collective, partagée ou conjointe. L'intentionnalité collective représente cette dimension sociale.

4.4.2 Le problème du subjectivisme

L'objectivité épistémologique que Searle attribue aux phénomènes mentaux des autres et aux phénomènes sociaux lui permet d'éviter les problèmes potentiels qui découlent de ce que Putnam (1975) nomme le solipsisme méthodologique tout comme les problèmes soulevés par Fitzpatrick (2003). Selon cette position, il n'est pas nécessaire de présupposer l'existence d'aucune autre personne lorsque l'on considère l'état psychologique d'un agent.¹⁸⁹

Gilbert (2006) remet en question cette position en se référant à la critique de Charles Taylor à propos de la notion de « connaissance commune » (Taylor, 1980). Il est

¹⁸⁹ Putnam, Hilary (1975) « Mind, Language and Reality », *Philosophical Papers*, vol. 2, Cambridge, Cambridge University Press, p. 220.

impossible pour les agents de connaître quelque chose de façon commune (comme le fait de posséder une intention ensemble) s'ils ne connaissent pas cette chose *à priori*, de façon individuelle. La relation entre les agents n'est pas découverte, mais construite, par exemple en regardant la personne, ses expressions, ses comportements ou sa posture. Comment un cerveau dans un bocal peut-il saisir ces éléments contextuels lui permettant de former une intention collective? Malgré les explications de Searle, notamment face au problème de l'internalisme (Fitzpatrick, 2003), le subjectivisme et l'internalisme de sa position soulèvent toujours plusieurs questions. Certains maintiennent que sa position est solipsiste puisqu'elle ne permet pas d'expliquer comment nous partageons une attitude, donc l'intersubjectivité (Meijer, 2003; Zaibert, 2003).

La réponse de Searle serait probablement qu'un agent ne sait pas si les autres ont également cette intention partagée, bien qu'il le croie. Tout ce qu'il sait, c'est le fait qu'il a lui-même une intention collective, de laquelle est dérivée une intention individuelle de faire sa part. Notons que Searle ne remet pas en question le fait que nos sens reçoivent de l'information qui provient de l'environnement, du monde extérieur. Tout ce qu'affirme Searle, c'est que d'un point de vue logique nous n'avons pas besoin de supposer l'existence d'un monde existant à l'extérieur des consciences individuelles pour expliquer l'intentionnalité collective. Ainsi, bien que le sens de l'autre soit une disposition présente en amont de l'interaction, elle est pré-intentionnelle, donc elle ne nécessite pas de connaissance commune pour fonctionner. De surcroît, l'accès au contenu des états de conscience des autres agents n'est pas possible, à la manière d'un cerveau dans un bocal. Toutefois, puisque les *stimuli* provenant de l'environnement sont perçus, tels que les gestes, les paroles, le contexte, il est certainement possible pour les agents d'en déduire les intentions des autres (avec une certaine marge d'erreur).

L'intentionnalité collective permet à Searle d'effectuer le lien entre les intentions collectives et les faits sociaux, qui sont à la base de la construction de la réalité sociale. Les approches précédentes, celles de Bratman et Tuomela, proposaient une socialité qui demeurerait plutôt limitée. Bratman n'arrivait à décrire qu'une forme d'activité partagée sans coopération, alors que Tuomela devait introduire un engagement et une forme d'obligation pour expliquer les comportements collectifs et les formes de socialité, ce qui ne semble pas correspondre à la réalité. De nombreux comportements collectifs ne nécessitent pas ce type d'engagement pour être effectués. La théorie de Searle lui permet de construire une socialité beaucoup plus élaborée sans introduire d'éléments coercitifs ou d'obligations et sans faire constamment référence aux groupes.

4.5 La réalité sociale en tant que construction.

Pour Searle, les faits impliquant l'intentionnalité collective sont des faits sociaux (1995). L'intentionnalité collective permet aux agents de créer la socialité en assignant des fonctions aux objets qui ne sont pas intrinsèquement collectifs et cette assignation de fonction ne peut se faire sans langage, donc ultimement tous les faits institutionnels¹⁹⁰ sont constitués par le langage.¹⁹¹ Celui-ci, plus particulièrement les actes de discours déclaratoires, engendre les règles et les pouvoirs qui sont à la base des institutions humaines et de toute la réalité institutionnelle.¹⁹² Les actes de discours déclaratoires ne

¹⁹⁰ Lorsqu'il sera question de faits institutionnels, il sera toujours question de faits institutionnels non-linguistiques.

¹⁹¹ Searle, J.R., 2010, *op. cit.*, p. 90.

¹⁹² Pour Balzer (2002), les faits sociaux ne nécessitent pas le langage. Le problème vient selon lui de la relation entre faits sociaux et faits institutionnels. Il n'est pas évident de déterminer la forme et le degré de dépendance des faits sociaux sur les institutions sociales. Searle tient pour acquis que les faits sociaux sont dépendants des institutions, mais il est difficile de déterminer si une description particulière de faits sociaux est compatible avec différentes descriptions d'institutions sociales. Pour Balzer, l'analyse de Searle sur les institutions n'est pas satisfaisante. Les notions d'institution sociale et de pouvoir ne sont pas

sont cependant pas nécessaires, la réalité institutionnelle peut être créée par toutes représentations possédant la forme logique des actes de discours déclaratoires.

La réalité institutionnelle est composée de plusieurs choses qui vont des institutions gouvernementales les plus complexes jusqu'aux formes de socialité informelles telles que l'amitié, les groupes ou les fêtes. Toutes les institutions contiennent des faits institutionnels qui se manifestent sous forme de droits et d'obligations.

4.5.1 L'assignation de fonction par l'intentionnalité collective

Cette imposition de droits et d'obligations se fait par assignation de fonction. Les fonctions sont toujours relatives à l'intentionnalité puisqu'elles supposent qu'un agent assigne un but quelconque à l'objet lorsqu'il lui attribue une fonction. Il y a toujours un aspect normatif à une assignation de fonction, nous lui attribuons un rôle, un statut ou une valeur.

Il est commun d'assigner des fonctions à des objets qui peuvent remplir ces fonctions en vertu de leur constitution physique. Même certaines espèces animales utilisent des objets pour atteindre de la nourriture. Nous pouvons utiliser un tronc d'arbre pour nous asseoir, le tronc d'arbre peut fonctionner comme banc seulement parce qu'il est constitué physiquement d'une certaine façon. Il en est de même pour la roche que nous utilisons comme presse papier. Dans certains cas, il y a imposition collective de fonctions à des objets qui ne peuvent remplir la fonction uniquement en vertu de leurs caractéristiques physiques. L'assignation de fonction ne s'effectue pas à partir des caractéristiques physiques de l'objet, mais parce qu'une assignation collective d'un

analysées systématiquement. Il doit y avoir une distinction plus nette entre les faits sociaux et les faits institutionnels. Une analyse adéquate de la relation entre les faits institutionnels et le pouvoir devrait permettre de clarifier cette relation, ce que fera Searle.

nouveau statut à l'objet a été effectuée (Searle, 1995), Searle nomme ce type de fonction des fonctions-statuts. Ces fonctions-statuts nécessitent l'intentionnalité collective pour être assignées, car elles ne possèdent pas les fonctions en vertu de leur structure physique comme c'était le cas pour la roche et le tronc d'arbre, elles ne la possèdent que parce qu'il y a eu reconnaissance collective de ce statut. L'acceptation collective d'un statut est constitutive de la possession du statut, le statut est donc sui-référentiel, comme le sont les attitudes intentionnelles (qu'elles soient individuelles ou collectives). La possession du statut est essentielle à la performance de la fonction qui est rattachée au statut. Il s'agit de la première étape nécessaire à la création de la réalité sociale.

L'intentionnalité collective rend possible l'assignation de fonction. Il s'agit d'une caractéristique propre à l'espèce humaine. Pour Balzer (2002), une terminologie fonctionnelle n'est pas adéquate pour expliquer la formation des institutions. Des objets, événements ou actions peuvent avoir différentes fonctions dont la nature et le nombre peuvent changer dans le temps. La fonction est trop volatile pour analyser quelque chose de stable comme les institutions humaines. Bien que Searle soit d'accord avec l'idée que les faits institutionnels sont des systèmes opérant à travers le temps, il ne croit pas que cela pose de problèmes particuliers. Il précise toutefois que la création d'une fonction-statut s'accompagne habituellement d'un nouveau pouvoir. Tous les faits institutionnels impliquent une déontologie, ce qui les rend moins volatiles.

4.5.2 L'assignation de pouvoirs

Pour Searle, il n'y a aucun fait institutionnel s'il n'y a pas certaines formes de pouvoirs. Lorsqu'il y a assignation de fonction à un statut à l'aide de l'intentionnalité

collective, ce sont des pouvoirs qui sont assignés à l'agent ou à l'objet référent.¹⁹³ Un nouveau statut est assigné à un fait brut, il acquiert par le fait même une nouvelle fonction à laquelle s'associent un certain nombre d'activités et un système déontique composé de droits, d'obligations, d'autorisations, etc.

Tous les types de faits institutionnels correspondent aux types de pouvoirs qui sont créés par un accord collectif, et ces types de pouvoir sont créés par l'accord ou de l'acceptation collective qui en est constitutive. Des fonctions et des pouvoirs peuvent être assignés à de nombreuses entités provenant de catégories ontologiques très variées: des gens, des objets ou encore des événements. Toutefois la catégorie de gens est fondamentale dans l'élaboration des institutions, l'imposition de fonction sur des objets et des événements étant toujours en relation avec les gens. Il y a donc pour Searle une réduction des faits institutionnels aux faits sociaux et une réduction des faits sociaux à l'intentionnalité collective.

Pour Tuomela (1997), Searle n'a pas fait le lien entre les fonctions des institutions et leur pouvoir déontique puisque la notion de fonction qu'il propose n'est pas suffisamment précise. Une fonction n'est qu'une simple façon d'utiliser un objet ou un rôle que l'on attribue à un agent, il doit y avoir un lien plus précis entre la fonction et le pouvoir déontique. Contrairement à ce que Searle affirme, une théorie de l'autorité sociale serait nécessaire pour déterminer comment est attribué ce type de pouvoir. Il faut expliquer la socialité à l'aide d'obligations et d'engagements selon Tuomela, nous avons pu le constater au chapitre précédent. Searle maintient que les obligations et les engagements ne sont pas nécessaires, bien qu'ils soient présents d'une certaine façon sous la forme de

¹⁹³ Des pouvoirs positifs, négatifs, conditionnels ou catégoriels.

règles constitutives. Les agents assignent des fonctions aux objets sous la forme de règles constitutives.

Pour préciser davantage le lien entre l'institution et le pouvoir, Searle (1995) identifie quatre types de fonctions-statuts qui entraînent chacune un pouvoir particulier. Celles-ci déterminent la forme que prendront les faits institutionnels qui en résultent.

Il y a la fonction-statut liée au pouvoir symbolique. Celui-ci permet de représenter la réalité selon les différents modes illocutoires. Il y a création de sens et de signification et il y a imposition de statut en donnant un nouveau sens au référent. Cela permet la création du langage et de la signification en général. Par exemple *il neige* compte pour une phrase en français. Il y a imposition de fonction-statut sur les sons ou sur les signes. Ce pouvoir symbolique est à la base de toutes les autres formes d'imposition de fonction et il annonce l'importance du langage sans la constitution de la réalité sociale.

Il y a aussi la fonction-statut permettant la création de droits et d'obligations, donc de pouvoir déontique. L'assignation d'une telle fonction-statut permet de réguler les relations entre les gens. Le pouvoir déontique peut être positif ou négatif. Il y a par exemple les permissions, les autorisations ou les certifications, mais il y a aussi ce que les agents doivent faire, comme les obligations. Toutes les fonctions-statuts qui engendrent des pouvoirs déontiques assignent à l'objet ou à la personne des droits et des obligations. Les fonctions-statuts de type déontique sont considérées comme des pouvoirs conventionnels.¹⁹⁴ Les pouvoirs déontiques permettent de distinguer les faits sociaux, qui ne nécessitent pas de pouvoir conventionnel, et les faits institutionnels qui en nécessitent.

¹⁹⁴ Il y a une différence entre les pouvoirs conventionnels et les pouvoirs physiques, bruts. Les premiers se font par l'assignation de fonction et non la seconde. C'est pourquoi l'intentionnalité collective est nécessaire pour l'assignation de pouvoirs conventionnels.

La structure logique du pouvoir conventionnel comporte certains éléments (Searle, 1995). Il y a la structure intentionnelle des faits institutionnels, celle représentée par l'intentionnalité collective qui détermine l'acceptation collective de « Y ». Cette acceptation collective lui impose un contenu qui implique un pouvoir conventionnel liant un sujet à une action. Le contenu propositionnel du pouvoir des fonctions-statuts est en partie (S fait A). La structure primitive de l'intentionnalité collective imposée à « X », dans les cas où « X compte pour Y en C » est: « Nous acceptons (S a le pouvoir, doit, peut (S fait A) ».

Le pouvoir conventionnel existe seulement lorsqu'il y a création ou processus de création. La structure de base selon laquelle la réalité institutionnelle (plutôt que sociale) est créée est la suivante: « Nous acceptons collectivement que (S a le pouvoir (S fait A)) ».

Notons qu'il y a aussi la fonction-statut honorifique. C'est-à-dire que la fonction vient du statut en lui-même. Ce sont par exemple les honneurs ou les sanctions, les gagnants et les perdants. Finalement, il y a la fonction-statut en tant qu'étape procédurale vers l'établissement de pouvoir déontique et d'honneur (votes ou points). Dans le cas d'une élection par exemple, un vote ou même plusieurs votes ne créent pas de nouveaux statuts immédiatement. Il est nécessaire qu'il y ait dépouillement des votes, que le candidat soit assermenté, etc.

4.5.3 Les règles constitutives

Les agents assignent des fonctions aux objets sous la forme de règles constitutives, donc les faits institutionnels n'existent que dans un système de règles constitutives qui représentent l'acceptation collective des fonctions-statuts et des pouvoirs qui leur sont

associés. Searle établit une distinction entre les règles qui sont régulatrices et celles qui sont constitutives.¹⁹⁵ Il y a certaines règles qui ne font que réglementer des conduites qui sont préexistantes. Le Code de la route en est un exemple. La conduite automobile existe préalablement au Code de la route. Tout ce que fait ce dernier est de réglementer la façon dont la conduite doit se dérouler, alors que les règles constitutives sont créatrices de nouveaux comportements. Lorsque nous disons que tel morceau de papier compte pour de l'argent dans le cadre d'échanges commerciaux, cela crée une nouvelle possibilité, celle d'utiliser ce morceau de papier pour payer des biens ou des services. Il en est de même pour le jeu d'échecs. Les règles du jeu sont constitutives du jeu. Si nous les modifions, nous ne jouons plus aux échecs.

La façon de codifier cette capacité d'assignation collective de fonctions-statuts à des faits bruts est représentée par la forme « *X* compte comme *Y* dans le contexte *C* ». *X* est un fait physique brut à qui nous attribuons collectivement une fonction *Y* à cause de la relation « compte pour », il est le référent ayant reçu l'imposition d'un statut auquel une fonction est attachée. Par exemple; Justin Trudeau compte comme le premier ministre dans le contexte des élections fédérales canadiennes du 4 novembre 2015. Il y a donc un fait brut (Justin Trudeau) à qui est assignée une fonction-statut, celle de premier ministre. Il ne pouvait remplir cette fonction-statut en vertu de ses caractéristiques physiques, il a été nécessaire de la lui attribuer par acceptation collective. Tant et aussi longtemps qu'il y aura une reconnaissance collective de cette fonction-statut, le fait institutionnel; Justin Trudeau en tant que premier ministre du Canada continuera à exister.

¹⁹⁵ Searle, J.R., 1995, *op. cit.*, p. 28.

Comme nous l'avons mentionné, l'imposition d'un statut auquel une fonction est attachée se fait à l'aide de l'intentionnalité collective. Pour que le *Y* assigne un nouveau statut à l'objet *X*, il doit y avoir un accord collectif, ou à tout le moins une acceptation collective de l'imposition de statut et de la fonction qui lui est attachée (Searle, 1995). L'acceptation collective doit constituer le statut pour que la fonction soit accomplie avec succès. La relation entre les éléments *X* et *Y* est à la fois non physique et causale, donc intentionnelle et sui-référentielle.

Lorsque les agents agissent et suivent les règles dans le cadre d'institutions, ils ne les suivent pas toujours consciemment ou inconsciemment, ils agissent plutôt à partir de dispositions ou de compétences pour répondre adéquatement aux prescriptions de l'institution et pour agir de façon appropriée selon les règles qui la constituent. Ces dispositions et ces compétences se situent dans l'arrière-plan, qui nous donne une certaine connaissance sur la façon de fonctionner du monde extérieur (Searle, 1995). Il intègre les expériences des agents (leur environnement) avec leurs dispositions motivationnelles. Il nous permet d'être disponibles pour certaines choses et de ne pas l'être pour d'autres, et donc il nous dispose à exécuter certains comportements. Ces rôles et ces fonctions de l'arrière-plan incitent les agents à percevoir les règles constitutives comme une raison pour agir.

Selon Searle, une institution existe toujours à travers des règles, qui sont pour lui des activités, des procédures, etc.¹⁹⁶ Pour Tuomela, l'absence d'éléments contraignants ou d'obligations qui serait l'expression d'une forme de pouvoir dans l'approche de Searle ne lui permet pas de distinguer les règles des activités et des procédures. Les règles sont

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 90.

linguistiques alors que les activités et les procédures ne le sont pas.¹⁹⁷ Searle fera cette distinction en précisant les relations entre diverses formes de fonctions-statuts et de pouvoir et en montrant comment les règles constitutives peuvent servir de motivation pour agir.

Les phénomènes sociaux qui sont créés à l'aide de l'intentionnalité collective, de l'assignation de fonction et des règles constitutives permettent à Searle de distinguer les institutions des simples conventions (Lewis, 1969). Le fait qu'un objet puisse avoir une fonction est une question de règle. Par contre, le fait de savoir quel objet peut remplir une fonction est une question de convention. Cette distinction est importante puisqu'elle permet de différencier les faits sociaux qui sont intentionnels de ceux qui ne le sont pas.

Les êtres humains ont une capacité de symbolisation liée à leur langage, cela leur permet de charger de contenu signifiant des faits qui en sont initialement dépourvus, et ainsi créer des institutions. Il n'y a pas de façon prélinguistique de formuler la règle constitutive.¹⁹⁸ Le langage précède donc les institutions (Searle, 1995). À partir du moment où des agents partagent une langue commune, ils ont déjà formé en partie la socialité. Une société possédant un langage, mais ne possédant pas certaines institutions telles que l'argent, le gouvernement ou la propriété privée peut exister, mais il est impossible qu'une société possède ces institutions tout en ne possédant pas de langage commun.

¹⁹⁷ Tuomela R., (1997) « Searle on Social Institutions », *Philosophy and Phenomenological Research*, 57, 1997, p. 435-41.

¹⁹⁸ C'est pourquoi jusqu'à preuve du contraire il n'y a pas d'institutions dans le monde animal. Les animaux communiquent entre eux, mais ne possèdent pas à proprement parler de langage qui leur permettrait d'imposer des fonctions à des objets qui sont incapables de les avoir seulement en vertu de leur constitution physique.

4.5.3.1 Le problème du « Y » autoportant

Searle affirme en 1995 qu'« il n'y a pas de faits institutionnels sans faits bruts ».¹⁹⁹ Par exemple, le morceau de papier qui compte pour de l'argent existe et est identique à l'argent. Physiquement, les deux objets sont identiques. Cependant, après assignation de fonction, le morceau de papier est traité différemment puisqu'un nouveau pouvoir lui est associé. Mais alors dans certains cas, la forme « X compte comme Y dans le contexte C » est problématique. Comme le fait remarquer Barry Smith, les termes « X » et « Y » ne coexistent pas toujours simultanément comme c'est le cas pour l'exemple cité précédemment.²⁰⁰ Lorsqu'une entreprise est créée ou lorsque de l'argent est déposé dans un compte de banque, une fonction liée à un statut est créée sans qu'il y ait de lien direct avec une entité matérielle sur laquelle reposerait l'assignation de fonction. Pour le dire autrement, il n'y a pas nécessairement de « X ». Même l'enregistrement du dépôt sur le disque dur de l'ordinateur de la banque n'est pas un fait brut sur lequel la fonction peut être assignée. Pour Smith, cet enregistrement est plutôt une représentation de l'argent comme l'est un billet de banque ou un lingot d'or.²⁰¹ Searle confond donc selon Smith la preuve de l'existence de la chose et la chose elle-même. Le problème est le même pour d'autres types d'objets tels que le droit de propriété et les dettes. Ce type d'objet, qualifié de relationnel par Smith, peut exister en l'absence de toute représentation matérielle.

Pour Searle, la formule « X compte pour Y dans le contexte C » n'est pas la définition de ce que Smith nomme un objet social. D'ailleurs, Searle affirme ne pas

¹⁹⁹ Searle, J.R., *The Construction of Social Reality*, New York, First Free Press Edition, 1995, p. 56.

²⁰⁰ Smith, Barry (ed.) (2003) *John Searle*, Cambridge/New York: Cambridge University Press, p. 25.

²⁰¹ Smith, Barry & Searle, John (2003) « The Construction of Social Reality », *American Journal Economics and Sociology*, 62: 2, p. 287.

s'intéresser aux objets sociaux et rejette cette catégorie particulière d'objets.²⁰² La formule « X compte pour Y dans le contexte C » n'est qu'un outil mnémotechnique pour se rappeler que les faits institutionnels n'existent que parce que les agents considèrent qu'ils ont un statut particulier auquel est attachée une fonction qui n'est pas réalisable qu'en vertu de ses caractéristiques physiques. Donc, la formule « X compte pour Y dans le contexte C » représente seulement le fait que le statut et la fonction de l'institution dépendent des attitudes des agents.

Pour pallier à cette confusion, Searle modifie son approche pour tenir compte explicitement du fait qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait de « X » pour que le « Y » puisse exister (Searle, 2010). Il propose plutôt la forme logique suivante pour exprimer l'assignation de fonction à un objet « Y » : « Nous rendons vrai, en le déclarant, que le statut et la fonction de Y existent dans le contexte C ».²⁰³ Ainsi, la formule « X compte pour Y dans le contexte C » n'est qu'une formulation parmi d'autres. La forme logique citée précédemment englobe les cas particuliers, notamment le problème du Y autoportant identifié par Smith (2003) et montre l'importance des actes de discours dans la création et la maintenance des faits institutionnels.

4.5.4 L'importance de la signification

Searle utilise la signification (la sémantique) pour créer une réalité qui va au-delà de la relation habituelle entre les composantes pragmatiques et sémantiques du langage. Il distingue donc la signification habituelle que possède une expression de l'intention de signification qu'a le locuteur lorsqu'il effectue une énonciation particulière. Une

²⁰² *Ibid.*, p. 301.

²⁰³ Searle, J.R., 2010, *op. cit.*, p. 99.

distinction est faite entre exprimer intentionnellement quelque chose et le faire avec une intention de signification. La différence se situe au niveau du contenu propositionnel. Ainsi, lorsqu'un locuteur exprime une proposition additionnée d'une intention de signification, il impose des conditions de satisfaction sur les conditions de satisfaction. Par exemple, si je me promène dans la maison et que je dis en me rappelant la chanson « Il est fier mon navire, il est beau mon bateau, c'est un fameux trois-mâts [...] », ²⁰⁴ j'exprime intentionnellement quelque chose en produisant des sons. Par contre, quelqu'un pourrait passer à proximité et me faire remarquer que je n'ai pas de bateau. Dans ce cas-ci, je ne voulais pas signifier que je suis fier d'avoir un bateau. Dans un autre contexte où je viens tout juste d'en acquérir un, il est fort possible que je désire signifier ma fierté à certaines personnes en énonçant exactement la même chose. Dans ce dernier cas, la production des sons a elle-même d'autres conditions de satisfaction, signifier ma fierté aux autres, pour qu'ils la comprennent. Pour Searle la signification est l'imposition de conditions de satisfaction sur des conditions de satisfaction. Les sons, qui sont une réalité physique, représentent un autre état de choses, ma fierté, qui est immatérielle. Searle le résume de la façon suivante :

Lorsqu'un acte de discours est exprimé, le locuteur effectue une énonciation significative. Il a l'intention de représenter un état de choses selon un des modes illocutoires possibles. Il a l'intention de communiquer cette représentation à l'auditeur, et son intention de communiquer est l'intention que l'auditeur soit capable de reconnaître la signification de son intention et de reconnaître que cela est requis de sa part (ma traduction). » ²⁰⁵

La capacité de signifier de cette façon est fondamentale pour l'explication de la réalité sociale. La fonction et le statut sont constitués par la pensée, par un accord collectif.

²⁰⁴ Renaud, *Dès que le vent soufflera*, 1983.

²⁰⁵ Searle, J.R., 2010, *op. cit.*, p. 75.

Comme nous l'avons vu, le terme « *Y* » crée un statut qui est additionnel aux caractéristiques du contexte « *C* ». Ce statut procure des raisons pour agir qui sont indépendantes de nos tendances naturelles et il existe seulement si les gens croient en son existence et pour y croire, les gens doivent pouvoir se le représenter. Donc, la constitution des faits institutionnels est dépendante des représentations mentales des agents, et de la même façon, les représentations mentales à propos des faits institutionnels sont dépendantes du langage. Par conséquent, toutes les institutions nécessitent des éléments linguistiques qui représentent les faits à propos de l'institution. La représentation est dépendante du langage parce que le statut et la fonction de *Y* dépendent d'un mouvement qui a la forme logique d'un acte de discours déclaratoire. Le « *Y* » n'a aucune existence indépendante de sa propre représentation, c'est pourquoi il faut une façon de le représenter. Des « mots » ou d'autres moyens symboliques logiquement analogues sont nécessaires (Searle, 1995).

L'intention de signification du locuteur est accompagnée par un certain nombre de conventions linguistiques qui sont reconnues socialement, ce sont les premières formes de fonctions-statuts auxquelles les agents assignent un pouvoir et elles sont nécessaires aux locuteurs pour qu'ils puissent communiquer à l'auditeur leur intention de signification. C'est en partie à cause de ces conventions que les locuteurs reconnaissent qu'ils sont liés aux autres lorsqu'ils expriment des attitudes collectives.

Il y a pour Searle une relation particulière entre l'imposition d'une fonction-statut et les actes de discours. Les énoncés performatifs sont utilisés lors de nombreuses créations de faits institutionnels. Lorsque le terme « *X* » (s'il y en a un)) est un acte de discours, la fonction du statut du terme « *Y* » peut être imposée seulement en le déclarant imposé. Par exemple, si quelqu'un ayant le bon statut-fonction déclare que le mariage

homosexuel est permis, le langage est par conséquent constitutif de la réalité institutionnelle (Searle, 1995). Dans ce cas, il est impossible d'avoir des structures institutionnelles sans avoir un langage parce que les mots sont constitutifs du fait institutionnel. Comme nous l'avons mentionné, Searle modifie par la suite son approche et considère maintenant que toute la réalité institutionnelle, donc l'ensemble de la civilisation humaine, est le résultat de quelque chose qui ressemble à un acte de discours ou qui a, à tout le moins, la même forme logique que les déclarations (Searle, 2010). L'ensemble de la réalité sociale est créé et maintenu en existence par des représentations qui ont la même forme logique que des déclarations de fonctions associées à un statut et ce, incluant les cas où il n'y a pas explicitement d'actes de discours déclaratoires. L'intentionnalité collective sert donc à représenter le contenu de cette forme logique semblable aux actes de discours déclaratoires.

4.5.4.1 Le rôle de la forme logique des déclarations dans la constitution de la socialité

Lorsque nous affirmons quelque chose comme: « vous êtes le vainqueur » dans le cadre d'une compétition internationale très importante, nous ne faisons pas que nous représenter un état de choses; cela nous permet plutôt en même temps de créer plusieurs états de choses qui contiendront des nouvelles règles et des nouvelles possibilités, par exemple le fait que le vainqueur puisse rencontrer le président à la Maison- Blanche ou encore qu'il ait l'obligation de participer à des œuvres caritatives. Le langage est essentiel à la création de ces règles, et Searle (2010) attribue un rôle important aux actes de discours déclaratoires. Il affirme: « All institutional facts, and therefore all status functions, are created by speech acts of a type that in 1975 I baptized as declarations. »²⁰⁶

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 11.

Une des caractéristiques importantes des déclarations est que si elles sont effectuées correctement, elles modifient la réalité. Les déclarations possèdent les deux directions d'ajustements. D'un côté elles représentent la réalité et de l'autre elles la modifient. Le fait d'accepter collectivement que quelqu'un ait un pouvoir quelconque et le fait qu'à la suite de cette acceptation cette personne ait effectivement ce pouvoir, ont la forme logique d'une déclaration. Tout comme les actes de discours déclaratoires, cette forme logique possède la double direction d'ajustement: « Nous créons quelque chose en nous la représentant comme existante. »²⁰⁷ Cette déontologie est créée par une déclaration de fonction-statut. Un individu réussissant à faire accepter sa déclaration va réussir à créer la réalité sociale qui n'existait pas préalablement à la déclaration. Réussir à faire accepter l'idée selon laquelle « *X* compte pour *Y* » est une condition nécessaire à la création de la réalité sociale. Seule l'acceptation collective peut créer une institution sociale au niveau le plus basique. Il n'y a pas de cas où un locuteur crée un pouvoir déontique seulement en effectuant un acte de discours, sans acceptation collective. Chaque réalité institutionnelle n'est pas créée par une déclaration explicite, mais plutôt, la réalité institutionnelle est créée par des représentations qui ont la même forme logique que les déclarations. Searle (2010) affirme:

[...] all of human institutional reality is created and maintained in existence by (representation that have the same logical form as) SF Declarations, including the cases that are not speech acts in the explicit form of declarations.²⁰⁸

Le processus qui crée un pouvoir déontique possède une double direction d'ajustement parce qu'une personne est représentée comme ayant ce pouvoir et parce que ce pouvoir est créé par cette représentation. Par conséquent, Searle affirme que les faits

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 85.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 13.

institutionnels sont créés par des déclarations qui ont également la double direction d'ajustement, tout comme le processus qui crée le pouvoir déontique. Si quelqu'un a la capacité de dire « ceci est ma maison », il crée un tout nouvel état de choses, qui implique plusieurs droits et obligations, comme le fait une règle constitutive.

Lorsque Searle affirme que la représentation a la même forme logique que les déclarations, il est question uniquement de la double direction d'ajustement. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait explicitement un acte de discours déclaratoire. La réalité institutionnelle est créée par l'application d'une règle constitutive de la forme « *X* compte pour *Y* dans le contexte *C* » (Searle, 1995). Cela se fait de façon officielle ou non.

Finalement, une autorité spéciale n'est pas nécessaire lorsqu'un agent crée la réalité institutionnelle à l'aide de déclarations contrairement à ce qu'affirment Skudlarek et Stolte (2013).²⁰⁹ Il y a certains types de faits institutionnels qui ne nécessitent aucune autorité, sinon il ne pourrait pas y avoir de faits institutionnels sur lesquels les autres se construisent. Cela serait susceptible de mener à une régression à l'infini. Nous devons commencer quelque part, simplement en créant et en amenant les autres à accepter la réalité institutionnelle. Cela nous ramène à la distinction entre une règle et une convention.²¹⁰ Les conventions sont plus arbitraires et permettent la réalité institutionnelle subséquente.

La façon dont Searle nous présente les attitudes et les actions collectives lui permet d'élaborer un modèle de la socialité beaucoup plus élaboré que celui de Bratman. Contrairement à ce dernier, Searle ne fait pas que présenter certaines formes de socialité,

²⁰⁹ Prien, Skudlarek et Stolte dans la première partie du livre John R. Searle *Thinking About the Real World*, édité par Franken et al., Ontos Verlag, 2011, 236 p.

²¹⁰ Searle, J.R., 1995, *op. cit.*, p. 28.

mais explique la création des institutions humaines et des faits sociaux. D'un autre côté, contrairement à Tuomela, Searle ne prend pas pour acquis la réalité sociale lorsqu'il explique les attitudes et les actions communes, les obligations, les engagements et les groupes, il explique ces phénomènes sociaux à partir de l'intentionnalité collective. Ce faisant, il analyse l'intentionnalité collective d'une façon non réductrice tout en étant conforme à l'individualisme méthodologique faible.

Margaret Gilbert (2006) aussi utilise une stratégie non réductrice pour décrire les intentions et les actions communes. Comme Tuomela (2007), elle insiste beaucoup sur l'influence des attitudes qui proviennent du groupe, mais elle ajoute que ces groupes, qu'elle nomme des sujets pluriels, exécutent les intentions communes. Son approche ressemble à celle de Tuomela, mais elle s'en distingue par le fait qu'elle est difficilement compatible avec les formes les plus faibles d'individualisme méthodologique, notamment les thèses ontologiques.

*« La réalité sociale est-elle un être
ou même l'être véritable ? »²¹¹*

-Maurice Blondel

CHAPITRE 5: LE MODÈLE DU SUJET PLURIEL SELON GILBERT

Gilbert critique la théorie de Searle en affirmant qu'il décrit les intentions collectives comme étant à la fois le phénomène mental d'un groupe, puisqu'elles sont irréductibles, mais aussi comme plusieurs intentions collectives individuelles.²¹² Il n'y a pas chez Searle une seule intention collective, de laquelle toutes les intentions individuelles dérivent, mais plusieurs intentions collectives desquelles dérivent les intentions individuelles. Elle lui reproche donc d'attribuer une intention collective à chaque individu participant à l'attitude collective, ce qui fait en sorte qu'il y a plusieurs intentions collectives desquelles sont dérivées, comme Searle l'a mentionné, les intentions individuelles. C'est pourquoi selon Gilbert il y a plusieurs intentions collectives et plusieurs intentions individuelles impliquées dans les attitudes et les actions collectives décrites par Searle. Le constat a été fait au chapitre précédent qu'il s'agissait d'une bonne façon d'expliquer la relation entre les intentions collectives et les intentions individuelles, mais cela permettait surtout d'éviter de postuler l'existence d'une entité supra-individuelle. À l'opposé, pour Gilbert, une intention collective n'est pas quelque chose qu'un individu peut avoir, contrairement à Searle (1990), pour qui une intention collective

²¹¹ Maurice Blondel, (1935) *L'Être et les êtres*, Paris, Félix Alcan Éditeur, p. 93.

²¹² Gilbert, M., « Searle and Collective Intentions », in S.L. Tsohatzidis, (ed.), *Intentional Acts and Institutional Facts*, 31-38, Springer, 2007, p. 35.

est quelque chose qui ne peut être possédé que par un individu. Cependant, contrairement à Tuomela et Miller (1988), Gilbert semble d'accord avec Searle pour dire qu'une intention collective est irréductible.²¹³ Le problème selon Gilbert est que l'approche de Searle ne rend pas justice à cette idée. Elle a raison en quelque sorte, l'approche de Searle étant réductible, mais non-éliminatrice.

La différence fondamentale entre la théorie de Searle et celle de Gilbert est que le premier décrit les intentions collectives en se référant aux états psychologiques des individus, alors que Gilbert fait référence à un état psychologique ou à une situation que partagent les agents. Gilbert affirme que ce à quoi fait référence Searle lorsqu'il analyse les intentions collectives relève plus d'un type de croyance individuelle que d'une intention collective en bonne et due forme. Bien qu'il soit vrai que les intentions collectives ne sont pas analysables à partir d'intentions individuelles, cela ne signifie pas qu'elles ne le sont pas d'une autre façon. Searle affirme qu'elles sont un phénomène primitif, mais son approche ne le démontre pas selon Gilbert. Celle-ci adopte des positions méthodologiques et épistémologiques qui sont semblables à celles de Tuomela (2007), ainsi, dû au rôle important que jouent les intentions collectives comme fondation de la réalité sociale, il faut les expliquer en faisant référence au groupe dans lequel les agents interagissent.²¹⁴ Par ces commentaires, nous sommes en mesure de constater que Gilbert et Searle n'ont pas le même objectif. L'objectif de Gilbert est de montrer comment un groupe peut posséder des intentions collectives, alors que Searle veut plutôt démontrer de quelles façons les intentions individuelles sont liées aux intentions collectives.

²¹³ Gilbert, M., 2007, *op. cit.*, p. 35.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 39.

Pour montrer que Searle n'analyse pas la bonne attitude, Gilbert distingue deux types ou deux niveaux d'intentions collectives.²¹⁵ Il y a l'intention collective qui est dans la tête des individus, qu'elle nomme une intention-nous, et aussi l'intention collective qui est constituée des premières qu'elle nomme intention-nous collective. Elle affirme que Searle n'a pas bien expliqué le deuxième niveau d'intentions collectives, celui qui est véritablement collectif. Pour Gilbert, ce niveau est essentiel et Searle n'aurait pas démontré que nous pouvons comprendre les intentions-nous collectives comme étant simplement une série d'intentions-nous, ce que semble impliquer le subjectivisme de son approche.

Pour Gilbert, les intentions-nous collectives ne sont pas purement un phénomène mental individuel, quelque chose doit arriver « dans le monde » pour qu'elles existent, à l'extérieur des consciences individuelles.²¹⁶ Une intention-nous collective signifie de reconnaître le fait d'être relié aux autres d'une façon particulière, par exemple de reconnaître que les agents ont des droits contre les autres et, de façon corollaire des obligations envers eux. Ces droits et obligations sont inhérents aux intentions-nous collectives et elles sont toujours créées en vertu d'un accord. Cet accord peut être minime, mais il ne peut certainement pas être réalisé par des « cerveaux dans des bocaux ».²¹⁷ D'ailleurs, Searle ne considère pas qu'il doive y avoir un accord, ou un pacte pour qu'il y ait intention collective; au contraire, les intentions collectives sont plutôt nécessaires pour qu'il y ait accord.²¹⁸ L'intentionnalité collective est ce qui permet cet accord, ou cette

²¹⁵ Hornsby, J. (1997) critique aussi Searle dans le même sens.

²¹⁶ Gilbert, M., 2007, *op. cit.*, p. 31-38.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 44.

²¹⁸ Pour Searle, les accords sont nécessaires pour expliquer la formation des institutions, mais ils ne le sont pas pour expliquer la formation des intentions collectives.

communication entre les agents, notamment à travers le sens de l'autre qui permet de percevoir l'autre comme partenaire. Il s'agit d'une capacité qui n'est pas représentative, donc qui n'est pas dirigée vers quelque chose qui se situe à l'extérieur de l'esprit des agents. Pour Gilbert, des engagements conjoints sont nécessaires pour qu'il y ait des attitudes et des actions communes, mais aussi pour créer la réalité sociale. Comme Tuomela le fait, Gilbert présuppose la socialité pour expliquer les intentions collectives plutôt que d'expliquer la socialité à partir de celles-ci.

L'approche de Gilbert se distingue toutefois de l'approche de Tuomela sur plusieurs aspects. Une intention-nous collective n'est pas une simple convergence d'états mentaux individuels d'un mode collectif qui coïncident et qui sont accompagnés d'une connaissance commune comme le propose Tuomela. Pour Gilbert les intentions collectives sont plus qu'un simple mode. Selon elle, il doit y avoir une communication mutuelle de certains états qui sont contraignants et qui peuvent être énoncés à l'aide d'une phrase exprimant un état psychologique de la forme « nous avons l'intention de... » qui viendrait nécessairement après qu'il y ait eu d'autres énoncés échangés tels que « devons-nous..., pouvons-nous... » L'analyse de l'accord entre les participants doit être préalable à l'analyse des états mentaux des participants à l'intention-nous collective, ce qui n'est pas juste. Les états mentaux sont bien souvent ce sur quoi reposent les accords. Par ailleurs, Gilbert affirme que ces accords se produisent à l'intérieur de groupes, donc l'analyse de ces derniers est très importante pour comprendre ce que sont les comportements et les attitudes collectifs. Cependant, dans bien des cas des accords surviennent chez des individus qui ne font pas partie de groupes, c'est pourquoi une analyse de ces derniers ne semble pas nécessaire à l'étude des attitudes et des actions

collectives. Ainsi, l'approche de Gilbert, à cause de l'importance qu'elle accorde au groupe, comporte des problèmes semblables à ceux de l'approche de Tuomela.

5.1 Intention partagée et sujet pluriel

La plupart des théoriciens adoptent comme point de départ les intentions individuelles pour expliquer les intentions collectives. Bratman et Tuomela adoptent cette position, mais Gilbert prend une tout autre direction. Comme elle le dit elle-même, elle ne prend pas comme point de départ la supposition singulariste à propos des intentions partagées.²¹⁹ Elle affirme que si cette supposition est vraie, donc que l'on doive partir des intentions individuelles pour expliquer les intentions partagées, alors celles-ci n'existent pas véritablement.

5.1.1 Les caractéristiques des intentions partagées

L'approche de Margaret Gilbert est la plus holistique des approches que nous étudions dans le cadre de ce travail. Pour expliquer comment se forment les intentions collectives, elle commence par se demander ce que veut dire l'expression « partager une intention ». Elle accorde beaucoup d'importance aux engagements et aux obligations que les membres du groupe forment entre eux. Pour elle, des agents partagent une intention seulement s'ils sont engagés conjointement à avoir cette intention en tant que groupe.²²⁰ Trois critères caractérisent les interactions entre les individus à l'intérieur d'un groupe et doivent être présents pour qu'il y ait véritablement une intention collective qui soit partagée par des agents, ce sont les critères de disjonction, de participation et

²¹⁹ Gilbert, Margaret, « Shared Intention and Personal Intentions », *Philosophical Studies*, 2009, p. 170.

²²⁰ Gilbert utilise l'expression « body », au lieu de groupe. Je préfère utiliser le terme « groupe » plutôt que « corps » étant donné que le terme « corps » pourrait laisser croire qu'il y a une entité supra individuelle porteuse de ce « corps ».

d'obligation.²²¹ Ces critères semblent représenter une explication du lien entre les attitudes individuelles des agents et l'attitude du groupe.

Le critère de disjonction signifie que les intentions partagées ne sont pas que des intentions personnelles d'agents en corrélation avec une autre intention partagée par un groupe. Une analyse des intentions partagées en termes de corrélation avec un ensemble d'intentions personnelles ne satisfait pas le critère de disjonction, ce ne sont pas dans ce cas des intentions partagées au sens où Gilbert l'entend. Ces dernières sont qualitativement différentes des intentions individuelles. Gilbert se distingue à ce point-ci des approches de Bratman et Tuomela, pour qui les intentions partagées pouvaient se réduire aux intentions individuelles ou encore être un mode particulier d'intention individuelle.

Ce premier critère montre que l'approche de Gilbert est irréductible, un peu comme celle de Searle. Il existe cependant une différence importante entre les deux. Il s'agit d'une distinction conceptuelle qui a des implications en ce qui a trait à l'engendrement d'intentions individuelles à partir d'intentions collectives. Pour Gilbert quand deux personnes ou plus partagent une intention, aucune d'elles n'a besoin d'intention personnelle représentant leur propre contribution, contrairement à Searle. Il est utile de se rappeler que pour Searle, les intentions collectives contiennent des intentions individuelles qui sont dérivées de l'intention collective. Les intentions individuelles qui sont dérivées de l'intention collective représentent la part de chacun à l'égard de l'intention collective. Pour Gilbert, ces intentions individuelles ne sont pas nécessaires, il n'y a pas d'intention personnelle en corrélation avec une intention partagée

²²¹ Gilbert, Margaret, 2009, *op. cit.*, p. 172 – 175.

ou collective. Toutefois, il est probable que Searle ne considère pas que l'intention individuelle qui est dérivée de l'intention collective soit dans les faits en corrélation avec cette dernière, la relation entre l'intention collective et l'intention individuelle n'en étant pas une de corrélation, mais plutôt d'implication. Pour Gilbert, même un accord ou un engagement entre deux agents ne garantit pas que chacun possédera une intention individuelle d'agir en conformité avec cet accord, c'est pourquoi elles ne sont pas nécessaires à la formation d'intentions partagées.²²²

Toutefois de façon similaire à Searle, pour Gilbert, il est possible que certaines personnes partagent une intention, même si une d'entre elles ne possède pas ou plus cette intention partagée (Gilbert, 2009), notamment dans les cas où l'action dure dans le temps. Imaginons un cas où deux agents partagent l'intention de terminer leurs travaux de session durant la fin de semaine. En cours de route, une des deux personnes peut très bien déterminer qu'elle n'y arrivera pas et en conclure qu'elle est tout aussi bien d'abandonner. Néanmoins, si un tiers parti demande à l'autre personne si elles ont l'intention partagée de terminer leurs travaux de session, elle répondra certainement oui, puisqu'elle ne connaît pas le changement d'attitude de l'autre personne. Pour Gilbert, cet exemple montre qu'il n'y a qu'une attitude collective, et que cette attitude collective ne contient pas d'attitudes individuelles distinctives. Cela n'empêche pas qu'il y ait des intentions individuelles dérivées cependant. Mais le critère de disjonction est compatible avec le fait qu'un agent peut se tromper lorsqu'il a une intention commune, une possibilité que Searle avait aussi identifiée.

²²² Cet argument était à l'origine un argument utilisé par Bratman (1993) pour montrer que les accords ne sont pas nécessaires à la présence d'une intention partagée. Gilbert le reprend ici (2009) comme argument en faveur de son critère de disjonction.

Ce critère de disjonction n'est cependant pas compatible avec l'affirmation faite plus tôt selon laquelle un individu seul ne peut pas posséder d'intention collective. Rappelons-le: pour Gilbert l'intention collective est le phénomène mental d'un groupe. Si le groupe n'existe plus, le phénomène mental ne devrait plus exister également. Pourtant le critère de disjonction permet au phénomène mental du groupe d'exister si un des membres du groupe ne possède plus l'attitude en question.

L'autre critère identifié par Gilbert et qui caractérise également les intentions partagées est celui de la participation. Il permet d'expliquer la contradiction énoncée précédemment, c'est-à-dire pourquoi une personne peut posséder une intention partagée alors que les autres ont abandonné cette intention. Ce critère a des implications normatives, il implique que la participation de tous les agents soit nécessaire pour qu'une intention partagée soit modifiée, abandonnée ou qu'un des agents en soit libéré. Les agents comprennent habituellement cette notion de participation parce que cela fait partie de ce qu'est une intention partagée. De l'aveu même de Gilbert, il semble peu probable qu'une structure d'intentions personnelles puisse soutenir un tel caractère normatif à de telles intentions partagées. Étant donné qu'un agent ne peut pas unilatéralement se retirer d'une intention partagée et de ses contraintes, il doit y avoir autre chose qu'une structure d'intentions individuelles au centre de ce type d'intention commune. Nous pouvons changer les détails ou abandonner une intention personnelle, mais quand une telle intention est constitutive d'une intention partagée, la changer ou la modifier fait s'écrouler l'intention partagée elle-même. Pensons à une équipe de hockey qui joue une partie. Les membres de l'équipe ont l'intention commune de tenter de gagner la partie. En cours de route, un des membres de l'équipe déclare unilatéralement son désir de ne plus tenter de gagner cette partie, il abandonne. Il semble que ce ne soit pas envisageable. Un coéquipier

pourrait très bien lui dire: « Tu ne peux pas juste décider comme ça! » Par contre, cette personne pourrait demander s'il était possible, en consultant l'équipe, d'abandonner et diminuer d'intensité pour, par exemple, éviter des blessures inutiles puisque la partie est perdue d'avance. Dans ce cas-ci l'équipe pourrait décider d'abandonner la partie. Mais un seul membre ne peut le faire seul, sans subir les réprimandes de ses coéquipiers. Ce critère rend l'explication d'intentions partagées en termes de structure d'intentions individuelles encore une fois problématique. Si les agents n'ont pas la possibilité de se retirer unilatéralement d'une intention partagée simplement parce qu'ils le désirent, il doit y avoir plus que des intentions individuelles dans la constitution d'intentions partagées.

Le dernier critère associé aux intentions partagées est celui d'obligation. Cet élément implique que chaque participant ayant une intention partagée soit obligé, envers chacun, d'agir de façon conforme à cette intention. Encore une fois les participants comprennent cette obligation parce qu'ils comprennent ce qu'est une intention partagée. Ce critère d'obligation emmène avec lui certaines contraintes que doivent respecter les membres. Par exemple ils soumettent une partie de leur autorité au groupe, ils doivent être disponibles aux demandes du groupe et ils doivent accepter la possibilité d'être blâmés par celui-ci. Ces conséquences du critère d'obligation renforcent l'interdépendance des participants lors d'une intention partagée et entraînent également la « possession » des intentions individuelles par le groupe, c'est-à-dire que lors d'intentions partagées, l'agent doit son action à l'autre. Par exemple, il est en position de demander à l'autre cette action et de le blâmer s'il ne l'effectue pas.²²³

²²³ Gilbert, M., 2006, *op. cit.*, p. 277.

Parmi les trois critères identifiés par Gilbert, celui d'obligation s'avère le plus important. Il permet à Gilbert de construire une approche des intentions collectives qui possède un aspect normatif très fort. Contrairement à Tuomela, ce critère d'obligation fait partie des caractéristiques intrinsèques de l'intention commune, plutôt que de provenir d'une acceptation collective de normes et de raisons pour agir qui appartiennent au groupe. Searle expliquait également l'aspect contraignant des intentions de cette façon. Toutefois, ce critère contraignant que Gilbert attribue de façon intrinsèque aux attitudes collectives n'est pas suffisant, l'obligation doit être liée au fonctionnement qui est propre à un groupe.

5.1.1.1 Le critère d'obligations

Pour Gilbert, le critère d'obligation montre en quoi une analyse des intentions partagées à partir d'une corrélation d'intentions personnelles n'est pas adéquate, car même si les intentions personnelles contraignent le comportement d'un agent, elles n'impliquent pas que l'agent doive son action à l'autre, ce qu'implique le critère d'obligation pour Gilbert. Ce critère d'obligation ressemble à la notion d'engagement qu'utilise Tuomela. L'engagement lui permet de montrer que les intentions communes impliquent des attitudes ou des raisons pour agir qui dépassent celles des individus. Mais le critère d'obligation de Gilbert est plus contraignant pour les agents puisqu'il fait en sorte que les autres peuvent exiger qu'un agent effectue le comportement collectif. Les approches de Bratman et Searle n'impliquent pas la présence d'éléments contraignants dans la structure des intentions collectives. Searle mentionne que de tels éléments peuvent être présents dans certains comportements collectifs, mais pas nécessairement, alors que Bratman ne considère pas qu'il soit nécessaire d'ajouter de telles obligations aux intentions partagées.

Bratman (1993) critique d'ailleurs ce critère d'obligation à partir de trois arguments. Dans certains cas, affirme-t-il, les agents accordent beaucoup de valeur à la réalisation de leur intention partagée. Mais ils ont en même temps un accord selon lequel il n'y a aucune promesse explicite entre eux concernant le fait de mener à terme cette intention. Par exemple, nous pouvons très bien avoir une intention partagée d'aller au restaurant vendredi soir entre amis, tout en étant d'accord sur le fait que si l'un d'entre nous a quelque chose de plus important à faire, personne ne lui en tiendra rigueur s'il décide de ne plus y aller. Il y avait une valorisation de l'intention partagée, sans plus. Dans les faits, la plupart de nos actions et intentions partagées ne nécessitent pas d'obligations. Si c'était le cas, il serait difficile de distinguer une intention partagée d'une promesse. Pour Gilbert, le fait d'accorder de la valeur à l'intention n'est pas suffisant pour qu'il y ait une intention partagée. Il y a une distinction entre valoriser une attitude et la présence d'accords précisant la façon dont la performance de l'action doit se dérouler.²²⁴ Gilbert semble confondre intention, promesse et engagement, qui ne sont pas contraignants d'une façon équivalente pour l'agent.

Les deux autres arguments de Bratman font appel aux intentions partagées contenant une forme de coercition ainsi que les intentions partagées de faire quelque chose de mal (Bratman, 1979). Dans les cas où la coercition est impliquée, il est difficile d'y voir une obligation quelconque. La personne qui effectue la coercition n'a aucun droit de « demander » ou de « blâmer » l'autre pour son inaction ou sa passivité. Gilbert semble d'accord avec cet argument selon lequel si une intention partagée est mise en place à partir de coercition, cela fera en sorte que la victime ne ressentira pas l'obligation de participer

²²⁴ Gilbert, Margaret, 2009, *op. cit.*, p. 178.

à l'action. Elle considérera que ce n'est pas rationnel de le faire. Il est possible également que la personne considère qu'elle ne doit pas être blâmée pour ne pas se conformer à l'intention partagée. Toutefois selon Gilbert, cet exemple ne représente qu'un certain type d'intention partagée et n'implique pas que pour les autres types il n'y ait pas de critères d'obligation présents.²²⁵ Il est même permis de se demander s'il y a réellement une intention partagée étant donné la présence de coercition. Probablement qu'à un certain moment la personne, parce que menacée, effectue l'action, mais nous pouvons nous demander si elle le fait vraiment intentionnellement. Les intentions partagées nécessitent quand même certaines conditions de sincérité. Si nous ne sommes pas sincères dans notre intention d'exécuter une action commune, il est difficile d'affirmer que nous avons une intention partagée.

Par ailleurs, Bratman pense que dans certains cas un type d'obligation peut être présent lorsqu'il y a intention partagée, probablement qu'une obligation peut se former suite à des accords préalables et à des promesses. Par contre, comme cela a été mentionné, des intentions partagées peuvent survenir sans qu'il y ait promesse ou accord préalable.²²⁶ Il est dès lors moins pertinent d'expliquer les intentions partagées à partir du critère d'obligation.

Néanmoins le critère d'obligation est utile à plusieurs points de vue pour Gilbert (1996). Pour reprendre un exemple de Bratman, imaginons deux personnes partageant l'intention de peindre une maison ensemble. Pour Bratman, chacun est personnellement engagé à agir en accord avec son intention personnelle, alors que pour Gilbert, selon son modèle de « l'agent pluriel », l'engagement en question n'est pas personnel, mais il est

²²⁵ *Ibid.*, p. 187.

²²⁶ Nous l'avons bien vu avec Bratman et Searle.

plutôt individuel. La différence, qui peut sembler subtile, est qu'un engagement personnel peut être retiré à tout moment, alors qu'un engagement individuel qui est dérivé d'un engagement conjoint ne peut être modifié unilatéralement sans référence au groupe.²²⁷ Ces différences impliquent que l'engagement dérivé de l'approche de Gilbert est plus stable, surtout en termes de révocabilité, que l'engagement faisant partie d'une intention personnelle. La présence d'obligation ajoute également plus de raisons de se conformer à l'intention partagée qu'une intention personnelle, en raison des sous-critères de « disponibilité à la demande » et de « disponibilité au blâme » qui sont constitutifs du modèle de Gilbert, comme nous l'avons évoqué précédemment.²²⁸

Selon Gilbert, en raison du critère d'obligation son modèle du « sujet pluriel » est plus efficace que le « complexe d'intentions individuelles » de Bratman parce qu'il fournit un environnement stable sur lequel sont effectuées la négociation et la coordination entre les intentions personnelles.

Elle définit l'intention collective d'un sujet pluriel de la façon suivante: « des personnes *X* et *Y* ont l'intention collective d'effectuer l'action *A*, seulement s'ils sont engagés conjointement à avoir l'intention d'effectuer *A* en tant que [groupe] (Gilbert, 1996). »²²⁹

La notion d'engagement est étroitement liée aux obligations dans l'approche du « sujet pluriel ». L'engagement semble agir davantage comme une pression interne envers l'intention plutôt qu'une pression externe, comme le fait l'obligation.

²²⁷ Gilbert, M., *Living Together: Rationality, Sociality and Obligation*, Lanham, Rowman & Littlefield Pub Inc, 1996, p. 184.

²²⁸ *Ibid.*, p. 186.

²²⁹ *Loc. cit.*

5.1.1.2 L'engagement conjoint

La notion d'engagement est centrale dans la description des intentions collectives. Pour Gilbert, l'engagement est une composante ou une conséquence de la volonté de la personne et, étant donné son étroite relation avec l'exercice de la volonté, elle est nécessaire pour comprendre la nature du critère d'obligation et le fait que les agents doivent leur action aux autres dans le cadre d'une action commune. Le fait que l'individu exerce sa volonté lorsqu'il forme une intention commune produit l'engagement, et l'engagement conjoint est le produit de la volonté des individus impliqués dans l'intention partagée. (Gilbert, 1996).

Un engagement conjoint n'est pas une conjonction de deux engagements individuels, puisque lors d'engagement conjoint, les participants sont toujours conjointement engagés à faire quelque chose « en tant que groupe » (Gilbert, 1996). Ainsi, dans le cas d'une intention collective les participants sont engagés conjointement à exécuter l'action « en tant que groupe ». ²³⁰ Pour que l'engagement soit véritablement conjoint, les parties doivent exprimer le fait qu'ils sont prêts à être conjointement engagés en exprimant leur volonté. Son expression doit se faire dans des conditions où il y a une connaissance commune de tous les agents voulant que plusieurs possèdent cette volonté d'exécuter une action. Lorsque ces conditions de volonté sont exprimées et qu'il y a présence d'une connaissance commune de chaque agent à cet effet, l'engagement conjoint est créé. ²³¹

²³⁰ As a body.

²³¹ La relation entre l'engagement conjoint et la connaissance commune est problématique lorsqu'assignée à de grands groupes. Il en sera question plus loin.

Pour Gilbert, la volonté lie l'engagement des agents et leur procure une raison pour agir de façon conforme à cet engagement qui est maintenant commun. Cet engagement n'est pas éternel, il peut être révocable dans certaines circonstances. La durabilité de l'engagement conjoint varie selon le type d'engagement, la nature de la relation entre les participants, etc. Les engagements sont moins contraignants que les obligations étant donné qu'ils sont liés uniquement par la volonté des agents. Le principal rôle des engagements conjoints est d'obliger les participants les uns envers les autres.

L'explication initiale du critère d'obligation en tant que composante interne de l'attitude collective était plus juste. La relation qu'établit Gilbert entre l'intention collective, l'obligation et l'engagement conjoint peut sembler superflue et tout aussi inadéquate que celle que faisait Tuomela. Le fait de posséder et d'exprimer une intention collective n'est-il pas par le fait même un engagement partagé à l'égard de l'action ? Est-ce qu'il y a deux choses, l'intention collective et l'engagement conjoint ? Il semble plutôt que l'engagement conjoint fait partie des conditions de possession de l'intention collective, donc que la personne, en ayant une intention collective, soit engagée à exécuter l'action avec l'autre.²³²

Pour Gilbert, l'engagement est bien distinct de l'intention collective. L'engagement conjoint fait plutôt partie des conditions de satisfaction de l'intention collective. Pour que l'agent possède son intention collective, celle-ci doit avoir été causée par un engagement conjoint.

²³² Nous pouvons nous demander s'il est possible d'avoir une intention collective sans avoir en même temps une certaine forme d'engagement, ou de condition de sincérité.

5.1.2 L'agent collectif

La notion d'agent collectif est ce qui distingue le plus l'approche de Gilbert des autres approches analysées dans le cadre de ce travail, du moins d'un point de vue ontologique. Il s'agit probablement de sa caractéristique la plus holistique. Gilbert affirme qu'un agent collectif doit être porteur des intentions collectives. Selon son modèle, le « nous » dans la phrase « nous effectuons *A* » réfère à des individus engagés conjointement. Par contre, pour elle, cela implique une vraie unité. Il s'agit d'un « nous » constitutif d'une unité supra-individuelle,²³³ d'un agent collectif qui agit à travers ses membres, ce qui fait que les agents agissent donc « en tant que groupe ». Cette expression, dans la définition d'une intention partagée, semble problématique, mais Gilbert précise qu'il n'est pas nécessaire que le terme « groupe » soit utilisé.²³⁴ D'une part elle affirme qu'à cause de l'engagement conjoint les agents s'engagent à ce qu'il « survienne »,²³⁵ en vertu des actions de chacun, un seul groupe qui tente et d'autre part elle affirme qu'un engagement conjoint d'avoir l'intention « en tant que groupe » est un engagement conjoint de produire, autant que possible, en vertu des actions de chacun, une seule instance qui ait l'intention d'effectuer cette chose.²³⁶

Les étiquettes « en tant que groupe » et « sujet pluriel » n'ont pour Gilbert aucune implication ontologique, sauf le fait que certaines personnes s'engagent conjointement d'une certaine façon. La notion de sujet pluriel est une caractéristique importante des attitudes et des actions collectives. Ce sont les groupes qui forment le sujet pluriel et qui

²³³ Ce terme est emprunté à Martin Hollis et Robert Sugden, « Rationality in Action », *Mind* 102, no. 1993, p. 1-35.

²³⁴ Gilbert, Margaret, 2009, *op. cit.*, p. 180.

²³⁵ Le terme anglais est « emulate ».

²³⁶ *Ibid.*, p. 181.

sont porteurs des attitudes collectives. Ce ne sont cependant pas tous les groupes qui peuvent former un sujet pluriel.

5.1.3 La formation du sujet pluriel par le groupe

Gilbert fait référence dès le départ à une forme de socialité en évoquant la notion de sujet pluriel qui peut agir et qui peut posséder des attitudes. Un sujet pluriel est formé par un groupe qui est constitué de personnes qui agissent ensemble. Différentes sortes de groupe peuvent former un sujet pluriel, mais l'idée générale à la base de sa définition va au-delà du simple engagement et de l'acceptation de buts conjoints. Le sujet pluriel implique plutôt une acceptation et une identification au groupe, comme le mentionne Tuomela, mais aussi plusieurs autres caractéristiques qui en font une identité structurée. Nous pouvons par exemple considérer la famille ou les groupes d'amis comme des groupes sociaux puisqu'ils sont habituellement bien structurés, bien que ces derniers n'aient pas d'engagement conjoint ou de buts bien précis, mais d'autre part, ce n'est pas parce qu'un individu possède avec d'autres un engagement conjoint, un but ou une croyance collective que ceux-ci forment nécessairement un groupe.

5.1.3.1 Les caractéristiques des groupes pouvant former un sujet pluriel

Les ensembles d'agents qui forment des sujets pluriels ont plusieurs caractéristiques très variées. Par exemple, les agents peuvent être peu nombreux et leurs interactions tout aussi éphémères. Une promenade entre deux personnes en est un bon exemple. L'ensemble peut aussi être plus grand et durer plus longtemps. Dans tous les cas, le fait d'être membre d'un groupe est quelque chose d'intentionnel, ce n'est pas quelque chose que l'on acquiert sans le vouloir. La formation des groupes implique une certaine forme d'unité de la volonté, et bien qu'il ne soit pas nécessaire qu'il y ait une

délibération ou une discussion très élaborée, cette unité doit à tout le moins être perçue comme existante. Dans certains cas un engagement conjoint explicite pris de façon intentionnelle peut faciliter la formation du groupe, mais ce n'est pas nécessaire. Gilbert utilise plutôt l'expression « être disposé à agir »²³⁷ pour décrire le fait que chaque individu est indépendant dans sa décision de participer au groupe ou non, mais il est quand même lié au groupe en l'absence d'engagements. Il s'agit dans ce cas d'un état de la volonté qui implique que les agents soient disponibles pour le groupe.

Cette disponibilité à l'action conjointe doit être signifiée publiquement et ouvertement, il doit s'agir d'une connaissance commune (Gilbert, 1989). La genèse d'un groupe social peut se faire par un accord bien que celui-ci ne soit pas nécessaire. Par exemple si un groupe de personnes se mettent d'accord sur un ensemble de règles à respecter (ou un *éthos*, pour utiliser les termes de Tuomela), il y a un groupe social qui se forme suite à cette acceptation. Par contre à d'autres occasions, un groupe de personnes peut simplement afficher leur disponibilité à être engagés conjointement, sans que cela ne constitue un engagement, et dans ces cas ces personnes forment aussi un groupe.

L'identification et l'appartenance au groupe sont également des propriétés possédées par les groupes pouvant former un sujet pluriel. Lorsque des sentiments de fierté et de honte sont possédés par les agents qui forment ces groupes, les agents ne ressentent pas ces émotions à la suite d'actions qu'ils ont personnellement effectuées, mais à la suite d'actions que le groupe a effectuées. Finalement, une association d'agents en groupe présuppose un certain attachement réciproque qui peut restreindre le comportement des personnes impliquées en fonction des désirs et des motivations des autres.

²³⁷ Gilbert, M. (1989) *On Social Facts*, London and New York, Routledge, 521 p. Elle utilise l'expression « quasi-readiness ».

Pour Margaret Gilbert, ces caractéristiques des groupes engendrent un sujet pluriel, toutefois elle fait remarquer que ces caractéristiques ne semblent pas s'appliquer aux grands groupes, ce qui pourrait être problématique. Cela s'avère tout aussi problématique dans le cas de l'approche de Tuomela, qui attribue également plusieurs caractéristiques communes aux agents qui forment les groupes, sans distinctions pour les grands ou les petits.

5.1.3.2 La relation entre les grands groupes et le sujet pluriel

Il est plus facile d'imaginer de petits groupes agir en tant qu'entité plurielle, par conséquent, il peut sembler difficile pour les grands groupes de former des sujets pluriels. Les agents qui font partie des petits groupes peuvent aisément partager certaines valeurs et certains intérêts, par contre, les membres des grands groupes sont habituellement moins homogènes et ne connaissent pas de façon précise les désirs des autres. Malgré ces difficultés, Gilbert identifie certaines caractéristiques partagées par les groupes formant un sujet pluriel qui s'appliquent également aux grands groupes, soit l'inclusion, l'impersonnalité, l'anonymat et la hiérarchie. Cela lui permet aussi de préciser ce qu'elle entend par sujet pluriel.

Un sujet pluriel est inclusif, c'est-à-dire qu'il inclut les sujets pluriels plus petits qui sont formés par ses membres. Par exemple, à l'intérieur de famille il peut se former des sous-groupes qui ne comprennent pas l'ensemble des membres de la famille. Un père, une mère et leurs deux enfants peuvent avoir certains buts communs et certaines croyances partagées par l'ensemble des membres, en même temps, le père et la mère peuvent aussi avoir un engagement conjoint qui ne concerne pas les enfants. Le père et la mère constituent donc un sujet pluriel plus petit, faisant partie d'un sujet pluriel plus grand

composé des membres de la famille. La famille peut compter plusieurs sujets pluriels plus petits. Les groupes formant des sujets pluriels ont cette capacité d'inclure d'autres groupes de sujets pluriels. Si cela est possible au niveau familial, ce doit être aussi possible à plus grande échelle. Les grands groupes peuvent donc inclure des sous-groupes qui auront leurs propres valeurs et engagements.

À certains égards, les sujets pluriels comme les grands groupes impliquent un certain degré d'impersonnalité, puisque tous les membres ne se connaissent pas mutuellement. Les participants ne peuvent pas avoir d'interactions « face à face » avec tous les autres membres puisque la communication n'est pas toujours possible. Par ailleurs, il peut y avoir différents degrés d'impersonnalité selon le groupe. L'impersonnalité n'est pas une caractéristique, habituellement, des sujets pluriels constitués par des familles, alors que pour ce qui est des entreprises, ou des grandes sociétés, l'impersonnalité peut être importante lorsque ce type de groupe se constitue en sujet pluriel.

Cette impersonnalité semble être une objection de taille au modèle du sujet pluriel. Elle risque de mener à l'anonymat, qui est une autre caractéristique des sujets pluriels et des grands groupes puisque les agents ne connaissent pas l'existence des autres membres. L'anonymat est typique des foules par exemple. Pour Gilbert, s'il y a un processus par lequel les membres de cette foule ont une connaissance commune indiquant qu'ils ont exprimé leur volonté à s'engager conjointement à l'égard de quelque activité, il s'agit bien d'un groupe et donc possiblement d'un sujet pluriel. Deux conditions sont nécessaires à l'existence d'un tel sujet pluriel par un groupe où les relations entre les autres agents ne sont pas connues. Premièrement, les membres de la population doivent avoir exprimé leur disponibilité de participer à l'engagement conjoint avec les autres membres de la

population, et deuxièmement cela doit être une connaissance commune au sein de la population.

Même la structure hiérarchique d'un sujet pluriel de grande envergure n'est pas problématique pour Gilbert. Par exemple, il peut y avoir un engagement conjoint à grande échelle pour déterminer quels seront les fonctions et les rôles de chacun. La population peut participer à un engagement conjoint selon lequel une personne a une forme d'autorité sur l'ensemble de la population. N'importe quelle règle peut être appuyée par un engagement conjoint sous-jacent.

L'approche de Gilbert est problématique à certains égards. Elle affirme que les intentions-nous collectives nécessitent des droits et des obligations qui sont créées en vertu d'un accord. Encore une fois, comme c'était le cas pour Tuomela, les intentions collectives sont nécessaires à l'établissement de ce type de normes et d'obligations. Ainsi, ces dernières n'accompagnent pas les intentions communes, plutôt, les obligations et les règles sont des formes de socialité créées par des agents qui forment des intentions collectives. Le rôle des obligations dans l'élaboration des intentions collectives rend difficile la distinction entre intention collective et promesse. Par ailleurs, Bratman et Searle ont bien démontré le fait que les obligations ne sont pas nécessaires pour que les agents puissent former des intentions collectives. De plus, l'approche de Gilbert a le même problème que Tuomela pour ce qui de l'introduction d'un engagement comme préalable à la formation d'intention commune. Plutôt, lorsqu'un agent forme une intention, il s'engage en même temps à la satisfaire.

En outre, d'un point de vue méthodologique, Gilbert affirme elle-même ne pas prendre comme point de départ la position singulariste, rejetant ainsi la thèse fondamentale de l'individualisme méthodologique. Pour elle, les agents partagent une

intention seulement s'ils sont engagés conjointement à avoir cette intention en tant que groupe. Une intention commune se réfère à une situation que partagent les agents, quelque chose doit arriver « dans le monde » pour qu'elle existe, à l'extérieur des consciences individuelles. L'approche de Gilbert soulève des questions épistémologiques semblables à celles soulevées par l'approche de Tuomela, mais elle soulève en plus des questions d'ordre ontologique.

5.2 Les problèmes soulevés par le subjectivisme et le psychologisme

L'approche de Gilbert ne satisfait à aucune thèse de l'individualisme méthodologique fort, qui était surtout caractérisée par le subjectivisme et le psychologisme. La thèse psychologue de l'individualisme méthodologique nécessite que les actions et les intentions des individus soient analysées à partir de leurs préférences et leurs désirs, ce qui n'est pas le cas avec l'approche de Gilbert. Lorsqu'ils forment des intentions collectives, les agents doivent le faire en vertu d'une volonté commune de se lier en groupe et d'un engagement commun. L'engagement provient de la fusion des volontés individuelles en volonté commune qui se trouve être par conséquent une raison pour agir extrinsèque, donc externe à l'agent et à ses préférences. Il ne possède pas les attitudes qu'il a pour elles-mêmes ou pour le plaisir qu'il en retire, mais bien pour se soumettre à une volonté commune. Un autre problème en lien avec le psychologisme est engendré par le fait que les obligations font partie des conditions de possession des intentions collectives. Cela signifie que l'intention ne peut être possédée que parce que l'agent y est tenu par obligation, donc parce qu'il accepte de le faire pour des motifs qui sont extérieurs à ses propres désirs et préférences. L'agent n'agit pas seulement parce qu'il est disposé à le faire, mais parce qu'il est obligé.

En outre, l'approche de Gilbert n'est pas conforme aux thèses subjectivistes de l'individualisme méthodologique fort. Le modèle du sujet pluriel implique que l'agent doit former des intentions et exécuter des comportements à partir d'attitudes ou de phénomènes qui sont communs. Le groupe peut exiger et contraindre les comportements des agents. L'influence du groupe n'est pas que subjective. Par ailleurs, une telle influence normative nécessite que les agents aient accès au groupe de façon objective, ce que permet l'évolution des thèses épistémologiques de l'individualisme, notamment parce que les contenus de pensée des agents à propos du groupe sont objectifs. Par contre, le mode d'existence du groupe semble objectif et Gilbert ne montre pas comment il est constitué par les attitudes et les actions des agents qui le composent. Le groupe n'est pas redéfini en termes individuels.

5.2.1 L'absence de distinction entre concepts et réalité

L'utilisation abondante de concepts collectifs rend l'approche de Gilbert problématique eu égard à l'individualisme méthodologique de Weber. Ce dernier critiquait l'utilisation de concepts collectifs. Pour lui, tous les phénomènes sociaux complexes peuvent être définis en termes de relation sociale entre individus et tous les phénomènes sociaux peuvent être compris et expliqués à partir de motivations individuelles. Nous venons de voir que les concepts collectifs élaborés par Gilbert sont irréductibles, notamment lorsqu'elle affirme que les intentions partagées existent à l'extérieur des consciences humaines et que quelque chose doit arriver dans le monde pour qu'elles puissent exister. Il faut noter par ailleurs que Weber effectue certaines distinctions, notamment entre phénomènes et concepts. L'individualisme méthodologique est à la fois une doctrine à propos des « collectifs », c'est-à-dire des « tous collectifs »,

des « phénomènes collectifs », des « institutions sociales » et des « objets sociaux ». Mais l'individualisme méthodologique est aussi une doctrine formulée à propos de *concepts* collectifs. Il est possible de discuter de concepts collectifs tout en reconnaissant qu'ils ont un mode d'existence qui est individuel. Certaines approches psychologiques et subjectives décriront les concepts sociaux alors que les approches objectives et empiriques s'intéressent davantage aux phénomènes sociaux. Par contre, que ce soit les phénomènes ou les concepts sociaux, ils doivent être définis et expliqués en termes d'actions et d'états mentaux individuels. À cet effet, Gilbert affirme présenter des concepts collectifs plutôt que des entités ontologiques. Pour elle, l'agent collectif et le sujet pluriel n'ont aucune implication ontologique. Par contre, Gilbert n'arrive pas à expliquer comment ces concepts collectifs se manifestent d'un point de vue individuel. Elle n'a pas démontré qu'elle faisait une distinction entre ces concepts et la réalité, ce que demande d'effectuer Weber pour que l'utilisation de ces concepts ne soit pas problématique.

L'approche de Gilbert n'est pas compatible avec les thèses épistémologiques de l'individualisme méthodologique faible, mais elle comporte aussi des problèmes ontologiques.

5.2.2 Le problème ontologique de l'agent collectif et du sujet pluriel

Tuomela et Searle expliquent également les attitudes collectives à partir de faits sociaux, la coopération pour Searle et le point de vue du groupe pour Tuomela, mais ces éléments sociaux ne se manifestent que dans l'esprit des individus qui en sont porteurs, ce que ne fait pas Gilbert, notamment avec le groupe pluriel et l'agent collectif. Même Bratman, bien qu'il ne fasse pas mention explicitement du rôle joué par les institutions sociales dans la constitution des états mentaux collectifs, accorde une certaine importance

à quelques formes minimales de socialité. Par exemple il accorde une certaine importance aux normes qui sont explicitement sociales, telles que les normes de cohérence et de constance sociale présentes dans la formation d'intentions partagées, ce qui n'est en rien problématique avec l'individualisme méthodologique, puisque comme cela fut mentionné, l'individualisme méthodologique faible s'est distingué de l'individualisme méthodologique fort et accepte une explication des attitudes et des actions collectives qui tient compte des facteurs sociaux et des institutions. Popper maintenait les thèses ontologiques de l'individualisme méthodologique, tout en se distinguant de ses thèses épistémologiques. Il est ainsi possible d'expliquer les attitudes collectives à partir de notions qui sont extérieures aux caractéristiques psychologiques des individus. Cette ouverture n'est toutefois d'aucune utilité pour Gilbert puisque, contrairement à Searle, son approche ne concorde pas avec les thèses épistémologiques et ne se conforme pas aux thèses ontologiques, en particulier lorsqu'elle affirme que quelque chose doit arriver dans le monde pour que les intentions collectives existent. Il est possible de comprendre l'expression *dans le monde* comme à l'extérieur des consciences individuelles. Il s'agit sans aucun doute d'une explication descendante des attitudes collectives qui est irréductible aux individus. Par surcroît, l'utilisation de concepts tels que « sujet pluriel » et « agent collectif » sont aussi problématiques d'un point de vue ontologique. À plusieurs reprises, Gilbert affirme que les sujets pluriels agissent et que les agents collectifs possèdent des attitudes communes, cela correspond sans doute à des concepts ayant des implications holistiques irréductibles.

Dans l'histoire récente de l'individualisme méthodologique, des efforts ont été faits pour réconcilier individualisme et holisme. Deux auteurs ont suivi les traces de Popper. Le premier, J.W.N. Watkins, a poursuivi de façon à renforcer l'individualisme

faible, alors que le second, Joseph Agassi, tente d'effectuer ce que Popper a été incapable d'effectuer: réconcilier individualisme méthodologique et institutionnalisme (Udehn, 2001).²³⁸ Malgré l'évolution des thèses ontologique de l'individualisme méthodologique, particulièrement en sociologie, l'approche de Gilbert n'arrive pas à s'y conformer.

5.3 Les formes les moins contraignantes d'individualisme

Contrairement à Watkins (1952), Joseph Agassi (1960) tente de réconcilier l'individualisme méthodologique et l'institutionnalisme qu'avait développés Popper, bien que ce dernier croyait cette réconciliation impossible. Agassi a dû transformer l'individualisme méthodologique en individualisme institutionnel. Il s'agit selon lui d'une voie médiane entre le psychologisme et l'holisme. Toujours selon Agassi, la combinaison entre institutionnalisme et individualisme est la façon la plus rigoureuse d'effectuer la recherche en sciences sociales, et la seule méthode permettant de bien expliquer la socialité.

5.3.1 L'abandon des thèses subjectivistes

Pour Agassi, la contradiction entre individualisme et holisme tient à la présupposition selon laquelle que si les faits sociaux existent, ils doivent avoir des buts et des intérêts qui leur soient propres. La voie médiane développée par Popper montrait que les phénomènes sociaux influencent les agents, mais n'ont pas plus d'intérêts distincts de ceux des individus formant l'institution. Pour Agassi, ce qui affecte les individus, ce ne

²³⁸ Udehn, Lars, (2001) *Methodological Individualism: Background, History and Meaning*, London, Routledge, p. 162.

sont pas les buts et les intérêts des institutions, mais leur existence.²³⁹ C'est donc dire que les institutions existent à l'extérieur de la pensée des agents.

Agassi affirme qu'une analyse en termes institutionnalistes n'oblige pas l'individualiste méthodologique à autre chose qu'à ne pas nier que le comportement d'un individu est contraint et influencé par des facteurs sociaux, parce que nous pouvons expliquer ces facteurs sociaux en termes de résultats du choix des autres individus (Agassi, 1960). Le principe « Agassi-Popper » réaffirme la nécessité de ne pas attribuer d'actions aux « tous » et de ne pas conférer d'intérêts, de volontés et d'objectifs aux collectifs humains qui leur sont propres et distincts des individus qui les composent. Cela ne signifie pas pour Agassi qu'individualisme et institutionnalisme sont incompatibles. Deux propositions seulement rendent incompatibles les thèses précédentes. Premièrement, c'est seulement en assimilant les collectifs à des personnes agissantes (ce qui contrevient au « principe Agassi-Popper »), que l'holisme devient incompatible avec l'individualisme. Pour ce qui est de la deuxième proposition, c'est à partir du moment où le psychologisme (les désirs et préférences individuels) est posé comme la base première et exclusive de toute explication qu'il s'oppose à l'institutionnalisme.

Ces propositions représentent la tentative d'Agassi de réconcilier individualisme et institutionnalisme. Agassi admet qu'il existe certaines formes de socialité et de coordination entre agents, qui sont nécessaires à l'explication d'autres formes de socialité.²⁴⁰ Il n'est pas possible d'expliquer les institutions de façon satisfaisante en faisant uniquement référence aux états psychologiques des individus. Pour expliquer le fonctionnement des institutions, nous avons besoin d'autres institutions.

²³⁹ Agassi, J. (1960) « Methodological Individualism », *The British Journal of Sociology*, 11, p. 249.

²⁴⁰ *Loc. cit.*

Nous avons vu que certaines formes de socialités modestes ne nécessitent pas de structures de pouvoirs, de droits et d'obligations. Pour Agassi, ces dernières sont essentielles pour expliquer la formation des institutions. Ce qu'il faut éviter, selon lui, ce sont les positions extrêmes de l'individualisme et de l'holisme, ce que parvient à faire sa version de l'individualisme méthodologique. L'explication des formes de vie sociale doit se faire à partir d'un niveau micro et d'un niveau macro. Ce dernier n'est pas nécessairement réductible au premier, mais les unités fondamentales à la base de l'explication des institutions sont les individus et leurs comportements collectifs, ce qui fait en sorte que lorsque les agents cessent d'avoir les attitudes collectives qu'ils ont, ces institutions cessent d'exister également. Elles ont un effet sur les comportements des individus, tant et aussi longtemps que ces derniers continuent d'y participer.

En ce qui concerne l'approche de Gilbert, puisqu'elle adopte une position ontologique particulière,²⁴¹ elle ne respecte pas les deux propositions énoncées par Agassi. Dans l'approche de Gilbert, le sujet pluriel est formé par la fusion de la volonté, en plus de contenir un engagement commun d'agir dans le monde. Malgré le fait que l'individualisme institutionnel attribue aux institutions un effet important sur les attitudes, les désirs et les préférences des agents, les entités collectives ne peuvent pas posséder d'états mentaux qui ne sont pas réductibles à ceux des individus. À aucun moment Gilbert ne montre le lien, l'engendrement, entre ces états mentaux collectifs et les individus.

Bien que les thèses épistémologiques de l'individualisme institutionnel soient moins contraignantes, et malgré que d'un point de vue ontologique les institutions soient maintenant reconnues comme existantes objectivement, les thèses ontologiques qui

²⁴¹ Bien qu'elle affirme elle-même qu'il n'y a aucune implication ontologique à son approche et à l'utilisation des concepts collectifs.

proscrivent l'attribution d'états mentaux aux groupes irréductibles aux individus sont réitérées.

L'individualisme méthodologique est aussi présent en sociologie, en particulier chez Coleman (1986). Cet individualisme méthodologique est différent des versions précédentes puisqu'il propose une nouvelle orientation qui effectue un certain « déplacement » à partir de l'action individuelle vers le fonctionnement macro social du système qui semble aller dans le sens de l'approche de Gilbert.

5.3.2 L'évolution des thèses ontologiques

Ce sont principalement les thèses épistémologiques de l'individualisme méthodologique qui ont évolué, les thèses ontologiques étant restées les mêmes. Dans le cas de Coleman, il propose au contraire une nouvelle description des thèses ontologiques qui permettent de revoir qui ou quoi peut être porteur d'attitudes collectives, et quelles entités peuvent exécuter les actions qui en découlent. Il convient de noter qu'en ce qui a trait à la recherche sociologique, l'individualisme de Coleman tente d'intégrer la théorie sociale à une théorie de l'action individuelle. Pour lui, l'action rationnelle des individus doit être le point de départ de toute analyse, Coleman étant l'un des principaux représentants de la sociologie du choix rationnel avec Raymond Boudon (1982).

Sous un angle épistémologique, aucune des notions élaborées par Coleman n'exclut la prise en compte de facteurs institutionnels et des structures sociales comme déterminant de l'action. Bien que Coleman rejette les idées holistes, il utilise dans son analyse des termes qui ne sont pas habituels chez les individualistes. Des termes tels que « fonctionnement macro social » ou « comportement du système » sont utilisés pour décrire les phénomènes sociaux. Il propose une variante très particulière de l'individualisme

méthodologique qui semble se rapprocher de l'analyse que Gibert fait des attitudes et des actions collectives.

There is no implication that for a given purpose an explanation must be taken all the way to the individual level to be satisfactory. The criterion is instead pragmatic: the explanation is satisfactory if it is useful for the particular kinds of intervention for which it is intended. This criterion will ordinarily require an explanation that goes below the level of the system as a whole, but not necessarily one grounded in individual actions and orientations.²⁴²

Pour Coleman, l'individualisme méthodologique peut fonctionner à différents niveaux et selon différentes finalités, donc l'analyse des actions d'un ensemble d'agents peut ou non être réduite aux actions des individus faisant partie du groupe. Les « acteurs corporatifs »,²⁴³ par exemple, peuvent également être considérés comme ayant les propriétés d'un individu.²⁴⁴ Il est donc possible d'attribuer des croyances et des désirs à des groupes, sans nécessairement les considérer comme réductibles aux individus qui les composent. Coleman considère même les droits et les normes comme étant des entités sociales supra-individuelles, qui ont une existence qui leur est propre, et qui ne sont pas réductibles au niveau de l'individu. Toutefois, pour demeurer dans les paramètres de l'individualisme méthodologique classique, ce sont les interactions entre les individus qui permettent l'émergence de phénomènes collectifs. Plutôt que d'avoir à réduire l'explication des phénomènes collectifs uniquement à des comportements et des attitudes individuelles, l'individualisme méthodologique en sociologie du choix rationnel n'est

²⁴² Coleman, J.S. *Foundations of Social Theory*, Cambridge, MA: The Belknap Press of the Harvard University Press, 1990. p. 5.

²⁴³ Un terme associé habituellement aux théories holistes.

²⁴⁴ Coleman, 1990, *op. cit.*, p. 5.

caractérisé que par le fait que l'explication des phénomènes doit à tout le moins inclure les actions des acteurs individuels.²⁴⁵

Ces thèses ontologiques rejoignent l'approche de Gilbert, selon laquelle il fait sens de dire qu'une intention collective est le phénomène mental d'un groupe. De plus, il s'agit d'une attitude qu'un seul individu ne peut pas avoir, donc qui n'est clairement pas réductible. Par ailleurs, l'agent collectif est une unité supra-individuelle qui est porteuse de l'attitude collective et qui agit à travers ses membres. Bien que Gilbert ne mentionne pas explicitement comment cela se passe en détail, ces implications ontologiques sont les conséquences d'interactions entre les agents, notamment lorsqu'ils s'engagent et qu'ils fusionnent leur volonté pour former un sujet pluriel. Par conséquent, ce sont bien les interactions entre les individus qui permettent l'émergence de phénomènes collectifs.

Coleman identifie plusieurs types de relation entre les variables individuelles et sociales ou institutionnelles (Coleman, 1986). Une de ces relations explique une variable individuelle (micro), les actions des individus par exemple, en termes d'état psychique, de motivation, de pulsion ou d'intention, qui sont la deuxième variable (micro). Cette relation correspond à l'individualisme méthodologique de Watkins et de l'école autrichienne, mais aussi à la théorie classique de l'action et des intentions individuelles en philosophie analytique. Un autre type de relation explique le fonctionnement de la socialité (macro) en termes d'actions individuelles (micro). Cette relation s'apparente à l'individualisme méthodologique fort. La socialité est uniquement réductible aux actions individuelles, qui proviennent de leurs besoins et de leurs désirs. Pour Coleman, ces deux types de relations ne sont pas suffisants pour expliquer les attitudes et les comportements

²⁴⁵ Coleman, J.S. « The Economic Approach to Sociology », p. 133-48 in G. Radnitzky (ed.) *Universal Economics. Assessing the Achievements*, New York: Paragon House, 1992.

collectifs et il ne serait pas approprié de s'y restreindre. Il introduit ce qu'il nomme « la structure sociale » comme variable essentielle pour expliquer l'interaction entre les cas de socialité, donc les attitudes et les actions collectives, et les faits institutionnels (structures sociales).

La structure sociale fournit aux individus et aux acteurs corporatifs (les groupes qui agissent) les motivations et les contraintes qui guideront leurs intérêts et leurs actions.

Cette structure sociale provient à la fois des individus et des institutions :

Where does this structure [...] come from? Obviously, from prior interdependent actions of individuals and corporate actors, whose interests and actions were shaped by the incentives and constraints provided by the social and political structure existing at that time. Thus structure at one time (macro-level) generates the conditions which together with existing interests shape the actions of actors (micro-level) that jointly produce outcomes which modify the structure of a later time (macro-level) which generates conditions that again (through constraints and incentives) shape actions (micro-level) that jointly produce outcomes (macro-level) and so on.²⁴⁶

Deux autres types de relations sont dès lors possibles. Les états psychiques et les comportements individuels (micro) peuvent être expliqués à partir de structures sociales ou d'autres entités macros-sociales (macro), et il est même possible pour Coleman d'expliquer l'interaction des phénomènes macros-sociaux entre eux (macro-macro), par exemple l'interaction entre deux groupes différents, ou l'interaction entre un groupe d'individus et une structure sociale comme une institution. Par conséquent, bien que les individus soient à la base de toute explication en sciences sociales, des formes de socialité peuvent en influencer d'autres, ce qu'implique l'approche de Gilbert puisque différents sujets pluriels interagissent.

5.3.2.1 La structure sociale permet les interactions

²⁴⁶ Coleman, J.S. (1993) « Reply to Blau, Tuomela, Diekmann and Baurmann », *Analyse und Kritik*, 15, p. 63.

Nous avons pu constater que les approches de Tuomela et Gilbert avaient de la difficulté à se conformer à l'individualisme méthodologique, en partie à cause des notions d'obligation et d'engagement qui étaient préalables aux actions communes. Pour ces deux auteurs, et contrairement à Searle, les obligations ne sont pas le résultat d'une assignation collective de fonction sur certains objets à l'aide de l'intentionnalité collective, mais plutôt une condition nécessaire à l'existence même des comportements et des attitudes collectives.

La structure sociale n'est pas le résultat d'actions d'agents qui interagissent dans un environnement institutionnel, mais plutôt l'effet d'agents qui agissent à l'intérieur d'une structure de positions qui sont interdépendantes et qui existe préalablement à l'interaction des individus qui occupent ces positions. L'individualisme méthodologique de Coleman tente d'expliquer les phénomènes sociaux en termes de microfondations sans être réductionniste et en intégrant l'influence des éléments macro-sociaux. Cela signifie que des formes de socialité doivent exister préalablement aux attitudes collectives et affecter directement les attitudes et les comportements des agents. Puisque pour l'individualisme structurel, les obligations précèdent dans certains cas les interactions et que les individus entrent en interaction à cause de ces obligations et de ces rôles, cela rejoint les approches de Tuomela et Gilbert qui accordent beaucoup d'importance à la structure sociale. Toutefois, cela semble soulever un problème de circularité. D'où proviennent ces structures et les formes de socialité antérieures aux attitudes et aux actions collectives et comment sont-elles constituées ? Une théorie des attitudes et des actions collectives devrait être capable d'expliquer d'où proviennent ces normes et ces obligations, mais seule l'approche de Searle permet de les expliquer.

Le sociologue français Raymond Boudon s'est aussi intéressé aux effets des macros variables sur les individus. Ces variables macros-sociales sont, pour lui, le cadre institutionnel (Boudon, 1975). Le système social, ou sa structure sont un ensemble de positions reliées et indépendantes de chaque individu. Boudon est non seulement un individualiste institutionnel, mais également un individualiste structurel. Nous pouvons dresser un parallèle entre la structure sociale de Coleman et le cadre institutionnel de Boudon. Ce sont des variables sociales qui affectent les interactions entre les individus, mais qui doivent s'expliquer à l'aide d'éléments individuels.

En attribuant aux institutions et à la structure sociale un caractère objectif, cela ajoute un élément téléologique aux individualismes de Coleman et Boudon. Pour Coleman en particulier, l'action téléologique individuelle est un des éléments fondateurs de la socialité, et cela explique possiblement d'où proviennent les premières formes de socialité qui sont préexistantes aux attitudes et aux comportements collectifs dans les approches de Tuomela et Gilbert. L'importance accordée aux plans et à la planification dans l'explication des intentions partagées de Bratman peut également correspondre à cet aspect téléologique. La planification a un rôle normatif à la fois en ce qui a trait aux intentions individuelles et aux intentions partagées, qui sont des éléments de la socialité modeste.

5.3 Les groupes sociaux et la société politique

Rappelons que pour Gilbert une intention collective se définit de la façon suivante:
« Des personnes X et Y ont l'intention collective d'effectuer l'action A , seulement s'ils sont engagés conjointement à avoir l'intention d'effectuer A en tant que [groupe]. » Les

intentions collectives sont indissociables du groupe, tout comme l'est l'élaboration des institutions.

5.3.1 L'élaboration des institutions

Pour Gilbert, la structure sous-jacente aux institutions²⁴⁷ est la même que la structure propre aux engagements conjoints. Pour elle, les institutions sont le résultat d'un engagement conjoint des individus puisque ces derniers créent les règles sociales qui permettent et autorisent certains comportements ou exercent un pouvoir et des pressions punitives à l'endroit des comportements qui ne sont pas désirables. Les règles sociales engendrées par les engagements conjoints forment la socialité et les institutions. Gilbert croit que ces règles doivent être comprises comme étant des « décrets » effectués par un groupe de personnes. Il n'est possible d'effectuer des décrets que parce que les agents agissent comme sujet pluriel. Les membres d'un groupe pluriel sont engagés conjointement à maintenir ces institutions et ils les considèrent comme étant leur création et leur appartenant. Le fait que les agents doivent être constitués en sujet pluriel, donc en groupe, pour décréter des formes de socialité est problématique, comme cela l'était aussi pour Tuomela.

5.3.2 Différentes formes d'institutions sociales et de règles

Gilbert propose trois formes d'institution sociale, chacune étant constitutive d'une forme particulière de règles qui sont mises en place par l'engagement conjoint d'agents fonctionnant en tant que sujet pluriel. Quelques fois, ces formes d'institutions émergent suite à un accord et quelques fois sans accord initial. Il y a premièrement la règle

²⁴⁷ Qu'elles soient basées sur un accord préalable ou non.

personnelle, qui n'est pas personnelle parce qu'elle ne concerne qu'une personne, mais parce qu'il s'agit d'une personne qui énonce la règle. Lorsqu'elle est énoncée, elle devient une institution. La règle personnelle peut être énoncée par plus qu'une personne, mais peut aussi être énoncée par un petit groupe de personnes à l'intérieur de l'ensemble de la société. L'institution est donc la règle qui est énoncée, par exemple une règle sociale de ce type serait: « Si Régina dit que X doit être fait par les membres de la population P, les membres de P doivent percevoir cette annonce comme instituant une règle sociale dans le contexte C. »²⁴⁸ La personne n'est pas une institution, par contre la règle qu'elle énonce en est une. Il n'y a pas d'engagements conjoints dans ce type de règles. Les règles personnelles caractérisent surtout les sociétés primitives, pré-institutionnelles.

Le deuxième type de règles est celui de règles de gouvernance. Ces règles ne sont pas constituées uniquement par un individu comme la précédente, mais nécessitent l'acceptation collective d'un groupe. Par exemple, si nous reprenons l'exemple précédent, Régina convainc les gens d'accepter que sa descendance soit les monarques à perpétuité dans la cité. La création de cette règle nécessite une acceptation collective du groupe, sans nécessairement qu'il y ait engagements conjoints.

Les règles qui réglementent sont le troisième type de règles. Pour fonctionner, elles nécessitent en plus un engagement conjoint et c'est à partir d'engagements conjoints que ces règles peuvent réglementer les actions de chacun. Toujours en lien avec l'exemple évoqué précédemment, cela pourrait être par exemple que: « Les membres d'une population *P* acceptent un processus démocratique. »²⁴⁹ En plus de l'acceptation

²⁴⁸Gilbert, Margaret, 2006, *op. cit.*, p. 208.

²⁴⁹*Ibid.*, p. 212.

collective, il y a un engagement conjoint envers certaines valeurs ou certaines croyances, notamment en faveur de la démocratie comme forme d'organisation politique.

Il y a une progression allant des règles personnelles, qui ne nécessitent pas d'engagements, vers les règles de gouvernance qui nécessitent une acceptation collective pour finalement aboutir aux dernières formes de règles qui représentent, pour Gilbert, l'obligation politique et les formes d'institutions pouvant être engendrées par sa théorie du sujet pluriel. Ce n'est que comme sujet pluriel que les agents faisant partie d'un groupe peuvent s'engager conjointement et créer le troisième type de règles, ce qui est problématique, particulièrement pour les grands groupes.

5.3.3 Le modèle du sujet pluriel, l'engagement commun et les règles

Ce que permet la formation d'engagement conjoint, qui est la clé pour comprendre la formation des institutions pour Gilbert, est que dans un sujet pluriel les agents ont leur volonté liée par cette forme d'engagements. L'engagement conjoint engendre les règles qui réglementent sous différentes formes, par exemple des obligations et des droits. Puisque les agents s'engagent comme constituants d'un sujet pluriel, un engagement conjoint n'est pas une conjonction de deux engagements individuels. Lors d'engagement de ce type, les participants sont toujours conjointement engagés à faire quelque chose « en tant que groupe ». Pour que l'engagement soit conjoint, les agents doivent exprimer le fait qu'ils sont prêts à être engagés de façon conjointe, ce qui est l'expression d'une condition de sa volonté. Lorsque ces conditions de volonté sont exprimées et qu'il y a une connaissance commune à ce propos, l'engagement conjoint est créé.

Pour Gilbert, l'engagement lie les volontés des agents et leur procure une raison pour agir en accord avec l'engagement. Cela peut être fait de plusieurs façons. Une des

façons qu'ont les agents de lier leur volonté est d'accorder de l'importance aux raisons qui nous incitent à nous conformer à la règle qui a été constituée. Nous sommes également liés aux autres lorsqu'ils possèdent une partie de notre liberté. Nous sommes donc liés jusqu'à ce que les autres membres acceptent de nous rendre en quelque sorte notre entière liberté. Un agent peut aussi être lié aux autres puisqu'il leur doit une action en conformité avec la règle qui découle de l'engagement conjoint. Le fait d'être lié aux autres à cause d'un engagement conjoint n'est donc pas une question sentimentale ni la conséquence d'une pression externe qui contrôlerait nos actions de l'extérieur. Ce lien est dans l'action, dans la constitution des règles. Si une obligation n'est pas de notre propre ressort, alors il ne s'agit pas d'une règle sociale.

La persistance de l'engagement conjoint dans le temps varie selon le type d'engagement et la nature de la relation entre les participants, ce qui est tout à fait conforme aux intentions et aux actions collectives qui durent habituellement un certain laps de temps. Les engagements conjoints obligent donc les participants les uns envers les autres, ce qui permet d'exécuter l'action ou de posséder l'intention sous la forme d'un sujet pluriel. Et c'est ce même sujet pluriel qui sera à l'origine des règles sociales :

Il y a une règle dans une population *P* si et seulement si les membres de *P* sont engagés conjointement à accepter [en tant que groupe] un décret de la forme suivante: les membres de *P* doivent effectuer l'action *A* dans les circonstances *C*. (les raisons pour effectuer *A* en *C* peuvent être spécifiées comme étant ce qui est requis d'effectuer) (ma traduction).²⁵⁰

L'acceptation des membres incluse dans cette définition équivaut à l'assignation d'une obligation, donc de la règle sociale. L'acceptation doit se faire « en tant que groupe », comme sujet pluriel. Le sujet pluriel est nécessaire à l'engagement conjoint, et

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 197.

l'engagement conjoint établit la règle sociale, qui est pour Gilbert le cœur de l'institution. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait d'engagement individuel qui soit dérivé de l'engagement conjoint. Nous allons voir que les grands groupes peuvent difficilement satisfaire les exigences de Gilbert en termes d'engagement et de connaissance commune, ce qui devient problématique pour expliquer comment les règles peuvent être créées de cette façon.

5.3.3.1 Le problème des grands groupes

L'approche de la socialité en tant que sujet pluriel que propose Gilbert est problématique, bien qu'elle montre que le sujet pluriel possède aussi les caractéristiques des grands groupes, donc qu'il peut être inclusif, impersonnel, anonyme et hiérarchique. Plusieurs caractéristiques des grands groupes sont en contradiction avec des caractéristiques importantes qu'elle attribuait à la formation d'un sujet pluriel, entre autres, l'unité, l'appartenance et l'attachement qui sont des caractéristiques des petits groupes et qui leur permettent justement de se constituer en sujet pluriel. Ces caractéristiques ne sont pas présentes dans la constitution des grands groupes. Il serait préférable, dans un objectif de cohérence, d'identifier des caractéristiques communes aux grands et petits groupes qui exemplifient le concept de sujet pluriel.

Dans le même sens, Gilbert accorde beaucoup d'importance à la « connaissance commune » et à « l'engagement conjoint », qui sont constitutifs de la formation de petits groupes.²⁵¹ La relation entre ces deux notions est problématique en ce qui a trait aux grands groupes. Rappelons que pour Gilbert un groupe est engagé conjointement s'il y a une volonté des agents qui est liée d'une certaine façon, si cette volonté est exprimée correctement et s'il y a une connaissance commune de ce fait. Ce sont les conditions de

²⁵¹ *Ibid.*, p. 173.

base de tous les groupes pouvant former un sujet pluriel, et elles ne semblent pas exister pour ce qui est des grands groupes tels que les États-nations, les grandes entreprises et les universités.

La principale différence entre les petits et les grands groupes est qu'il n'y a pas le même genre de connaissance commune possédée par leurs membres respectifs. Les membres des grands groupes ne se connaissent pas en tant qu'individu. Gilbert tente de résoudre ce problème en proposant la considération suivante : « il y a connaissance commune dans une population P que Q , si et seulement si le fait que Q est connaissable de tout le monde dans P , et tout le monde dans P est au courant. »²⁵² Tous les agents ne doivent pas nécessairement se connaître personnellement, en tant qu'individu, ils doivent pouvoir connaître certaines propriétés possédées par les individus, comme celle de faire partie du groupe ou non. À partir de cette connaissance commune, les agents sont en mesure d'inférer que chaque personne ayant cette propriété a exprimé publiquement sa disponibilité à agir en tant que groupe, donc fait partie du sujet pluriel et est disponible à exécuter l'action conjointe. La propriété de l'agent de faire partie du groupe permet les autres conditions nécessaires à la formation d'un sujet pluriel, notamment l'unité de la volonté, la condition d'exprimabilité et la connaissance commune.²⁵³

Ces précisions concernant la connaissance commune ne ressoudent pas les difficultés d'appliquer le modèle du sujet pluriel à celui des grands groupes. D'autre part, l'engagement conjoint, comme l'acceptation collective dans le cas de Tuomela, permet à Gilbert d'expliquer comment se forment les institutions sociales. Par contre, la nécessité

²⁵² *Ibid.*, p. 212.

²⁵³ Baltzer, Ulrich., « Joint Action of Large Group », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, 2002, p. 7.

que les agents soient constitués en groupe pour décréter des formes de socialité comme les règles qui réglementent est problématique. L'appartenance au groupe est trop restrictive, ce qui limite la capacité des agents d'engendrer des formes de socialité de façon spontanée et sans entretenir de liens très forts avec les autres. Ce sont des ensembles d'agents qui créent la socialité, et non des groupes, comme le montrent les difficultés liées à l'engagement commun d'agents qui composent un grand groupe.

CONCLUSION

Je m'interrogeais dans le cadre de ce travail sur la façon dont les agents sont porteurs d'attitudes ou exécutants d'actions qui sont attribuées au groupe auquel ils appartiennent. Bien qu'il soit problématique d'attribuer des attitudes et des actions collectives à des groupes, puisque ceux-ci n'ont pas à proprement parler de conscience, ces groupes sont constitués d'agents qui, eux, en possèdent. De plus, ces attitudes et ces actions sont essentielles à l'explication de la socialité.

Ce travail avait comme thèse que l'approche de Searle analysée précédemment est la seule qui soit conforme à l'individualisme méthodologique et qui réussisse à élaborer des concepts capables d'expliquer à la fois l'élaboration de formes de socialité complexes et de l'existence de formes variées d'institutions. Comme premier argument, je voulais montrer que le caractère subjectiviste permet à l'approche de Searle de se conformer à la plupart des formes d'individualisme méthodologique, notamment celles qui prévalent en philosophie, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres approches. La conformité aux thèses de l'individualisme méthodologique est souhaitable puisque celles-ci découlent d'une conception du monde bien établie. Deuxièmement, je voulais montrer que malgré le fait que l'objectif des autres auteurs soit d'expliquer la socialité à partir d'attitudes et d'actions collectives, ils font tous l'erreur de présupposer la socialité lorsqu'ils les expliquent, ils font appel à la notion problématique de « connaissance commune » et ils ne réussissent à expliquer la socialité que de façon partielle. À cet égard, j'ai considéré la

socialité de façon large, incluant les simples actions conjointes jusqu'aux institutions sociales plus complexes. La première approche présentée fut celle de Bratman. L'hypothèse de départ était qu'elle ne réussissait pas à expliquer correctement comment les agents possèdent une attitude proprement collective et elle ne permettait pas de comprendre comment existaient les formes simples de socialité telles que les groupes, la coopération, les normes et les rôles sociaux. Cela s'est avéré fondé. Son approche s'inspirait largement de sa théorie de la planification. Conformément à cette théorie, les intentions partagées ont comme fonction la coordination des actions des agents, ce qui leur permet de planifier en vue de parvenir à leurs fins, donc d'atteindre les objectifs communs qu'ils se sont fixés. Pour arriver à exécuter des actions de façon coordonnée, les attitudes partagées doivent faire partie d'un complexe d'intentions permettant l'émergence d'actions coordonnées, planifiées adéquatement et négociées. Ce complexe d'intentions contient plusieurs normes qui ne se limitent pas aux simples interrelations, mais n'incluent pas de promesses ou d'obligations. Conséquemment, l'approche de Bratman ne contient aucun élément normatif susceptible d'expliquer pourquoi les agents reproduisent souvent les mêmes formes de socialité; tout au plus, le complexe d'intentions est influencé par certaines normes qui favorisent la non-reconsidération des attitudes partagées. L'approche de Bratman ne permet pas d'expliquer de quelles façons les intentions communes nécessitent un engagement à les satisfaire ni pourquoi nous agissons collectivement en coopérant avec les autres.

Par conséquent, pour ce qui est de l'explication de la socialité, les structures interpersonnelles n'ajoutent rien aux activités coopératives partagées. Tout au plus, elles permettent d'expliquer comment les autres agents influencent nos propres intentions et actions.

Certains problèmes présents dans l'analyse de Bratman ont été soulevés. En premier lieu, la relation entre intention partagée, coordination et planification est problématique. Une intention partagée ne peut avoir comme fonction la coordination et la planification, car celles-ci présupposent déjà une forme d'intentionnalité collective, donc il est nécessaire d'être minimalement coordonné avec un agent avant de partager une intention avec celui-ci. Par surcroît, comme un plan est lui-même une intention préalable, cela porte à confusion de mentionner qu'une intention partagée permet aux agents de planifier en vue d'atteindre leurs objectifs, à moins que par intentions partagées Bratman veuille dire une intention en action, ce qui ne semble pas le cas puisqu'il est téléologique.

En second lieu, Bratman inclut dans son analyse le souci de l'autre et l'engagement au soutien mutuel, toutefois, il n'explique pas de quelles façons ces normes ou ces règles accompagnent les intentions partagées. Contrairement à ce qu'il affirme, les normes ne sont pas nécessaires à la possession d'attitudes partagées, elles en sont plutôt une manifestation ou une conséquence. Ces normes font partie de ce que signifie posséder de telles attitudes, ce sont déjà des formes de socialité qui doivent être expliquées à partir des attitudes et des actions des agents. De telles normes nécessitent une forme de délibération et des accords entre les agents qui ne sont rendus possibles que parce que les agents possèdent déjà la capacité de former des intentions collectives.

En troisième lieu, l'engendrement d'actions partagées à partir d'intentions partagées se fait aussi difficilement. Pour l'expliquer, Bratman ajoute au complexe d'intention la sensibilité mutuelle et l'engagement au soutien mutuel, qui sont censés représenter une forme d'engagement envers l'action envisagée. Bratman fait l'erreur de situer ces éléments à l'extérieur de l'attitude commune, alors qu'elles font partie de conventions acceptées socialement et qui accompagnent nécessairement la possession de

telles attitudes communes par un agent. L'agent comprend, en possédant son intention partagée, ce que cela implique comme engagement de sa part, nul besoin de le situer dans un complexe d'intentions en plus.

L'approche de Bratman se conforme aux thèses individualistes les plus fortes, à l'exception des normes qui accompagnent les intentions partagées, qui ne respectaient pas la thèse psychologue de l'individualisme méthodologique fort. La notion de volonté commune, qui pousse quelques fois les agents à agir de façon contraire à leurs préférences, peut aussi présenter des difficultés. Toutefois, il a été convenu que cette thèse psychologue n'était pas adéquate, le constat a été fait que l'approche de Bratman respecte les thèses épistémologiques qui ont caractérisé l'évolution subséquente de l'individualisme méthodologique dans sa version la plus faible.

Sous un angle ontologique, l'approche de Bratman respecte la nécessité de ne pas attribuer d'attitudes ou d'actions à des entités collectives sans expliquer de quelles façons cela se produit du point de vue des individus. Par ailleurs, le complexe d'intention pourrait être davantage précisé par Bratman. Il décrit son contenu (ses normes), mais n'explique pas sa provenance ni comment il est formé et de quelle façon il existe. Selon moi, ce complexe d'intentions doit être considéré comme intrinsèque aux intentions collectives, et non un ensemble de dispositions qui accompagnent l'intention individuelle.

Pour l'approche de Bratman, il est possible de conclure qu'elle est conforme aux thèses les plus importantes de l'individualisme méthodologique, mais ne parvient qu'à expliquer des formes de socialité modeste, comme des actions partagées.

La deuxième approche présentée, celle de Tuomela, présupposait l'existence de la socialité pour expliquer les phénomènes collectifs, cela rendait circulaire son explication des institutions sociales. De plus, malgré le fait qu'il ne considère pas les intentions

communes qualitativement différentes des intentions individuelles, son approche ne correspond pas à l'individualisme méthodologique faible, plus particulièrement ses thèses subjectivistes et méthodologiques.

Tuomela a choisi une stratégie différente de celle de Bratman pour analyser les attitudes et les actions collectives. Plutôt que situer son analyse dans une perspective fonctionnaliste, il tente d'expliquer les attitudes et les actions collectives en soulignant l'importance du groupe ainsi que son influence sur les attitudes et les actions des agents, préférant ainsi une approche normative. Bien que la stratégie de Tuomela soit différente à plusieurs égards de celle de Bratman, elle est dans un sens aussi réductrice puisqu'elle réduit l'intentionnalité conjointe à l'intentionnalité des individus. Une intention commune est ainsi une attitude individuelle accompagnée d'une croyance mutuelle et d'une proto-attitude. Pour Tuomela un agent ne peut posséder une attitude commune²⁵⁴ ainsi qu'effectuer une action commune que s'il fait partie d'un groupe constitué au mode pluriel, vers lequel sera dirigée la proto-attitude. Une attitude commune est donc constituée à partir de buts, d'objectifs, de croyances, de valeurs et de normes de groupe. Ainsi, lorsqu'il agit, l'agent effectue l'action à partir d'une raison de groupe, et donc une raison qui a été définie par le groupe. Cela se fait par acceptation collective de la raison pour agir du groupe (condition de collectivité), qui engendre un engagement commun des agents à exécuter l'action commune. Cet engagement fait en sorte que l'agent est en principe subordonné à exécuter certaines actions; il est donc soumis à une certaine autorité qui est déterminée par le groupe: cela constitue la possibilité d'actions au mode pluriel.

²⁵⁴ Qui a un rôle dans l'élaboration de la socialité.

Ce mode pluriel est essentiel à la formation de la socialité, les institutions sociales devant être constituées par l'acceptation collective qui caractérise le fonctionnement de ce type de groupe. L'acceptation collective de l'*éthos* du groupe est performative et elle permet la disponibilité au groupe, ce qui autorise les agents à avoir des attitudes communes qui sont constitutives de la réalité institutionnelle. Ainsi, l'acceptation collective du contenu d'une attitude, une croyance par exemple, la rend vraie et crée l'institution. Ce modèle de la création de la socialité permet d'expliquer les institutions qui contiennent des normes, des règles et des relations de pouvoir. Toutefois, la référence au mode pluriel est trop restrictive et n'est pas nécessaire, le groupe étant déjà une forme de socialité modeste.

L'approche de Tuomela contient plusieurs problèmes, notamment liés à l'accompagnement par l'intention commune d'une croyance mutuelle à l'égard de l'activité commune. La présence de cette croyance ne garantit pas l'existence d'une intention et d'une action véritablement collective, comme Searle l'a montré à partir de différents exemples. Les croyances et les désirs sont déjà inclus dans la possession d'une intention commune, nul besoin de les ajouter à une interrelation. Puisque l'ajout de croyances n'était pas suffisant pour expliquer la présence d'intention véritablement collective, Tuomela a ajouté à son modèle une proto-attitude, notamment parce que l'agent agit comme membre d'un groupe. Outre le fait que cela soit problématique, ce n'est pas nécessaire.

La référence au groupe est problématique puisque comme nous comprenons les attitudes et les actions collectives, celles-ci étant nécessaires à la formation de groupes. Une personne incapable de partager certaines attitudes avec les autres ne peut pas faire partie d'un groupe, ce dernier ne peut donc pas servir à l'explication de la possession de

ces attitudes. Par ailleurs, plusieurs agents forment des intentions communes avec les autres sans faire partie d'un groupe, ne serait-ce que pour préparer une sauce hollandaise, qui peut, si elle est répétée, constituer une véritable forme de socialité, ou du moins une convention collectivement acceptée par un groupe.

D'un point de vue épistémologique, Tuomela donne préséance au groupe, notamment par le fait que l'agent lui soit subordonné, donc que la motivation du groupe a plus de poids que celle de l'agent lorsqu'il délibère en vue de l'action. L'agent agit à partir de raisons et de désirs qui appartiennent à une entité collective, ce qui contredit les exigences de l'individualisme méthodologique fort. Par ailleurs, et c'est la plus grande difficulté de l'approche de Tuomela, l'influence du groupe est extrêmement normative et se produit de façon homogène, ce qui lui donne un statut objectif. Cet effet objectif correspond davantage à l'individualisme méthodologique faible de Popper. Par contre, Tuomela ne montre pas comment ces attitudes attribuées au groupe se reflètent comme éléments du contenu de la pensée des agents, donc ultimement comment les institutions sont engendrées par des attitudes individuelles. Si plusieurs agents doivent partager autant de valeurs, d'objectifs et de buts pour former leurs intentions communes et agir à partir d'elles, c'est qu'ils doivent pouvoir se les représenter à partir de contenu de pensée individuel, sinon une telle coordination ne serait pas possible, mais Tuomela ne montre pas comment cela se passe. Contrairement à l'approche de Bratman, celle de Tuomela n'arrive pas à se conformer aux thèses épistémologiques de l'individualisme méthodologique faible. Dans une perspective épistémologique et méthodologique, l'approche de Tuomela est donc irréductible. Les concepts collectifs ne sont pas redéfinis ou expliqués en termes individuels et le groupe est nécessaire pour que la réalité sociale puisse être créée.

Sous un angle ontologique, bien que Tuomela n'explique pas toujours l'engendrement des propriétés collectives qu'il attribue aux groupes, ni comment ils sont réductibles aux individus, ceux-ci ne semblent pas constituer d'instances supra-individuelles qui agissent et pensent à la place des individus.

L'approche de Tuomela donne une explication plus complète de la socialité que celle de Bratman et ne se limite pas aux actions coopératives partagées. Tuomela propose une explication intéressante de la formation de la socialité, il donne une place importante à l'acceptation collective, qui semble avoir un rôle constitutif semblable à celui des actes de discours déclaratoires. Cela lui permet d'expliquer d'une façon générale plusieurs faits institutionnels et sociaux.

Ainsi, l'approche de Tuomela explique la socialité en la présupposant, ce qui est évidemment un défaut. De plus, la formation du groupe au mode pluriel n'ayant pas été expliquée à partir des attitudes et des dispositions individuelles, l'approche de Tuomela ne se conforme pas aux thèses épistémologiques de l'individualisme méthodologique faible.

Enfin, les approches de Searle (1990) et Gilbert (2009) ont été présentées. L'approche de Gilbert est la plus holistique de celles que j'ai analysées. Pour elle, une intention commune est l'attitude d'un groupe, qu'un individu seul ne peut pas posséder, il s'agit plutôt d'un état psychologique à propos d'une situation que partagent les agents. Les intentions-nous collectives ne sont pas purement un phénomène mental individuel, quelque chose doit arriver « dans le monde » pour qu'elles existent; à l'extérieur des consciences individuelles, et ce sera par la formation d'un sujet pluriel. Gilbert accorde beaucoup d'importance aux engagements et aux obligations que les membres du groupe forment ensemble lorsqu'ils font partie d'un tel groupe. Pour elle, des agents partagent

une intention seulement s'ils sont engagés conjointement à avoir cette intention en tant que groupe, notant par le fait même, tout comme Tuomela, le rôle important des obligations et des engagements que les agents forment en tant que membres d'un groupe. Lorsque les agents forment un groupe et qu'il y a une acceptation, une identification et une appartenance au groupe, de même qu'un attachement mutuel, cela forme un sujet pluriel. La formation du sujet pluriel rend les agents redevables au groupe et contraint parfois leurs actions en fonction des besoins et désirs du groupe qui avaient été préalablement acceptés par les membres. Ainsi, les sujets pluriels sont de véritables agents collectifs qui sont porteurs des intentions collectives des agents, ce qui implique une vraie unité supra-individuelle. L'agent collectif agit à travers ses membres, et cela fait en sorte que les agents agissent « en tant que groupe ».

L'approche de Gilbert fait face aux mêmes problèmes que celle de Tuomela. Il n'est pas possible d'expliquer les intentions communes à partir de caractéristiques attribuées à un groupe puisque les attitudes collectives sont nécessaires à la formation des groupes. Un agent ne peut former un groupe avec d'autres agents s'il ne possède pas déjà la capacité de se constituer en groupe. Cette capacité doit être expliquée préalablement à l'explication de la formation du groupe.

D'un point de vue épistémologique, tout comme les autres approches, celle de Gilbert ne respecte pas les thèses de l'individualisme méthodologique fort. De plus, eu égard à la distinction entre concepts et réalité, Gilbert utilise plusieurs concepts collectifs sans expliquer comment ils se manifestent de façon individuelle dans la réalité; par exemple lorsqu'elle affirme que les intentions partagées existent à l'extérieur des consciences humaines et que quelque chose doit arriver dans le monde pour qu'elles puissent exister.

Cette expression, « quelque chose doit arriver dans le monde pour que les intentions collectives existent », est aussi problématique d'un point de vue ontologique, tout comme l'utilisation de concepts tels que « sujet pluriel » et « agent collectif ». Gilbert affirme que ces concepts n'ont aucune implication ontologique, mais elle n'explique pas comment ils se manifestent d'un point de vue individuel, tout au plus elle doit faire appel à d'autres notions collectives pour les expliquer, tels que les engagements conjoints et les volontés communes. Dans tous les cas, jamais elle ne montre comment les phénomènes collectifs se manifestent dans les consciences individuelles.

Même l'individualisme institutionnel ne permet pas d'attribuer des attitudes et des actions irréductibles à des groupes, comme le fait Gilbert. Il y a de nombreuses références aux intérêts, aux volontés et aux objectifs des groupes pluriels et des agents collectifs, tout en les considérant comme propres et distincts des individus qui les composent. Si ce n'est pas le cas, elle devrait expliquer de quelle façon se produit l'engendrement. Par surcroît, il y a aussi le fait que les agents collectifs agissent, Gilbert n'explique pas comment cela se produit.

D'un autre côté, nous avons pu déterminer que l'approche de Gilbert correspondait davantage à l'individualisme méthodologique de Coleman, qui est pragmatique. Ce dernier attribuait aux groupes des propriétés d'individus telles que des croyances et des désirs, tout en ne les considérant pas réductibles aux individus qui le composent, en plus de considérer les droits et les normes comme des entités sociales supra-individuelles. Tout ce qui importe, c'est que ce sont les interactions entre les individus qui permettent l'émergence de phénomènes collectifs. Ainsi, dans l'approche de Gilbert, les phénomènes collectifs semblent avoir une existence et une capacité d'agir qui leur sont propres, mais ces phénomènes collectifs sont aussi le produit d'interactions entre les individus qui

composent les sujets pluriels. Bien que conformes à cette forme d'individualisme, ce n'est pas évident de voir comment émergent ces phénomènes sociaux à partir des attitudes et des actions des individus dans l'approche de Gilbert.

L'approche de Gilbert propose une explication intéressante de la socialité, tout comme celle de Tuomela. La structure des institutions est la même que la structure propre aux engagements conjoints. Dans un sujet pluriel les agents ont leur volonté liée par cette forme d'engagement, par la suite l'engagement conjoint engendre les règles qui réglementent sous différentes formes, par exemple en obligeant ou en permettant. Pour Gilbert, les institutions sont le résultat d'engagements conjoints entre les individus puisque ces derniers créent les règles sociales qui permettent et autorisent certains comportements ou exercent un pouvoir et des pressions punitives à l'endroit des comportements qui ne sont pas désirables. Les règles sociales engendrées par les engagements conjoints, possiblement sous forme de décrets, forment la socialité et les institutions. Bien que cette explication de l'origine des institutions sociales soit intéressante, elle contient trop de concepts holistiques irréductibles pour me sembler éclairante.

En résumé, l'approche de Gilbert explique aussi la construction de la socialité en la présupposant, puisque les agents doivent se constituer en groupe pour s'engager collectivement à accepter les différentes règles. En ce qui a trait à l'individualisme méthodologique, l'approche de Gilbert correspond aux thèses ontologiques de Coleman, qui sont cependant difficiles à accepter.

La dernière approche présentée est celle de Searle. Notre hypothèse était que l'approche de Searle était la seule à être compatible avec l'individualisme

méthodologique, aussi bien épistémologique qu'ontologique, tout en étant capable d'expliquer la formation de la socialité.

Comme c'était le cas de Gilbert, Searle est d'avis que les intentions et les actions collectives sont des phénomènes qualitativement distincts des attitudes et des actions individuelles et qu'ils ne sont pas réductibles à ces dernières. Il explique, avec la distinction entre contenu représentatif et mode psychologique, comment des intentions individuelles sont dérivées des intentions collectives, ce qui lui évite d'avoir à affirmer que nous avons l'intention d'effectuer des actions collectives qui ne sont pas entièrement sous notre contrôle. Les relations constitutives permettent d'expliquer l'engendrement entre les intentions collectives et les intentions individuelles, ce qui confère à l'approche de Searle un caractère à la fois irréductible aux intentions individuelles en plus d'être subjectiviste.

L'intentionnalité est ce qui permet à Searle d'attribuer à l'être humain la capacité de former des attitudes qui sont irréductiblement collectives. Celle-ci se situe dans l'arrière-plan, avec d'autres capacités et phénomènes nous permettant d'avoir des intentions collectives. À l'intérieur de cet arrière-plan se trouve également ce que Searle nomme « le sens de l'autre », qui est préintentionnel et qui permet aux individus de s'engager dans des comportements collectifs en leur permettant de percevoir les autres en tant que candidats pour partager l'intentionnalité. Il s'agit pour Searle d'une capacité biologiquement primitive et d'une condition nécessaire à tout comportement collectif et à toute conversation en général. Le concept d'intentionnalité collective permet à Searle de mieux expliquer comment s'élaborent les institutions sociales et la socialité en ne les présupposant pas dans leur explication.

Tous les faits impliquant l'intentionnalité collective sont déjà des faits sociaux. L'intentionnalité collective permet aux agents de créer la socialité en assignant des fonctions aux objets qui ne sont pas intrinsèquement collectifs et cette assignation de fonction ne peut pas se faire sans langage, donc ultimement tous les faits institutionnels sont constitués par des représentations qui ont la même forme logique que des actes de discours déclaratoires. Celles-ci engendrent les règles et les pouvoirs qui sont à la base des institutions humaines et de toute la réalité institutionnelle. Cela permet à Searle d'expliquer les faits institutionnels très complexes autant que les faits sociaux plus simples sans avoir à présupposer l'appartenance à un groupe ou encore des engagements et des obligations qui accompagnent les attitudes collectives, ce qui, encore une fois, me semble représentatif de ce qui se passe dans la réalité.

La façon dont Searle nous présente les attitudes et les actions collectives lui permet d'élaborer un modèle de la socialité beaucoup plus élaboré que celui de Bratman. Et contrairement à ce dernier, Searle ne fait pas que présenter certaines formes de socialité, mais explique comment l'ensemble des institutions humaines se crée et se maintient. Il est le seul qui ne présuppose pas la socialité lorsqu'il analyse les attitudes et les actions collectives, ce qui respecte l'idée selon laquelle la socialité est créée ou engendrée par les actions et les attitudes collectives des agents.

D'un point de vue ontologique, malgré l'utilisation de concepts collectifs tels que l'intentionnalité collective, les attitudes collectives et les actions collectives, l'approche de Searle est conforme aux thèses ontologiques de l'individualisme méthodologique. À l'aide de relations constitutives, il explique comment ces concepts se manifestent du point de vue individuel, ce qui n'a pas été fait par les autres. Le problème était plus épistémologique, puisque Searle explique les attitudes et les actions des individus à partir

de capacités mentales subjectives qui sont difficilement analysables, notamment le sens de l'autre et l'arrière-plan, mais aussi à partir de l'influence de formes de socialité qui ne se manifestent pas uniquement de façon subjective. Les développements ultérieurs de thèses épistémologiques moins fortes, notamment chez Popper, rendent possible l'utilisation de ce type de facteurs dans l'explication des intentions et des actions des agents.

Par contre, le problème est que cet arrière-plan ne peut pas être prouvé, il s'agit d'une hypothèse que Searle ne parvient pas à prouver logiquement puisqu'il n'est pas intentionnel. Mais il affirme cependant qu'il suffit de l'accepter pour en voir les preuves dans l'activité pratique de représentation. Le sens de l'autre, qui fait partie de cet arrière-plan, semble être le principal problème épistémologique de l'approche de Searle. Le sens de l'autre est préintentionnel; or il apparaît important de doter les intentions et les actions collectives d'une dimension sociale plus forte que l'arrière-plan et le sens de l'autre. Il faut donc distinguer cette dimension sociale d'une simple intersubjectivité (Fisette, 2003), ce à quoi semble correspondre le sens de l'autre.

En ce sens, James J. Gibson (1950, 1966, 1979) a proposé les notions de « perception directe » et « d'affordance » qui remettent en question la distinction classique entre esprit et environnement. Selon Gibson, nos perceptions sont plutôt des occasions d'agir et dans bien des cas nos représentations sont bien plus pragmatiques que symboliques, donc plus directes.²⁵⁵ La perception devient donc une recherche « d'affordances », c'est-à-dire d'occasions d'agir sur le monde. Lorsque les agents

²⁵⁵ James J. Gibson, (1977) *The Theory of Affordances; In Perceiving, Acting, and Knowing*, New York, Eds. Robert Shaw and John Bransford et (1979) *The Ecological Approach to Visual Perception*, Hove, United Kingdom, Psychology Press; 1 édition (November 22, 2014).

perçoivent les autres dans certains contextes, ils perçoivent des occasions de partager leur intentionnalité.

Ainsi, le sens de l'autre serait une capacité représentative, mais uniquement d'un point de vue pragmatique. Il permettrait à l'agent de percevoir dans l'environnement les différentes possibilités d'agir. Ce type de représentation « pragmatique » est directement utilisable par l'agent, ce qui lui permet d'agir de façon adaptée selon la situation dans laquelle il se trouve. Le sens de l'autre, comme représentation pragmatique, oriente les actions des agents vers des comportements susceptibles de préserver la structure de leur organisme, la coopération dans ce cas-ci. Pour reprendre les mots du neurobiologiste Henri Laborit, « La seule raison d'être d'un être vivant, c'est d'être, c'est-à-dire de maintenir sa structure, [...] un cerveau ça ne sert pas à penser, mais ça sert à agir. »²⁵⁶ Cela peut être fait de multiples façons, à la fois par des intentions collectives, des actions collectives complexes et des actes de discours de second niveau.

Selon Cisek (2016), les actions ne sont plus générées à partir de systèmes entrée – sortie, mais bien comme des boucles de rétroaction qui sont en lien direct avec l'environnement (« feedback control »).²⁵⁷ C'est donc dire que la cognition implique à la fois le corps et l'environnement, donc qu'elle est énamée, c'est-à-dire le produit d'une interaction directe avec l'environnement.

Bien évidemment, ces propositions ne se font pas sans être accompagnées de nombreuses difficultés. Cette approche basée sur les notions de perception directe et d'affordance a surtout été élaborée en éthologie et les recherches expérimentales ont eu

²⁵⁶ Laborit, Henri, (1976), *Éloge de la fuite*, Paris, Folio, 1985, 192 p.

²⁵⁷ Tirée d'une présentation faite par Paul Cisek le 17 mars 2016 à l'Université du Québec à Montréal dans le cadre des rencontres CRISCo.

lieu dans des environnements composés majoritairement d'objets inanimés. L'extension du concept d'affordance sur le champ de la cognition social reste à être démontrée.

Pour conclure ce travail, il est possible d'affirmer que l'approche de Searle est effectivement la seule qui permette d'expliquer d'une façon exhaustive la construction de la socialité, tout en étant conforme aux thèses de l'individualisme faible (Udeh, 2001). Cette approche est réductrice, mais non éliminatrice, donc une combinaison d'irréductibilité épistémologique et de réductibilité ontologique. Cette possibilité avait déjà été identifiée par Searle (1992) en philosophie de l'esprit, mais cela lui permet aussi d'expliquer la socialité à l'aide d'une stratégie compatible avec les thèses de l'individualisme méthodologique faible. À cet égard, il est particulièrement intéressant de constater la convergence entre les concepts de Searle (1992) et ceux de Popper (1944), entre autres en ce qui a trait à la distinction entre les contenus de pensée à propos du monde, qui sont épistémologiquement objectifs et les institutions, qui sont ontologiquement subjectives, donc elles sont dépendantes de l'intentionnalité des agents.

BIBLIOGRAPHIE

- AGASSI, Joseph (1960) « Methodological Individualism », *The British Journal of Sociology*, 11, p. 244-70.
- ALMAATOUQ, Abdullah, RADAELLI, Laura, PENTLAND, Alex et SHMUELI, Erez (2016) « Are You Your Friends' Friend? Poor Perception of Friendship Ties Limits the Ability to Promote Behavioral Change », *PLoS ONE* 11(3): e0151588. doi: 10.1371/journal.pone.0151588
- ARROW, Kenneth (1989) « Economic Theory and the Hypothesis of Rationality », in ed. EATWELL, John, MILGATE, Murray and NEWMAN, Peter, *The New Palgrave: Utility and Probability*, New York, Norton, p. 198-210.
- (1994) « Methodological Individualism and Social Knowledge », in *The American Economic Review* Vol. 84, No. 2, Papers and Proceedings of the Hundred and Sixth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1994), p. 1-9.
- AUSTIN, John Langshaw (1962) *Quand dire c'est faire*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, 202 p.
- AYER, Alfred Jules (1936) *Language, Truth and Logic*, London: Victor Gollancz, 254 p.
- BALTZER, Ulrich (2002) « Joint Action of Large Group », in Meggle, G., *Social facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 1-18.
- BARDSLEY, Nicholas (2007) « On Collective Intentions: Collective Action in Economic and Philosophy », *Synthese* 157, p. 141-159.
- BECHTEL, William et RICHARDSON, Richard (2010) *Discovering Complexity: Decomposition and Localization as Strategies in Scientific Research*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 340 p.
- BITTNER, Rudiger (2002) « An Action for Two », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p.35-42.
- BLONDEL, Maurice (1935) *L'Être et les êtres*, Paris, Félix Alcan Éditeur, 540 p.
- BOUDON, Raymond (1982) *The Unintended Consequences of Social Action*, London: Macmillan, 232 p.
- (2001) *La logique du social*, Paris, Hachette, 279 p.
- BRATMAN, Michael (1987) *Intention, Plan and Practical Reason*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 200 p.

- (1992) « Shared Cooperative Activity », *The Philosophical Review*, Vol. 101, No. 2, p. 327-341.
- (1993) « Shared Intention », *Ethics*, Vol. 104, No. 1, p. 97-113.
- (1999) *Faces of Intention, Selected Essays on Intention and Agency*, Cambridge, Cambridge University Press, 304 p.
- (2006) « Dynamics of Sociality », *Midwest Studies in Philosophy*, Blackwell Publishing, Inc., p.1-15
- (2014) *Shared Agency, a Planning Theory of Acting Together*, Oxford, Oxford University Press, 240 p.
- BRENTANO, Franz, (1874) *Psychology from an Empirical Standpoint*, London, Routledge, 2014, 452 p.
- CARNAP, Rudolf (1928) *The Logical Structure of the World*, Los Angeles, University of California Press, 1969, 347 p.
- CHANT, Sara Rachel & ERNST Zachary, (2006) « Group Intention as Equilibria », *Philosophical Studies*, vol 133 no. 1, p.95-109.
- CHERNIAK, Christopher (1992) *Minimal Rationality*, Cambridge, The MIT Press, 161 p.
- COHEN, Philip R., MORGAN, Jerry., POLLACK, Martha (1990) *Intentions in Communication*, Cambridge MA, MIT Press, 520 p.
- COLEMAN, James S. (1986) « Social Theory, Social Research, and a Theory of Action », *American Journal of Sociology*, Vol. 91, No. 6, p. 1309-35.
- (1990) *Foundations of Social Theory*, Cambridge, MA: The Belknap Press of the Harvard University Press, 1014 p.
- (1992) « The Economic Approach to Sociology », in G. Radnitzky (ed.) *Universal Economics. Assessing the Achievements*, New York: Paragon House, p. 133-48
- (1993) « Reply to Blau, Tuomela, Diekmann and Baumann », *Analyse und Kritik*, 15, p. 62-69.
- COMTE, Auguste (1836) *The Positive Philosophy*, trad. H. Martineau, 1855; New York: AMS Press, 1974, 436 p.
- (1851-54) *Système de politique positive*, Paris, L. Mathias, vol.II.
- DE SOTO, Hernando, (2000) *The Mystery of Capital, Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York, Basic Books, 288 p.
- DURKHEIM, Emile (1894) *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Payot, coll. Petite Bibliothèque Payot, 2009, 240 p.

- ELSTER, Jon (1989) *Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 184 p.
- ERNST, Zachary and CHANT, Sara Rachel, (2007) « Collective Action as Individual Choice », *Studia Logica* 86; p. 415-434.
- FISETTE, Denis, (2003) « Intentionnalité collective, rationalité et action », in Bénédicte Reynaud, *Les Limites de la rationalité*, Tome 2, Paris, La Découverte « Recherche », p. 348-364.
- FITZPATRICK, Dan (2003) « Searle and Collective Intentionality, The Self-deafeating Nature of Internalism with Respect to Social Facts », in *American Journal of Economic and Sociology*, Volume 62, Issue 1, January, p. 45-66.
- FODOR, Jerry A. (1974) « Special Sciences », *Syntheses* 28: p. 97-115.
- FOTION, Nicholas (2000) *John Searle*, Princeton/Oxford: Princeton University Press, 256 p.
- FREGE Gottlob (1892) « Sens et dénotation », in *Ecrits logiques et philosophiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1971, p. 102-126.
- FREUD, Sigmund, (1933), *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 1989, 250 p.
- GIBSON, James Jerome (1977) *The Theory of Affordances; In Perceiving, Acting, and Knowing*, New York, Eds. Robert Shaw and John Bransford, 504 p.
- (1979) *The Ecological Approach to Visual Perception*, Hove, United Kingdom, Psychology Press, 1 edition (November 22, 2014), 346 p
- GILBERT, Margaret (1989) *On Social Facts*, London and New York, Routledge, 521 p.
- (1996) *Living Together: Rationality, Sociality and Obligation*, Lanham, Rowman & Littlefield Pub Inc., 432 p.
- (2000) *Sociality and Responsibility: New Essays in Plural Subject Theory*, Lanham, Rowman & Littlefield, 180 p.
- (2002a) « Acting Together », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 53-71.
- (2002b) « Considerations on Joint Commitment: Responses to Various Comments », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 73-101.
- (2003) *Marcher ensemble: Essais sur les fondements des phénomènes collectifs*, Presses Universitaires de France: Paris, France, 192 p.
- (2006) *A Theory of Political Obligation*, Oxford, Clarendon Press, 332 p.

- (2007) « Searle and Collective Intentions », in Tsohatzidis, Savas L. (ed.) (2007) *Intentional Acts and Institutional Facts. Essays on John Searle's Social Ontology*. Theory and Decision Library A, vol. 41, Springer, p. 31-38.
- (2009) « Shared Intention and Personal Intentions », *Philosophical Studies*, 144, p.167-187.
- (2013). *Joint Commitment: How We Make the Social World*, New York, Oxford University Press, p. 466.
- GOLD, Natalie et SUGDEN, Robert. (2006) « Collective Intentions and Team Agency », *Journal of Philosophy* 104 (3), p. 109–137.
- GOLDSTEIN, Leon J. (1956) « The Inadequacy of the Principle of Methodological Individualism », in *The Journal of Philosophy*, Vol. 53, no. 25, p. 801-813.
- HARGREAVES HEAP, Shaun (1995) *Game Theory, a Critical Introduction*, London, Routledge, 384 p.
- HATTIANGADI, Anandi (2007) *Oughts and Thoughts, Rule-following and the Normativity of Content*. Oxford, Clarendon Press, 240 p.
- HAYEK, Friedrich, A. (1948) *Individualism and Economic Order*, Chicago: Henry Regnery, 1972, 280 p.
- (1953) *Scientisme et sciences sociales. Essai sur le mauvais usage de la raison*, Paris, Édition Pocket, 181 p.
- HEMPEL, Carl G. (1965) *Aspect of Scientific Explanation and Other Essays in the Philosophy of Science*, New York, Free Press, 504 p.
- (1969) « Logical Positivism and the Social Sciences », p. 163-94 in P. Achinstein and S.F. Barker (eds) *The Legacy of Logical Positivism*, Baltimore: Johns Hopkins Press, 300 p.
- HENNING, Borris (2002) « Holistic Arguments for Individualism », in Meggle, G., *Social facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 103-123.
- HINDRIKS, Frank (2002) « Social Ontology, Collective Intentionality, and Ockhamian Skepticism », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, 9. 125-149.
- HORNSBY, Jennifer (1997) « Collectives and Intentionality », *Philosophy and Phenomenological Research*, 57 (2): p. 429-434.
- JOHANSSON, Ingvar (2003) « Searle's Monadological Construction of Social Reality », *The American Journal of Economics and Sociology*, Vol. 62, No. 1, pp. 233-255.

- KAUFFMAN, Stuart (1971) « Articulation of Parts Explanation in Biology and the Rational Search for Them », *Boston Studies in the Philosophy of Science*, n°8, p. 257-272.
- KIM, Jaegwon (1998) *Mind in a Physical World: An Essay on the Mind-Body Problem and Mental Causation*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 156 p.
- KINCAID, Harold (1997) *Individualism and The Unity of Science*, New York, Rowman & Littlefield, 172 p.
- KRIPKE, Saul (1982) *Wittgenstein on Rule and Private Language*. Cambridge, Harvard University Press, 160 p.
- KROPOTKINE, Pierre (2001) *L'entraide; un facteur de l'évolution*, Montréal, Les éditions Écosociété, 400 p.
- LABORIT, Henri (1976), *Éloge de la fuite*, Collection Folio essais (n° 7), Paris, Gallimard, 1985, 192 p.
- LEPORE, Ernest, and GULICK, Robert (eds) (1991) *John Searle and his Critics*, Oxford/Cambridge, Mass., Blackwell, 420 p.
- LEWIS, David (1969) *Convention: A Philosophical Study*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 224 p.
- LUKES, Steven (2007) « Searle versus Durkheim », in S.L. Tsohatzidis, (ed.), *Intentional Acts and Institutional Facts*, Springer, p. 191-202.
- MATHIESEN, Kay. (2002) « Searle, Collective Intentions and Individualism », in MEGGLE, Georg, *Social facts and collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 185-204.
- MCARTHUR, Leslie Zebrowitz et BARON, Reuben (1983), « Toward an Ecological Theory of Social Perception », *Psychological Review*, 90 (3), p. 215-238.
- MEGGLE, Georg (2002) *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, 478 p.
- MEIJERS, Anthonie W. (2003) « Can Collective Intentionality be Individualized? », *American Journal of Economics and Sociology*, vol 62, no.1, p. 167-183.
- MENGER, Carl, (1871) *Principles of Economics*, New York: New York University Press, 1976, 328 p.
- (1985) *Investigations into the Method of the Social Sciences*, New York, New York University Press, 237 p.
- MILL, John Stuart (1843) *A System of Logic: Ratiocinative and Inductive, Collected Works*, Toronto: University of Toronto Press, vols VII-VIII, 1974.

- MILLER, Kaarlo (2002) « Individual and Joint Commitments », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 255-272.
- MILLER, Seumas (2001) *Social Action, a Teleological Account*, Cambridge, Cambridge University Press, 322 p.
- (2002) « Against Collective Agency », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 273-298.
- MISES, Ludwig Von (1922) *Socialism: An Economic and Sociological Analysis*, London: Jonathan Cape, 1951, 596 p.
- (1933) *Epistemological Problems of Economics*, New York: New York University Press, 1976, 341 p.
- MONNET, Éric, NAVARRO, Pierre, (2009) « Les institutions sont-elles dans la tête ? Entretien avec John Searle », *Tracé, Revue de Sciences Humaines*, 17, p. 243-258.
- NAGEL, Ernst, (1949) « The Meaning of Reduction in the Natural Sciences », in Stauffer, R. C. (éd.), *Science and Civilization*, Madison, University of Wisconsin Press, p. 97-135.
- NOZICK, Robert (1974) *Anarchy, State and Utopia*, New York, Basic Books, New York, 367 p.
- NETTLE, Daniel (1997) « On the Status of Methodological Individualism », *Current Anthropology*, Vol. 38, no. 2, p. 283-286.
- NEURATH, Otto, HAHN, Hans and CARNAP, Rudolf (1929) « The Scientific Conception of the World: The Vienna Circle », p. 299-318 in NEURATH, Otto, *Empiricism and Sociology*, Dordrecht-Holland: D. Reidel Publishing Company, 1973, 475 p.
- PARETO, Vilfredo (1972) *Manual of Political Economy*, London: Macmillan, 504 p.
- PEPIN, Éric (2009). *La Nature de l'intentionnalité dans la philosophie de John R. Searle*. Mémoire. Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 135 p.
- PETTIT, Philip, (1993) *The Common Mind. An Essay on Psychology, Society and Politics*, USA, Oxford University Press, 400 p.
- POPPER, Karl Raimund (1944) « The Poverty of Historicism, I-III », *Economica*, 11, p. 86-103, 119-37; 12, 69-89.
- (1972) *Objective Knowledge. An Evolutionary Approach*, Oxford: Clarendon Press, 390 p.
- (1976) *Unended Quest: An Intellectual Autobiography*, Glasgow: Fontana/Collins, 328 p.

- PUTNAM, Hilary (1967) « Psychological Predicates », *Art, Mind and Religion: Proceedings of the 1965 Oberlin Colloquium in Philosophy*, W.H. Capitan and D.D. Merrill, Pittsburgh, PA: University of Pittsburgh Press, p. 55-68.
- (1975) « Mind, Language and Reality », *Philosophical Papers*, vol. 2, Cambridge, Cambridge University Press, 1975.
- QUINE, Willard Van Orman (1951) « Deux dogmes de l'empirisme », in *Du point de vue logique. Neuf essais logico-philosophiques*, Paris, Vrin, 2003, 254 p.
- ROBINS, Michael H. (2002) « Joint Commitment and Circularity », in Meggle, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 299-322.
- ROTH, Guenther (1976) « History and Sociology in the Work of Max Weber », *The British Journal of Sociology*, 27, p. 306-18.
- RUBEN, Douglas H. (1985) *The Metaphysics of the Social World*, London, Routledge, 189 p.
- RUSSELL, Bertrand (1905) « On Denoting », *Mind*, 56, p. 479-93.
- SARKAR, Sahotra, (1992) « Models of Reduction and Categories of Reductionism », *Synthese*, n°91, p. 167-94.
- SAWYER, Keith R. (2002) « Nonreductive Individualism part 1-Supervenience and Wild Disjunction », *Philosophy of The Social Sciences*, Vol. 32 No. 4, December, p. 537-559.
- SCHUMPETER, Joseph Alois (1908) *Das Wesen und Hauptinhalt der Theoretischen Ationalökonomie*, Leipzig: Duncker & Humbolt, 626 p.
- SEARLE, John Rogers (1969) *Speech Acts, An Essay in the Philosophy of Language*, Cambridge: Cambridge University Press, 203 p.
- (1979) *Expression and Meaning*, Cambridge, Cambridge University Press, 187 p.
- (1985) *L'intentionnalité: essai de philosophie des états mentaux*, Paris: Les Éditions de Minuit, 340 p.
- (1990) « Collective Intentions and Actions », in P. Cohen, J. Morgan and M. E. Pollack (eds.) *Intentions in Communication*, Cambridge, Mass.: MIT Press, Bradford Books, p.401-415
- (1992) *The Rediscovery of the Mind*, Cambridge, Mass., MIT Press, 270 p.
- (1995) *The Construction of Social Reality*, New York, First Free Press Edition, 241 p.
- (1999) *Mind, Language and Society, Philosophy in the Real World*, New York: Basic Books, 1998; London: Weidenfeld and Nicholson, 1999, 175 p.

- (2005) « What is an Institution? », *Journal of Institutional Economics*, n.1, juin, p. 1-22
- (2010) *The Making of the Social World: The Structure of Human Civilization*. Oxford, Oxford University Press, 208 p.
- (2011) *Thinking About the Real World*. Ed. Franken et al., Berlin, Ontos Verlag (Nov 27) 236 pages.
- SELLARS, Wilfrid (1974) *Essays in Philosophy and its History*, Reidel, Dordrecht 462 p.
- SILLAMY, Robert (1980) *Dictionnaire de psychologie*, Paris, Bordas, 768 p.
- SIMMEL, Georg (1917) *Grundfragen der Soziologie*, Berlin, Goschen, 103 p.
- SMITH, Adam (1776) *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Économica, 2000, 414 p.
- SMITH, Barry (ed.) (2003) *John Searle*, Cambridge/New York: Cambridge University Press, 292 p.
- SMITH, Barry & SEARLE, John (2003) « The Construction of Social Reality », *American Journal Economics and Sociology*, 62: 2, 285-309.
- SOWELL, Thomas (1974) *Classical Economics Reconsidered*, Princeton, Princeton University Press, 168 p.
- TOMASELLO, Michael (2009) *The Origins of Human Communication*, Cambridge Mass., MIT Press, 408 p.
- TUOMELA, Raimo. & MILLER, Kaarlo (1988) « We-Intention », *Philosophical Studies* 53, Kluwer Academic Publishers, p. 367-389.
- TUOMELA, Raimo (1990) « Methodological Individualism and Explanation », *Philosophy of Science*, Vol. 57, No. 1 (Mar.), p. 133-140.
- (1995) *The Importance of Us: A Philosophical Study of Basic Social Notions*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 470 p.
- (1997) « Searle on Social Institutions », *Philosophy and Phenomenological Research*, 57, p. 435-41.
- (2005) « We-Intentions Revisited », *Philosophical Studies* 125, p. 327-369.
- (2007) *The Philosophy of Sociality: The Shared Point of View*, New York, Oxford University Press, 318 p.
- TURNER, Jonathan H. (1997) *The Institutional Order: Economy, Kinship, Religion, Polity, Law, and Education in Evolutionary and Comparative Perspective*. New York: Longman, 306 p.

- TSOHATZIDIS, Savas L. (dir.) (2007) *Intentional Acts and Institutional Facts. Essays on John Searle's Social Ontology*. Theory and Decision Library A, vol. 41. Springer, 224 p.
- UDEHN, Lars, (2001) *Methodological Individualism: Background, History and Meaning*, London, Routledge, 464 pages.
- VANDERVEKEN, Daniel, (1997) « La Logique illocutoire et l'analyse du discours », in Daniel Luzzati et al (dirs) *Le Dialogue*, Peter Lang, p. 59-94.
- (2002) « Searle on Meaning and Action », in *Speech Acts, Mind and Social Reality Discussions with Searle*, Studies in Linguistics and Philosophy, Dordrecht, Kluwer, p. 141-161.
- (2006). « Fondements de la logique des attitudes ». *Manuscrito* XXIX, n°2, p. 351–98.
- (2007) « Principes de pragmatique formelle du discours », in *Philosophiques*, no. 2, volume 34, p. 229-58.
- (2008) « Attitudes, tentatives et actions », in Daniel Vanderveken et Denis Fiset (dirs) *Action, rationalité & décision – Action, Rationality & Decision*, Londre: College Publications, p. 39 à 72.
- VON MISES, Ludwig (1966) *Human Action: a Treatise on Economics*, Contemporary Books; 3 Revised edition, 908 p.
- WATKINS, John William Nevill (1952) « The Principle of Methodological Individualism », *The British Journal for the Philosophy of Science*, 3, p. 186-89.
- (1957) « Historical Explanation in the Social Sciences », *The British Journal for the Philosophy of Science*, 8, p. 104-17.
- (1959) « The Two Theses of Methodological Individualism », *The British Journal for the Philosophy of Science*, 9, p. 319-20.
- WEBER, Max (1921) *Économie et société*, 2 tomes, Paris, Uge Poche Pocket (Agora), 1995, 411 p. et 425 p.
- (1949) *The Methodology of the Social Sciences*, New York: The Free Press. 1949, 256 p.
- WIESER, Friedrich Von (1914) *Social Economics*, New York: Augustus M. Kelley, 1967, 154 p.
- WIMSATT, William (1976) « Reductive Explanation: A Functional Account », *Boston Studies in the Philosophy of Science*, n°32, p. 671-710.
- WISDOM, John (1970) « Situational Individualism and the Emergent Group-Properties », p. 271-96 in R. Borger and F. Cioffi (eds) *Explanation in the Behavioural Sciences*, Cambridge:Cambridge University Press, 536 p.

- WITTGENSTEIN, Ludwig (1921) (trad. G. G. Granger), *Tractatus Logico-Philosophicus*, Paris, Gallimard, 2001, 121 p.
- (1958) *Philosophical Investigations*. Oxford, Basil Blackwell, 250 p.
- YLIKOSKI, Petri & MAKELA, Pekka (2002) « We-attitudes and Social Institutions », in MEGGLE, G., *Social Facts and Collective Intentionality*, Frankfurt, German Library of Sciences, p. 459-474.
- ZAIBERT, L.A., (2003) « Collective Intention and Collective Intentionality », *The American Journal of Economics and Sociology*, Vol. 62, No. 1, pp. 209-232.
- ZETTERBERG, Hans (1963) *On Theory and Verification in Sociology*, New Jersey: Bedminster Press, 179 p.